Une politique linguistique pour la Bretagne

Rapport d'actualisation

Mars 2012

Sommaire 3
Introduction 4
Une première politique linguistique régionale en 2004 ..... *4*
Les langues de Bretagne en 2011 ..... *5*
Les fondements de la politique linguistique *7*
Les objectifs et axes de la politique linguistique *9*
1 > Les conditions du développement des langues de Bretagne 11
I La nécessité d'un cadre juridique 11
I.1 La reconnaissance relative des langues régionales dans la Constitution *11*
I.2 Obtenir la ratification de la Charte européenne et le vote d'une loi pour les langues régionales *12*
I.3 Obtenir le droit à l'expérimentation en matière de politique linguistique *15*
II Une gouvernance pour les langues de Bretagne 16
II.1 L'Office public de la Langue bretonne, outil de mise en œuvre des politiques linguistiques *16*
II.2 Le partenariat entre personnes publiques *19*
2 > La politique régionale de développement des langues de Bretagne 21
I Transmettre les langues de Bretagne 21
I.1 Développer l'enseignement bilingue *21*
I.2 Développer la formation pour adultes *39*
I.3 Favoriser la transmission familiale et préscolaire *47*
II Développer la présence des langues de Bretagne dans la vie sociale, culturelle et publique 49
II.1 Appuyer la sensibilisation, la connaissance, la diffusion et la pratique linguistiques *49*
II.2 Assurer une présence territoriale des langues de Bretagne *52*
II.3 Intensifier la présence des langues de Bretagne dans les médias *55*
II.4 Développer l'édition *60*
II.5 Encourager les pratiques culturelles *63*
III Développer la place des langues de Bretagne dans l'institution régionale 65
III.1 Le renforcement de la place des langues dans le fonctionnement de la Région *66*
III.2 La prise en compte des langues dans les politiques régionales *68*
IV Bilan des moyens de la politique linguistique régionale 69
3 > Annexes 70
I Rôle et missions de l'Office public de la Langue bretonne 70
II Charte d'utilisation des langues de Bretagne dans le fonctionnement et les politiques de la Région 73
III L'inscription de la politique linguistique dans l'Agenda 21 régional 75
IV Convention additionnelle au CPER 2007-2013 78
V Données sources des indicateurs 88

Une première politique linguistique régionale en 2004

La mobilisation de la société civile en faveur de la langue bretonne n'est pas récente : dès la fin du XIXème siècle des voix se sont élevées pour réclamer des mesures en faveur de l'enseignement du breton et sa reconnaissance dans la vie publique. L'action associative n'a fait que croître tout au long du XXème siècle. Une première reconnaissance est intervenue en 1951 avec l'adoption de la loi Deixonne autorisant l'enseignement facultatif de certaines langues régionales, dont le breton, puis en 1977 avec la Charte culturelle qui reconnaissait la « *personnalité culturelle* » de la Bretagne et lui permettait de mettre en place des outils propres. Le Conseil régional, dès son origine, a pris en compte les besoins du secteur associatif et a relayé certaines de ses revendications.

L'adoption à l'unanimité par la Région de sa politique linguistique en décembre 2004 traduisait la prise de conscience par l'institution de l'urgence à mettre en œuvre des moyens nouveaux et ambitieux pour assurer la pérennité du breton et du gallo, ces deux langues étant classées comme « *sérieusement en danger* » par l'UNESCO, partant notamment du constat de la disparition naturelle de près de 10 000 brittophones par an et de la rupture de la transmission naturelle de chacune des langues.

Il s'agissait pour la Région, grâce à cette nouvelle politique, de s'engager « *afin de permettre la pérennisation de la langue et de la culture bretonnes* » au travers de quatre objectifs déclinés en détail dans la politique linguistique et mettant en application les principes et dispositions concrètes de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires[1] :

- « *Assurer le maintien et la transmission du breton populaire, ce qui suppose de viser la stabilisation du nombre de locuteurs ;*
- *Permettre à chaque breton qui le souhaite d'apprendre, d'écouter, de parler et de lire le breton ;*
- *Favoriser la présence de la langue bretonne dans les divers champs de la vie sociale en Bretagne. Il s'agit bien de promouvoir le bilinguisme ;*
- *Assurer la reconnaissance du gallo, encourager l'initiation et favoriser son expression.* »

En préalable de cet engagement, la Région considérait que « *le pluralisme linguistique de la Bretagne est ancien et constitutif de son identité* » et reconnaissait « *officiellement, aux côtés de la langue française, l'existence du breton et du gallo comme langues de la Bretagne* ». La portée politique de cette reconnaissance officielle unanime des langues de Bretagne a été importante : elle a été accueillie favorablement, tant par la population bretonne que par les acteurs du développement du breton et du gallo qui y ont vu une première étape vers la réparation historique des politiques menées pendant plus d'un siècle en vue de les marginaliser, voire de les faire définitivement disparaître.

La mise en place de cette nouvelle politique a permis de mieux structurer l'action régionale en faveur des langues, qu'il s'agisse du soutien direct aux acteurs ou des relations avec les autres collectivités et services de l'Etat en charge des questions s'y rapportant – le Rectorat de l'Académie de Rennes, par exemple, dans le cadre de la négociation sur la Convention additionnelle au Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013[2].

Dès le budget primitif 2006 a été ainsi créé le programme 721 intitulé « *Promouvoir la langue bretonne et l'expression gallèse* », rattaché à la Mission VII et regroupant les actions qui relevaient auparavant de divers programmes. Ce programme est devenu en 2011 le programme n°413 « Développer les langues de Bretagne » rattaché à la Mission IV. En même temps était créé un service des Langues de Bretagne au sein de la Direction de la Formation initiale.

La politique linguistique a connu une montée en puissance régulière depuis l'origine : alors que près de 5 millions d'euros lui étaient consacrés en 2005, la somme des affectations a atteint 7,5 millions à la fin de l'année 2011[3]. Cette augmentation continue des crédits est un des signes de la volonté de la Région d'accompagner et de structurer la dynamique en faveur des langues qui s'approfondit au sein de la société

[1] Signée par la France en 1999 mais qui attend toujours sa ratification et sa transcription dans le droit positif.

[2] Voir la « Convention additionnelle au Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 pour la transmission de la langue bretonne et le développement de son usage dans la vie de tous les jours » page 78.

[3] Voir le budget consolidé de la politique linguistique page 90.

bretonne. Le principal bénéficiaire en est en effet le tissu associatif qui, depuis 2005, a progressé selon plusieurs angles : professionnalisation, parfois institutionnalisation, élargissement des périmètres d'action – voire création d'activités nouvelles - ou du champ territorial de référence, etc.

Sept ans après la mise en place de cette politique, il est devenu indispensable d'en effectuer le bilan, d'examiner les évolutions contextuelles – pour certaines dues à l'impact de l'action régionale – et d'envisager des développements nouveaux en fonction des politiques menées par la collectivité régionale.

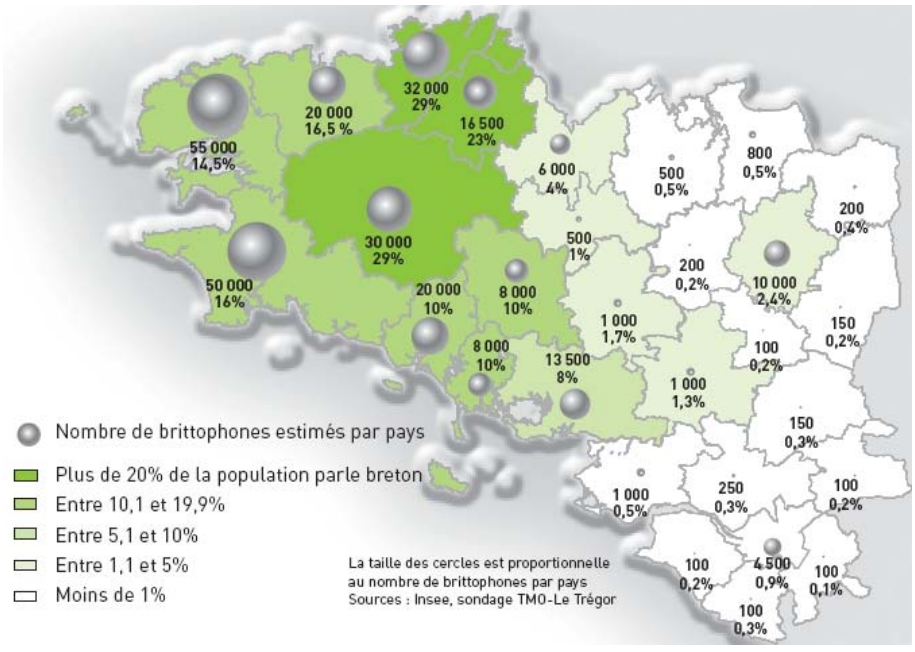
Les langues de Bretagne en 2011

Lors du dernier recensement général, en 1999, l'INSEE a réalisé une enquête intitulée « Etude de l'Histoire familiale ». Cette enquête comportait notamment des questions sur la pratique des langues à la maison. Il en ressort qu'il y avait à cette époque environ 264 000 locuteurs du breton (plus 30 000 hors Bretagne, particulièrement en région parisienne) et 33 000 du gallo :

	Brittophones						Gallophones					
	Plus de 18 ans	%par département	dont entre 18 et 30 ans	%par département	Moins de 18 ans	%par département	Plus de 18 ans	%par département	dont entre 18 et 30 ans	%par département	Moins de 18 ans	%par département
Côtes-d'Armor	67 701	15,40%	*5 501*	*7,50%*	*1065*	*1,00%*	8 042	1,80%	*1136*	*1,50%*	*Pas de données*	
Finistère	132 342	19,60%	*7 739*	*5,90%*	*2 567*	*1,50%*	359	0,10%	*0*	*0,00%*	*Pas de données*	
Ille-et-Vilaine	8 787	1,30%	*2 566*	*1,60%*	*331*	*0,20%*	16 884	2,50%	*1289*	*0,80%*	*Pas de données*	
Loire-Atlantique	6 870	0,80%	*1683*	*0,90%*	*208*	*0,10%*	4 443	0,50%	*491*	*0,20%*	*Pas de données*	
Morbihan	48 151	9,50%	*2 695*	*2,80%*	*1502*	*1,20%*	2 977	0,60%	*206*	*0,20%*	*Pas de données*	
Bretagne	**263 851**	**8,30%**	***20 184***	***3,10%***	***5 673***	***0,70%***	**32 705**	**1,00%**	***3 122***	***0,50%***	***Pas de données***	

Office public de la Langue Bretonne à partir des données du RGP 1999 (INSEE)

Un sondage réalisé en 2007 par Fañch Broudic-TMO Régions sur un échantillon représentatif de personnes de 15 ans et plus a permis d'avoir une vision actualisée de la pratique du breton : le nombre de locuteurs est désormais estimé à 206 000 - soit 5,5% de la population bretonne au lieu de 8,3% en 1999. Le Finistère est le département dans lequel on trouve le plus de locuteurs adultes, suivi des Côtes-d'Armor et du Morbihan : 20% des Finistériens âgés de 18 ans et plus déclarent parler breton avec des proches, plus de 15% des Costarmoricains et 9,5% des Morbihannais. Si l'on étudie la répartition par pays à partir des données de 1999, il apparaît que le taux le plus élevé de pratique du breton se trouve dans les pays de l'Ouest des Côtes-d'Armor : près du tiers de la population du Trégor-Goëlo, de celle du Pays de Guingamp et de celle du Pays Centre-Ouest-Bretagne est brittophone. A titre de comparaison, à l'Est, 0,2% de la population est brittophone dans les pays de Vitré, Vallons-de-Vilaine et Brocéliande. Dans ces tranches d'âges, le déséquilibre Ouest/Est traditionnel apparaît clairement : le nombre de brittophones est 10 fois plus élevé dans le Finistère qu'en Ille-et-Vilaine. En Ille-et-Vilaine et en Loire-Atlantique, la proportion de brittophones au sein de la population adulte est donc très faible, mais les locuteurs se concentrent dans les grandes agglomérations.



Répartition des brittophones par pays en 1999 - Office public de la Langue bretonne

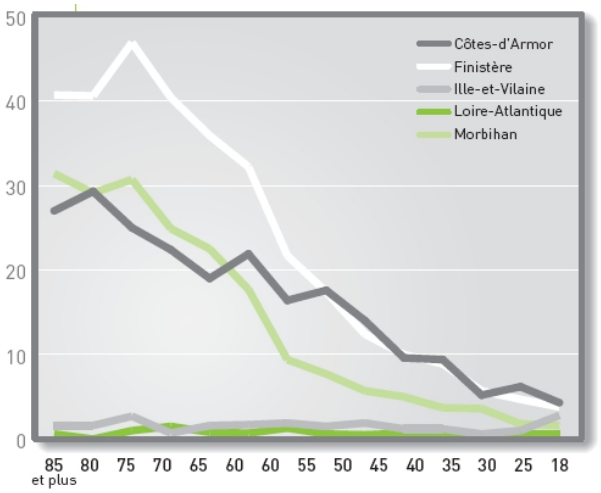
Par ailleurs, seuls 1% des Bretons déclaraient parler le gallo en 1999. C'est en Ille-et-Vilaine que sa pratique est la plus vivante, suivie des Côtes-d'Armor et de la Loire-Atlantique. En 1999, l'Ille-et-Vilaine était ainsi le seul département où les gallophones étaient plus nombreux que les brittophones dans l'ensemble de la population adulte.

Un déséquilibre de la pratique selon les classes d'âge…

Le non renouvellement des locuteurs, dû à l'arrêt de la transmission familiale et à l'exclusion de l'espace public dans le passé, qui a empêché un réapprentissage suffisant de la langue, a provoqué un vieillissement de la population parlant breton. En effet, les ¾ des brittophones avaient plus de 50 ans en 1999, et 50% avaient plus de 65 ans. Et seulement moins de 1 brittophone sur 10 avait moins de 30 ans. La proportion de locuteurs actifs parmi les jeunes de moins de 18 ans passait sous la barre des 5% dans l'ensemble des départements bretons.

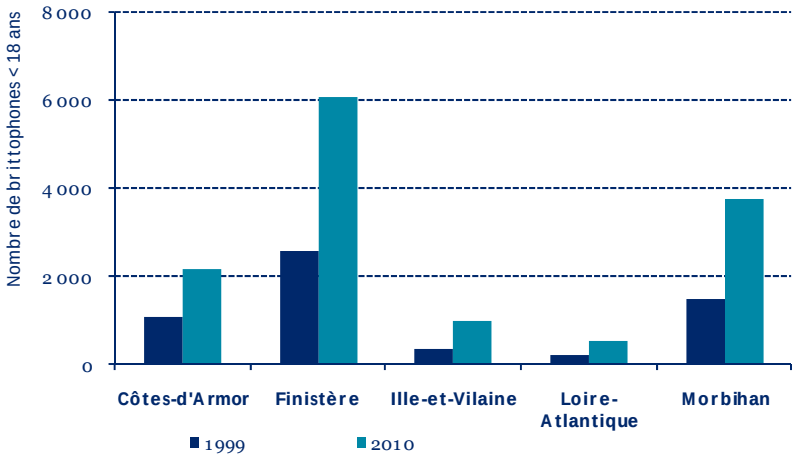
C'est dans le Finistère et les Côtes-d'Armor que se trouvent le plus de brittophones âgés entre 18 et 30 ans, très nettement devant les autres départements. Cependant, si le Finistère est le 1er département en valeur absolue, c'est aussi celui où l'écart entre le nombre de locuteurs adultes et le nombre de locuteurs de 18 à 30 ans est le plus élevé, puisqu'on passait de 20% de locuteurs à moins de 6% en 1999. Or, le nombre de jeunes locuteurs est un des indicateurs de la santé d'une langue…

La population qui parle le gallo décroît elle aussi, marquée par un très fort vieillissement des locuteurs qui caractérise une absence de transmission familiale de la langue similaire à la situation du breton. Les ¾ des locuteurs du gallo étaient âgés de plus de 50 ans et seuls 10% avaient moins de 30 ans en 1999. Cependant la situation du gallo est aggravée par l'absence totale de scolarisation bilingue.



Pourcentage de locuteurs du breton par département suivant les classes d'âge en 1999 - Office public de la Langue bretonne

… mais une progression de la pratique du breton chez les moins de 18 ans



Indicateur 1 : évolution du nombre de brittophones < 18 ans selon le département entre 1999 et 2010 – données source page 88

Dans le contexte d'une transmission familiale encore très faible, avec 14 082 élèves le nombre de locuteurs de breton de moins de 18 ans est en nette augmentation dans tous les départements : environ 1,6% des jeunes de moins de 18 ans connaissent le breton en 2011. Ce taux a fortement progressé (150%) entre 1999 et aujourd'hui grâce au développement de l'enseignement bilingue : ils n'étaient que 5 673, soit 0,7%, en 1999, date de l'enquête de l'INED.

L'enseignement du breton se développe partout, notamment dans les secteurs urbains ainsi que dans des zones où il n'était pas traditionnellement très présent : à titre d'exemple, la Communauté de Communes du Pays de Josselin affiche un taux de scolarisation bilingue important (11,7%) des effectifs primaires, un taux parmi les plus élevés de Bretagne ; à Redon également, près de 15% des élèves du primaire sont scolarisés dans l'enseignement bilingue.

Le pays qui compte le plus d'élèves en filières bilingues est le Pays de Brest, qui a passé le cap des 3 000 élèves à la rentrée 2010. Il est le premier pays de Bretagne, devant les Pays de Cornouaille et de Vannes.

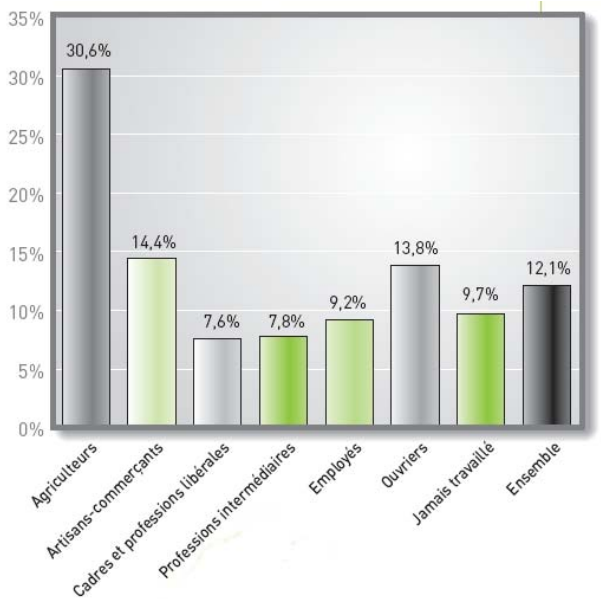
Un déséquilibre selon les catégories socioprofessionnelles

L'analyse de la pratique de la langue bretonne par catégorie socioprofessionnelle (CSP) révèle que c'est chez les agriculteurs que la pratique du breton est la plus intense. Près du tiers des agriculteurs de la Bretagne administrative parle breton en 1999. Longtemps, le breton a donc été davantage préservé dans les territoires ruraux que dans les villes : sa pratique s'est progressivement urbanisée, suivant ainsi les mutations de la société bretonne. Cette évolution s'exprime dans la proportion de locuteurs parmi les employés, artisans-commerçants et les ouvriers qui sont les catégories socioprofessionnelles dans lesquelles on trouve le plus de brittophones.

Si la proportion de brittophones parmi les professions intermédiaires et les cadres et professions libérales est plus faible, elle n'est cependant pas insignifiante, avec plus de 7,5% de la population de ces CSP parlant breton.

La baisse de la pratique observée chez les jeunes touche toutes les CSP.

La pratique du gallo selon les catégories socioprofessionnelles montre quant à elle une forte représentation du secteur primaire.



Proportion de brittophones par catégories socioprofessionnelles en Région Bretagne en 1999 - Office public de la Langue bretonne

Une perception positive de la langue bretonne

Le sondage Fañch Broudic-TMO Régions de 2007 a enfin apporté des renseignements précieux pour ce qui concerne les attentes de la population :

- les personnes qui considèrent qu'il faut conserver le breton représentent 89% de la population de la Basse-Bretagne et 87% de celle de la Haute-Bretagne ;
- les personnes favorables au développement de l'enseignement du breton représentent 83% de la population de la Basse-Bretagne et 88% de celle de la Haute-Bretagne (soit 86% pour la Bretagne – contre 77,5% en 1991) ;
- les personnes favorables à la signalisation routière bilingue français/breton représentent 74% de la population de la Basse-Bretagne et 77% de celle de la Haute-Bretagne.

Ces taux importants d'opinion favorable à la conservation et au développement de la langue bretonne constituent un signe d'espoir et encouragent tous les acteurs, notamment les collectivités, à poursuivre et amplifier la mise en place de politiques linguistiques efficaces.

Les fondements de la politique linguistique

La disparition d'une langue n'est pas un phénomène récent. Près de 30 000 langues seraient nées et auraient disparu depuis 5 000 ans. Les causes de disparition d'une langue peuvent être multiples et complexes : d'ordre démographique, géographique, militaire, économique, politique, social et culturel… et le plus souvent l'extinction d'une langue est la conséquence de la combinaison de tous ces facteurs.

Cependant le rythme d'extinction des langues s'est accéléré au cours du XX^{ème} siècle, à mesure que les moyens de communication se développaient et que le poids des Etats se renforçait, utilisant les langues dominantes et favorisant donc l'extinction des langues minoritaires ou minorées.

A ce rythme, si rien n'est fait pour préserver la diversité du patrimoine linguistique mondial, il se pourrait que la moitié des langues encore parlées aujourd'hui disparaissent au cours du XXI^{ème} siècle, au profit de langues disposant de l'hégémonie politique, économique et sociale. Or, à chaque fois qu'une langue disparaît, c'est une partie du patrimoine de l'humanité qui sombre irrémédiablement.

Une société, confrontée à la perte probable - à court ou moyen terme - de la ou des langues dont elle a la responsabilité au moment où elle en prend conscience, doit donc opérer un choix collectif : soit prendre acte de cette disparition, soit tenter d'inverser la tendance.

La vision collective du legs à offrir aux générations futures doit guider ce choix. En cela, toute politique de préservation d'une ou plusieurs langues relève intrinsèquement d'une logique comparable à celle du développement durable : la diversité linguistique est une condition fondamentale d'un environnement culturel riche, qui conditionne l'épanouissement collectif et individuel, au même titre que la biodiversité l'est pour l'environnement naturel.

Il convient ensuite de rappeler ici les trois préalables fixés dans la politique linguistique adoptée en 2004 :

1. « *La politique de promotion de la langue bretonne n'est pas dirigée contre la langue française, elle est menée dans le cadre du bilinguisme, ouvrant sur le plurilinguisme. Elle ne menace pas l'unité nationale.*
2. *La politique linguistique en faveur de la langue bretonne repose sur l'encouragement et l'incitation et non sur l'obligation. Personne n'est dans l'obligation d'apprendre la langue bretonne.*
3. *La langue bretonne appartient à l'ensemble de la population bretonne et non à une poignée de passionnés, quels que soient leurs mérites. Il importe donc que les pouvoirs publics intègrent sa survie dans leurs politiques.* » ;

ainsi que les principes universels de liberté individuelle, de respect de la diversité, d'égalité de valeur entre toutes les langues, de tolérance et de respect des différences énumérés dans différents instruments juridiques internationaux, dont :

- la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 ;
- le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 ;
- la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle du 2 novembre 2001[4] ;
- la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950 ;
- la Charte européenne des Langues régionales ou minoritaires du 5 novembre 1992[5] ;
- La Charte européenne des Droits fondamentaux du 7 décembre 2000[6].

Conséquence du principe d'égalité de valeur entre toutes les langues, il convient également de rappeler que la politique linguistique s'applique tant au breton qu'au gallo. A ce titre, la Région soutient les initiatives en faveur du gallo selon les mêmes modalités et les mêmes finalités que celles qui concernent le breton. Elle n'opère pas de distinction qualitative.

La situation des deux langues – tant en termes de demande sociale que de réalité linguistique ressentie par les locuteurs – n'est cependant pas comparable. Le breton est une langue celtique très différente du français, tous les locuteurs ont une conscience linguistique claire, même si certains d'entre eux la refoulent ; la langue est normée, la grammaire est décrite, l'orthographe est stabilisée, il existe une tradition écrite ininterrompue depuis le XVème siècle, le lexique a été adapté en continu et permet de couvrir l'ensemble des besoins d'expression. Le gallo, pour sa part est une langue d'oïl comme le français et il existe un continuum linguistique entre ces deux langues[7]. Il n'y a toujours pas d'accord sur l'orthographe du gallo, la langue est très peu enseignée et la pratique reste essentiellement orale et conviviale. La tradition écrite en gallo est plus récente et moins étendue que celle en breton.

Dès lors, pour ce qui relève de la responsabilité propre ou de la maîtrise d'ouvrage de la collectivité, il convient que la Région appuie son action sur la demande exprimée par la population et il ne peut être question de mettre en place des dispositifs systématiques et rigides qui ne correspondraient à aucune réalité contemporaine - notamment sociolinguistique - et provoqueraient confusion ou perte d'énergie. On peut s'interroger sur la pertinence aujourd'hui de la notion de « limite linguistique », par exemple : les grandes mutations

---

[4] Notamment « *Source d'échanges, d'innovation et de créativité, la diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant. En ce sens, elle constitue le patrimoine commun de l'humanité et elle doit être reconnue et affirmée au bénéfice des générations présentes et des générations futures.* » (Article 1) ainsi que les articles 4 et 5.

[5] Notamment « *la protection des langues régionales ou minoritaires historiques de l'Europe, dont certaines risquent, au fil du temps, de disparaître, contribue à maintenir et à développer les traditions et la richesse culturelles de l'Europe* » (préambule).

[6] Nomment son article 22 : « *L'Union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique.* »

[7] Voir Philippe BLANCHET « *L'identification sociolinguistique des langues et des variétés linguistiques : pour une analyse complexe du processus de catégorisation fonctionnelle.* » - colloque MIDL 2004 – programme STIC-SHS du CNRS (http://archives.limsi.fr/2004/MIDL//actes/session%20I/Blanchet_MIDL2004.pdf).

démographiques connues par notre territoire depuis plus d'un siècle l'ont rendue obsolète et les dynamiques de développement du breton sont désormais comparables - parfois plus importantes selon les domaines ou les pays - entre Haute et Basse-Bretagne, notamment en matière d'enseignement et de formation, de pratiques culturelles, pour ce qui touche à la jeunesse, etc.

La langue bretonne étant l'un des marqueurs majeurs de la personnalité de la Bretagne, reconnue comme telle tant par les Bretons que par les visiteurs, la mettre en valeur sur l'ensemble du territoire constitue une réponse pertinente aux évolutions de la société bretonne. L'emploi conjoint du gallo et du breton aux côtés du français est également justifié quand il s'agit de répondre à la demande qui peut être exprimée par la population soucieuse de valoriser son patrimoine linguistique. Bien que dans une situation délicate, l'on sent clairement que le breton est aujourd'hui engagé sur la voie d'une lente récupération linguistique qui, partie des cercles militants, touche aujourd'hui une portion de plus en plus large de la société. A l'heure actuelle, il est par contre difficile de prédire comment le gallo et sa pratique vont pouvoir évoluer et il serait là encore éminemment souhaitable de pouvoir mesurer statistiquement la connaissance et la pratique des langues de Bretagne à intervalles réguliers afin de pouvoir adapter en permanence nos politiques linguistiques, qui doivent toujours être pensées comme des politiques dynamiques réactualisables et en aucun cas comme des politiques définitives et figées.

Les objectifs et axes de la politique linguistique

La politique linguistique adoptée en 2004 précisait que « *l'analyse partagée avec le mouvement culturel aboutit au constat d'un besoin de vision politique globale sur le moyen et long terme au niveau de la Région Bretagne. Les collectivités agissent en ordre dispersé et le plus souvent au coup par coup, et non pas en fonction d'une politique réellement élaborée. On ne voit pas comment dans ces conditions l'avenir de la langue bretonne pourrait être assuré.* »

Beaucoup de progrès ont été accomplis depuis l'adoption de ce texte, que ce soit directement grâce aux efforts de structuration menés par la Région ou par le renforcement de la prise en compte des besoins linguistiques de la population par les autres niveaux de collectivités territoriales bretonnes, en coordination entre elles ou en concertation avec la Région et les acteurs, en particulier associatifs, du développement de la langue.

Des besoins nouveaux sont également apparus entre 2004 et 2011, représentatifs des évolutions de la société bretonne et donc de la demande autour de ses langues. L'on peut par exemple songer à la multiplication des diffuseurs audiovisuels (TNT et Internet), à la demande croissante autour de la petite enfance, au développement remarqué des formations professionnelles pour adultes.

La « *vision politique globale sur le moyen et long terme* » revendiquée en 2004 reste donc d'actualité, qu'il s'agisse d'accompagner les efforts de structuration continue de la société civile engagée en faveur des langues ou de renforcer les coordinations entre collectivités, établissements publics, Etat et autres acteurs de rang régional, départemental ou local.

En préalable à l'actualisation en 2011 de sa politique linguistique, la Région Bretagne réaffirme par conséquent qu'elle :

- « *reconnaît officiellement, aux côtés de la langue française, l'existence du breton et du gallo comme langues de la Bretagne* » ;
- « *s'engage, par ce plan de politique linguistique et en recherchant la plus large association de ses partenaires et, en particulier des cinq Départements bretons, afin de permettre la pérennisation de la langue et de la culture bretonnes* ».

Afin de remplir cet engagement, l'objectif principal à court et moyen termes de la Région, qu'elle souhaite faire partager à ses partenaires, est *a minima* de stabiliser le nombre de locuteurs de ses langues. Ceci implique une action forte vers la jeunesse actuelle et à venir afin de compenser la diminution malheureusement inéluctable de la population des locuteurs, due à son vieillissement naturel. Ceci justifie que la politique linguistique ait été rattachée à la politique régionale en matière de formation.

A moyen et long termes, au-delà de la stabilisation, elle agira pour que le nombre des locuteurs de ses langues augmente à nouveau.

Pour ce faire, la Région organise son action en faveur des langues de Bretagne selon deux grands axes :

- sur un plan tant politique qu'organisationnel à l'échelle de l'ensemble de la Bretagne et de la France, obtenir les conditions favorables au développement de ses langues, qu'il s'agisse tant de leur reconnaissance légale, qui reste indispensable, que du renforcement de la coordination des personnes publiques dont les politiques impactent le développent actuel ou futur du nombre de locuteurs ;

- dans son rôle de soutien aux initiatives de la société civile et en tant que maître d'ouvrage, de mettre en œuvre tous moyens propres à :
    - assurer le respect du droit à la transmission des langues, tant par l'enseignement initial que la formation des adultes, en prenant en compte tous les niveaux de langue ;
    - permettre à ceux qui le souhaitent d'avoir accès à ces langues et de les pratiquer dans la vie publique, sociale, culturelle, professionnelle ou personnelle ;
    - mettre en place les conditions d'une société bretonne bilingue.

  en développant des politiques linguistiques adaptées à la situation de chaque langue.

1 > Les conditions du développement des langues de Bretagne

I La nécessité d'un cadre juridique

I.1 La reconnaissance relative des langues régionales dans la Constitution

Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 15 juin 1999[8], estimait que la Charte européenne des Langues régionales ou minoritaires comprenait des clauses contraires à la Constitution, qui rendaient sa ratification impossible.

Pour contourner cet obstacle, le législateur a obtenu pour la première fois mention des langues régionales dans la Loi fondamentale le 23 juillet 2008 à l'occasion de l'adoption de la loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Vème République en créant un article 75-1 aux termes duquel « *Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France.* »

Les espoirs suscités par cette avancée ont malheureusement été anéantis par la décision du Conseil constitutionnel du 20 mai 2011, à l'occasion d'une question prioritaire de constitutionnalité[9], estimant que l'article 75-1 de la Constitution « *n'institue pas un droit ou une liberté que la Constitution garantit.* » Par conséquent, ni les particuliers ni les collectivités ne peuvent s'en prévaloir pour contester des dispositions législatives ou réglementaires qui méconnaissent les droits légitimes des langues régionales.

L'article 75-1, pour le juge constitutionnel, n'a qu'une valeur purement déclarative, ce qui est pour le moins nouveau dans la jurisprudence constitutionnelle et est de nature à produire des doutes sérieux, soit sur la portée même du texte fondamental, soit sur la capacité de son juge à l'interpréter de manière impartiale. Par extension, il pourrait d'autre part laisser craindre que la notion même de « patrimoine de la France » - qu'il soit matériel ou immatériel – n'ait désormais plus aucune valeur.

La décision de 2011 constitue une forme de recul : d'une part l'interprétation restrictive (1999) de l'article 2 (« *La langue de la République est le français* ») n'est pas remise en cause, ayant pour effet d'interdire la co-officialisation des langues régionales ; d'autre part l'article 75-1 ne peut justifier la création de moyens de protection pour ces mêmes langues.

Engagement 1 : Obtenir l'inscription de droits opposables en faveur des langues de France dans la Constitution.

Il est plus que jamais nécessaire que l'article 75-1 soit complété de manière à très explicitement préciser les droits qu'il ouvre aux langues régionales ou minoritaires de France en prenant en compte les arguments de la décision de 1999. Mieux encore, cet article ainsi complété devrait devenir un alinéa de l'article 2 de la Constitution, ce qui lèverait tout ambigüité relative à la portée réelle des diverses dispositions de cette dernière.

La Région agira auprès du législateur et du Gouvernement pour qu'une proposition ou un projet de loi constitutionnels soient déposé en ce sens.

[8] Décision n° 99-412 DC du 15 juin 1999 'Charte européenne des langues régionales ou minoritaires' notamment « *10. Considérant qu'il résulte de ces dispositions combinées que la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, en ce qu'elle confère des droits spécifiques à des "groupes" de locuteurs de langues régionales ou minoritaires, à l'intérieur de "territoires" dans lesquels ces langues sont pratiquées, porte atteinte aux principes constitutionnels d'indivisibilité de la République, d'égalité devant la loi et d'unicité du peuple français ; 11. Considérant que ces dispositions sont également contraires au premier alinéa de l'article 2 de la Constitution en ce qu'elles tendent à reconnaître un droit à pratiquer une langue autre que le français non seulement dans la "vie privée" mais également dans la "vie publique", à laquelle la Charte rattache la justice et les autorités administratives et services publics* ».

[9] Décision n° 2011-130 QPC du 20 mai 2011 'Mme Cécile L. et autres [Langues régionales]'.

I.2 Obtenir la ratification de la Charte européenne et le vote d'une loi pour les langues régionales

Sans attendre un statut pour les langues de France lors d'une prochaine révision constitutionnelle, il apparaît aujourd'hui plus que jamais urgent que des dispositions concrètes soient prises dans les plus brefs délais pour donner aux langues régionales les outils indispensables à leur pérennisation.

Sept ans après l'adoption de la politique linguistique régionale, le constat fait à l'époque (« *Le breton ne peut se passer d'un cadre juridique. L'action doit donc se poursuivre pour la ratification de la Charte Européenne des langues régionales et minoritaires et l'élaboration d'une législation interne afin de permettre la pleine reconnaissance des langues régionales* ») reste parfaitement d'actualité.

Les acteurs du développement des langues régionales ne peuvent en effet se satisfaire de l'argumentation qui leur est régulièrement opposée selon laquelle d'une part, la France agit déjà fortement, au travers de diverses mesures, pour ses langues. D'autre part un cadre juridique national ne serait pas nécessaire car les politiques linguistiques ne relèvent que de l'action des collectivités territoriales et des locuteurs de chacune des langues.

La seule lecture de l'Atlas UNESCO des langues en danger dans le Monde[10] suffit à s'en convaincre : sur les 26 langues recensées en France métropolitaine par l'UNESCO, toutes sont classées « sérieusement en danger » - dont le breton et le gallo - sauf :

- le corse, le gascon, le franco-provençal, le provençal-alpin, le wallon, le yiddish et le romani, classés « en danger » ;
- le basque, l'alémanique, le francique rhénan, le francique mosellan et le flamand occidental, classés « vulnérables ».

Il apparaît, à la lecture de cette liste, qu'hormis la langue corse, les langues qui bénéficient d'une situation moins défavorable sont celles qui sont transfrontalières et dont la survie, loin d'être garantie sur le sol français[11], paraît mieux assurée grâce aux mesures de protection et de développement dont elles bénéficient sur le territoire des Etats voisins, toutes mesures relevant de principes juridiques établis soit au niveau national, soit au niveau régional quand celui-ci dispose de la capacité à élaborer des lois (Espagne, Belgique…). Le cas de la langue corse est d'autre part éclairant : elle est la seule langue régionale – avec dans une certaine mesure l'alsacien (alémanique) - à disposer de mesures dérogatoires de développement, en particulier l'enseignement généralisé.

Un cadre législatif et réglementaire unique permettrait *a minima*, grâce à l'application d'une « clause de la langue la plus favorisée, » de gommer les inégalités de traitement entre les langues régionales qui constituent une anomalie manifeste. Les langues régionales ont aussi le droit à bénéficier du principe de l'égalité républicaine.

I.2.1 La Charte européenne des Langues régionales et minoritaires

La plupart des pays membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe ont mis en place des politiques de sauvegarde et de développement des langues régionales ou minoritaires sur leur territoire.

L'Union européenne exige des pays candidats à l'adhésion la signature et la ratification de la Charte Européenne des langues minoritaires du Conseil de l'Europe, adoptée le 5 novembre 1992 à Strasbourg et entrée en vigueur le 1er mars 1998. Sur les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe, 25 ont ratifié cette Charte et 8 l'ont signée sans la ratifier, dont la France.

La Charte vise à protéger et à promouvoir les langues régionales ou minoritaires et à en favoriser l'emploi dans la vie privée et publique. En la ratifiant, les Etats s'engagent à respecter huit principes fondamentaux :

- « *La reconnaissance des langues régionales ou minoritaires en tant qu'expression de la richesse culturelle ;*
- *Le respect de l'aire géographique de chaque langue régionale ou minoritaire ;*
- *La nécessité d'une action résolue de promotion ;*

[10] www.unesco.org/culture/languages-atlas/index.php

[11] Certaines d'entre elles sont de fait particulièrement menacées sur le territoire français (franco-provençal, flamand occidental…) et en situation plus difficile que la langue bretonne, par exemple.

- *La facilitation et/ou l'encouragement de l'usage oral et écrit dans la vie publique et dans la vie privée ;*
- *La mise à disposition de formes et de moyens adéquats d'enseignement à tous les stades appropriés ;*
- *La promotion des échanges transfrontaliers ;*
- *La prohibition de toute forme de distinction, discrimination, exclusion, restriction ou préférence injustifiées portant sur la pratique d'une langue régionale ou minoritaire et ayant pour but de décourager ou de mettre en danger le maintien ou le développement de celle-ci ;*
- *La promotion par les Etats de la compréhension mutuelle entre tous les groupes linguistiques du pays.* »[12]

Les Etats doivent ensuite choisir au minimum 35 mesures concrètes parmi les 68 qui sont énumérées dans la partie III du document, regroupées en 7 domaines de la vie publique (enseignement, justice, médias…). Beaucoup de ces mesures sont envisageables de manière pragmatique, « *selon la situation de chacune des langues* ».

Cette Charte pose un socle commun minimal pour les Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle envisage la sauvegarde et la promotion des langues régionales et minoritaires dans une optique pluraliste, démocratique, de dialogue des cultures et surtout comme partie intégrante des droits fondamentaux. Ne pas la mettre en œuvre constitue un signal négatif, tant vis-à-vis des locuteurs des langues régionales à qui certains droits fondamentaux sont refusés, que vis-à-vis des opinions publiques des autres pays européens et au-delà.

Engagement 2 : Obtenir la ratification de la Charte européenne des Langues régionales et minoritaires.

Sans attendre la révision constitutionnelle demandée, la Région continuera d'agir, avec les collectivités territoriales concernées (autres régions et collectivités territoriales), pour que la procédure de ratification de la Charte européenne soit mise en œuvre.

I.2.2 Une loi-cadre pour les langues de France

A la suite de l'adoption du nouvel article 75-1 de la Constitution reconnaissant les langues régionales comme appartenant au patrimoine de la France et compte tenu de l'annonce par la Ministre de la Culture en mars 2008 d'une loi le mettant en application, restée sans suite, le législateur a déposé plusieurs propositions de loi visant à donner un cadre juridique aux langues régionales et permettant notamment de soutenir les initiatives des collectivités pour assurer leur sauvegarde et leur développement. Ces propositions de lois sont actuellement toutes bloquées *sine die* :

- Proposition de loi relative à l'installation de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération en langue régionale n°136, déposée au Sénat le 26 novembre 2010, adoptée le 16 février 2011, transmise à l'Assemblée nationale, renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation ;
- Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales n°3008, déposée le 7 décembre 2010 à l'Assemblée nationale, renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation ;
- Proposition de loi pour la défense et la promotion des langues régionales n°3055, déposée le 20 décembre 2010 à l'Assemblée nationale, renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation ;
- Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales n°213, déposée au Sénat le 12 janvier 2011, renvoyée à la commission de la culture, de la communication et de l'éducation, un rapporteur étant nommé le 19 janvier 2011 ;
- Proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales n°251, déposée au Sénat le 25 janvier 2011, discutée sans suite le 30 juin 2011.

Le champ de compétences des collectivités territoriales est limité. Il est faux de prétendre que leurs seules politiques linguistiques sont à même de mettre en place les conditions d'une revitalisation des langues régionales.

[12] www.coe.int/t/dg4/education/minlang/aboutcharter/default_fr.asp

Sur la seule question de l'enseignement, par exemple, les décisions d'ouverture de nouvelles classes, d'ouverture de postes aux concours… ne relèvent que de l'Etat, au niveau des autorités académiques, et aucun mécanisme particulier ne protège l'enseignement bilingue, en particulier dans un contexte de réduction des moyens affectés à l'enseignement en général.

Plus généralement, « *il n'existe en somme aucun statut légal des langues régionales, mais seulement une politique de tolérance, parfois empreinte de bienveillance, mais souvent aussi d'hostilité.* »[13]

Engagement 3 : Obtenir l'adoption d'une loi-cadre pour les langues de France.

Egalement sans attendre la révision constitutionnelle demandée, la Région agira avec détermination pour obtenir une loi-cadre qui prévoie que tous les pouvoirs publics agissent dans le sens de la sauvegarde et du développement des langues régionales, quelles que soient leurs compétences. Cette loi devra *a minima* prévoir des dispositions de reconnaissance, de promotion et de développement de ses langues dans les domaines suivants :

- Enseignement, avec la reconnaissance d'un droit opposable à l'enseignement bilingue de proximité, la généralisation de l'enseignement des langues régionales, y compris dans les filières professionnelles, agricoles et maritimes, la reconnaissance de la pédagogie immersive, le développement de la recherche universitaire ;
- Formation tout au long de la vie ;
- Vie publique, avec la généralisation du bilinguisme dans la signalétique, la communication publique, les documents administratifs, le droit à utiliser les langues dans la vie publique, la mesure de la connaissance et de la pratique des langues de France dans le recensement ;
- Vie économique et sociale, avec le soutien à la présence des langues régionales dans les entreprises, les relations économique, l'emploi, le développement de l'usage des langues dans les loisirs, les services à la personne ;
- Culture, avec le soutien au développement des pratiques culturelles dans le spectacle vivant, le cinéma, l'édition, la presse écrite ;
- Audiovisuel, avec le soutien à la création de radios et de télévisions en langue régionale, la croissance significative de la part d'émissions en langues régionales ;
- Patrimoine, avec la protection des noms de lieux et des noms de personnes en langues régionales.

I.2.3 Des mesures réglementaires urgentes

I.2.3.1 Le recensement

En l'absence de prise en compte de la question des pratiques linguistiques dans le recensement, l'élaboration du plan de politique linguistique de 2004 s'est appuyée sur les chiffres issus de l'enquête INSEE de 1999. Pour la présente actualisation, les données du sondage TMO-Régions de 2007 y ont été également intégrées. Enfin, certaines données précises disponibles, comme le nombre d'élèves bilingues, permettent d'extrapoler, sous toutes réserves, telle ou telle proportion de locuteurs par classe d'âge par exemple.

D'un point de vue méthodologique, les collectivités ou autres personnes publiques qui cherchent à mettre en place des politiques linguistiques adaptées et efficaces ne peuvent se satisfaire de cette situation. Les données concernant le gallo sont particulièrement lacunaires. C'est d'autant plus vrai à l'échelle communale ou intercommunale.

Les opérations de recensement sont encadrées par l'article 156 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et par l'article 38 du décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population, ce dernier précisant la liste limitative des données recueillies sur les personnes physiques et dans laquelle ne figure pas les questions relatives à la pratique de la langue française, des langues régionales ou des langues étrangères.

Tout autre recueil de données – « *sous réserve de l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique et de la disponibilité des financements correspondants* »[14] - relève d'enquêtes associées, notamment

[13] Exposé des motifs de la proposition de loi relative au développement des langues et cultures régionales n°3008 du 7 décembre 2010.

[14] Lettre de la Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi du 19 août 2010, en réponse à la demande du Président du Conseil régional de Bretagne de modification de l'article 38 du décret n°2003-485.

d'initiative locale. S'il faut se féliciter de cette possibilité ouverte de produire des questionnaires relatifs aux pratiques linguistiques, il convient, dans un souci d'efficacité, d'équité territoriale et de cohérence de la donnée, de l'étendre systématiquement à l'ensemble du territoire national.

Engagement 4 : Obtenir de l'Etat la prise en compte de questions linguistiques dans le cadre du recensement.

La Région demandera à nouveau l'ajout, au 2.) du I.) de l'article 38 du décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population, de la mention « *le niveau de connaissance et de pratique de la langue française, des langues de France et des langues étrangères* ».

I.2.3.2 La signalisation bilingue sur les routes nationales

Depuis les lois de décentralisation, les collectivités territoriales, tout particulièrement en Bretagne, ont mis en place des politiques volontaristes de développement de la signalisation routière bilingue français-breton, rencontrant une adhésion importante de la population[15].

Malgré de multiples demandes depuis des décennies, le réseau routier national ne bénéficie pas de cette signalisation bilingue, ce qui nuit à la visibilité de la langue bretonne dans l'espace public.

Engagement 5 : Obtenir de l'Etat l'extension du bilinguisme routier aux routes nationales qui traversent la région.

La Région demandera à l'Etat la mise en place d'une signalétique bilingue systématique sur la voierie nationale en Bretagne, au fur et à mesure des remplacements des panneaux.

Dans le cadre des conventions relatives au cofinancement des opérations d'amélioration de la voierie routière nationale, elle inclura une clause en ce sens.

I.3 Obtenir le droit à l'expérimentation en matière de politique linguistique

La politique linguistique adoptée en 2004 précisait : « *Dans le cadre de l'expérimentation, le Conseil régional de Bretagne demandera le développement de sa compétence culture avec les moyens nécessaires à la mise en place d'une véritable politique linguistique.* »

Depuis 2008, les efforts des parlementaires pour obtenir que les nombreuses propositions de loi relatives au développement des langues régionales, déposées tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, fassent l'objet d'un examen dans des conditions satisfaisantes, sont restés vains.

La mise en place à brève échéance de politiques concertées, cohérentes et ambitieuses de développement des langues, tout particulièrement pour ce qui concerne leur enseignement et leur place dans la vie de tous les jours, reste pourtant indispensable.

En l'attente d'un cadre constitutionnel, législatif et réglementaire national facilitant ces politiques, la Région pourrait, dans le cadre du droit à l'expérimentation, mettre en place des dispositifs particuliers et à condition de bénéficier des transferts de ressources au moins équivalents aux charges liées à l'exercice actuel des compétences concernées.

Engagement 6 : Obtenir pour la Région Bretagne le droit à l'expérimentation en matière de politique linguistique et le transfert des crédits nécessaires, notamment en matière d'éducation et de médias.

La Région demandera à nouveau à l'Etat à bénéficier du droit à l'expérimentation en matière de politique linguistique, tout particulièrement en matière d'enseignement en langue bretonne et des langues de Bretagne –

[15] Voir les résultats du sondage TMO Régions de 2007 à ce sujet page 7.

dont l'établissement de la carte scolaire bilingue et l'inscription des postes aux concours – ainsi qu'en matière de présence des langues dans la vie sociale, culturelle, économique et publique.

II Une gouvernance pour les langues de Bretagne

II.1 L'Office public de la Langue bretonne, outil de mise en œuvre des politiques linguistiques

II.1.1 Le premier Etablissement public de Coopération culturelle dédié à une langue régionale

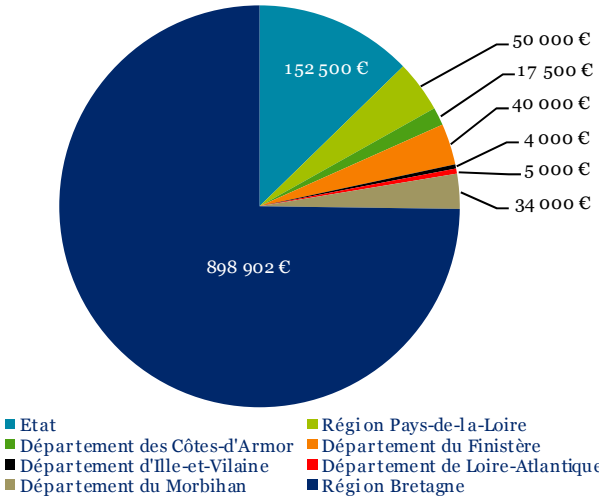
OFIS PUBLIK AR BREZHONEG
OFFICE PUBLIC DE LA LANGUE BRETONNE

L'association Office de la Langue bretonne, fondée en 1999, est devenue établissement public de coopération culturelle (EPCC[16]) intitulé « *Ofis publik ar brezhoneg - Office public de la langue bretonne* » le 17 septembre 2010 par la publication de l'arrêté du Préfet de Région du 3 juin 2010 au recueil des actes administratifs des préfectures de région Bretagne et Pays-de-la-Loire et des cinq préfectures de département. Il s'agit d'un établissement public à caractère administratif. Le premier Conseil d'administration s'est réuni le 15 octobre de la même année à Carhaix, siège de l'établissement.

L'Office public de la Langue bretonne est le premier EPCC en France consacré à une langue régionale. La transformation de l'association loi 1901 en EPCC renforce considérablement ses missions et son rôle d'expert est reconnu officiellement. Il s'agit désormais d'un service public faisant autorité et disposant d'une capacité d'action.

L'État (Préfecture de la région Bretagne et Rectorat de l'Académie de Rennes), la Région, la Région Pays-de-la-Loire, les cinq Départements, la ville de Carhaix sont les personnes publiques membres de son conseil d'administration. Y siègent d'autre part les représentants des fédérations d'associations de parents d'élèves des trois filières d'enseignement bilingue, deux représentants du personnel, deux personnalités qualifiées et le président de son Comité consultatif.

Le budget de l'Office public est abondé par les personnes publiques membres du Conseil d'administration à hauteur de 1,2 millions d'euros en 2011, répartis en fonction de l'annexe à ses statuts. La Région Bretagne est le principal contributeur avec presque 75% des subventions publiques de l'établissement.



Sources : Office public de la Langue bretonne & Région Bretagne - DFIN/SLAB

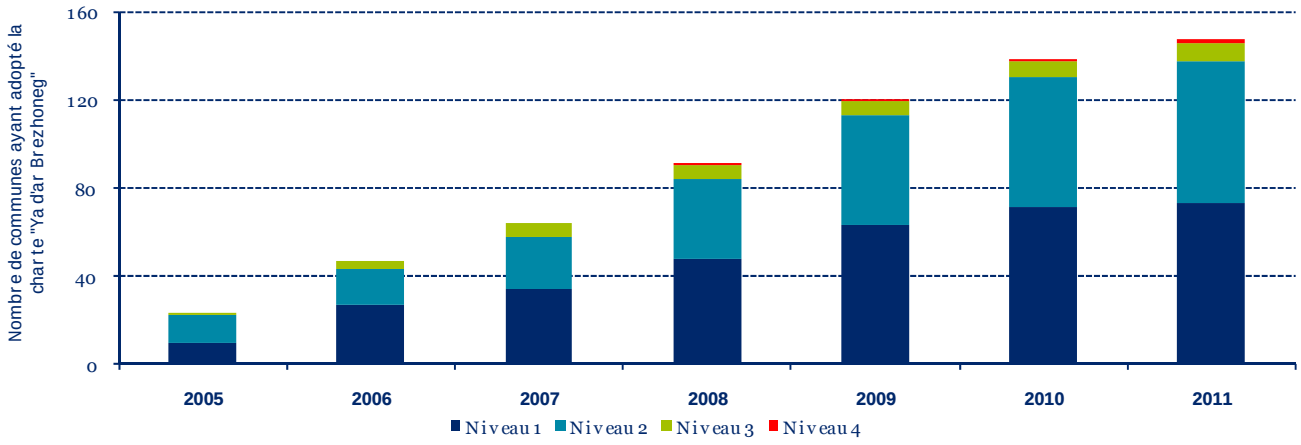
L'Office public de la langue bretonne assure ses missions en étant organisé de façon déconcentrée sur le territoire : il possède des antennes à Rennes, Nantes, Vannes et Cavan en plus de son siège à Carhaix.

Chacun de ses 5 services est localisé dans l'une ou plusieurs de ces villes :

- L'observatoire des pratiques linguistiques, installé à Rennes, mène des recherches pour mieux appréhender la dynamique linguistique et les pratiques contemporaines. Il réalise des diagnostics généraux et thématiques (par exemple l'emploi, l'enseignement…) sur tout le territoire ou à la demande sur celui d'une collectivité qui souhaite mettre en place une politique spécifique ;

[16] Un EPCC est une personne publique fédérant plusieurs collectivités et l'Etat autour de la « *gestion d'un service public culturel présentant un intérêt pour chacune des personnes morales en cause et contribuant à la réalisation des objectifs nationaux dans le domaine de la culture.* » Cet instrument a été créé par la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 (modifiée par la loi n°2006-723 du 22 juin 2006) et est régi par les dispositions des articles L1431-1 et suivants du Code général des Collectivités territoriales.

- Le service de traduction et de conseil, installé à Carhaix et à Vannes, travaille aussi bien pour des personnes de droit public que pour des entreprises, associations ou particuliers qui le sollicitent. Outre la traduction de textes, ce service conseille les organismes en matière de lisibilité et de présentation du bilinguisme. Le service de traduction doit répondre à une demande croissante liée aux technologies de la communication (présence de la langue sur Internet, traductions de logiciels) ainsi qu'aux sollicitations des collectivités de plus en plus nombreuses à souhaiter utiliser la langue bretonne ;
- Le service patrimoine linguistique, installé à Carhaix et à Vannes, collecte, conserve et diffuse le patrimoine oral et écrit du breton. Il est notamment sollicité par les services des routes des départements, communes ou communautés de communes pour fixer une graphie correcte des noms de lieux. Une banque de données toponymiques (KerOfis) est d'ailleurs mise à jour quotidiennement et une carte routière de la Bretagne a été intégralement publiée en breton ;
- Le centre de terminologie, TermBret, installé à Rennes, accompagne l'évolution du breton liée à de nouveaux usages. Informatique, commerce, éducation… le breton s'enrichit de nouveaux termes correspondant à l'émergence de nouveaux besoins. L'Office public valide certains termes créés par l'usage ou en créé de nouveaux. De petits dictionnaires thématiques, consultables dans la rubrique « ressources linguistiques » du site de l'Office public, reprennent ainsi le vocabulaire spécialisé de domaines variés (les civilités, les poissons, la banque, la cuisine…). La base de données TermOfis permet d'autre part d'accéder en ligne à des termes ou expressions absents du dictionnaire général. Un traducteur automatique expérimental du breton au français est également accessible à partir du site de l'Office public ;
- L'agence de développement, installée à Carhaix, Nantes, Rennes, Vannes et Cavan, a pour mission de développer l'enseignement bilingue, de promouvoir l'usage de langue bretonne en encourageant les initiatives en ce sens, d'inciter les collectivités à mettre en place une politique linguistique… Elle organise des campagnes de communication. L'une d'entre elles, « *Plijus !* » a ainsi pour but d'inciter les adultes à apprendre le breton. L'Agence est également en charge de la Charte « *Ya d'ar Brezhoneg* » à destination des entreprises, associations, collectivités… et visant à développer la prise en compte de la langue bretonne au sein de ces structures et à labelliser leurs actions envers les parties prenantes. Pour ce qui concerne le niveau communal, l'Office public privilégie actuellement la signature de la Charte par les intercommunalités. Le renforcement de leurs compétences et le contact croissant qu'elles entretiennent avec le public rendent en effet stratégique leur prise en compte de la langue bretonne.



Indicateur 2 : nombre de communes ayant adopté la Charte "Ya d'ar Brezhoneg" – données source page 88

La dynamique des communes reste cependant importante puisqu'elles sont désormais 147 à avoir délibéré favorablement (contre 23 en 2005). Il convient de noter que, si le nombre de communes a relativement peu augmenté entre 2010 et 2011, les communes déjà adhérentes progressent d'un point de vue qualitatif car les niveaux 2 et 3 de la Charte représentent désormais respectivement 43,6% et 6,12% des signataires contre 41,7% et 5% en 2009. Une seule commune (Carhaix) s'est actuellement engagée dans le processus de labellisation de niveau 4.

II.1.2 Renforcer le rôle et les missions de l'Office public de la Langue bretonne

Les statuts de l'Office public de la Langue bretonne (article 4) précisent que l'établissement a pour missions « *la mise en œuvre des politiques linguistiques qui lui sont confiées par les collectivités publiques, membres de l'Etablissement ; la promotion de la langue bretonne, la sensibilisation des populations et la mobilisation des acteurs publics et privés en faveur de son utilisation comme langue de communication en agissant sur*

l'environnement culturel, économique, technologique et social pour que cette langue y retrouve sa place ; l'observation de la situation de la langue sur le territoire des collectivités membres et plus généralement tous travaux permettant d'en mesurer l'évolution ».

Conformément aux engagements figurant dans son budget 2011, la Région a engagé une concertation avec l'établissement public afin de définir précisément les politiques linguistiques dont elle lui confie la maîtrise d'ouvrage ou pour lesquelles elle sollicite son appui technique et scientifique.

L'Office public rassemblant l'Etat, les deux Régions et les cinq Départements, il est le lieu adéquat pour mener des politiques qui, pour être efficaces, nécessitent une participation concordante de toutes ou plusieurs de ces personnes publiques compte tenu de la complémentarité des compétences de chacune.

Les missions de politique linguistique confiées par la Région à l'Office public de la Langue bretonne :

Les missions confiées par la Région à l'Office public de la Langue bretonne sont de trois ordres :

- enrichissement de la langue et son adaptation aux besoins nouveaux (équipement de la langue) ;
- promotion, coordination et structuration ;
- expertise.

Le détail de ces missions figure en annexe I « Rôle et missions de l'Office public de la Langue bretonne » page 70.

II.1.2.1 L'équipement de la langue

L'Office public assurera toutes missions relatives à la codification, l'adaptation et l'enrichissement de la langue. Il s'agira d'accompagner le développement de l'usage écrit et oral de la langue bretonne dans des domaines de plus en plus larges (enseignement, technologies de la communication, monde économique...) par l'adaptation du lexique et de la norme écrite : orthographe (y compris veiller à sa bonne utilisation), normes, corpus lexical, termes techniques, toponymie, anthroponymie, etc.

II.1.2.2 La promotion, la coordination et la structuration

L'Office public a en charge l'élaboration de matériel et l'organisation de campagnes de promotion concernant la langue bretonne et le bilinguisme sur toute la Bretagne, y compris les Prix de la Langue bretonne. L'Office public agira notamment auprès des maîtres d'ouvrage publics et privés pour le développement du bilinguisme (signalisation, communication...) et fixera notamment les règles du bilinguisme dans la signalisation routière.

L'Office public est chargé du développement de l'enseignement bilingue : communication sur le bilinguisme et l'apprentissage de la langue, structuration du développement de l'offre d'enseignement de et/ou en langue bretonne en lien avec les collectivités territoriales, les autorités académiques et les associations de parents[17], communication sur les opportunités professionnelles de l'enseignement bilingue. Il prendra également part au développement de l'enseignement de la langue bretonne dans le cadre de l'initiation et de l'option dans le 1er et le 2nd degré et à destination des adultes.

L'Office public favorisera enfin la transmission familiale de la langue, le développement des loisirs en breton, le développement de la présence de la langue dans le domaine de la petite enfance.

II.1.2.3 L'expertise

L'Office public exercera toutes missions d'expertise nécessaire au développement de l'usage de la langue bretonne : observation et connaissance sociolinguistiques, conseil pour l'élaboration de plans de politique linguistique, accompagnement des collectivités...

L'Office public participera tout particulièrement à la mise en œuvre des politiques régionales suivantes :

- l'instruction des demandes d'aides du dispositif Desk pour les demandes de formation à la langue bretonne des enseignants ou futurs enseignants, des personnels de la petite enfance et du périscolaire ;

[17] Voir la méthodologie page 71.

- la participation aux sessions des jurys du dispositif Skoazell et du FALB ;
- l'instruction des propositions de traduction présentées par les éditeurs dans le cadre du programme d'aide à la traduction littéraire ;
- dans le cadre d'une convention entre la Région, l'association DAO et l'Office public, des évaluations aboutissant à des recommandations en matière de cohérence et de qualité des contenus linguistiques transmis par les centres de formation professionnelle pour adultes à la demande de ceux-ci, un avis sur la proposition de répartition des places de formation longue remise chaque année par DAO.

II.2 Le partenariat entre personnes publiques

II.2.1 A l'échelle de l'Europe

Le Réseau européen de Promotion de la Diversité linguistique[18] (NPLD - European Network to Promote Linguistic Diversity) a été fondé en juillet 2008. Son objectif est de faciliter l'échange de bonnes pratiques existantes et le développement d'idées innovantes dans le domaine des politiques linguistiques, que ce soit dans l'enseignement, à la maison, au travail, dans la législation et les médias, en ce qui concerne les langues régionales, minoritaires, autochtones et les langues nationales mineures ou moins répandues. Le NPLD a retenu trois axes de travail prioritaires :

- Les médias (faisabilité d'un festival audiovisuel sur Internet) ;
- La transmission préscolaire de la langue (projet MELT – voir page 47) ;
- La pratique de la langue par les jeunes hors de l'école.

Entre 2008 et 2010, la Région a activement participé aux activités du NPLD.

Depuis le 1er janvier 2011, l'Office public de la Langue bretonne est adhérent direct du réseau et chargé d'y représenter l'ensemble des personnes publiques membres de son Conseil d'Administration.

II.2.2 Entre les régions françaises

Le Conseil régional poursuit son travail de collaboration avec les autres régions françaises ayant une langue régionale au sein de l'Association des Régions de France (ARF).

Courant 2008, la Région Bretagne a très largement contribué à la rédaction de la Plateforme des langues régionales qui a été adoptée lors du Congrès de l'ARF des 4 et 5 décembre 2008 à Caen. Ce document[19] entendait peser sur le débat législatif attendu à l'époque pour une loi en faveur des langues régionales.

Il préconise des mesures à prendre par l'Etat, soit de légalisation des langues, soit de création d'outils incitatifs, afin qu'une dynamique de sauvegarde et de développement des langues régionales puisse voir le jour sur l'ensemble du territoire français. Trois axes ont été retenus :

- la prise en compte institutionnelle des langues régionales ;
- l'enseignement et la formation en langues régionales ;
- la place de ces langues dans la société.

Afin de relancer une dynamique interrégionale autour des langues, les Régions Bretagne, Aquitaine, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes ont demandé en 2011 à la présidence de l'ARF de réactiver sa commission « langues régionales » afin d'une part de recréer un espace de dialogue et de propositions, voire de pression sur l'Etat et d'autre part de favoriser la concertation et la coordination des Régions en matière de politique linguistique et culturelle, permettant de dégager de nombreuses mutualisations.

La Région a enfin développé, depuis 2010, ses coopérations thématiques directes avec d'autres régions - Midi-Pyrénées, Aquitaine (occitan et basque), Alsace et Corse notamment - sur certains aspects de sa politique linguistique :

- la filière audiovisuelle (production - doublage) ;
- la formation professionnelle (formations longue) ;

[18] www.npld.eu

[19] www.bretagne.fr/internet/upload/docs/application/pdf/2008-12/plateforme_langues_regionales.pdf

- la formation des enseignants (Skoazell) ;
- l'édition pédagogique.

II.2.3 En Bretagne

En tant qu'établissement public regroupant l'Etat, les deux Régions et les cinq Départements, l'Office public de la langue bretonne est également un espace de débats et d'échanges sur les orientations et les pratiques de chacune de ces personnes publiques en matière de politique linguistique. Les groupes de travail thématiques de l'Office public (commission enseignement par exemple) peuvent permettre de mutualiser les expériences et émettre des recommandations que chaque personne publique peut ensuite mettre en œuvre en fonction de ses compétences et de son contexte territorial.

La mise en place d'actions cohérentes et concordantes entre les Régions, les Départements, les EPCI et les communes constitue en effet un enjeu d'importance pour la réussite d'une politique globale de développement des langues de Bretagne. Certains domaines, où chaque niveau territorial dispose de moyens d'agir, sont stratégiques, notamment :

- l'enseignement ;
- les transports et déplacements (en particulier la signalisation de voirie et les transports de voyageurs ainsi que le dossier du transport des élèves bilingues du second degré vers l'établissement bilingue de référence qui est rarement le collège ou le lycée de secteur) ;
- l'aménagement et l'urbanisme ;
- le patrimoine ;
- les pratiques culturelles et les médias ;
- les sports et loisirs ;
- la petite enfance.

Parallèlement au renforcement de l'instance de coordination entre les politiques publiques qu'est l'Office public, la Région poursuivra la dynamique d'actions partenariales avec d'autres collectivités et qui porte ses fruits (co-maîtrise d'ouvrage d'actions comme Desk avec les Départements du Finistère et du Morbihan ou la campagne sur le bilinguisme précoce avec le Département du Finistère ; soutien à l'opération d'initiation menée par le Département du Finistère dans le 1er degré, etc.).

Depuis 2010, la Région a rencontré les principaux acteurs associatifs du développement des langues de Bretagne afin de faire le point sur leurs actions, leurs attentes et leurs stratégies de progression. Cette concertation permanente sera poursuivie et le présent document sera susceptible en conséquence de connaître des adaptations régulières, qui seront mentionnées comme telles dans le Budget primitif soumis chaque année à l'approbation du Conseil régional.

Au premier rang des partenaires de cette concertation figure le Conseil culturel de Bretagne, instance officielle consultative de la Région, représentative des acteurs du développement de la culture et des langues de Bretagne.

2 > La politique régionale de développement des langues de Bretagne

La politique linguistique adoptée par le Conseil régional en 2004 prévoyait d'agir selon 4 grands axes :

- *La transmission de la langue (enseignement, transmission familiale, formation pour adultes, promotion) ;*
- *Le développement de la pratique de la langue dans la vie sociale et publique (vie sociale et publique, médias) ;*
- *L'encouragement à la création culturelle en breton et en gallo (édition, théâtre et chant) ;*
- *La mise en œuvre du bilinguisme au Conseil régional de Bretagne.*

La présente actualisation de cette politique propose d'organiser l'action selon trois grands objectifs opérationnels, l'actuel deuxième objectif regroupant les deuxième et troisième axes de la précédente politique :

1. Transmettre les langues de Bretagne ;
2. Développer la présence des langues de Bretagne dans la vie sociale, culturelle et publique ;
3. Développer la place des langues de Bretagne dans le fonctionnement et les politiques de la Région.

Chacun de ces objectifs opérationnels se subdivise en objectifs opérationnels de second niveau, comprenant chacun différentes actions, selon le tableau suivant :

Objectifs de la politique linguistique				Actions en faveur des langues de Bretagne	
Objectif opérationnel		*Objectif opérationnel de second niveau*			
1	Transmettre les langues de Bretagne	1-1	Développer l'enseignement bilingue	1-1-1	Soutenir l'enseignement bilingue
				1-1-2	Accompagner les parcours de formation des futurs enseignants bilingues
				1-1-3	Encourager la production et la diffusion de matériel pédagogique
		1-2	Développer la formation pour adultes	1-2-1	Aider les structures
				1-2-2	Soutenir la mise en place de stages longs
		1-3	Favoriser la transmission familiale et pré-scolaire	1-3-1	Aider les structures associatives
2	Développer la présence des langues de Bretagne dans la vie sociale, culturelle et publique	2-1	Appuyer la sensibilisation, la connaissance, la diffusion et la pratique linguistiques	2-1-1	Soutenir l'Office public de la langue bretonne
				2-1-2	Soutenir le développement du gallo
				2-1-3	Soutenir la sensibilisation à la langue bretonne
		2-2	Assurer une présence territoriale des langues de Bretagne	2-2-1	Aider les ententes de pays
				2-2-2	Soutenir les activités périscolaires, de loisirs et les centres de vacances
		2-3	Intensifier la présence des langues de Bretagne dans les médias	2-3-1	Aider la diffusion (Tv et radio)
				2-3-2	Aider la production et le doublage (FALB)
		2-4	Développer l'édition	2-4-1	Aider les structures associatives
				2-4-1	Aider la traduction et l'édition d'ouvrages
		2-5	Encourager les pratiques culturelles	2-5-1	Aider le théâtre et le chant
3	Développer la place des langues de Bretagne dans le fonctionnement et les politiques de la Région	3-1	Renforcer la place des langues de Bretagne dans le fonctionnement de l'institution		
		3-2	Prendre en compte les langues de Bretagne dans les politiques sectorielles		

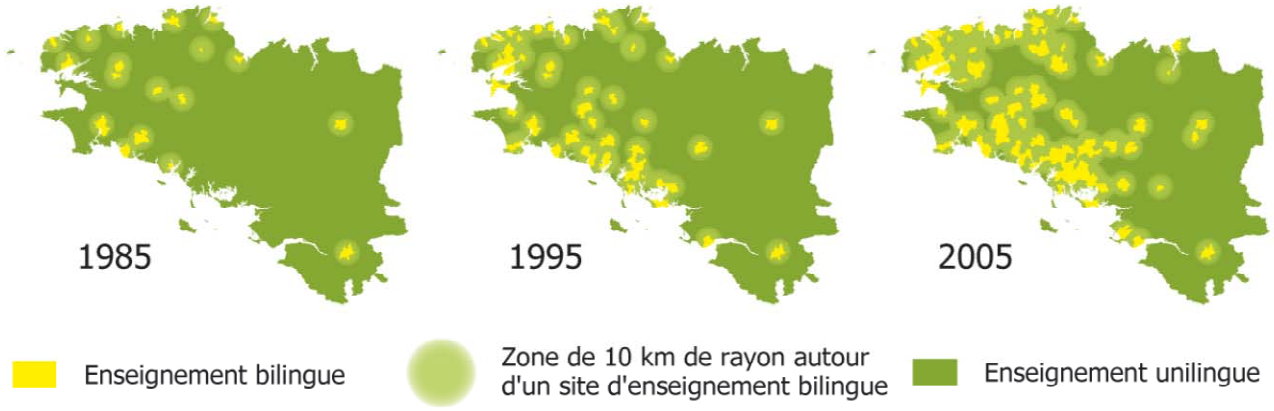
I Transmettre les langues de Bretagne

I.1 Développer l'enseignement bilingue

I.1.1 Soutenir l'enseignement bilingue

La politique linguistique adoptée en 2004 posait comme objectif principal 20 000 élèves dans les filières bilingues à la rentrée 2010, ce qui correspondait à une augmentation moyenne de 12% par an (la croissance ayant été de 15,5% en 2000 et 12,7% en 2001) et supposait la formation d'un nombre suffisant d'enseignants (150 par an en moyenne). Cet objectif n'a pu être tenu puisque le nombre d'élèves à la rentrée 2010 était de 13 445. Or, dans le contexte de très faible transmission familiale de la langue, l'enseignement bilingue est un levier fondamental pour le développement du breton. Pour réagir face à cette situation, l'Office public de la Langue de la langue bretonne s'est vu confier une mission de structuration du développement de l'offre d'enseignement bilingue en lien avec les associations de parents et les autorités compétentes.

I.1.1.1 La situation de l'enseignement bilingue français-breton

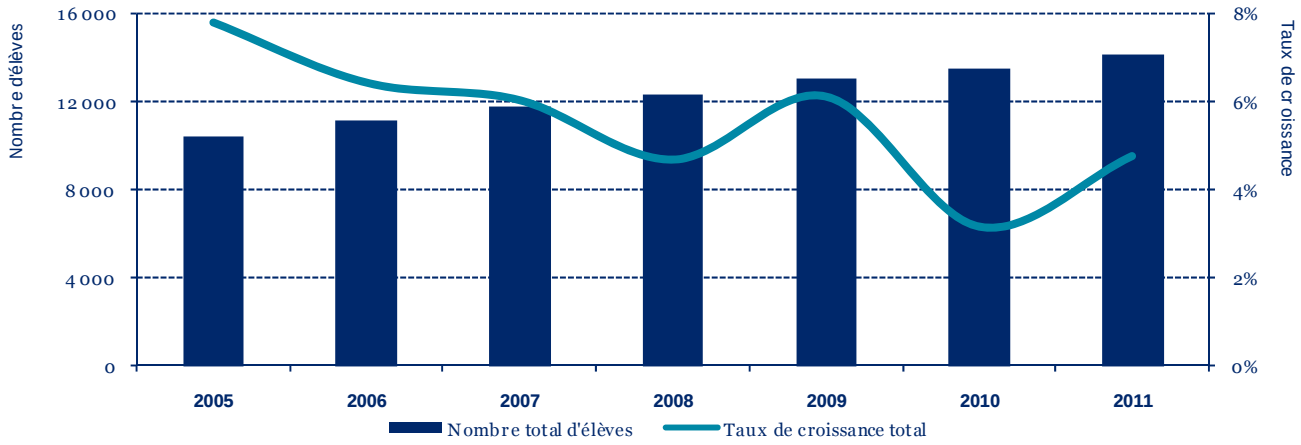


Répartition de l'enseignement bilingue sur le territoire de la Bretagne - Office public de la Langue bretonne

La première maternelle Diwan a été ouverte en 1977. Cette filière se distingue par la pratique en immersion, c'est-à-dire par une vie d'établissement entièrement en langue bretonne. Les filières de l'enseignement public et de l'enseignement privé, créées respectivement en 1983 et 1990, proposent quant à elles un enseignement bilingue à parité horaire.

La situation de l'enseignement bilingue a beaucoup évolué en vingt ans : l'offre s'étoffe peu à peu sur l'ensemble de la Bretagne, particulièrement dans le primaire (en 2011, le cap des 400 sites a été franchi : ils sont désormais 413). Le développement a été plus marqué à l'Ouest de la Bretagne, mais les écoles bilingues se développent également à l'Est et sont désormais présentes hors des 2 grandes métropoles (en 1985, seules Rennes et Nantes proposaient un enseignement bilingue ; aujourd'hui, 9 autres communes d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Atlantique ont une offre bilingue).

I.1.1.1.a Trois filières en progression quantitative



Indicateur 3 : nombre d'élèves scolarisés dans les filières bilingues – données source page 88

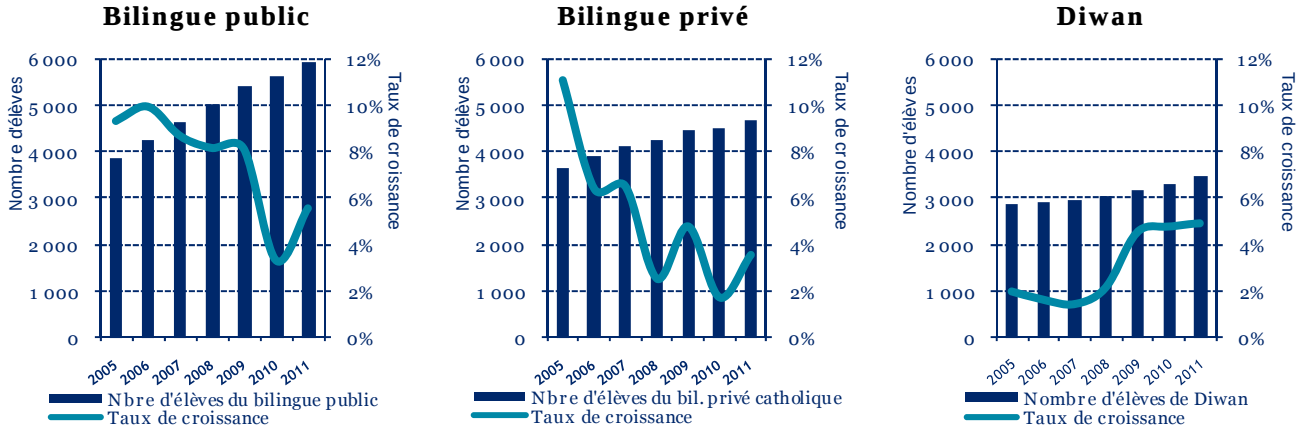
La croissance du nombre d'enfants scolarisés en breton est constante depuis 1977, tandis que la population de l'ensemble des écoles est globalement stable sur la même période. Cependant, la croissance annuelle moyenne des effectifs a tendance à ralentir ces dernières années. Elle était en effet de 25% en moyenne dans les années 1980, de 17% en moyenne entre 1995 et 2000, tandis qu'elle n'est que de 9% en moyenne entre 2001 et 2006. En 2011, la croissance annuelle moyenne de l'enseignement bilingue est 4,74%. Si elle ralentit, cette croissance reste proche de 5% par an (la moyenne des taux de croissance entre 2005 et 2011 est de 5,54% malgré deux années plus difficiles : 2008 et surtout 2010), ce qui reste un signe positif : il y a toujours une augmentation des effectifs et du nombre d'enfants parlant breton.

L'offre bilingue en primaire à la rentrée 2011 - Office public de la Langue bretonne

A la rentrée 2011, 14 082 élèves sont scolarisés en filières bilingues dans les 5 départements de la Bretagne historique[20] et le seuil des 14 000 élèves est franchi pour la première fois. La croissance des effectifs en nombre absolu est de +637 élèves par rapport à la rentrée 2010. Alors qu'en 2010 la hausse des effectifs bilingues avait été très décevante (+410 élèves seulement, soit une croissance de +3,15%), l'année 2011 montre des signes encourageants, notamment pour les filières bilingues publique et privée. Pour sa part, Diwan connaît une dynamique de fond, son rythme de croissance étant plus important pour la 3ème année consécutive.

Six nouveaux sites ont été ouverts dans le premier degré, comme à la rentrée 2010 : cinq dans l'enseignement public (Saint-Martin-des-Champs (29), Le Relecq-Kerhuon (29), Querrien (29), Séné (56) et Hennebont (56)), un dans l'enseignement catholique (Muzillac (56)). Il faut remonter à 2006 pour retrouver un nombre équivalent d'ouvertures dans l'Education Nationale. Dans le Morbihan, il n'y avait pas eu deux ouvertures simultanées dans le public depuis 2005. A noter également que deux autres sites avaient un nombre de préinscriptions conséquent et auraient pu ouvrir en 2011 si un accord de l'Education nationale avait été obtenu : Pluguffan (29) et Saint-Herblain (44).

Dans le second degré, Quimperlé (29) et Sizun (29) bénéficient désormais d'une filière bilingue publique au collège.



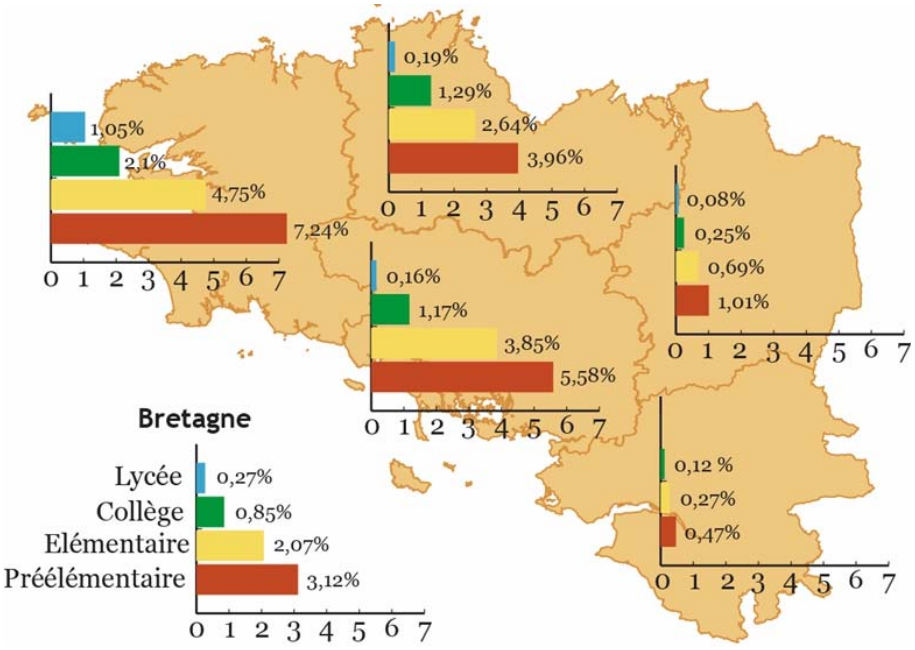
Indicateur 3 : nombre d'élèves scolarisés dans les filières bilingues – données source page 88

La croissance dans l'enseignement public est de 5,58%. Si elle n'atteint pas encore les taux qui étaient les siens pendant la vingtaine d'année précédant 2009 (plus de 8% par an), elle rattrape largement la faible croissance constatée en 2010 (+3,36%) alors même que le nombre de sites ouverts n'est que très légèrement supérieur à celui de l'année passée (+1). La situation au sein de l'enseignement catholique se redresse quant à elle avec une

[20] L'ensemble des statistiques n'intègrent pas les effectifs de l'école Diwan de Paris.

croissance de +3,56% alors que l'année 2010 avait connu croissance historiquement faible (+1,73%). Enfin le réseau Diwan confirme le rythme acquis depuis 2009 puisque ces effectifs progressent en 2011 de +4,91% contre +4,77% en 2010 alors même qu'aucun site nouveau n'a été ouvert cette année. Dans les trois cas, la croissance endogène des établissements est donc le principal facteur d'explication.

42,0% des élèves sont scolarisés dans la filière bilingue publique (soit 5 919 élèves), 33,2% dans la filière bilingue catholique (soit 4 682 élèves) et 24,7% dans la filière Diwan (soit 3 481 élèves). La répartition proportionnelle des élèves entre les trois filières ne varie que légèrement entre 2008 et 2011.



Poids de l'enseignement bilingue par niveau et par département en 2011/2012 - Office public de la Langue bretonne

I.1.1.1.b Une coupure préoccupante entre 1er et 2nd degrés

Le réseau des sites d'enseignement bilingue n'est pas aussi développé dans le 2nd degré que dans le 1er degré. Une rupture est constatée dans le passage entre le CM2 et la 6ème qui touche environ 40% des élèves, sachant que le taux de rupture est très différent entre les trois filières (il est plus important dans le bilingue privé que dans le public et les collèges Diwan recrutent plus de 6èmes que ne le prévoient les effectifs en CM2, donc bénéficient d'un transfert entre filières.

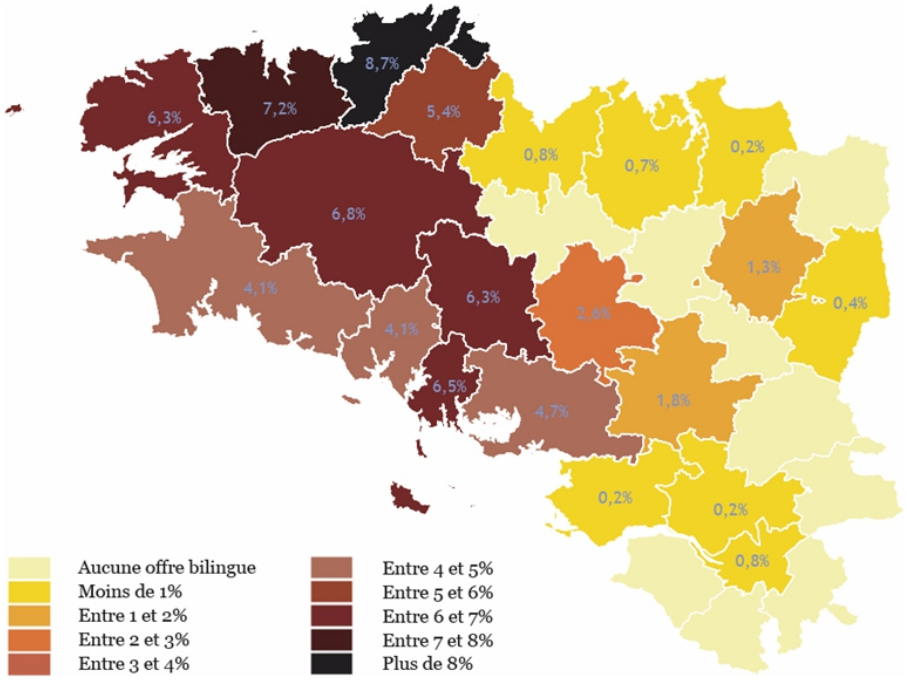
Le taux de rupture est encore plus important concernant le passage entre la 3ème et la 2de (33% pour le public, 90% pour le privé, 43% pour Diwan).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces ruptures mais il convient de rappeler avant tout que :

- alors que l'école primaire bilingue reste relativement proche du domicile, le passage de l'enfant au collège « pôle » entraîne un accroissement des distances et la famille fait alors le choix du collège monolingue de proximité, en particulier dans un contexte de renchérissement des transports (dans certains cas, ce choix de la proximité peut profiter aux collèges Diwan) ;
- la rareté des lycées « pôles » aggrave encore cette tendance. A l'inverse du passage CM2/6ème, Diwan est ici touchée car ne disposant que d'un seul lycée.

Le développement de la filière bilingue dans le secondaire est donc un enjeu majeur pour permettre aux élèves de continuer leur formation bilingue. Des ouvertures de sites plus nombreuses en primaire sont une des conditions de l'accroissement attendu de la demande pour le passage en 6ème car les cohortes sont naturellement plus nombreuses.

I.1.1.1.c La réalité territoriale de l'enseignement bilingue



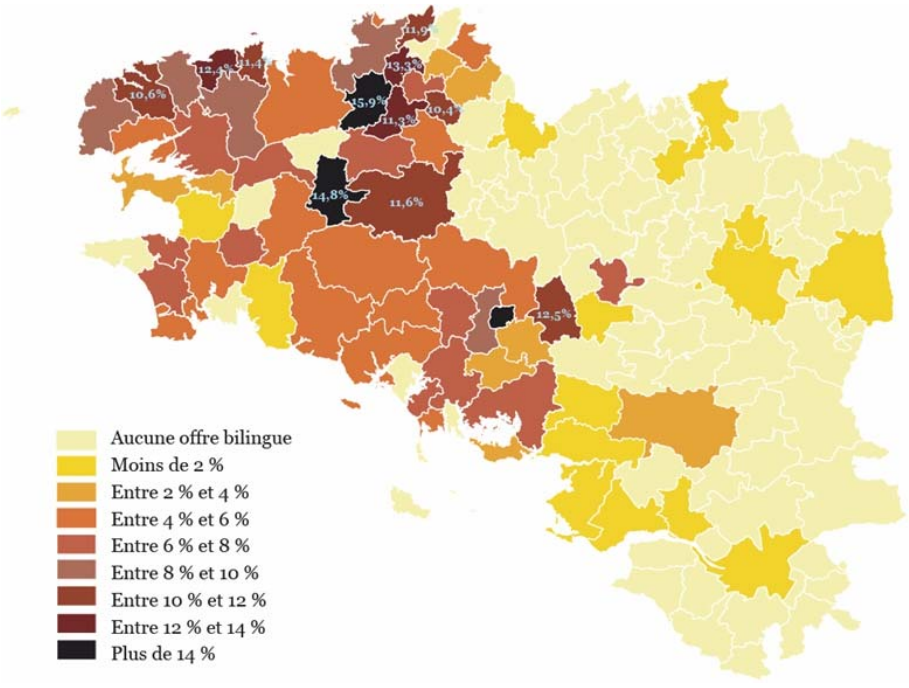
Poids de l'enseignement bilingue dans le 1er degré par pays en 2011/2012 - Office public de la Langue bretonne

En 2002, seul le pays du Trégor-Goëlo dépassait la barre des 5% d'enfants bilingues dans le 1er degré.

Or c'était en 2010 le poids moyen de l'enseignement bilingue dans le 1er degré dans l'ensemble du département du Finistère (5,45%). En Morbihan, il atteignait à la même époque 4,38% pour 3,06% en Côtes-d'Armor, 0,78% en Ille-et-Vilaine et 0,32% en Loire-Atlantique.

A l'échelle des pays, l'on distingue plus finement le poids relatif de l'enseignement bilingue ou immersif pour l'année 2010 : il atteint ou dépasse 6% dans les pays de Brest, Morlaix, Trégor-Goëlo, Guingamp, Centre-Ouest Bretagne, Pontivy et Auray.

L'échelle des EPCI permet d'identifier plus précisément les zones blanches de l'enseignement bilingue. La limite traditionnelle entre le breton et le gallo perd peu à peu de son sens. L'enseignement bilingue est bien sûr plus conséquent à l'Ouest du territoire ; cependant il se développe également à l'Est notamment autour des grandes agglomérations et le long des grands axes routiers. Il est à noter que plusieurs « zones blanches » subsistent encore à l'Ouest, notamment en Finistère.

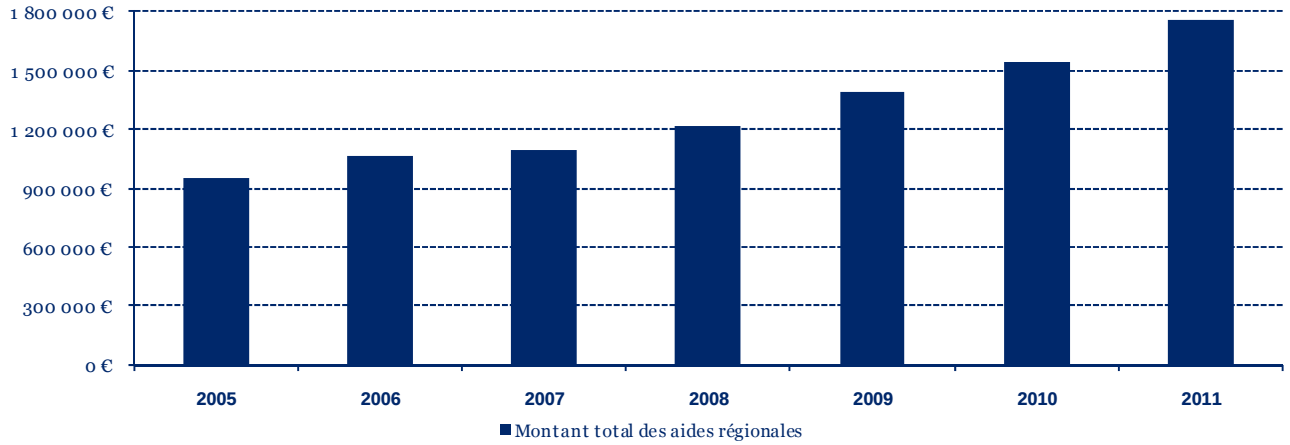


Poids de l'enseignement bilingue dans le 1er degré par EPCI en 2011/2012 - Office public de la Langue bretonne

L'enseignement bilingue suit en cela les dynamiques démographiques à l'œuvre sur le territoire : renforcement des centres urbains et métropoles et développement du littoral Sud notamment.

Un enjeu fondamental pour l'enseignement du breton consiste donc à mettre en place une politique de développement harmonieuse de l'offre sur l'ensemble du territoire breton en tenant compte à la fois des réalités historiques de chaque territoire et des évolutions sociolinguistiques récentes liées à l'urbanisation et aux bouleversements démographiques et économiques qu'a connu la Bretagne.

I.1.1.2 L'action régionale en faveur de l'enseignement bilingue



Indicateur 4 : aides régionales à l'enseignement bilingue – données source page 88 – cet indicateur comprend également les actions mentionnées en I.1.2 et I.1.3 ci-après.

I.1.1.2.a Le soutien direct aux principaux acteurs de l'enseignement bilingue

La Région a mis en place un soutien direct aux structures agissant dans le domaine de l'enseignement bilingue ou immersif. Pour 2011, le montant total des aides atteint 1,753 millions d'euros.

La Région soutient ainsi annuellement Diwan *via* une convention pluriannuelle d'objectifs (2009-2011) prévoyant une aide au fonctionnement fixe et une aide annuelle variable dépendant du nombre d'ouvertures de sites et de passage d'écoles sous contrat. Une aide complémentaire est également apportée à cette filière pour l'animation des internats bilingues.

Pour ce qui concerne l'enseignement public, la Région aide le fonctionnement de Div Yezh, fédération des associations de parents d'élèves de cette filière.

Elle soutient Dihun Breizh, fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement bilingue privé. Elle subventionne également le Comité académique de l'Enseignement catholique (CAEC) pour le développement de la filière bilingue privée, en particulier pour ce qui concerne la formation des enseignants.

La Région pérennisera le fonctionnement de ces structures et leur proposera une contractualisation pour la période 2012-2015 autour d'objectifs de développement partagés.

Ces conventions-cadre pluriannuelles sur trois ans fixeront des objectifs à atteindre pour chacun des axes de développement retenus et prévoiront une part variable de la subvention en fonction des résultats obtenus.

I.1.1.2.b Le soutien à l'enseignement du breton et du gallo

La Région a mis en place une aide forfaitaire annuelle à l'opération d'initiation à la langue bretonne à destination des élèves des écoles publiques monolingues du Finistère, sous maîtrise d'ouvrage départementale. Cette aide forfaitaire vient en déduction de la part communale globale, ce qui permet une diminution de la facturation à chaque commune selon le même taux pour tout le territoire concerné.

La Région aide le fonctionnement de l'Union des Enseignants de Breton (UGB).

La Région abonde la dotation globale des lycées disposant de filières bilingues ou offrant la possibilité d'un enseignement du breton ou du gallo en LV3 (« option ») afin de soutenir les actions pédagogiques qui concernent ces filières ou cours. Pour 2011, cette dotation pédagogique spécifique représente 172 344 €, ainsi répartis :

- 98 016 € pour 22 lycées publics et 600 lycéens concernés ;
- 33 652 € pour 11 lycées privés et 206 lycéens concernés ;
- 40 676 € pour le lycée immersif Diwan avec 249 lycéens.

La Région pérennisera la dotation spécifique aux lycées bilingues ou offrant le breton ou le gallo en LV2 ou LV3.

Ce dispositif fera l'objet d'une évaluation de sa portée, tant pour ce qui concerne l'utilisation de la dotation que pour son impact sur l'offre d'enseignement en breton ou du breton et du gallo.

I.1.1.2.c Le soutien aux actions pédagogiques intégrant les langues de Bretagne

Enfin, dans cadre du dispositif Karta, la Région participe au financement d'actions pédagogiques proposées par les lycées, autour de cinq axes : l'amélioration de la santé et de la qualité de vie ; le développement durable et l'Agenda 21 ; l'ouverture des jeunes au monde ; l'éducation artistique & la sensibilisation à l'art, la culture, la science et les techniques ; l'égalité fille-garçon et la lutte contre toutes les discriminations (depuis la rentrée 2011 pour ce dernier). Dans ce cadre, certains lycées ont pu proposer des projets en faveur des langues de Bretagne ou leur accordant une place particulière.

En 2009/2010 ont ainsi été soutenus, pour un montant global de 8 800 €, la création de spectacles prenant en compte le gallo (lycées Saint-Joseph de Fougères et Henri Avril de Lamballe) ou le breton (lycée Saint-François de Lesneven), des ateliers sur le breton (lycée Thépot de Quimper, MFR de Plounevez-Lochrist), un échange linguistique breton-gallois (Lycée Saint-Paul de Vannes), une classe-nature immersive en breton (lycée Tristan Corbières de Morlaix).

En 2010/2011 ont été soutenus, pour un montant global de 6 185 €, un court métrage en gallo (Henri Avril à Lamballe), des échanges linguistiques breton-gallois (lycée de l'Elorn à Landerneau, Tristan Corbières à Morlaix, Jean Macé de Lanester) et breton-sámi[21] (Saint-François de Lesneven), les ateliers sur le breton du lycée Thépot de Quimper et de la MFR de Plounevez-Lochrist.

Le lycée Diwan de Carhaix réalise par ailleurs des actions Karta (7 527 € en 2009-2010 et 7 840 € en 2010/2011) systématiquement en lien avec la langue bretonne, notamment des échanges avec le Pays basque, l'Ecosse, la Pologne…

I.1.1.2.d L'action de la Région dans le cadre des instances académiques

Les Académies de Rennes et de Nantes disposent d'un Conseil académique des Langues régionales (CALR), instance de concertation et de consultation du Rectorat avec les collectivités territoriales, l'Office public, l'enseignement bilingue privé, Diwan, les parents d'élèves et les syndicats enseignants, se réunissant au moins une fois par an afin de dresser le bilan de la rentrée, des difficultés ou succès rencontrés et échanger sur la carte des ouvertures de la rentrée suivante.

La Région restera active au sein du CALR de l'Académie de Rennes afin de peser favorablement sur la politique d'ouvertures de nouveaux sites ou de classes dans les sites existants ainsi que sur le maintien des filières.

La Région continuera également à agir pour le maintien et le développement de l'enseignement du breton et du gallo dans le primaire et le secondaire.

La « Convention additionnelle au Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 pour la transmission de la langue bretonne et le développement de son usage dans la vie de tous les jours »[22] ayant été approuvée par l'ensemble des partenaires concernés (Etat, Région[23], Départements, Universités), est encore aujourd'hui en phase de signature.

La Région veillera à ce que le Comité de suivi, co-présidé par le Recteur d'Académie et le Président du Conseil régional, se réunisse au moins deux fois par an dès son entrée en vigueur, comme le prévoit la convention. Elle souhaite que ce comité devienne un espace de négociation et de décision couvrant le déploiement de l'enseignement bilingue en Bretagne et permettant de régler un certain nombre de difficultés, tant en matière de répartition de l'offre sur le territoire breton que de qualité des formations aux métiers de l'enseignement bilingue.

La Région attend qu'une évaluation régulière de l'action des différents partenaires à la Convention soit réalisée, en particulier en ce qui concerne la formation et le recrutement des personnels, les ouvertures de sites bilingues et la mise en œuvre de la politique des pôles. Elle sera attentive, pour tout document de programmation pluriannuelle Etat-Région s'appliquant postérieurement à 2013, à une redéfinition de ce dispositif de façon à ce

[21] Peuple finno-ougrien réparti sur la Finlande, la Russie, la Suède et la Norvège.

[22] Voir page 78.

[23] Lors de la session de mars 2009.

qu'il ne soit pas utilisé afin de brider le développement de nouveaux projets, notamment en Ille-et-Vilaine, tant pour le breton que pour le gallo.

I.1.1.3 La définition de nouveaux objectifs de développement de l'enseignement en ou des langues de Bretagne

L'Etat et la Collectivité territoriale de Corse ont signé en 2007 une convention pluriannuelle prévoyant la généralisation progressive de l'enseignement bilingue à partir de l'école maternelle. En l'attente de la réalisation de cet objectif à moyen terme, la convention prévoit également la généralisation de l'enseignement de la langue corse à court terme (98% des élèves du primaire suivent au moins une heure trente de corse par semaine en 2011).

Cette généralisation n'emporte pas obligation : une offre généralisée d'enseignement bilingue ou de la langue prévoit la possibilité, pour les parents d'élèves qui ne souhaitent pas en bénéficier, de la refuser.

La situation sociolinguistique de la langue bretonne n'est pas meilleure que celle de la langue corse. La transmission scolaire joue donc un rôle d'autant plus important pour sa pérennité. Les efforts accomplis par l'Etat en Corse sont reproductibles en Bretagne, à condition d'y consacrer une volonté forte, se traduisant entre autres par des moyens suffisants pour la formation des enseignants et futurs enseignants.

Au titre de l'égalité entre les territoires et entre les langues, il est légitime de réclamer pour la langue bretonne la mise en place d'une politique d'enseignement bilingue aboutissant à la généralisation progressive et non-obligatoire de l'offre. Cette demande reprend d'ailleurs celle exprimée dans le cadre de la Plateforme des Langues régionales de l'ARF[24].

En l'attente de la réalisation de cet objectif à long terme, la définition d'un objectif de généralisation progressive et non-obligatoire de l'offre d'enseignement du breton est également légitime.

Cette dernière solution peut être également mise en œuvre pour l'enseignement du gallo, en fonction de l'expression de la demande.

Les engagements qui suivent, et qui ne préjugent en rien de la poursuite de ceux de généralisation qui précèdent, constituent des mesures à mettre en œuvre à court ou moyen termes, progressivement et en fonction des contraintes existantes – en particulier les ressources humaines formées. Cette mise en œuvre relève de la responsabilité des autorités publiques en fonction des compétences légales et réglementaires qui leur sont dévolues.

I.1.1.3.a Redéployer les compétences en matière d'enseignement bilingue et des langues de Bretagne

Engagement 7 : Obtenir le transfert de la gestion de la carte scolaire pour l'enseignement bilingue à titre expérimental.

La Plateforme des Langues régionales de l'ARF, dans son point II-6, demande « *l'attribution aux régions de la compétence pour l'établissement d'un schéma régional d'implantation des sites bilingues à tous les niveaux, en étroite concertation avec l'État.* »

En 2008, le Président du Conseil régional a demandé au Premier Ministre le droit à l'expérimentation inscrit dans la Constitution afin de développer et mettre en œuvre une politique linguistique en adéquation avec les attentes des Bretons.

L'Assemble régionale a adopté à l'unanimité le 18 décembre 2008 un vœu demandant à ce que cette expérimentation soit accordée dans les meilleurs délais à la Région, dans la perspective d'être efficiente dès la rentrée de septembre 2009.

La Région Bretagne réitère cette demande.

[24] II-3°) « *Établissement de l'égalité d'accès à l'enseignement et à la formation de et en langues régionales, par la généralisation progressive de l'offre.* »

I.1.1.3.b Renforcer l'offre d'enseignement bilingue

Communiquer sur l'intérêt de l'enseignement bilingue

La Région confie à l'Office public le pilotage et la réalisation de la campagne de communication synthétique « Classes bilingues français-breton, un + sur la langue » à destination du grand public sur l'intérêt de l'enseignement du et en breton.

Elaborer des objectifs de croissance

La Région proposera début 2013 un arbre d'objectifs complet, tant en termes de taux de croissance que d'effectifs ou de répartition territoriale, qui puisse devenir le référentiel partagé du développement de l'enseignement en breton.

Mettre en œuvre des mesures innovantes

Engagement 8 : Obtenir un développement de l'offre d'enseignement bilingue en fonction des dynamiques territoriales de croissance démographique.

Il s'agit, pour réaliser cet objectif, de considérer que le développement de l'enseignement bilingue doit accompagner les dynamiques démographiques à l'œuvre en Bretagne et donc répondre à la demande. Dans un souci d'égalité, les Bretons qui le souhaitent devront à terme pouvoir avoir accès à une offre bilingue, notamment publique, dans un périmètre raisonnable autour de leur domicile. La Région proposera à l'Etat une évolution en ce sens dans le cadre de la prochaine contractualisation.

En complément et dans un souci d'équité, la loi devra reconnaître le droit à l'enseignement bilingue ou immersif. La Région relaiera les demandes des communes qui, disposant d'un ou plusieurs sites bilingues ou immersifs, assument les charges de centralité liées à ces services publics et souhaitent que la loi organise l'obligation de reversement du forfait scolaire.

Engagement 9 : Susciter une filière primaire expérimentale avec option gallo renforcée.

La mise en place d'une option gallo renforcée (3 à 4 heures par semaine au lieu d'une heure) pourrait permettre d'améliorer les acquis linguistiques des élèves de primaire qui suivent une initiation au gallo.

Engagement 10 : Obtenir la contractualisation des nouveaux sites Diwan dès leur ouverture.

La Région demande aux autorités académiques de mettre en œuvre en faveur des nouvelles écoles Diwan la procédure appliquée par le Rectorat de Bordeaux pour les *ikastolak* (écoles immersives associatives en langue basque regroupées dans la fédération Seaska) afin de favoriser le développement du réseau : il s'agit de reconnaître les nouveaux sites dès leur création comme des annexes d'écoles existantes, ce qui permet une contractualisation immédiate au titre de la loi n°59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement et non au bout d'un délai de cinq années pendant lesquelles l'ensemble des dépenses de l'école est à la charge de Diwan.

Engagement 11 : Dans le 1er degré (primaire et maternelle) public, obtenir des seuils différenciés d'ouverture des classes en fonction de la densité démographique (9 en zone rurale, 14 en zone urbaine).

Le seuil de 15 élèves pour ouvrir une classe d'enseignement bilingue pose de graves problèmes dans les territoires de faible densité démographique alors même que pour certains d'entre eux, paradoxalement, le taux de brittophones dans la population est important (par exemple dans le pays du Centre-Ouest Bretagne)[25] ; le

[25] Voir la carte en I.1.1.1.a *supra*.

nombre d'élèves potentiels y est également important en pourcentage mais reste insuffisant en nombre pour répondre aux critères fixés pour l'autorisation d'ouverture d'une classe.

Il y a donc là un véritable enjeu d'aménagement du territoire avec la mise en place nécessaire de critères différents entre les villes et les territoires à faible densité démographique.

La Région demande à l'Etat de fixer à 9 élèves le seuil d'ouverture d'une classe bilingue en zone à faible densité démographique[26]. Elle demande également à ce que l'âge de référence retenu pour comptabiliser les élèves de classes maternelles soit 3 ans au cours de l'année scolaire.

Engagement 12 : Obtenir dans le 2d degré une offre d'enseignement bilingue de proximité et la mise en place des mesures nécessaires afin de résorber la rupture de continuité entre 1er et 2d degré (pôles cohérents s'appuyant sur une offre solide dans le 1er degré, parité horaire, attractivité, transports scolaires).

Afin d'améliorer encore la continuité entre CM2 et 6ème bilingue, plusieurs mesures peuvent être mises en place par les autorités publiques en charge du développement de l'enseignement bilingue, en fonction de leurs compétences respectives :

- Dans le cadre de la prochaine contractualisation, proposer une refonte de la carte des pôles en prenant en compte :
  - la demande d'enseignement bilingue de proximité exprimée par les parents d'élèves, compte tenu notamment du renchérissement du coût des déplacements et des trajets domicile-travail ;
  - l'état de l'enseignement primaire bilingue par secteur de collège ;
- Maintenir ou mettre en place une politique de transports scolaires spécifiquement adaptée au contexte de l'enseignement bilingue secondaire ;
- Favoriser l'ouverture de classes bilingues dans le primaire, notamment dans le ressort des collèges disposant d'une filière bilingue afin de conforter celle-ci ;
- Veiller à l'application stricte de la parité horaire ;
- Mettre en place une communication spécifique et évolutive - en fonction du cycle suivi par l'élève - à destination des parents d'élèves de maternelle et primaire bilingues sur l'intérêt de la continuité dans le secondaire et préparant en amont le passage de l'enfant en 6ème.

Des mesures devront également être mises en œuvre, selon les mêmes orientations, afin d'améliorer la continuité entre le collège et le lycée, par les personnes publiques parties prenantes.

Engagement 13 : Obtenir la mise en place d'une première filière bilingue dans le 2d degré technologique, professionnel, agricole et maritime.

L'absence de filières bilingues dans le 2d degré technologique, professionnel, agricole ou maritime interdit à certains collégiens de poursuivre leur cursus dans l'enseignement bilingue.

Dans une optique d'égalité entre les différentes filières en lycée, un plan de développement progressif de l'enseignement bilingue dans les filières autres que d'enseignement général devra être mis en place.

Engagement 14 : Susciter la prise en compte de la pédagogie bilingue dans les dispositifs de soutien aux élèves en difficulté.

Les élèves de l'enseignement bilingue en difficulté scolaire et recevant un soutien spécifique doivent pouvoir en bénéficier selon des modalités équivalentes (parité horaire, correspondance linguistique en fonction de la ou des matières concernées). Un travail de sensibilisation devra également être réalisé sur la dyslexie et les apports de l'enseignement bilingue dans son traitement.

I.1.1.3.c Renforcer l'offre d'enseignement du breton et du gallo

[26] Comme au Pays basque où aucun seuil n'est fixé.

Engagement 15 : Soutenir l'extension de l'initiation à la langue bretonne dans le 1er degré.

L'initiation optionnelle à la langue bretonne dans le 1er degré permet aux élèves de primaire monolingue de bénéficier d'un apport de connaissances de base qui atténue la rupture grandissante, du fait de la disparition de la transmission familiale traditionnelle et des limitations à la présence de la langue dans l'espace public et médiatique, entre jeunes bilingues et jeunes n'ayant quasiment aucun accès à la langue.

L'opération actuellement menée par le Département du Finistère pour les écoles publiques, avec le soutien de la Région, fait l'objet d'une convention pluriannuelle avec l'Inspection d'Académie et s'inscrit dans le projet d'école.

Dans le cadre d'un partenariat avec les autres Départements, cette possibilité pourrait être étendue à l'ensemble du territoire breton, en fonction de la demande exprimée par les parents d'élèves et/ou les écoles.

Engagement 16 : Soutenir l'initiation au gallo dans le 1er degré.

En fonction de la demande exprimée et selon les mêmes conditions, une initiation optionnelle au gallo pourrait être mise en place dans le 1er degré. Une telle initiation est actuellement assurée dans plusieurs écoles d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan.

Engagement 17 : Participer au développement de l'enseignement du breton et du gallo dans l'ensemble du 2d degré, dans l'apprentissage et dans les formations post-bac.

Pour le second degré et l'apprentissage, il s'agirait pour l'Etat d'accroitre l'offre d'enseignement existante (enseignement d'exploration ou option facultative), en l'intégrant dans le programme et les horaires normaux des collégiens, lycéens (de toutes filières) et apprentis. En complément et afin de ne pas forcer les élèves à faire des choix d'options par défaut, il conviendrait d'autoriser le passage d'une option supplémentaire lors des examens (baccalauréat) quand il s'agit d'une langue régionale.

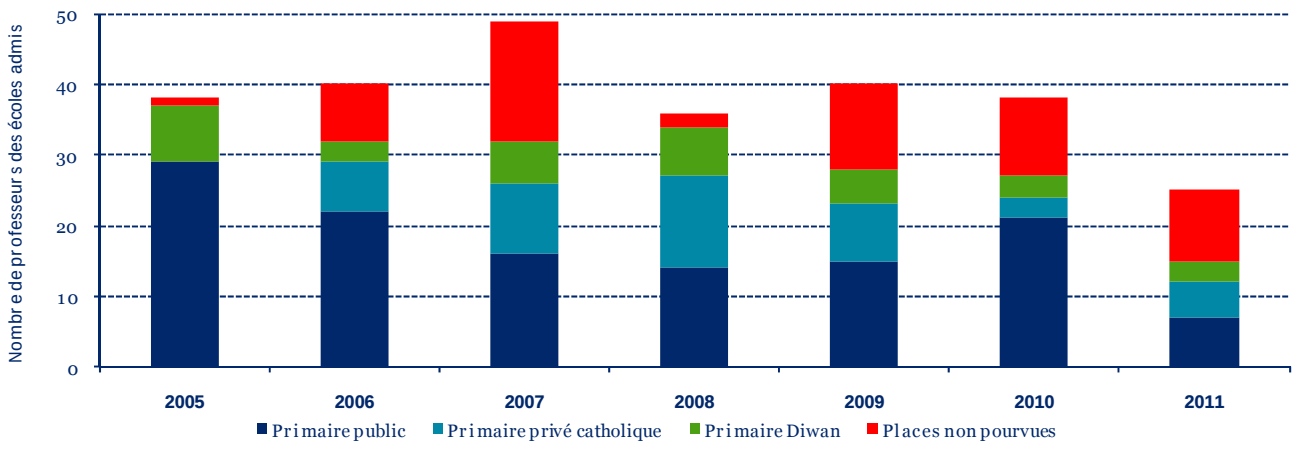
La communication menée par l'Office public et les autorités académiques à destination des élèves et futurs élèves devra être poursuivie. Lancée au printemps 2011, elle a permis une croissance de 6% des effectifs à la rentrée scolaire 2011/2012, alors que cet enseignement connaissait une baisse continue depuis des années.

La possibilité de bénéficier d'un enseignement optionnel dans l'enseignement post-baccalauréat est actuellement réservée aux universités de Haute Bretagne (breton et le gallo), de Bretagne occidentale (breton), d'une filière de BTS à Landivisiau (breton)… Un renforcement de ces enseignement et de leur attractivité devra être opéré, dans une optique d'extension aux autres universités bretonnes et aux formations post-bac non universitaires, y compris par la voie de la mutualisation entre établissements lorsque cela est possible.

I.1.2 Accompagner les parcours de formation des futurs enseignants bilingues

I.1.2.1 Un déficit d'enseignants admis aux concours qui freine le développement de l'enseignement bilingue

Un des freins au développement des classes bilingues est le manque d'enseignants formés et admis aux concours de professeur des écoles (PE - 1er degré) ou de professeur des lycées et collèges (PLC – 2d degré).



Indicateur 5 : nombre de candidats admis aux concours de professeur des écoles, spécialité langues régionales – données source page 88

Pour ce qui concerne le concours de professeur des écoles, la situation est particulièrement inquiétante puisque le nombre de postes ouverts et candidats admis diminue régulièrement depuis 2005, ce qui obère la capacité à ouvrir des classes nouvelles à chaque rentrée suivante. De plus le nombre d'admis est largement inférieur – à l'exception notable des années 2005 et 2008 – au nombre de postes à pourvoir, ce qui entraîne une diminution du nombre de postes offerts au concours suivant, d'autant plus dans le contexte de révision générale des politiques publiques (RGPP) qui touche les effectifs de l'enseignement public et privé sous contrat[27] :

Lors du concours PE 2011 :

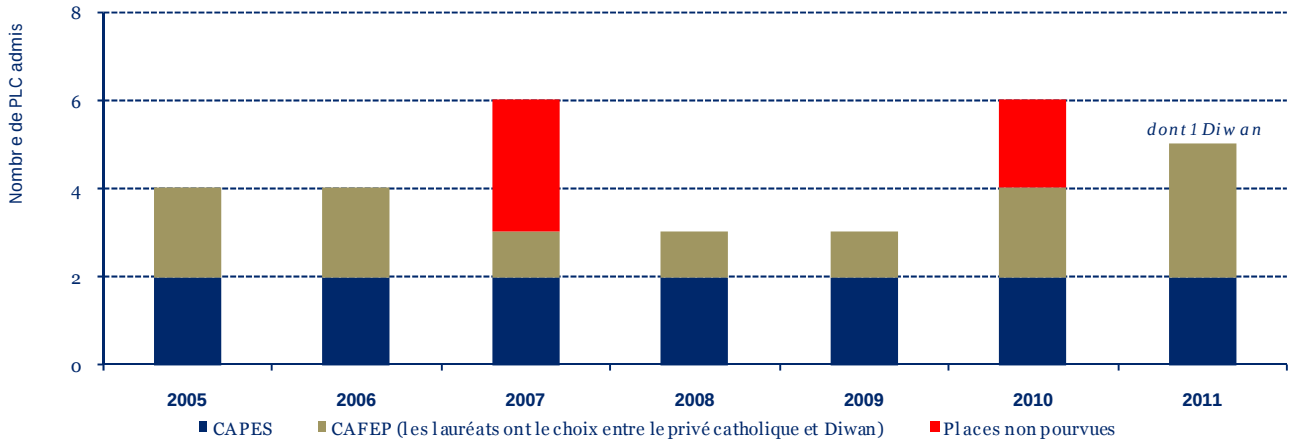
- 16 postes étaient ouverts en externe pour le public ; seuls 7 candidats ont été admis, soit un taux de réussite de 44% ;
- 1 poste était ouvert en interne pour le public ; aucun candidat n'a été admis ;
- 5 postes étaient ouverts en externe pour le privé catholique ; 5 candidats ont été admis, soit un taux de réussite de 100% ;
- 3 postes étaient ouverts en externe pour Diwan ; 3 candidats ont été admis, soit un taux de réussite de 100%.

Les 10 postes non pourvus en 2011 (dont un en Loire-Atlantique) concernent par conséquent exclusivement l'enseignement public.

L'on doit noter que les pourcentages de postes pourvus par filières diffèrent fortement selon les années de référence, sauf pour Diwan où ce taux reste excellent en externe (il est de 100% chaque année depuis 2005), ce qui peut être expliqué par le nombre suffisant de candidats qui se présentent (pour le concours 2012, 12 candidats se sont présentés pour 2 postes à pourvoir, soit 6 fois plus). Pour le privé catholique, les résultats des concours 2009 (8 reçus pour 9 postes) ou 2008 (13 pour 14) ont été très bons, mais cela n'a pas été le cas en 2010 (3 reçus pour 9 postes) ou en 2007 (10 pour 18 postes). 12 candidats se sont présentés au concours 2012 pour 5 postes à pourvoir, soit 2,4 fois plus. Pour le concours du public, si les années 2006 (22 reçus pour 24 postes) et 2008 (14 pour 15 postes) ont été bonnes et l'année 2010 correcte (21 reçus pour 26 postes) les années 2007 (16 reçus pour 24 postes), 2009 (15 pour 25) ont été très moyennes. Pour le concours 2012, 31 candidats seulement se sont présentés pour 24 postes ouverts, soit 1,3 fois plus. A noter que, dans l'Académie de Nantes, seul un candidat était présent au concours sur 3 inscrits et pour 4 postes ouverts.

Comparativement aux deux autres filières, l'insuffisance de candidats pour le concours du public et le faible taux de reçus par rapport au nombre de postes ouverts mettent en lumière un problème d'attractivité de la filière et/ou de la formation.

Compte tenu de la forte sélectivité du concours PE, l'enjeu est donc bien de présenter un nombre beaucoup plus importants de candidats, ce qui passe par une augmentation du nombre d'étudiants inscrits en master « enseignement bilingue » dans les trois centres de formation concernés – depuis l'aboutissement de la réforme de la formation des enseignants en 2010 : IUFM – site de Saint-Brieuc (dépendant de l'UBO) pour le 1er degré public ; ISFEC – site de Brest (dépendant de l'Université catholique de l'Ouest à Angers) pour le 1er degré privé ; Kelenn (à Quimper) pour le 1er degré Diwan.



Indicateur 5 : nombre de candidats admis aux concours de professeur des lycées et collèges, spécialité langues régionales – données source page 88

[27] Pour le concours PE 2012, ce sont cependant 31 postes qui ont été ouverts contre 25 en 2011.

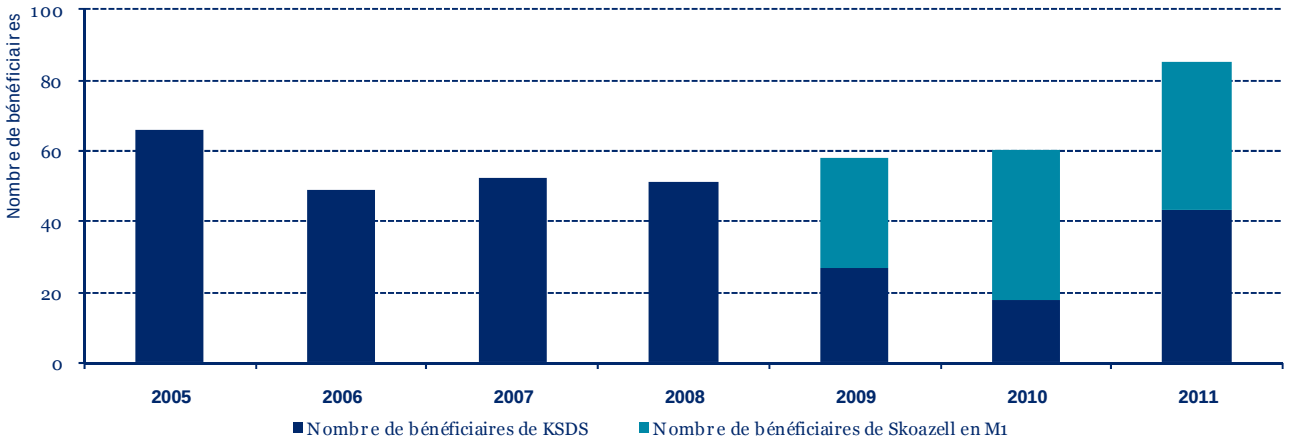
Pour ce qui concerne les concours de professeur des lycées et collège, les taux de reçus par rapport au nombre de postes à pourvoir sont meilleurs puisque, hormis en 2007 et 2010, tous les postes ouverts au CAPES et au CAFEP ont été pourvus chaque année.

Le nombre de postes ouverts reste cependant très bas (il n'a pas dépassé 6 depuis 2005 et c'est seulement en 2011 que 5 PLC ont été reçus) et ne peut suffire à assurer le développement des filières à parité horaire dans les collèges et lycées. Ceci impacte négativement ces filières, la parité horaire n'étant pas respectée dans la plupart des établissements.

Les masters formant aux concours bilingues de 2d degré relèvent des Universités de Haute-Bretagne et de Bretagne occidentale (il n'y a pas de distinction entre public et privé). Le passage du CAPES ou du CAFEP bilingue implique une bivalence : langue bretonne plus une autre matière. Ce concours est très sélectif, l'enjeu est là aussi d'augmenter le nombre de candidats, en insistant le plus en amont possible sur la bivalence exigée afin de limiter les échecs liés à des compétences exclusives dans l'une ou l'autre des matières (langue bretonne et autre matière choisie).

I.1.2.2 La politique régionale d'incitation à devenir enseignant bilingue

Afin d'améliorer le recrutement d'enseignants bilingues, la Région a mis en place des dispositifs incitatifs visant d'une part à renforcer l'attractivité des masters « enseignement bilingue » (Skoazell), d'autre part à former à la langue bretonne soit des enseignants déjà titulaires, soit de futurs enseignants (Desk / volet enseignement – ex-KSDS).



Indicateur 6 : nombre bénéficiaires des dispositifs KSDS et Skoazell par an – données source page 88

I.1.2.2.a Le dispositif Skoazell

Le dispositif Skoazell a pour objectif de créer un effet de levier pour inciter les jeunes à préparer le concours et ainsi accroître le vivier des futurs professeurs bilingues dans les trois filières d'enseignement (bilingue public, bilingue privé catholique, Diwan). Il s'adresse aux personnes ayant fait acte de candidature en master 1 ou 2 de préparation aux concours bilingues premier ou second degré (PE ou PLC) dans l'un des centres de formation suivants : IUFM de Bretagne (site de Saint-Brieuc), Kelenn, ISFEC, Département de breton de l'Université de Haute-Bretagne, Département de celtique de l'Université de Bretagne occidentale. Il s'agit, au travers de ce dispositif, de donner une image positive et valorisante du métier d'enseignant bilingue français-breton et de palier le manque de candidats aux concours de l'enseignement bilingue en participant de manière active au financement des études permettant l'accès aux métiers d'enseignement du breton.

Skoazell est destiné aux étudiants titulaires d'une licence qui s'engagent à se présenter à un concours et à enseigner au moins 5 ans dans une filière bilingue. Le montant de l'aide s'élève à 5 000 € pour chacune des deux années de Master.

Créé en 2009, le dispositif Skoazell a permis d'aider 31 étudiants en Master 1 en 2009, 42 en 2010 et 42 en 2011. 21 étudiants en master 2 bénéficient de Skoazell en 2011.

La Région communique chaque année autour du dispositif, ce qui permet également de communiquer positivement sur les métiers de l'enseignement bilingue. En 2011, le nombre d'aides attribuées est cependant resté identique à celui de 2010, ce qui est préoccupant pour ce qui concerne l'attractivité du master PE bilingue public (IUFM), compte tenu de la stabilité du nombre d'étudiants se dirigeant vers Kelenn (Diwan) – et de son

importance par rapport au nombre de places ouvertes au concours - et de la forte augmentation du nombre de candidats inscrits à l'ISFEC (privé bilingue).

La Région amplifiera sa communication autour du dispositif Skoazell et des opportunités de l'enseignement bilingue.

Elle sera d'autre part particulièrement attentive au niveau atteint par les candidats dans leur connaissance de la langue bretonne.

I.1.2.2.b Le dispositif Desk / volet enseignement (ex-KSDS)

Le dispositif Desk / volet enseignement (anciennement KSDS) est une aide individuelle aux personnes se formant à la langue bretonne dans un centre agréé de formation professionnelle[28] et qui ont le projet professionnel de se destiner à l'enseignement bilingue. Contrairement à Skoazell, il ne soutient pas l'étudiant dans ses deux années de master préparatoires au concours d'enseignant bilingue mais permet d'apprendre la langue bretonne dans un centre de formation professionnelle pendant 6 à 9 mois.

Il concerne deux types de publics :

- les enseignants monolingues ayant obtenu un congé de formation de leur employeur pour devenir enseignants bilingues. A l'issue de leur formation et sous réserve d'une évaluation positive de leur capacité à enseigner en breton, ils pourront être immédiatement nommés sur un poste bilingue ;
- les personnes relevant de la formation continue titulaires d'une licence ou les étudiants également titulaires d'une licence qui souhaitent acquérir la langue pendant cette année de préformation et ensuite s'inscrire en master enseignement bilingue (où elles pourront bénéficier de Skoazell).

Le dispositif était jusqu'en 2011 instruit par l'association Kreizenn Stummañ an Danvez Skolaerien (KSDS - Centre de Formation des futurs Enseignants). Les maîtres d'ouvrage publics (Région Bretagne, Départements du Finistère et du Morbihan) confient désormais cet aspect à l'Office public de la Langue bretonne. Afin de clarifier la communication sur ce dispositif également très important pour le recrutement d'enseignants bilingues, il est décidé de le nommer Desk (« Instruction ») / volet enseignement.

Les candidats retenus à Desk / volet enseignement reçoivent, pour la durée de leur formation de 6 mois, une aide de 3 000 € pour les ressortissants des Départements partenaires, partagée entre ces derniers et la Région. Lorsqu'ils résident dans les départements non-partenaires, l'aide est uniquement régionale et plafonnée à 2 500 €. Pour la formation dite « supérieure » de 3 mois, l'aide Desk / volet enseignement est de 1 500 €.

Alors que le dispositif a connu une perte de vitesse importante entre 2009 et 2010 (années de la mise en place de Skoazell), le nombre de candidats a très fortement progressé en 2011 (43 au lieu de 18 en 2010). La politique de soutien à la formation continue à la langue bretonne des enseignants titulaires menée par l'Inspection d'Académie du Finistère a eu des effets très positifs ; on peut également y voir une conséquence de la campagne Skoazell, des personnes non-enseignantes ou contractuelles titulaires d'une licence souhaitant apprendre le breton pour pouvoir ensuite intégrer un des masters de formation à l'enseignement bilingue.

Le dispositif Desk / volet enseignement est également ouvert, selon les mêmes conditions, aux personnes qui souhaitent suivre en formation professionnelle en gallo dans une optique d'enseignement.

La communication partenariale autour du dispositif Desk sera amplifiée.

La Région proposera par ailleurs aux Conseils généraux actuellement non-partenaires de s'associer au dispositif.

I.1.2.2.c La communication partenariale sur les opportunités liées aux métiers de l'enseignement bilingue

Engagement 18 : Communiquer sur les opportunités liées au métier d'enseignant bilingue.

Au-delà des opérations régionales de communication sur l'enseignement bilingue, au travers de Skoazell et Desk/ volet enseignement, il est nécessaire, afin d'amplifier et d'améliorer le recrutement de futurs enseignants

[28] Kelenn (année de préformation), Stumdi, Skol an Emsav, Mervent, Roudour, UCO Guingamp et Arradon (DU).

bilingues, de lancer une opération de communication à grande échelle en ce sens, en partenariat entre l'Etat, la Région et les autres collectivités intéressées, l'Office public, les universités, l'enseignement catholique, Diwan.

Il s'agirait de présenter les différents métiers de l'enseignement bilingue, les modalités de recrutement et de formation pour chacun d'entre eux. Ce dispositif de communication permettrait de toucher, selon des modalités adaptées à chaque public :

- Les lycéens bilingues ou non *via* les dispositifs d'information sur l'orientation ;
- Les étudiants bilingues en licence et les étudiants monolingues afin qu'ils se forment dans le cadre de leur cursus et/ou pendant une année de préformation ;
- Les enseignants titulaires monolingues afin qu'ils se forment à la langue bretonne dans le cadre d'un congé-formation.

L'organisation de forums/salons sur les métiers de l'enseignement bilingue dans et par les universités sera par ailleurs encouragée.

I.1.2.3 Le soutien direct à la formation des enseignants bilingues

I.1.2.3.a L'enseignement des langues en licence

La Région a signé en 2008 des conventions pluriannuelles (pour les années universitaires 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011) avec les Universités de Haute-Bretagne (Rennes 2) et de Bretagne occidentale (Brest) dans le but de renforcer la formation universitaire des futurs enseignants bilingues, selon deux axes principaux :

- Apprentissage optionnel du breton dès la 1ère année de licence ;
- Mise en place d'un cours spécifique de préparation à l'enseignement bilingue.

Une convention a également été signée entre la Région et l'Université de Haute-Bretagne pour la mise en place d'un enseignement optionnel du gallo.

Les modalités de la formation des futurs enseignants ont changé depuis la signature de ces conventions pluriannuelles et il apparaît, à la lecture de leurs bilans d'exécution, que des modalités adaptées à la mise en place des masters de préparation à l'enseignement bilingue du 2d degré doivent être inscrites dans la prochaine étape de la contractualisation.

Pour ce qui concerne tous les étudiants inscrits en licence 1, 2 ou 3, il s'agira d'assurer :

- un enseignement optionnel du breton adapté au(x) niveau(x) des étudiants ;
- des cours d'approfondissement terminologique pour les étudiants déjà brittophones, adaptés aux matières dans lesquelles ils ont inscrits ;
- un enseignement optionnel du gallo adapté au(x) niveau(x) des étudiants ;
- un parcours optionnel « métiers de l'enseignement et de la formation » pour les étudiants brittophones se destinant, à l'issue de leur licence, aux masters PE ou PLC.

L'enseignement optionnel du breton devra être accessible à l'ensemble des étudiants des universités brestoise et rennaises (Rennes 1 et Rennes 2), de même que celui concernant le gallo pour les universités rennaises. Il s'agira de favoriser l'intégration normale de l'enseignement de ces langues dans les cursus des étudiants (L2 et L3), en particulier ceux des étudiants en sciences afin qu'ils se dirigent vers l'enseignement bilingue.

Le parcours optionnel « métiers de l'enseignement et de la formation » devra être accessible aux étudiants de licence de l'Université de Rennes 1 se préparant à l'enseignement bilingue.

Les modalités d'une reconnaissance universitaire de toute ou partie des formations professionnelles effectuées dans les centres agréés – comme c'est le cas à l'Université de Bretagne occidentale – devront être précisées (sous la forme de validation de certaines UE de licence par exemple).

Enfin l'on doit noter que l'antenne de Guingamp de l'Université catholique de l'Ouest (UCO) ouvrira à la rentrée 2012 une option langue bretonne pour les étudiants de quatre licences professionnelles.

I.1.2.3.b La reconnaissance de la formation professionnelle dans le cursus universitaire

Certains étudiants non-brittophones font le choix, au cours de leurs études – c'est-à-dire avant l'entrée en licence, entre la licence et le master ou après le passage d'un premier master – d'apprendre la langue bretonne en centre de formation agréé (en 6 mois ou 6 + 3 mois) afin de pouvoir s'inscrire ensuite en master de préparation à l'enseignement bilingue (PE ou PLC). Ils peuvent être soutenus par la Région et les Départements du Finistère et du Morbihan dans le cadre du dispositif Desk / volet enseignement.

Dans le cas des futurs enseignants du 1er degré à Diwan, cette année de préformation existe au sein du centre de formation Kelenn, pour les étudiants qui n'ont pas encore le niveau suffisant en breton pour intégrer le master. Elle est ouverte aux étudiants des autres filières, mais également à tous ceux qui veulent travailler en breton à l'école : ASEM (agent spécialisé des écoles maternelles), AVS (auxiliaires de vie scolaire)… La Région octroie à Kelenn 10 places de stage pour l'année de préformation.

Engagement 19 : Obtenir une reconnaissance universitaire de l'année de préformation à la langue bretonne, par ailleurs sanctionnée par le DCL, dans le cas des réorientations de cursus vers l'enseignement bilingue ou avant l'entrée en licence.

Afin de motiver le plus possible d'étudiants à effectuer ce choix, il convient de mettre en place des modalités de reconnaissance universitaire de tout ou partie de ce parcours – comme c'est le cas à l'Université de Bretagne occidentale – par convention entre les universités et les centres de formation, outre la valorisation de la formation constituée par le diplôme de compétences en langues (DCL) :

- Reconnaissance de cette formation sous la forme d'un diplôme universitaire (DU) ;
- Validation de certaines UE de licence 1, 2 ou 3 que l'étudiant pourra ensuite compléter en s'inscrivant ensuite en licence de breton.

I.1.2.3.c Les masters formant au professorat des écoles bilingues

La Région soutient le fonctionnement du centre de formation Kelenn, qui forme les enseignants du 1er degré des écoles Diwan. Kelenn est rattaché à l'Institut supérieur des Langues de la République française (ISRLF) qui regroupe les centres de formation pour les écoles immersives. L'ISRLF a mis au point un master spécifique en partenariat avec l'Université de Perpignan. Ce master «Enseignement bilingue breton-français par immersion» comprend notamment dix semaines de stages pratiques dont deux semaines en situation de responsabilité.

La Région soutient également l'ISFEC de Brest – qui forme les futurs professeurs des écoles du privé bilingue - dans le cadre de sa subvention annuelle au Comité académique de l'Enseignement catholique (CAEC) pour le développement de l'enseignement bilingue. Un dialogue fructueux a été mené en 2010 et 2011 avec le CAEC et l'ISFEC pour que le principe de la parité horaire dans la formation des enseignants bilingues du privé soit respecté, dans un souci de cohérence avec les politiques d'incitation aux métiers de l'enseignement bilingue qui sont menées.

L'IUFM de Saint-Brieuc qui forme les futurs enseignants bilingues du 1er degré public au cours du master « Professorat des écoles bilingue français-breton et métiers de l'enseignement » dépend de l'Université de Bretagne occidentale. Le master MEF est co-habilité par les universités brestoise, rennaises et de Bretagne-Sud.

La Région sera attentive à la place accordée à la langue bretonne dans les maquettes de tous les masters de formation à l'enseignement bilingue et au sujet des contingents horaires effectivement alloués. *A minima,* les masters de formation à l'enseignement bilingue du 1er degré doivent respecter le principe de la parité horaire.

Engagement 20 : Obtenir un renforcement de l'attractivité des concours internes d'enseignants bilingues du 1er degré.

Une communication spécifique devra être organisée par les autorités académiques auprès des enseignants non-titulaires afin qu'ils se présentent plus nombreux aux concours internes : le nombre de candidats est actuellement inférieur au nombre de postes à pourvoir dans le public comme dans le privé.

I.1.2.3.d Les masters formant au professorat des lycées et collèges bilingues

Les étudiants qui souhaitent passer les concours de professeur des lycées et collèges ont le choix entre le CAPES pour le public et le CAFEP pour le privé (les lauréats de ce dernier concours ont le choix entre Diwan et le bilingue privé). Les Universités de Bretagne occidentale et de Haute-Bretagne forment les étudiants qui souhaitent se présenter à ce concours :

- Pour Brest : le master « Cultures et Sociétés - Spécialité Métiers de l'enseignement / Professorat des Lycées et Collèges – parcours breton-celtique » ;
- Pour Rennes 2 : le master « Métiers de l'éducation et de la formation (2ème degré) » avec une deuxième valence à choisir parmi lettres modernes, histoire, géographie, anglais ou mathématiques.

Dans le cadre du renouvellement des conventions pluriannuelles qui lient ces deux Universités à la Région, cette dernière agira pour renforcer la mise en adéquation des filières universitaires de préparation à l'enseignement avec les concours PLC de l'enseignement bilingue.

Des efforts particuliers devront être notamment fournis auprès des directions d'UFR et des autres universités pour informer sur les opportunités et susciter le recrutement d'étudiants dans les matières non-linguistiques, en particulier les disciplines scientifiques.

La Région rappelle que la préparation aux CAPES et CAFEP doit permettre aux candidats d'utiliser ensuite la langue bretonne comme langue d'enseignement et insiste par conséquent, d'une part sur la nécessité d'augmenter le nombre d'heures de cours en breton, d'autre part sur l'approche « langue vivante » qui doit être associée à l'enseignement de la langue et sur la maîtrise nécessaire de l'orthographe commune par les futurs enseignants.

Engagement 21 : Obtenir une augmentation du nombre de postes ouverts chaque année au CAPES et au CAFEP enseignement bilingue.

Afin de développer les filières bilingues dans le secondaire et de veiller au strict respect de la parité horaire, la Région demandera à l'Etat d'augmenter le contingent annuel de postes ouverts au CAPES et au CAFEP, parallèlement aux efforts à mener pour renforcer la qualité de la formation des candidats.

Engagement 22 : Demander une agrégation pour la langue bretonne.

La mise en place par l'Etat d'une agrégation pour les différentes langues régionales faisant l'objet d'un enseignement bilingue permettrait de disposer d'un concours de haut niveau alternatif au CAPES et de traiter équitablement ces langues par rapport aux autres langues vivantes enseignées.

I.1.2.3.e La formation au breton des enseignants titulaires

Engagement 23 : Obtenir une augmentation des contingents horaires consacrés à la formation continue à la langue bretonne des professeurs monolingues du 1er et du 2d degrés.

La formation des enseignants monolingues à la langue bretonne dans un centre de formation agréé, en 6 mois ou 6 + 3 mois, permet de disposer d'un vivier d'enseignants bilingues complémentaire de celui des enseignants qui viennent de passer un concours bilingue. Elle est d'autant plus importante pour les enseignants en Sciences de la Vie et de la Terre du secondaire, par exemple, pour lesquels une formation initiale n'existe pas encore.

La Région et les Départements du Finistère et du Morbihan incitent les enseignants à se tourner vers ces formations dans le cadre du dispositif Desk / volet enseignement.

La Région demandera à l'Etat une augmentation des contingents horaires consacrés à la formation continue à la langue bretonne des professeurs monolingues du 1er et du 2d degrés. Pour le 1er degré, elle demandera à ce que les demandes de congé-formation en breton soient traitées sur l'ensemble de la Bretagne selon les modalités en vigueur au niveau de l'Inspection d'Académie la plus favorable.

I.1.2.3.f Former à l'enseignement du gallo

Le gallo est enseigné dans le secondaire public en option, sur 15 sites des Côtes-d'Armor, d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, par 7 enseignants. L'option gallo peut être présentée au baccalauréat – il s'agit d'ailleurs de la seule langue d'oïl disposant de ce droit.

Une initiation est également possible dans certaines écoles maternelles et primaires du secteur de Maure-de-Bretagne ainsi que dans les écoles maternelles et primaires privées du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine.

Le recrutement des enseignants de gallo dans le secondaire reste hors norme puisque les enseignants d'autres disciplines peuvent passer un « examen d'aptitude à l'enseignement du gallo ».

Engagement 24 : Obtenir la création d'un CAPES/CAFEP de gallo.

Afin permettre le recrutement d'enseignants de gallo spécialisés dans le secondaire en fonction des besoins, la Région demandera la création d'un CAPES et/ou CAFEP de gallo. La création d'un tel concours devra être accompagnée par la mise en place d'une formation universitaire adaptée.

Par ailleurs, pour la mise en place de l'engagement 9 précité[29], un dispositif spécifique de recrutement et de formation devra également être mis en place.

Les étudiants inscrits dans de telles formations préparant au CAPES/CAFEP de gallo pourront être soutenus dans le cadre du dispositif Skoazell.

I.1.3 Encourager la production et la diffusion de matériel pédagogique

La Région, le Rectorat et le Centre régional de Documentation pédagogique (CRDP) ont signé en 1994 une convention relative à la création d'un service, au sein du CRDP, chargé de l'édition et de la diffusion du matériel pédagogique en breton à l'attention des établissements d'enseignement bilingues de trois filières.

TES (Ti-Embann ar Skolioù brezhonek) conçoit, édite et diffuse ainsi manuel, fichiers pédagogiques, cartes murales, productions audiovisuelles… gratuitement sur tout le territoire breton ainsi qu'à Paris (école Diwan). Les productions de TES sont également disponibles en vente en librairie ou en ligne. En 2009, ce sont 53 582 exemplaires des productions de TES qui ont été distribués aux écoles pour 21 productions nouvelles.

Les productions de TES (20 à 25 par an) sont soit des traductions de manuels existant en français, soit des créations.

TES est subventionné par la Région (304 900 € par an) et les Départements des Côtes-d'Armor, de Loire-Atlantique et du Morbihan. L'Etat met à disposition 6,7 équivalents temps-plein.

Le catalogue de TES laisse cependant apparaître des manques : certaines matières ou certains niveaux ne disposent pas de manuels, d'autres sont édités alors que les programmes ont changé…

La Région proposera au Rectorat et au CRDP une révision de la convention tripartite régissant le fonctionnement de TES afin de simplifier et d'améliorer la production éditoriale.

Pour ce qui concerne son fonctionnement, il convient d'adapter la structure aux évolutions du paysage institutionnel et linguistique et de simplifier les comités partenariaux à :

- Un comité de pilotage en charge de faire le bilan des activités de l'année, de mettre en place un plan pluriannuel d'édition et d'en suivre la réalisation ;
- Un comité d'édition en charge de créer une charte éditoriale et de veiller à son application, faire l'inventaire de l'existant et de recenser les besoins, préparer le programme annuel ou pluriannuel d'édition, veiller à la rédaction des productions en cohérence avec les préconisations de l'Office public pour toutes les questions linguistiques, veiller à la diffusion des productions, préparer le rapport d'activité.

La réduction des délais d'édition des manuels doit être considérée comme un objectif prioritaire. Certains manuels essentiels, comme une méthode d'apprentissage de la lecture pour les écoles primaires Diwan, doivent être rapidement édités. Une attention devra être portée aux besoins des élèves du secondaire apprenant le breton en LV2 ou LV3.

TES développe depuis plusieurs années la documentation électronique (livres épuisés ou fiches téléchargeables par les enseignants notamment). Une telle orientation est intéressante pour notamment produire et diffuser rapidement des actualisations de manuels existants. Enrichir les fonctionnalités et contenus de ce portail pourrait permettre de régler une partie des problèmes de coûts et de délais d'édition papier de certains manuels, liés à la nécessité d'acquérir les droits de reproduction des illustrations (cas des manuels d'histoire-géographie), en produisant des livres moins illustrés mais pointant sur des ressources pédagogiques libres de droit filtrées par le site de TES. Le site de TES pourrait également comporter un site collaboratif (entre enseignants, en particulier du primaire) en communiquant sur l'intérêt pédagogique d'un tel outil auprès des contributeurs.

Dans le cadre de la diversification de la production pédagogique, TES pourra également conventionner avec des producteurs/diffuseurs de contenus jeunesse pour une édition pédagogique adaptée d'émissions en langue bretonne.

Par ailleurs, la Région s'attachera à obtenir une évaluation des besoins en matériel pédagogique en gallo et proposera le cas échéant aux autorités académiques la mise en place d'un dispositif adapté.

[29] Voir page 29.

I.2 Développer la formation pour adultes

I.2.1 Une progression de l'emploi demandant une connaissance de la langue bretonne

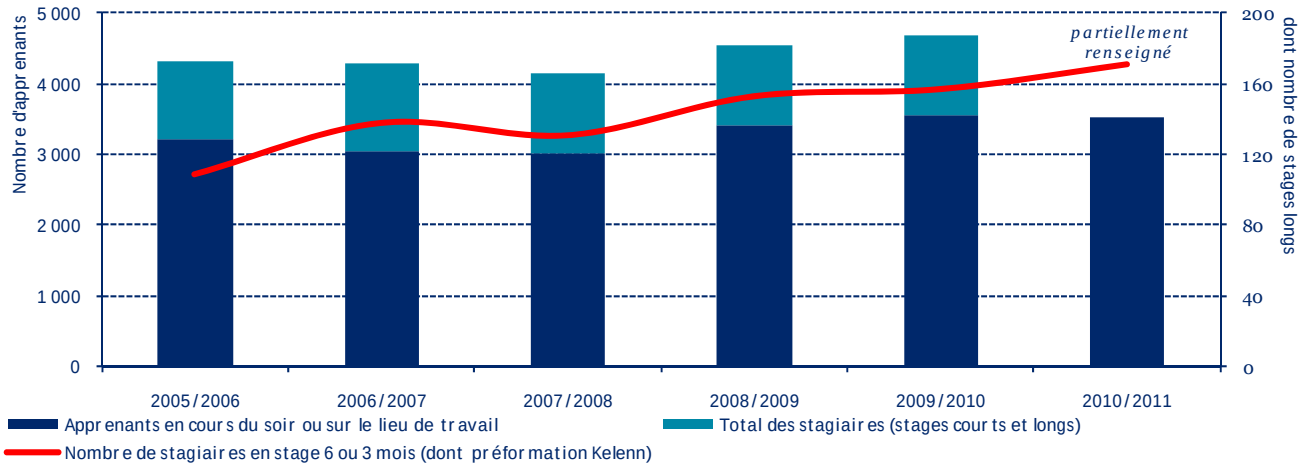
L'Observatoire des pratiques linguistiques de l'Office public de la Langue bretonne a réalisé au cours du printemps 2006 une enquête sur les postes de travail et la langue bretonne. Près des 3/4 des postes avaient trait en 2006 à l'enseignement au sens large : il s'agissait de postes de professeurs des écoles ou de professeurs du second degré mais aussi de postes de formateurs pour adultes, de professeurs de l'enseignement supérieur ou encore d'assistants maternels. En 2001, l'enseignement bilingue comptait environ 330 postes de travail : ce secteur a connu une progression de 78 % entre 2001 et 2006 puisque 589 postes ont été recensés pour l'année scolaire 2005/2006. Les autres secteurs représentés étaient la gestion des structures (dans le monde associatif en particulier), la culture (édition, animation culturelle, un 1/3 de ces postes ayant trait à la langue elle-même : traducteurs, collecteurs, etc.) ou encore les médias (journalistes, animateurs d'émissions). Une centaine d'équivalents temps-plein (ETP) ont par ailleurs été recensés en 2006 exigeant une connaissance de la langue bretonne mais pourvus par des non-brittophones faute d'avoir pu trouver des locuteurs qualifiés.

Cette enquête a été actualisée en 2010 : environ 1 200 ETP exigent une connaissance de la langue bretonne en 2010. La croissance de l'enseignement bilingue (postes d'enseignants mais aussi d'Assistants spécialisés des Ecoles maternelles – ASEM) explique en grande partie cette progression. L'émergence du secteur de la petite enfance bilingue ou immersive offre des perspectives supplémentaires.

Le secteur de l'emploi en langue bretonne présente un développement continu depuis 20 ans et fait face à des difficultés accrues de recrutement par manque de personnes formées.

A titre d'illustration, le service d'orientation pour le suivi des stagiaires de Stumdi, organisme qui délivre des formations intensives de breton, a constaté que, 6 mois après leur stage, 80% des demandeurs d'emploi ont signé un contrat de travail (dans le milieu scolaire, périscolaire, l'enseignement aux adultes, le secrétariat, l'animation, l'édition…) ou ont été admis dans un cursus de formation professionnalisant.

I.2.2 Une évolution des pratiques de formation au breton



Indicateur 7 : nombre d'adultes suivant une formation au breton – données source page 89

Pendant l'année scolaire 2009-2010, 4 682 adultes ont suivi des cours de breton en stage, en cours du soir ou par correspondance, soit une hausse de 3,22% par rapport à la période 2008-2009. L'Office public de la Langue bretonne estime aujourd'hui le nombre de locuteurs formés chaque année (c'est-à-dire ayant atteint le niveau « confirmé ») à 500 par an, contre 300 environ en 2003[30].

Les cours du soir, stages courts et cours non présentiels peuvent être financés dans le cadre du Droit individuel à la Formation (DIF) des salariés.

I.2.2.1 Les cours du soir, stages courts et cours non présentiels

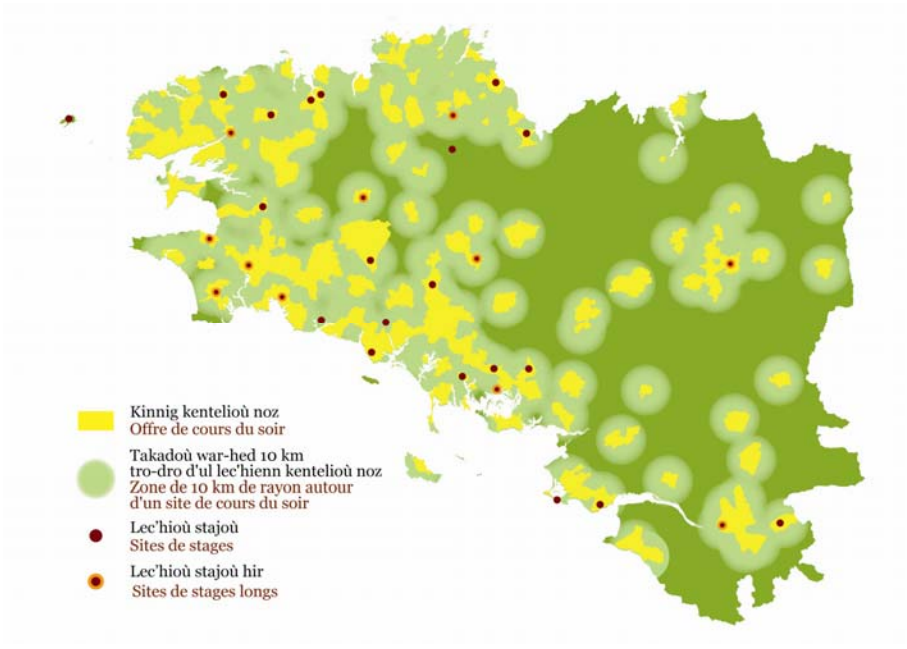
[30] « L'enseignement du breton aux adultes – bilan 2010 », Office public de la Langue bretonne.

I.2.2.1.a Les cours du soir

40 000 personnes déclaraient en 1999 avoir appris le breton en cours du soir (données INSEE)[31]. Ce sont les cours du soir qui forment le plus d'adultes au breton, mais l'on estime toutefois qu'il faut compter six ans de cours du soir pour devenir locuteur.

A la rentrée 2008, 3 173 adultes étaient inscrits à des cours du soir, ce qui constituait un renversement de tendance après dix ans de baisse du nombre d'apprenants. A la rentrée de l'année scolaire 2009-2010, ce nombre progressait de 4,51% avec 3 316 adultes pour se stabiliser en 2010-2011, 3 329 adultes[32] étant inscrits à des cours du soir, soit une hausse de 0,39% : l'amélioration constatée depuis la rentrée 2008 semble donc se confirmer.

L'offre de cours du soir de breton dépend quasi-exclusivement du tissu associatif. Si certaines grandes structures disposent de formateurs rémunérés, de nombreuses associations assurent les cours sur la base du bénévolat.



Offre d'enseignement du breton pour adultes en 2011/2012 - Office public de la Langue bretonne

I.2.2.1.b Les stages courts

De nombreuses structures proposent des stages courts (une semaine ou un week-end) qui permettent de consolider les acquis des apprenants qui ont suivi une formation selon les autres modalités. L'une de ces structures est Kamp etrekeltiek ar Vrezhonegerion (KEAV) qui assure chaque année deux stages d'une semaine en immersion complète permettant tant de perfectionner sa maîtrise de la langue que de se former à divers domaines (vidéo, écrire une nouvelle, théâtre…) en utilisant exclusivement le breton comme moyen de communication. 1/3 environ des stagiaires suivant un stage d'une semaine sont inscrits à KEAV.

La fréquentation des stages courts connaît un tassement ces dernières années[33] : si 1 000 personnes ont suivi de tels stages en 2005/2006[34], elles étaient 973 en 2009/2010. Il est difficile de déterminer des tendances lourdes sur cette période : les stages week-end ont connu une augmentation globale depuis 2005/2006, passant de 389 inscrits à 449 en 2009/2010, mais le nombre d'inscriptions sur cette dernière période a baissé (-6,46%) par rapport à 2008/2009. A contrario, le nombre de stagiaires sur une semaine a baissé entre 2005/2006 et 2009/2010 (de 611 à 524) mais les effectifs ont progressé de 5,22% sur les deux derniers exercices. Le développement continu de l'offre de stages longs (6 mois ou 3 mois), qui répond mieux aux besoins de certains apprenants, peut en partie expliquer le tassement global des inscriptions en stages courts.

I.2.2.1.c Les cours sur le lieu de travail

Depuis 2008 les cours de breton sur le lieu de travail font l'objet d'un recensement par l'Observatoire des pratiques linguistiques. Le nombre de salariés concernés reste encore assez faible (194 en 2010/2011) et toute

[31] « La Connaissance du breton », Loeiz Laurent, Octant-N°56-57, mars 1994.

[32] Dont environ 900 apprenants arrivant au terme de leur cursus d'apprentissage (niveau 4 et plus).

[33] Voir les données source de l'indicateur 7 page 89.

[34] Certaines personnes peuvent être comptabilisées deux fois, car suivant plusieurs stages courts et de différents types dans la même année.

fermeture d'un cours ou tassement des effectifs impactent ce mode d'apprentissage. En 2010, la très grande majorité (9 sur 11) des employeurs ayant mis en place ces cours étaient des collectivités territoriales (dont la Région). L'on doit noter la création de nouveaux cours à la rentrée 2011 (Communauté de Communes du Poher, Ville de Rennes, Hôpital de Quimper…).

Engagement 25 : Soutenir le renforcement de l'apprentissage du breton sur le lieu de travail.

Une communication spécifique à destination des employeurs et salariés pourrait être mise en place afin de favoriser la croissance de ce type d'apprentissage, de nature à développer l'usage du breton dans le monde du travail et la vie publique, *via* une inscription dans les plans de formation des entreprises et collectivités. Un effort particulier devra être accompli vers les entreprises privées.

I.2.2.1.d Les cours par correspondance et en ligne

En 2010, 375 personnes apprenaient le breton par correspondance, 90% d'entre elles étant inscrites à Skol Ober, association créée en 1932. Ce mode d'apprentissage de la langue connaît une belle vitalité puisque les effectifs inscrits étaient en hausse de 8% par rapport à 2009. Les cours par correspondance de Skol Ober peuvent être dispensés à certains élèves du secondaire ne disposant pas d'un cours de breton dans leur établissement, avec l'accord de la direction.

Depuis octobre 2011, une nouvelle étape a été franchie dans la mise à disposition d'une offre de formation complète à la langue bretonne puisque le site EduBreizh[35], créé par l'association Skolanet, offre des cours de breton sur Internet selon des modalités comparables à un cours en présentiel : l'interface multimédia permet l'échange oral et écrit. EduBreizh offre la possibilité de cours autoformatifs ou de classes virtuelles. Cette offre de formation peut être un complément utile au cours du soir mais également une solution pour les apprenants qui sont éloignés d'un lieu d'apprentissage – en particulier quand ils ne résident pas en Bretagne - ou ont des disponibilités horaires incompatibles avec le suivi d'un cursus traditionnel.

Engagement 26 : Soutenir le développement de l'apprentissage du breton sur Internet.

EduBreizh répond tant aux attentes spécifiques d'une partie des apprenants ou apprenants potentiels de la langue bretonne qu'aux nouveaux modes d'autoformation qui se développent grâce aux nouvelles technologies. Le développement attendu d'EduBreizh doit permettre de toucher de nouveaux publics mais également de conforter des apprenants qui, arrivés à un certain niveau, ne disposent plus d'une offre sur le territoire proche de leur résidence et pourraient, grâce à EduBreizh, poursuivre leur cycle d'apprentissage.

I.2.2.2 Le développement des formations longues de 6 mois (ou 6 + 3 mois)

Les formations intensives permettent de former très rapidement des brittophones ayant la plupart du temps un objectif professionnel (évoluer dans leur métier ou trouver un emploi grâce à la connaissance de la langue). Elles se présentent sous la forme de stages d'une durée de 6 mois. 35 heures de cours sont dispensées chaque semaine et les stagiaires doivent effectuer, au cours de leur cursus, des stages en entreprise, association, école, collectivité… impliquant l'emploi du breton. Les stages longs sont les plus à même de permettre aux apprenants d'atteindre un niveau élevé de maîtrise de la langue en peu de temps, une personne sans aucune compétence en breton pouvant devenir locutrice à la fin d'une formation de six mois. Ce type de formation est très professionnalisant : 70% des stagiaires d'une promotion trouvent un poste dans les six mois suivant la formation.

Les formations ne sont pas diplômantes mais, depuis l'extension du DCL à la langue bretonne en 2010 (voir le point I.2.4.4 page 46), les stagiaires peuvent valoriser la formation suivie.

Quatre centres de formation dispensent aujourd'hui des stages longs de 6 mois (contre deux en 2005) : Mervent (Cornouaille) depuis la rentrée 2011, Roudour (Centre-Ouest Bretagne, Pays de Douarnenez, Sud-Cornouaille), Skol an Emsav (Ille-et-Vilaine et Loire-Atlantique depuis 2011), Stumdi (Léon, Trégor, Vannetais). Il convient de mentionner également le stage de formation intensive (930 heures) organisé par Kelenn (Quimper) dans une optique de préparation aux métiers de l'enseignement.

[35] www.edubreizh.com

Le stage de 6 mois peut être complété par un stage de formation supérieure ou spécialisée intensive de 3 mois organisé par Stumdi à Ploemeur et Landerneau (d'avril à juillet chaque année) ou par Roudour. Ce stage permet notamment de consolider les acquis des stages de 6 mois ou d'acquérir des compétences spécifiques.

Le nombre de stagiaires en stages longs augmente régulièrement depuis 2005/2006. L'évolution des effectifs en 2010/2011 est encourageante : ils étaient 171 contre 157 en 2009/2010[36], soit une croissance de l'ordre de 8,92%.

I.2.3 L'offre d'apprentissage du gallo

Comme pour le breton, diverses formules permettent aux adultes d'apprendre le gallo. Une plaquette commune à l'ensemble des associations a été éditée en 2011[37], présentant les diverses formules d'apprentissage. Les adultes peuvent ainsi suivre :

- des cours du soir et ateliers (11 sites recensés à la rentrée 2011 en Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan) ;
- deux stages courts (organisés par les Assemblies gallèses et Bertaeyn galeizz) et un stage d'une semaine organisé par Stumdi.

Une formation professionnelle intensive de 3 mois a par ailleurs été organisée par Stumdi. En fonction de la demande, une telle formation pourra être relancée.

I.2.4 La politique régionale de formation professionnelle au breton et au gallo

I.2.4.1 Renforcer la structuration de l'offre de formation au breton

La Région soutient le fonctionnement et les missions de la fédération Deskiñ d'an Oadourien (DAO – « Apprendre aux Adultes») qui regroupe :

- les structures proposant des cours du soir ;
- les structures proposant des stages courts ;
- les centres de formation professionnelle agréés (Kelenn, Mervent, Roudour, Skol an Emsav, Stumdi) ;
- Skol Ober (par correspondance) et EduBreizh (sur Internet).

45 structures adhèrent à DAO, représentant 67% des adultes apprenant le breton.

DAO favorise le développement et la professionnalisation des cours pour adultes, notamment par la mise en réseau des structures, la formation des formateurs, la promotion de l'enseignement, la création de matériel pédagogique, la mise à disposition d'un référentiel d'évaluation sur la base du Cadre européen commun de Référence en Langue (CECRL).

I.2.4.1.a La campagne « Plijus ! »

L'Office public de la Langue bretonne mène chaque année avec DAO la campagne « Plijus ! » d'incitation à l'apprentissage du breton par les adultes. Cette campagne d'envergure bretonne est soutenue par plus de 230 partenaires publics, essentiellement les communes, qui mettent gracieusement à disposition des espaces d'affichage courant septembre-octobre de chaque année.

Un numéro vert a été mis en place pour répondre aux questions des personnes intéressées. Les structures d'apprentissages peuvent directement bénéficier d'affiches repiquées avec leurs coordonnées ou de bandeaux à coller sur le matériel de promotion. Au-delà des affiches 120 x 170, sont mis à disposition des affiches 80 x 120 ou A3, des flyers, des dépliants, des calendriers, des mémentos des mutations, des cartes de membres, tous éléments de communication qui sont personnalisables par chaque structure offrant une formation pour adultes, quels que soient son type et sa taille.

[36] Voir les données source de l'indicateur 7 page 89.

[37] Disponible sur www.aprendd.org

I.2.4.1.b La couverture territoriale des structures de formation

Le travail mené par DAO en faveur des structures d'enseignement de toute taille, en lien avec les missions d'observation et de développement de l'Office public de la Langue bretonne, doit être poursuivi dans une optique de développement de la couverture du territoire par une offre de formation cohérente. La Région sera très attentive à la résorption progressive des « zones blanches » de l'apprentissage du breton.

L'aide technique et les services apportés par DAO sont tout particulièrement indispensables aux nombreuses associations de taille réduite, animées uniquement par des bénévoles, qui dispensent des cours du soir de breton sur tout le territoire. Elles nécessitent un accompagnement particulier afin de pouvoir continuer à se développer et répondre à la demande des apprenants au plus près de leur lieu de résidence.

I.2.4.1.c La création et la diffusion de matériel pédagogique

Engagement 27 : Soutenir la création et la diffusion de matériel et d'outils pédagogiques.

La Région poursuivra son soutien à DAO pour la création et la diffusion de matériel et d'outils pédagogiques à destination de tous les organismes de formation pour adultes. Mutualiser le matériel pédagogique permet en effet d'aider l'ensemble des structures à dispenser des formation de contenu et de qualité comparables, dans l'intérêt des apprenants et en cohérence avec les objectifs du CECRL.

I.2.4.1.d La formation continue des formateurs

DAO propose des actions de formation aux enseignants intervenant dans différentes structures. Les stages de ce type, notamment en fin de semaine, devront être développés.

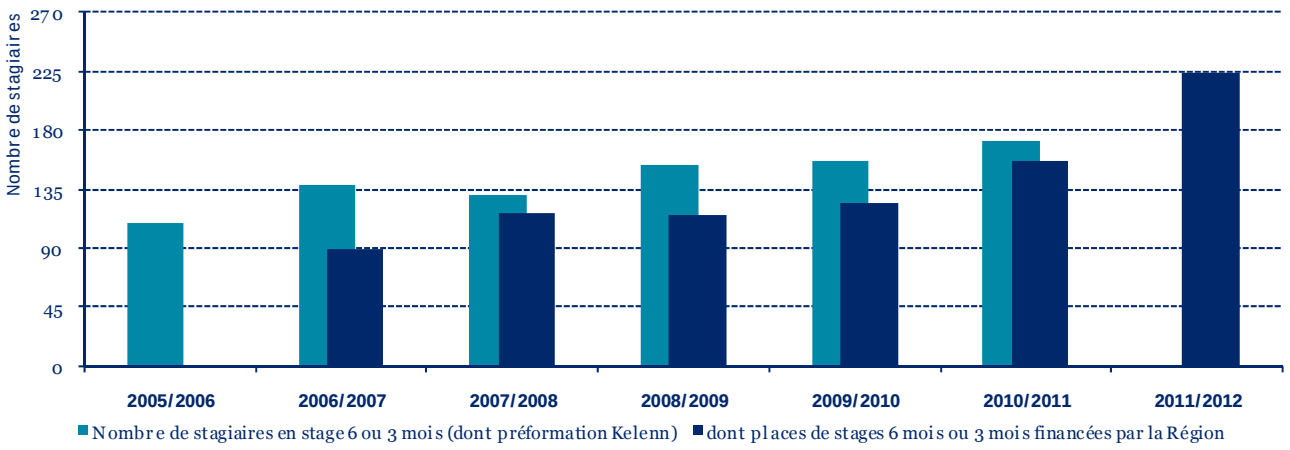
I.2.4.1.e L'évaluation des acquis des apprenants et des contenus linguistiques transmis

DAO a mis en place des outils communs pour l'évaluation des apprenants, conformes aux attentes du CECRL (du niveau A1 au niveau B1). Les organismes adhérents peuvent proposer cette évaluation aux apprenants en fin de chaque cycle d'apprentissage.

Pour ce qui concerne la qualité et la cohérence des contenus transmis dans le cadre des formations longues, des évaluations pourront être sollicitées par les centres de formation professionnelle auprès de l'Office public de la Langue bretonne.

I.2.4.2 Développer les formations longues

Les centres de formation professionnelle à la langue bretonne (Mervent, Roudour, Skol an Emsav, Stumdi et Kelenn pour l'année de préformation) sont soutenus dans leur fonctionnement et leurs activités par le Conseil régional (457 160 € en 2011 pour 452 000 € en 2010). La Région prend également en charge les coûts de formation pédagogique des demandeurs d'emplois qui s'inscrivent aux stages de 6 mois et 3 mois.



Indicateur 8 : nombre de places de stages longs (6 mois) et de formation supérieure (3 mois) financées par la Région – données source page 89

Les publics susceptibles de s'inscrire à ces formations sont en effet :

- Les salariés bénéficiant d'un Congé individuel de Formation (CIF) pour lesquels tout ou partie du coût pédagogique peut être pris en charge par le FONGECIF ou autre organisme ;

- Les demandeurs d'emplois pour lesquels, outre la prise en charge du coût pédagogique par la Région, une rémunération régionale peut être apportée s'ils ne peuvent pas bénéficier des allocations-chômage pendant leur stage ou si leurs droits à indemnisation cessent en cours de stage ;
- Toute autre personne intéressée qui doit en ce cas prendre à sa charge la totalité des coûts de formation pédagogique.

En 2010 et 2011, la Région a fortement augmenté son soutien à la mise en place de stages de 6 mois ou de 3 mois pour les demandeurs d'emploi puisque ce sont 156 places de stages qui ont été ouvertes pour l'année scolaire 2010/2011 (dont 31 places de stages de 3 mois) et 223 places pour l'année scolaire 2011/2012 (dont 31 places de stages de 3 mois). Cette dernière augmentation est notamment due à l'ouverture d'une formation longue (6 mois) par Mervent en septembre 2011 (24 places financées) et à la mise en place d'une formation de 6 mois à Nantes par Skol an Emsav (14 places financées, le Conseil régional des Pays-de-la-Loire intervenant pour la rémunération des stagiaires).

Engagement 28 : Consolider les moyens, le fonctionnement et la coordination des centres de formation professionnelle à la langue bretonne dans une optique de couverture satisfaisante du territoire par l'offre de formation.

La Région continuera de soutenir le fonctionnement des centres de formation professionnelle et restera tout particulièrement attachée à la mise en place d'une couverture optimale du territoire breton par ce type de formation, afin de proposer aux futurs brittophones une offre la plus proche possible de leur lieu de résidence. Il s'agit en effet de limiter les déplacements longs des stagiaires ou le recours à un logement temporaire pendant la durée du stage afin de maintenir et d'améliorer l'attractivité des formations longues.

La coordination déjà mise en place entre les centres de formation, DAO et l'Office public de la Langue bretonne devra ainsi se renforcer.

Afin de former plus de brittophones adultes, il convient de diversifier les publics accueillis : la mobilisation plus importante des CIF doit être recherchée. L'inscription en cours du DCL au RNCP (voir le point I.2.4.4 page 46) est à ce titre stratégique puisqu'elle permettra de transformer la formation 6 mois ou 3 mois en formation diplômante et facilitera ainsi la prise en compte de la demande par les employeurs concernés.

La Région soutiendra par ailleurs, dans les mêmes conditions que pour les stages en breton, toute formation professionnelle intensive longue qui serait à nouveau mise en place pour le gallo.

I.2.4.3 Répondre aux besoins en formation de secteurs prioritaires

Certains secteurs d'activités connaissent des besoins croissants de salariés en capacité d'exercer leurs métiers en breton. Dans une optique de diversification de l'emploi en breton, la Région souhaite mettre en œuvre des dispositifs de soutien ou d'incitation à la formation.

Engagement 29 : Etendre le dispositif régional et départemental d'incitation à la formation à la langue bretonne des enseignants aux personnels de la petite enfance, aux personnels de l'animation et aux personnels non enseignants des établissements scolaires.

I.2.4.3.a La petite enfance : mise en place de Desk / volet petite enfance

La Région travaillera à la mise en place, avec les Départements actuellement partie prenante du dispositif Desk / volet enseignement (Finistère et Morbihan), à l'extension de Desk au secteur de la petite enfance. Les autres Départements bretons seront également sollicités pour participer au dispositif.

Desk / volet petite enfance aidera les auxiliaires de puériculture, éducateurs de jeunes enfants, assistants maternels, directeurs de crèches… à se former à la langue bretonne pendant 6 mois (ou 6 + 3 mois) en centre de formation professionnelle agréé pour exercer ensuite leur profession dans un établissement bilingue ou

immersif d'accueil de la petite enfance ou en tant qu'assistant maternel à domicile. Le montant des aides régionales et départementales pour ce dispositif équivaudra à celui des aides Desk / volet enseignement[38].

Les modalités d'attribution de Desk / volet petite enfance seront adaptées aux profils de formation et diplômes des professionnels concernés.

I.2.4.3.b L'accueil et l'animation périscolaires dans le premier degré : mise en place de Desk / volet périscolaire

De la même manière, la Région travaillera à la mise en place du dispositif Desk / volet périscolaire, permettant d'aider les salariés en charge de l'accueil et de l'animation périscolaires dans les établissements du 1er degré à se former à la langue bretonne :

- ASEM (agent spécialisé des écoles maternelles) ;
- AVS (auxiliaires de vie scolaire) ;
- animateurs périscolaires dans les écoles maternelles et primaires.

Les modalités d'attribution de Desk / volet périscolaire seront adaptées aux profils de formation et diplômes des professionnels concernés.

I.2.4.3.c L'audiovisuel, le théâtre et l'édition

Le secteur de l'audiovisuel et du théâtre est aujourd'hui confronté à un besoin de formation en langue bretonne sur certaines matières, afin d'assurer le renouvellement générationnel nécessaire à la poursuite de son développement. S'agissant par exemple de l'écriture (« savoir imaginer et raconter une histoire ») ce besoin est aussi celui du secteur de l'édition en breton.

- Les formations spécialisées

La Région soutient les associations Dizale et C'hoariva dans leurs activités. Elles ont organisé des formations communes en langue bretonne pour les comédiens, qui ont abouti à la création d'un vivier riche, travaillant à la fois pour la production audiovisuelle, le doublage et le théâtre. Il est nécessaire de veiller à ce que ce vivier ne s'épuise pas en formant de jeunes comédiens : les formations spécifiques pourraient être reconduites afin d'assurer la pérennité du secteur.

La Région soutient par ailleurs des formations spécifiques mises en place par l'association Blaz Produksion dont certaines portent sur des domaines intéressant l'audiovisuel : réalisation de films ou de reportages radiophoniques, perfectionnement de la prononciation du breton, etc.

- La formation à l'écriture

Les acteurs de la filière audiovisuelle et de la création littéraire en langue bretonne ont élaboré un diagnostic partagé des besoins en formation à l'écriture dramaturgique en breton dans une optique d'incitation à la création et/ou d'amélioration de la qualité :

- des fictions audiovisuelles ;
- des documentaires ;
- du théâtre ;
- de la littérature de fiction.

Certaines formations en ce sens ont été mises en place ces dernières années : tutorat « Jeunes auteurs » mis en place par Films en Bretagne pour les bénéficiaires d'aides à l'écriture documentaire du FACCA ou demandeurs ajournés par le comité de lecture ; concours Estran, ouvert à toutes les langues ; formation autour de la saga « Lann Vras » mise en place par Kalanna, Dizale et Stumdi en 2010-2011.

La Région soutiendra la mise en place d'un dispositif pérenne de formation à l'écriture dramaturgique en langue bretonne.

Une expérimentation est lancée depuis fin 2011 autour de deux modules de formation : acquisition des outils de la dramaturgie et des ressorts narratifs ; suivi de développement d'écriture et formation professionnelle au développement de scénario.

[38] Voir le point I.1.2.2.b page 34.

I.2.4.3.d L'intégration de modules de sensibilisation à la langue bretonne dans les formations professionnelle

Engagement 30 : Intégrer, dans des formations professionnelles existantes, des modules de sensibilisation à la langue bretonne, en particulier dans les secteurs de la petite enfance, de l'accueil périscolaire, de l'aide à la personne.

Dans le cadre du PBF et du PRS (Programme Bretagne Formation et Programme Régional des Stages), la Région intégrera progressivement des modules optionnels de sensibilisation à la langue bretonne dans certaines formations. Sont tout particulièrement visées les formations conduisant aux métiers de la petite enfance, de l'accueil périscolaire et de l'aide à la personne. Il s'agira, grâce à ces modules, de sensibiliser les stagiaires à l'opportunité d'apprendre la langue bretonne dans une optique professionnelle.

La formation linguistique des personnels non enseignants des collèges et lycées bilingues fera par ailleurs l'objet d'une attention particulière, en liaison avec les collectivités territoriales et le Centre national de la Fonction publique territoriale (CNFPT), tout comme la formation linguistique des animateurs sportifs et culturels travaillant avec les classes bilingues.

I.2.4.4 Valoriser les compétences linguistiques : le DCL langue bretonne

La mise en place fin 2010 du Diplôme de Compétence linguistique (DCL) pour la langue bretonne par l'État, avec le soutien de la Région, constitue une avancée importante pour tous les brittophones qui souhaitent valoriser leur connaissance de la langue et en particulier pour les adultes en formation professionnelle.

Le DCL est en effet un diplôme d'Etat reconnu, signé par le Recteur d'Académie, qui sanctionne la connaissance de la langue dans un cadre professionnel, selon le Cadre européen commun de Référence en Langue (CECRL) : le DCL langue bretonne permet d'évaluer la connaissance des locuteurs du niveau A1 au niveau C1. Le DCL permet aujourd'hui d'évaluer le niveau de langue atteint par les stagiaires et donc de juger au cas par cas de l'opportunité d'une formation supplémentaire.

Une première session a été mise en place fin 2010 (54 candidats présents), la seconde en juin 2011 (200 candidats présents). La répartition géographique des candidats lors de la session 2011 reflète l'influence des centres de formation professionnelle conjuguée à celle des lieux d'examen (Rennes, Brest, Vannes) : la moitié des candidats résident en Finistère, suivi par le département d'Ille-et-Vilaine. 46 % des candidats étaient demandeurs d'emploi : beaucoup d'entre eux ont déclaré apprendre le breton dans l'espoir de trouver du travail par la suite.

L'inscription du DCL au Répertoire national de la Certification professionnelle (RNCP) est en cours depuis fin 2011. L'aboutissement de cette procédure permettra d'offrir aux stagiaires de la formation professionnelle en langue bretonne une certification reconnue de leur compétence. Elle devrait faciliter les démarches des apprenants auprès des organismes finançant les formations (FONGECIF…) ainsi que de Pôle Emploi et des Missions locales pour les demandeurs d'emploi.

Engagement 31 : Intégrer le passage systématique du DCL aux dispositifs de formation à la langue bretonne et atteindre le seuil de 300 candidats par an.

La Région veillera à ce que les règlements des formations longues de chaque centre de formation professionnelle prévoient le passage obligatoire du DCL à l'issue du stage de 6 mois ou du stage de 3 mois lorsque celui-ci suit immédiatement un stage de 6 mois.

La Région poursuivra sa collaboration avec l'État pour une amplification du dispositif, avec l'objectif de tenir deux sessions d'examen par an pour environ 250 à 300 candidats :

- La première session fin mars pour les personnes ayant effectué des stages de 6 mois à compter de septembre de l'année n-1 (environ 100 candidats attendus) ;
- La seconde session fin juin pour les personnes ayant effectué un stage supplémentaire de 3 mois entre avril et juin ; celles qui ont suivi leur stage de 6 mois entre janvier et juin ; les personnes qui souhaitent valoriser leurs acquis suite à d'autres types de formation (cours du soir, etc.).

L'intégralité des coûts d'inscription au DCL est pour l'instant prise en charge par le Conseil régional.

Enfin la Région veillera à ce que tous les formateurs en langue bretonne des organismes qu'elle finance, quel que soit le type de formation délivrée (stages longs, stages cours, cours du soir…), aient passé le DCL. Un état récapitulatif des effectifs de formateurs avec mention des niveaux atteints au DCL devra lui être fourni à l'appui des demandes de subvention.

I.3 Favoriser la transmission familiale et préscolaire

I.3.1 La communication sur la transmission familiale

I.3.1.1 La campagne « le bilinguisme pour les petits, un grand atout pour la vie »

La Région mène depuis 2009 avec le Conseil général du Finistère une campagne intitulée « le bilinguisme pour les petits, un grand atout pour la vie ». Cette campagne est menée directement auprès des familles du Département attendant un enfant grâce à une collaboration avec la PMI départementale.

Dans la première phase (2009/2010) un DVD a été réalisé, produit et édité par la Région à 10 000 exemplaires[39]. Le film présente les témoignages de plusieurs familles finistériennes ayant fait le choix du bilinguisme, voire du multilinguisme, pour leur(s) jeune(s) enfant(s). Le DVD a fait l'objet d'une seconde édition début 2011.

Dans sa deuxième phase (lancée en janvier 2012), un kit de naissance a été produit et édité par le Conseil général du Finistère. Il comprend notamment un livret d'une trentaine de pages présentant les avantages du bilinguisme précoce ainsi que les lieux et possibilités d'accueil des tout-petits en breton. Le kit sera distribué aux parents de jeunes enfants de la même manière que le DVD.

Engagement 32 : Renforcer la communication autour de l'intérêt de la transmission familiale et préscolaire de la langue auprès des parents de jeunes enfants ou futurs parents par l'extension de l'opération menée en Finistère à tout le territoire breton.

La communication conjointe Région-Département du Finistère sur les atouts du bilinguisme précoce gagnerait à être étendue à l'ensemble du territoire breton. La Région proposera aux autres Conseils généraux de participer à l'avenir à cette opération, en adaptant le contenu du matériel de communication aux spécificités de chaque territoire.

I.3.1.2 Le projet européen MELT

Le projet « Transmission multilingue précoce » (Multilingual Early Language Transmission - MELT) est le fruit d'un partenariat entre les institutions représentant quatre langues : la Région Bretagne – en partenariat avec l'association Divskouarn - pour la langue bretonne, la Fryske Akademy pour la langue frisonne (Pays-Bas), Folkhälsan pour les suédophones de Finlande et le Welsh Language Board pour la langue galloise. MELT a été lancé en novembre 2009 à l'initiative du NPLD[40]. Il a été soutenu par le programme Comenius de la Commission européenne. MELT s'est conclu le 6 octobre 2011 à Bruxelles par une conférence de clôture.

MELT visait à identifier les meilleures pratiques et méthodologies de transmission de la langue, valoriser et développer les compétences des professionnels de la petite enfance, faire bénéficier les jeunes enfants de solides bases pédagogiques afin de leur permettre de continuer à progresser dans leurs compétences bilingues, fournir des informations sur le bilinguisme aux parents, renforcer les solidarités entre locuteurs et promouvoir la diversité culturelle et linguistique.

MELT a permis de répertorier les structures agissant dans le domaine de la transmission précoce de chacune des langues régionales concernées et d'employer une personne (au sein de Divskouarn pour la langue bretonne) travaillant avec les professionnels, les parents et les enfants. Un guide a été mis au point à destination des professionnels de la petite enfance, dont l'édition bretonne sera distribuée en 2012.

---

[39] Egalement visible sur www.bretagne.fr

[40] Voir le II.2.1 page 19.

I.3.2 Le soutien au développement de l'emploi de la langue dans le secteur de la petite enfance

Le développement de l'accueil en breton de la petite enfance répond à une demande croissante de parents de jeunes enfants qui souhaitent apporter la langue à ceux-ci entre la naissance et la scolarisation. Il s'agit essentiellement de parents qui, soit parlent breton à l'enfant dans le cadre familial et souhaitent que la même langue soit utilisée à la crèche ou chez l'assistant maternel, soit ne sont pas en mesure de transmettre eux-mêmes la langue à l'enfant mais attendent de la structure d'accueil qu'elle apporte un maximum en ce sens. L'accueil des tout-petits en breton constitue une forme de préparation à la scolarisation en école bilingue ou immersive.

Engagement 33 : Soutenir la structuration du secteur de l'utilisation de la langue bretonne avant la scolarisation et l'amélioration de la couverture territoriale par des structures d'accueil, notamment immersives.

I.3.2.1 Le réseau des acteurs de l'accueil de la petite enfance en breton

L'association Divskouarn, créée en 2005, a pour but de promouvoir et de développer l'utilisation de la langue bretonne avant la scolarisation. L'association travaille à :

- inciter les structures d'accueil de la petite enfance à développer l'usage du breton par la signature d'une charte : 19 structures ont signé cette Charte ;
- sensibiliser les regroupements et les relais d'assistantes maternelles ;
- sensibiliser et informer les parents ;
- créer et distribuer les outils pédagogiques et méthodologiques à destination des professionnels ;
- former les professionnels via des sessions de formation spécifiques co-organisées avec Stumdi.

La Charte Divskouarn prévoit 3 niveaux de certification :

- I : sensibilisation au breton ;
- II : le breton comme langue de vie (utilisation de la langue au quotidien par au moins 2 professionnels) ;
- III : immersion (toute l'équipe parle et travaille en breton).

La Région maintiendra son soutien au fonctionnement de Divskouarn dans une optique de renforcement de la coordination des acteurs, d'innovation (par exemple la mise en place d'un réseau de « parrainage » linguistique) et d'extension de la couverture territoriale des structures d'accueil de la petite enfance.

I.3.2.2 Développer les lieux d'accueil

I.3.2.2.a Les crèches immersives

La Région soutient le fonctionnement et le développement de l'association Babigoù Breizh qui a pour but la création et la gestion de structures d'accueil de la petite enfance où les enfants évoluent dans un environnement brittophone.

Les deux premières micro-crèches Babigoù Breizh (pouvant accueillir jusqu'à 10 enfants) ont été ouvertes à Vannes à l'automne 2011. L'association a engagé des démarches de prospection auprès des collectivités, des entreprises et des parents afin de développer son réseau de crèches immersives.

I.3.2.2.b Les maisons d'assistantes maternelles

Les groupes de parents, notamment en lien avec les écoles bilingues, peuvent effectuer des démarches auprès des collectivités territoriales pour obtenir la création de Maisons d'Assistantes maternelles (MAM) brittophones. Les MAM sont des regroupements d'assistantes maternelles ayant directement des contrats avec les familles.

La création de MAM à proximité des écoles bilingues serait de nature à favoriser chez les familles le choix du bilinguisme grâce à la création d'un environnement brittophone favorable.

II Développer la présence des langues de Bretagne dans la vie sociale, culturelle et publique

II.1 Appuyer la sensibilisation, la connaissance, la diffusion et la pratique linguistiques

II.1.1 Des espaces à conquérir pour la langue bretonne

II.1.1.1 Soutenir la sensibilisation à la langue bretonne

II.1.1.1.a A destination du grand public

La politique d'assimilation linguistique mise en œuvre dans toute la France pendant les deux premiers tiers du XX^{ème} siècle a fortement insisté sur le handicap social prétendument causé par la pratique des langues régionales, car limitant notamment l'accès à l'instruction, clé de la mobilité sociale ascendante. Continuer à pratiquer – et transmettre – la langue régionale était synonyme de conservatisme, de refus du progrès, y compris dans la perception de leurs propres locuteurs… Peu à peu leur pratique s'est restreinte à certaines catégories socioprofessionnelles liées au secteur primaire. Les langues régionales ont été les grandes perdantes du mouvement d'urbanisation et de transformation socio-économique des Trente Glorieuses. D'autant plus en Bretagne que ce mouvement a été très conséquent et a provoqué, en moins d'une génération, des bouleversements démographiques et sociologiques massifs.

Parallèlement à ces phénomènes, de nombreux mouvements et personnalités ont dénoncé le risque de perdre une richesse sans pareille si le breton venait à disparaître. Ces prises de position ont rencontré un écho de plus en plus grand dans l'opinion. Paradoxalement donc, au fur et à mesure que la société bretonne s'urbanisait et que la transmission familiale s'amenuisait, de plus en plus de Bretonnes et de Bretons retournaient le sentiment de honte pour valoriser la richesse collective que le breton représente.

Aujourd'hui, la perception collective du breton est très positive[41]. A elle seule cependant elle ne suffira pas à assurer la réappropriation de la langue. Il est nécessaire de transformer cette perception en volonté d'action.

Engagement 34 : Soutenir le développement des opérations de communication à destination du grand public sur l'intérêt de l'enseignement bilingue et de l'enseignement de la langue bretonne.

La Région soutient les opérations de communication menées par l'Office public de la Langue bretonne sur l'intérêt de l'enseignement bilingue (I.1.1.3.b page 29) et l'enseignement de la langue bretonne (I.1.1.3.c page 30). Afin d'élargir leur diffusion et d'amplifier leur impact, elle apportera son concours à l'Office public pour que d'autres structures publiques y participent et la relaient.

La Région soutient par ailleurs les associations dont l'action comprend pour une grande part une communication positive en faveur de la langue bretonne :

- Kevre Breizh, fédération de structures culturelles ou linguistiques, qui notamment organise en Bretagne les événements revendicatifs en faveur des langues régionales ;
- Ar Redadeg, association qui organise tous les deux ans une grande course-relais à travers toute la Bretagne afin de financer des démarches innovantes en faveur du breton ainsi que le développement du réseau Diwan. Le retentissement médiatique de la course permet une communication, tant via les médias que directement auprès des spectateurs, sur la langue bretonne.

[41] Voir les données issues du sondage Fañch Broudic-TMO Régions page 7.

II.1.1.1.b A destination de cibles spécifiques

Engagement 35 : Soutenir la mise en place d'une politique d'incitation à la pratique et/ou à l'apprentissage du breton spécifiquement destinée aux 16-30 ans.

Une communication spécifique pourra être mise en place à destination des jeunes. Il s'agira notamment de toucher les catégories de la tranche d'âge 16-30 ans qui, pour diverses raisons, n'ont pas de contact avec la langue. Cette communication positive insistera sur les opportunités et l'enrichissement culturel que le breton peut apporter dans un contexte de promotion de la diversité.

Engagement 36 : Soutenir le développement de la communication sur la formation à la langue bretonne à destination des adultes.

La Région continuera de soutenir l'élargissement de la campagne *Plijus !* menée par l'Office public (I.2.4.1.a page 42).

Engagement 37 : Soutenir la mise en place d'une communication à destination des décideurs sur l'intérêt social et économique de la présence de la langue bretonne dans l'espace public et économique.

Les avancées possibles en faveur de la langue bretonne se heurtent encore parfois à des refus d'agir de la part des décideurs publics ou privés, qui sont dus à des préjugés ou des craintes qui relèvent avant tout d'une méconnaissance de ce qu'est la langue, de qui sont ses locuteurs et de ce qu'elle peut apporter, tant à la vie sociale qu'à celle de l'entreprise.

La Région soutiendra la mise en place d'une communication en ce sens à destination des décideurs publics et privés.

II.1.1.2 Enrichir la langue et améliorer sa connaissance

II.1.1.2.a Adapter la langue aux évolutions et aux besoins de la société

Engagement 38 : Soutenir l'enrichissement de la langue en continu (terminologie, dictionnaire, études linguistiques, ouvrages de référence, bases de données).

La Région soutient, dans le cadre des missions qu'elle confie à l'Office public de la Langue bretonne, la codification, l'adaptation et l'enrichissement de la langue en continu[42]. La pratique de la langue bretonne évolue en effet avec la société qui la parle et le développement de son usage dans des champs sociaux de plus en plus ouverts exigent une adaptation en continu du lexique et de la norme écrite.

A l'avenir, la langue bretonne sera portée de plus en plus par des personnes qui ont l'apprise soit à l'école, soit en cours du soir ou bien encore en stage. A échéance très brève, les locuteurs de naissance vont devenir minoritaires. Il importe donc de porter une attention soutenue à la qualité de la langue pratiquée par les locuteurs et les moyens à mettre en œuvre pour son amélioration sur le long terme, tant en ce qui concerne la transmission qu'en ce qui concerne l'environnement linguistique. La question du renforcement du tissu social brittophone et de la pratique de la langue par les médias devront notamment être évoquées.

II.1.1.2.b Développer la recherche

La Région finance, dans le cadre du dispositif ARED (Allocation de Recherche doctorale) de sa politique Recherche, des projets de recherche linguistiques ou sociolinguistiques. Les ARED sont accordées pour une durée de 3 ans. Ont été financées les ARED suivantes :

[42] Voir l'annexe I page 70.

- *« La langue aujourd'hui : entre héritage et succession. Pratiques et représentations de la transmission »*, projet dont le responsable était Jean-François Simon du Centre de Recherche Bretonne et Celtique (CRBC) à l'Université de Bretagne Occidentale (2007-2009) ;
- *« La littérature orale de langue bretonne à travers le corpus inédit de Madame de Saint-Prix »*, projet dont le responsable était Hervé Le Bihan du CRBC à l'Université de Haute Bretagne (2008-2010).
- « *Le bilinguisme scolaire breton–français du jeune enfant : les représentations parentales et leurs influences* », projet dont le responsable était Ronan Calvez du CRBC à l'Université de Bretagne Occidentale (2009-2011) ;
- *« Le breton vannetais – Idiomatique, Oralité et Standard »*, projet dont le responsable était Francis Favereau du CRBC à l'Université de Haute Bretagne (2009-2011).

Engagement 39 : Soutenir le développement de la recherche sociolinguistique et la connaissance sur le bilinguisme en général et les pratiques linguistiques des Bretons en particulier.

Conformément aux dispositions de la Convention additionnelle au Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 pour la transmission de la langue bretonne et le développement de son usage dans la vie de tous les jours[43], ses signataires, dont les Universités, s'engagent à renforcer la recherche dans le domaine linguistique.

La mise en place d'une équipe de recherche unifiée et pluridisciplinaire (CRBC) entre Rennes II et Brest participe de cette volonté. La Région restera attentive au maintien de ce potentiel de recherche et poursuivra sa politique de financement via les ARED. Les langues de Bretagne feront partie des thématiques régionales prioritaires qui seront prises en compte dans l'attribution de ces allocations.

II.1.1.3 Diffuser la langue bretonne

Comme prévu par la Charte d'utilisation des langues de Bretagne dans le fonctionnement et les politiques de la Région (voir page 73), celle-ci intégrera progressivement, pour les demandes de subvention relevant de l'ensemble de ses politiques, des questions relatives à la prise en compte du bilinguisme.

Les conventions particulières qui lient la Région à certains de ses partenaires contiendront une clause de prise en compte du bilinguisme dans leur fonctionnement.

Engagement 40 : Développer la présence visuelle et sonore de la langue bretonne dans l'espace public ou accueillant du public (annonces bilingues dans les transports, les commerces…).

La Région agit, en tant que maître d'ouvrage et dans le cadre des aides qu'elle apporte, pour un développement de la présence visuelle et sonore de la langue bretonne dans l'espace public ou les espaces accueillant du public.

Engagement 41 : Développer la place de la langue bretonne sur Internet et dans les nouvelles technologies.

Dans la même optique, la Région soutient le développement de la présence de la langue bretonne sur Internet et dans les nouvelles technologies. Une attention particulière sera portée sur la présence du breton sur les sites Internet des structures dont elle finance le fonctionnement pour une part importante.

[43] Voir l'annexe IV pages 78 et 86.

II.1.2 Répondre aux besoins du gallo

Engagement 42 : Renforcer les acteurs de la promotion, de la diffusion et de l'enseignement du gallo.

II.1.2.1 Soutenir le développement du tissu associatif

La Région soutient le fonctionnement et les activités des associations qui travaillent au développement et à la diffusion du gallo, notamment :

- Bertaeyn Galeizz, association régionale qui œuvre à la promotion du gallo, informe le public sur la langue, recueille le patrimoine linguistique et travaille à sa modernisation ;
- Le Centre de Ressources Marc Le Bris, pôle associé Dastum basé à Loudéac, ayant pour but la valorisation du patrimoine culturel en gallo ;
- Chubri, association régionale qui a pour but de sauvegarder et développer le gallo, de favoriser l'émergence de la recherche sur la langue, la réactualisation de la langue, l'émergence de nouveaux usages, la création de nouveaux outils pour sa transmission.

125 500 € ont été consacrés en 2011 au fonctionnement des associations qui agissent pour le développement du gallo. Dans le cadre de la politique territoriale, la Région a par ailleurs soutenu la création à Parcé de la Granjagoul, maison du patrimoine oral en Haute-Bretagne.

La Région échange régulièrement avec les associations qui agissent pour le gallo (Association des Enseignants de Gallo, Bertaeyn Galeizz, Chubri…) sur les politiques menées et à mener en faveur de cette langue.

II.1.2.2 Améliorer la diffusion du gallo

Afin d'améliorer la diffusion du gallo et de communiquer sur la langue, la Région est à l'initiative et soutient activement Bertaeyn Galeizz dans l'organisation des Priz du Galo (Prix du Gallo) dont la première édition s'est tenue le 16 septembre 2011 au siège du Conseil régional. Ces Prix visent récompenser et valoriser les acteurs du développement du gallo. Ils sont répartis en trois catégories :

- Associations, entreprises, collectivités (2 prix) ;
- Artistes et créations (2 prix) ;
- Gallophone de l'année (1 prix).

Par ailleurs, les dispositions de la Charte d'utilisation des langues de Bretagne dans le fonctionnement et les politiques de la Région (voir page 73) prévoient la possibilité pour la Région de prendre en compte le gallo dans sa communication, sa signalétique et ses politiques en fonction de la demande exprimée par les maîtres d'ouvrages, partenaires ou usagers.

La Région suivra avec attention les travaux menés par les acteurs du développement du gallo afin de parvenir à la définition d'une écriture commune, qui facilitera la présence et la visibilité de la langue dans l'espace public.

II.2 Assurer une présence territoriale des langues de Bretagne

II.2.1 Aider les Ententes de pays

II.2.1.1 Des structures essentielles à l'animation culturelle dans les territoires

Les Ententes de Pays fédèrent, sur les territoires dont leurs adhérents choisissent les contours, les associations linguistiques et culturelles qui œuvrent à la promotion et au développement des éléments du patrimoine culturel immatériel breton (musique, danse, jeux, sports, gastronomie…), à la diffusion des langues de Bretagne, à l'organisation de festivals ou autres manifestations, etc.

Les Ententes permettent de mutualiser les moyens, notamment administratifs et techniques, d'organiser une communication large, d'être de véritables centres de ressources pour les personnes qui souhaitent s'informer sur les pratiques culturelles propres à la Bretagne.

Elles sont de tailles variables et ont chacune des missions différentes, compte tenu des contextes locaux et du dynamisme du tissu associatif. Les plus importantes regroupent jusqu'à cinquante associations, sont fortes de plusieurs milliers de membres et agissent sur des territoires étendus.

II.2.1.2 Renforcer l'action des Ententes pour le développement des langues de Bretagne

La Région soutient le fonctionnement de 12 Ententes de Pays réparties sur tout le territoire breton. En 2011, elle a consacré 347 000 € à cette politique. Elle accompagnera leur éventuelle coordination.

Engagement 43 : Favoriser la structuration de l'action des Ententes de pays en faveur des langues de Bretagne.

II.2.1.2.a Adapter la Charte des Ententes de Pays

La Région a adopté en décembre 2009 une Charte linguistique des Ententes de Pays avec pour objectif de poser les bases d'actions communes des Ententes et d'accéder à une meilleure efficacité de leurs actions, ainsi que de développer leurs interventions en faveur du breton, du gallo et de leur usage.

Cette Charte mentionne notamment l'obligation pour les Ententes de privilégier l'usage du breton ou du gallo, tout en permettant l'accès de tous par la pratique du bilinguisme. Quatre axes communs à toutes les Ententes sont par ailleurs retenus :

- Rassembler et informer (lieux d'information et référents sur la langue et la culture et les activités pratiquées sur leur territoire) ;
- Diffuser (identifier les créations sur leurs territoires, les porter à la connaissance des autres Ententes et faciliter l'accueil de ces créations sur leur propre territoire) ;
- Soutenir et accompagner (rôle de soutien et d'accompagnement des associations et des personnes porteuses de projets ; impulsent elles-mêmes ces projets)
- Innover (lieux d'émergence de projets innovants et fédérateurs en langue bretonne).

La Charte des Ententes de Pays fera l'objet d'une nouvelle concertation en vue de son adaptation au contexte actuel, en particulier le fait que l'Office public de la Langue bretonne soit désormais un EPCC.

II.2.1.2.b Animer dans les territoires les initiatives en faveur des langues

Les Ententes de Pays pourraient développer en leur sein la notion « *d'espace privilégié* » pour la langue bretonne et, le cas échéant, le gallo. Il s'agirait de donner un véritable statut privilégié à la langue - en particulier en tant que langue de travail – afin de favoriser les échanges spontanés entre locuteurs dans une optique d'amélioration de la qualité linguistique. Une pratique équilibrée et naturelle de la langue nécessite en effet des espaces d'échanges qui sortent du monde de l'enseignement ou de la formation, afin notamment de permettre un enrichissement du vocabulaire de chaque locuteur apprenant. La mise en place de telles pratiques doit bien entendu prendre en compte les capacités linguistiques des usagers. Des traductions systématiques peuvent ainsi être mises en place pour les bon-brittophones ou non-gallophones, adaptées à leur nombre et aux activités exercées.

Engagement 44 : Soutenir la mise en place d'une semaine consacrée à la langue bretonne.

La Région soutiendra toute initiative globale et concertée permettant d'améliorer la visibilité de la langue bretonne auprès du grand public (voir II.1.1.1.a page 49). Les Ententes de Pays pourraient ainsi organiser une semaine de communication, animations… autour de la langue bretonne.

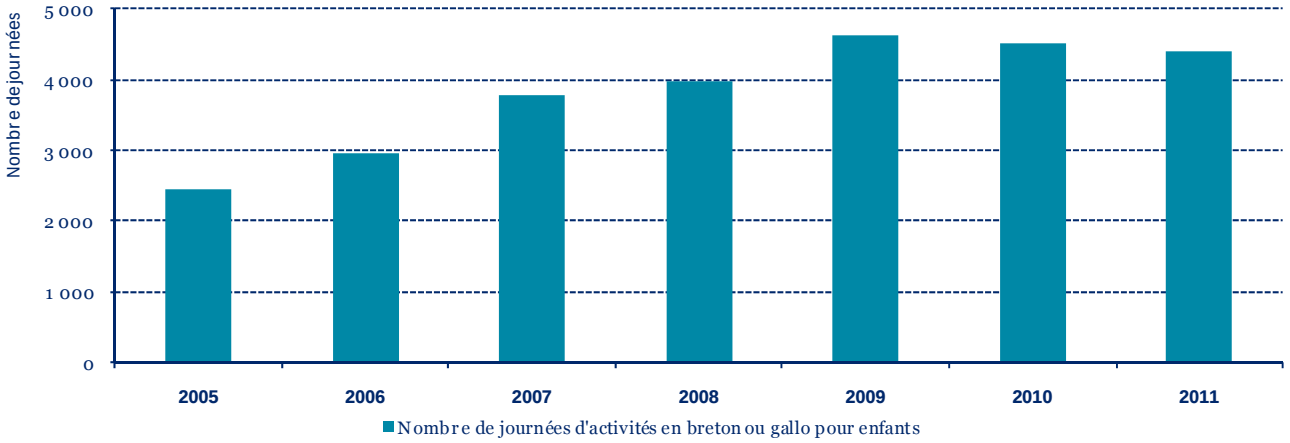
II.2.2 Soutenir les activités de loisirs et de vacances en breton et en gallo

II.2.2.1 L'offre de séjours de vacances et centres de loisirs en breton et en gallo

L'Union bretonne pour l'Animation des Pays ruraux (UBAPAR) est un réseau associatif au service de l'animation et du développement. L'un de ses axes de travail est la promotion de l'utilisation des langues de Bretagne dans les activités de loisirs éducatifs à destination des enfants et des adultes.

Un travail très important de développement de l'offre de séjours de vacances en breton et en gallo a été effectué depuis plusieurs années par l'UBAPAR et l'ensemble des structures qui s'inscrivent dans cette action. Ainsi, en 2011, ce sont 35 séjours de vacances qui ont été organisés, dont deux en gallo, et 6 centres de loisirs.

Les organisateurs proposent des séjours sur des thèmes diversifiés, adaptés à l'âge des enfants et adolescents (de 6 à 17 ans) et répartis sur le territoire breton voire au-delà (1 séjour en Lozère). Certains séjours sont axés sur les sports (gouren, nautisme, équitation, grimpe d'arbre, vélo, plongée sous-marine…), d'autres sur la découverte de lieux attractifs (îles, lac de Guerlédan) ou la découverte thématique (vie à la ferme, littoral, théâtre, cirque…).



Indicateur 9 : nombre de journées d'activités organisées – données source page 89

La Région soutient ces opérations en subventionnant chaque structure organisatrice à hauteur de 3 euros par jour et par enfant. Cette subvention permet de diminuer le coût supporté par les familles.

En 2011, 4 412 journées de séjours vacances et centres de loisirs ont été organisées, contre 4 525 en 2010 et 4 630 en 2009. Le nombre total d'enfants accueillis est passé de 715 (en 2010) à 676. Ce tassement doit être rapproché des difficultés générales que connaît le secteur des séjours de vacances depuis le début de la crise. A noter cependant une légère tendance au rallongement des séjours puisque la durée moyenne par enfant était de 6,5 jours en 2011 contre 6,3 jours en 2010.

La Région sera attentive au développement des CLSH (centres de loisirs sans hébergement) en langue bretonne ou en gallo.

II.2.2.2 La formation des animateurs (BAFA et BAFD en breton)

L'UBAPAR assure la formation des animateurs brittophones pour le passage du BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur) et du BAFD (Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur). En 2011, ce sont 17 stagiaires qui ont été formés pour le passage du BAFA et 3 pour le passage du BAFD.

Afin de proposer aux enfants des filières bilingues des activités éducatives de qualité, l'UBAPAR organise également des stages BAFA approfondissement en breton (6 stagiaires accueillis en 2011 sur le thème « nature et aventure ») et BAFA qualification (5 stagiaires accueillis en 2011 pour la qualification « surveillant de baignade »).

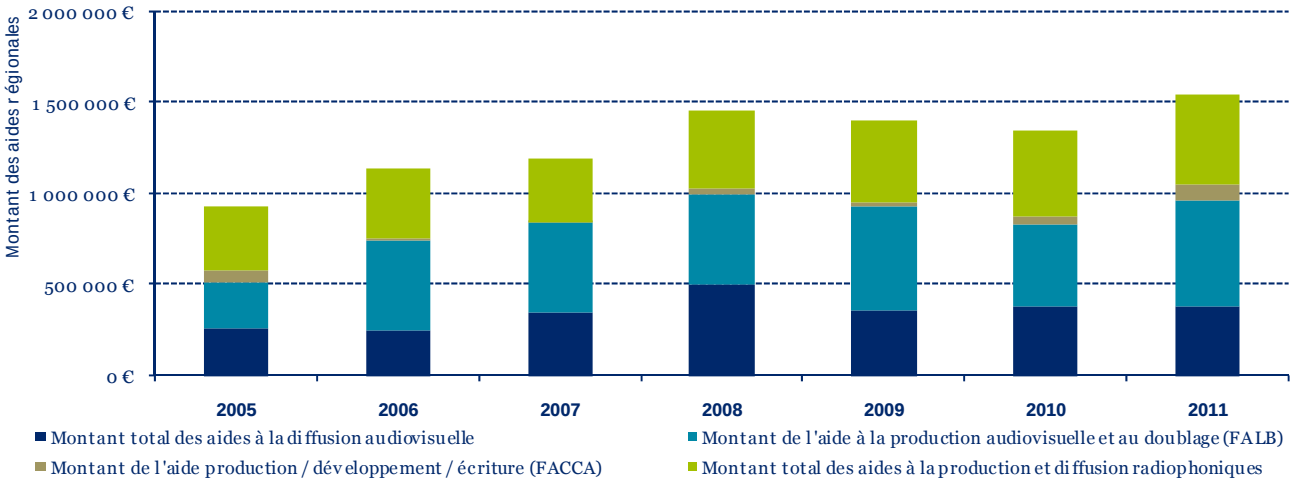
La Région apporte son soutien à ces opérations de formation d'animateurs.

Engagement 45 : Soutenir l'élargissement du périmètre des activités périscolaires culturelles (musique, danse…) et sportives (nautisme, gouren, football…) en breton.

Une réflexion devra être engagée sur les moyens à mettre en œuvre pour élargir le périmètre des activités périscolaires culturelles et sportives pratiquées en breton.

II.3 Intensifier la présence des langues de Bretagne dans les médias

La Région Bretagne consacre des moyens importants au développement de la présence des langues de Bretagne dans les médias TV et radio.



Indicateur 10 : aides régionales à la production et la diffusion audiovisuelles et radiophoniques – données source page 89

En 2011, ce sont 1 540 765 € (contre 1 347 764 € en 2010) qui ont été consacrés à la présence des langues de Bretagne dans les médias, qu'il s'agisse de l'audiovisuel (télévision et cinéma) ou de la radio. Les médias audiovisuels et radiophoniques restent en effet des outils privilégiés pour assurer la présence des langues dans l'espace public : en tant que vecteurs d'information ou sources de divertissement, ils présentent les langues qu'ils utilisent de manière naturelle, simple et moderne. Ils peuvent être des outils privilégiés pour faire sortir les langues des stricts espaces de la formation et de l'enseignement.

II.3.1 La production et la diffusion audiovisuelles

II.3.1.1 La diffusion des productions audiovisuelles dans les langues de Bretagne

II.3.1.1.a L'évolution de la diffusion hertzienne

Jusqu'au années 2000, FR3 - puis France 3 Bretagne - était le seul diffuseur d'émissions en langue bretonne, en fonction des décrochages régionaux octroyés par France 3 national. Avec la mise en place de la TNT en 2010 et l'arrivée des 3 chaînes locales Tébéo, TVR et Ty Télé [44] sur ces nouveaux canaux, l'offre de diffusion hertzienne gratuite s'est considérablement développée. L'unité régionale de programmation (URP) créée entre les trois chaînes locales a en effet permis la coproduction et la diffusion de contenus audiovisuels en langue bretonne ou d'émissions doublées en breton.

La Région soutient France 3 Bretagne pour la production d'émissions en langue bretonne (175 000 € par an) ainsi que les quatre chaînes locales[45] dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) qui prévoit une enveloppe de 101 920 € en 2011 pour les programmes en breton.

Engagement 46 : Permettre aux habitants de Loire-Atlantique de bénéficier de la même offre TNT qu'en région Bretagne.

Les programmes en breton de France 3 ne sont pas diffusés en Loire-Atlantique compte tenu de la répartition des émetteurs TNT et de l'organisation administrative de la chaîne. La Région sera très attentive à une résolution rapide de cette question afin que les brittophones de ce département puissent avoir accès aux mêmes

[44] TV Rennes, devenue TVR Rennes 35 Bretagne, a été fondée en 1987, Tébéo et Ty Télé en 2009.

[45] Depuis 2011, la web-chaîne Armor TV est également signataire du COM.

contenus que les autres habitants de la Bretagne, dans les mêmes conditions techniques et matérielles (réception gratuite sur la TNT).

La Région soutiendra les collaborations entre les chaînes de l'URP et TéléNantes dans le but de coproduire et multidiffuser des émissions en langue bretonne.

Malgré les avancées de ces dernières années, la part réservée aux langues de Bretagne sur la télévision hertzienne reste très marginale par rapport aux pratiques d'autres régions européennes. S4C (Sianel Pedwar Cymru), par exemple, émet depuis 1982 et, depuis 2010 intégralement en gallois toute la semaine de 8h à 23h. Une télévision satellitaire publique de plein exercice, Via Stella, a par ailleurs été créée en Corse en 2006 par France Télévisions : bilingue, elle diffuse essentiellement des contenus produits en Corse. Elle est aujourd'hui présente sur la TNT.

La chaîne de service public France 3 n'attribue pas suffisamment de décrochages régionaux et la part réservée à la Bretagne dans la grille des programmes est insuffisante. La part réservée à la diffusion de contenus en langue bretonne l'est encore plus. Comme dans d'autres régions européennes et en Corse, il est légitime de considérer qu'une chaîne publique régionale de plein exercice doit être créée en Bretagne et une fréquence TNT lui être attribuée. Cette chaîne devrait être bilingue, ce qui permettrait d'assurer à la langue bretonne une visibilité beaucoup plus importante.

II.3.1.1.b Internet, opportunité pour la diffusion de contenus

La diffusion audiovisuelle de contenus en breton sur Internet connaît un développement encourageant. Internet permet de créer chez l'utilisateur un rapport nouveau au média audiovisuel : le spectateur est moins en position de s'adapter au contenu que de le rechercher et de le choisir. Pour les langues régionales, les outils existants permettent, à coût moindre, d'élargir la diffusion en touchant les nouveaux publics, notamment les jeunes, ainsi que les spectateurs qui n'ont pas accès à l'offre TNT du fait de leur situation géographique.

Brezhoweb[46] est la première et la seule web-TV tout en breton conventionnée par le CSA en 2010. La Région a signé avec cette chaîne une convention d'objectifs et de moyens d'octobre 2011 à septembre 2012. Brezhoweb a ainsi été financée par la Région à hauteur de 83 000 € en 2011 pour son fonctionnement. La chaîne a mis en place depuis 2011 une grille de programmes en direct de 18h à 22h30 mais les programmes restent également accessibles en lecture en continu (*streaming*).

Le site Gwagenn TV[47], quant à lui, réalise et met à disposition des programmes vidéo courts en breton.

France 3 Bretagne a ouvert en novembre 2011 un portail web brittophone[48] qui permet à la fois de lire en contenu les programmes en breton de la chaîne mais également de développer une communauté d'utilisateurs et de contributeurs. Le développement d'un tel portail par les chaînes réunies au sein de l'URP est attendu.

Enfin l'association Dizale a pour projet de créer un site de vidéo à la demande (*video on demand* – VOD) qui permettra d'apporter un service comparable à la diffusion des productions en DVD pour un coût moindre (réduit pour l'utilisateur au paiement des droits) et une plus grande souplesse d'utilisation.

Engagement 47 : Soutenir la valorisation des fonds anciens par une diffusion numérique.

Dans le cadre du site « l'Ouest en Mémoire »[49], l'INA numérise, indexe et met à disposition, avec le soutien de la Région, des archives de la télévision publique. Une partie de ce fonds (5 000 heures environ) est en breton et constitue, pour les apprenants notamment, une ressource précieuse.

La Région sera attentive à la poursuite de cette mise à disposition des fonds audiovisuels en breton. Une réflexion devra également être engagée pour une diffusion numérique des fonds privés en breton (déposés à la Cinémathèque de Bretagne).

[46] www.brezhoweb.com

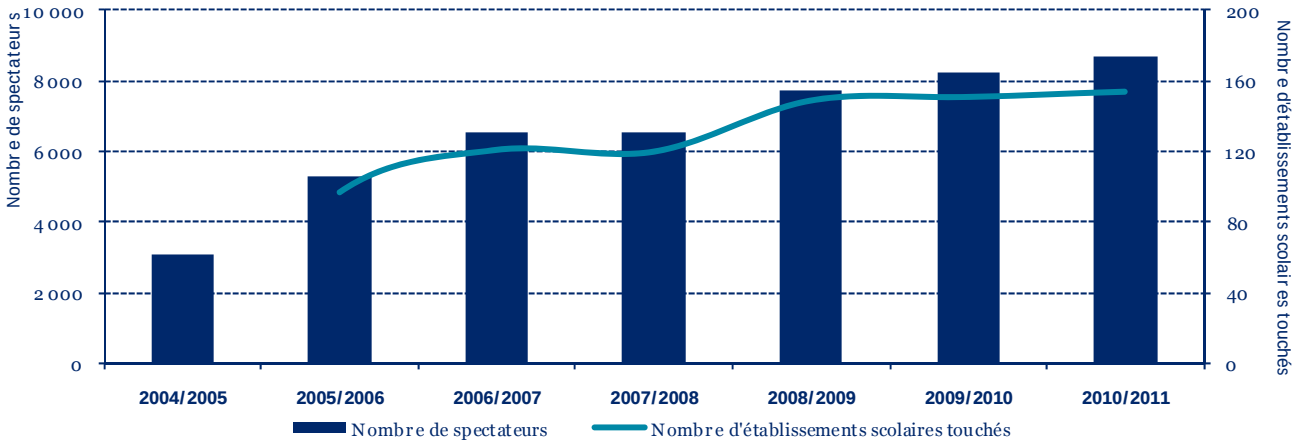
[47] gwagenn.tv

[48] www.france3breizh.fr

[49] www.ina.fr/fresques/ouest-en-memoire/accueil

II.3.1.1.c La diffusion dans les salles

L'Association Daoulagad Breizh coordonne depuis plusieurs années une tournée de films d'animation doublés en breton par Dizale. Cette tournée est menée en partenariat avec les associations locales (ententes de pays, maisons pour tous…) et les établissements scolaires bilingues.



Indicateur 11 : nombre de spectateurs de la tournée de films d'animation doublés en breton – données source page 89

En 2011, ce sont plus de 8 700 élèves qui ont assisté à une représentation en Bretagne – ou à Paris – pour 154 établissements scolaires et 69 lieux de projection impliqués. Le développement de la fréquentation de la tournée de Daoulagad Breizh est constant depuis l'origine. Cette tournée permet notamment d'habituer le public scolaire à la diffusion de films d'animation en breton dans des lieux identiques à ceux qui accueillent les films en français, ce qui permet de renforcer la place de la langue hors du contexte scolaire.

Il convient enfin de signaler la sortie le 16 mars 2011 du premier long métrage simultanément présenté en français (« Au bistro du coin »), en breton (« An Arvest ») et dans plusieurs autres langues de France, le doublage en breton ayant été réalisé par Dizale à la demande du producteur.

II.3.1.1.d Le renforcement de la coordination des diffuseurs.

Engagement 48 : Renforcer la coordination entre les diffuseurs dans une perspective d'augmentation des coproductions, d'une stratégie de diffusion des œuvres, d'une meilleure communication sur les programmes.

La Région Bretagne soutient les initiatives en cours de mise en réseau des médias, visant à renforcer la coordination des diffuseurs de contenus audiovisuels en langue bretonne. Il s'agit de mettre ces contenus à disposition du plus grand nombre possible de spectateurs, en fonction des modalités de diffusion de chacun, des aires géographiques ou des segments de spectateurs visés.

La Région encourage le plus largement possible la coproduction, de façon à mutualiser les moyens dans une perspective d'amélioration de la qualité des contenus et de développement du nombre d'heures produites chaque année.

L'amélioration de l'information aux spectateurs est également recherchée : les diffuseurs seront notamment encouragés à mettre en place une grille mutualisée des programmes.

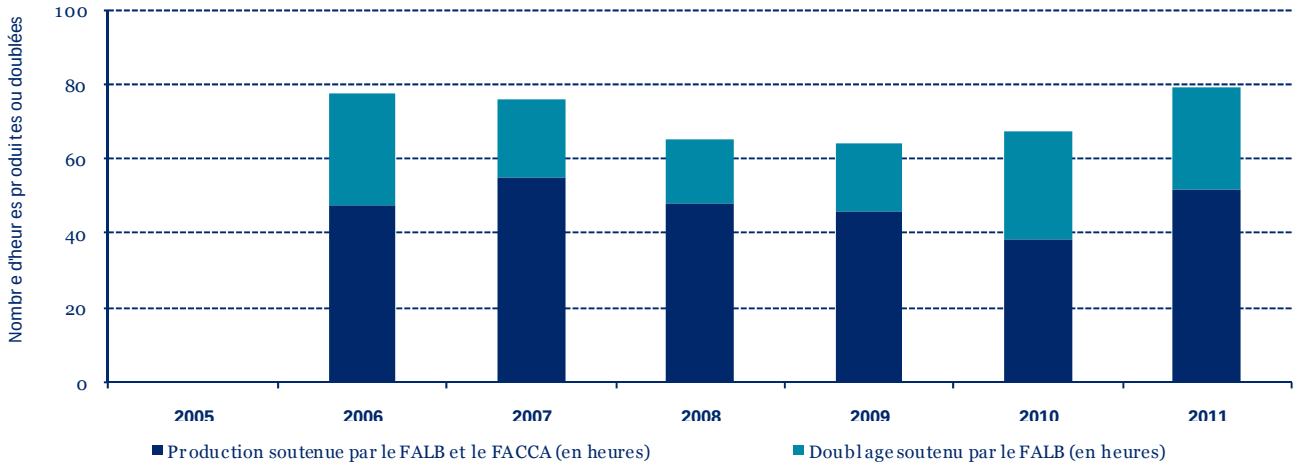
II.3.1.2 Le soutien régional à la production audiovisuelle

La Région Bretagne a mis en place des dispositifs de soutien à la production audiovisuelle, l'un généraliste (Fonds d'Aide à la Création cinématographique et audiovisuelle - FACCA), l'autre spécifique aux langues de Bretagne (Fonds d'Aide à l'expression audiovisuelle en Langues de Bretagne - FALB).

Le FACCA permet notamment de soutenir l'écriture, la préparation ou la réalisation de documentaires de création, fictions et films d'animation tandis que le FALB a été spécifiquement créé pour soutenir la production de flux en langues de Bretagne : magazines, émissions télévisées de type « plateau », reportages audiovisuels, émissions de flux, sitcoms, séries documentaires, séries d'animation, séries de fiction.

Le FALB permet également à la Région, dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) conclue avec Dizale et qui prévoit une aide régionale au fonctionnement de Dizale, de soutenir le doublage en langue bretonne, dans une limite de 300 000 € par an. Le doublage permet de former en continu des comédiens et de maintenir un vivier.

Pour bénéficier du FALB, les sociétés de production doivent produire un engagement de diffusion sur un média conventionné par le CSA (TNT ou web-TV). Elles ne peuvent à la fois bénéficier du FALB et du FACCA.



Indicateur 10 B : productions et doublages soutenus par le FALB et le FACCA – données source page 89

En 2011, ce sont plus de 51h de programmes nouveaux en breton qui ont été soutenus par la Région *via* le FALB et le FACCA (10 projets par le FALB – contre 5 en 2010 - et 4 par le FACCA). Parallèlement, plus de 27h de doublages ont été aidées (8 projets)[50]. Depuis la disparition fin 2008 des programmes en breton sur TV Breizh, jamais un tel nombre d'heures de programmes n'avait fait l'objet d'un soutien régional. Le développement des moyens de diffusion et des logiques de coproduction expliquent en grande partie ces avancées.

En revanche, la production cinématographique de langue bretonne est relativement confidentielle. Depuis 1983, le Festival du cinéma de Douarnenez (créé en 1978 et valorisant le cinéma des cultures devant combattre pour leur reconnaissance) offrait une « compétition Bretagne », en association avec l'Atelier régional du cinéma, dans le but de promouvoir la production cinématographique et les réalisateurs émergents de Bretagne. La compétition a été arrêtée en 2007, par manque de diversité des sources et des candidats. Depuis 2007, le cinéma breton y dispose d'une « section » au même titre que les sélections des autres cultures.

Engagement 49 : Soutenir la création audiovisuelle et cinématographique unitaire en langue bretonne (fiction et documentaire).

Une réflexion sera engagée sur les modalités spécifiques (bonification pour les projets en langues de Bretagne, définition d'une enveloppe dédiée…) à mettre en place pour mieux soutenir le développement de la création audiovisuelle unitaire en breton ou en gallo (aide à l'écriture, aide au développement, aide à la production) dans le cadre du régime général des aides à l'audiovisuel.

Engagement 50 : Structurer la filière pour aboutir à une meilleure répartition des productions par cible/âge.

La Région proposera aux diffuseurs et producteurs de coordonner les choix de production afin d'équilibrer annuellement les projets en fonction des publics visés. Il s'agira d'éviter que les moyens dont dispose la production en breton ne soient trop concentrés sur une classe d'âge au détriment d'autres publics qui n'ont pas suffisamment accès à des productions qui leur conviendraient.

La Région restera attentive au développement de la qualité de l'écriture audiovisuelle, en particulier de la fiction. Elle apporte son soutien à la formation en ce sens (voir le point I.2.4.3.c page 45).

[50] Voir les données sources page 89.

II.3.2 La production et la diffusion radiophoniques

II.3.2.1 Le paysage radiophonique en langues de Bretagne

II.3.2.1.a Les quatre radios brittophones ou bilingues regroupées au sein de Brudañ ha Skignañ

Quatre radios associatives généralistes émettent totalement ou partiellement en breton :

- Radio Kerne émet en breton sur la plus grande partie de la Cornouaille ;
- Arvorig FM émet en breton sur le Léon ;
- Radio Bro Gwened émet en breton et en français sur le Morbihan ;
- Radio Kreiz Breizh émet en breton et en français sur le Poher et une grande partie du Trégor.

La Région soutient le fonctionnement de ces radios à hauteur de 76 000 € chacune. Elles bénéficient d'autres aides publiques, dont la subvention de l'Etat au titre du FSER (Fonds de soutien à l'expression radiophonique).

Ces quatre radios se sont regroupées au sein de la fédération Brudañ ha Skignañ, outil de mutualisation qui permet de produire en commun les informations qui seront diffusées par chacune des antennes : un journaliste est installé dans chacune des radios et rattaché à la rédaction de Brudañ ha Skignañ. Brudañ ha Skignañ permet également l'échange d'émissions de tous types (« An divskouarn o nijal » par exemple). Brudañ ha Skignañ est soutenu par la Région pour son fonctionnement à hauteur de 155 000 € par an.

Un portail internet unique de ces quatre radios est désormais opérationnel : le site www.radiobreizh.net permet la diffusion en direct ou en différé des programmes de chacune des radios ainsi que des journaux d'information communs, l'accès à la grille des programmes, les actualités de chacune des radios.

Engagement 51 : Renforcer la structuration du réseau des radios brittophones.

La Région sera attentive au renforcement de la structuration des radios brittophones, notamment par un développement poussé de la mutualisation des productions.

Les radios sont invitées à poursuivre la recherche de financements publics (subventions provenant d'autres collectivités) et privés (« Radiothon » de Radio Bro Gwened, Association de soutien à Radio Kerne, etc.) complémentaires. Une meilleure intégration financière entre les radios et Brudañ ha Skignañ pourra également être mise en place.

II.3.2.1.b Une offre en langues de Bretagne sur les autres réseaux

La radio de service public France bleu Breizh Izel, émettant sur l'Ouest du territoire breton, diffuse des émissions quotidiennes en langue bretonne (1h30 en fin de journée) ainsi que des émissions le week-end (3h le samedi, 2h le dimanche). France bleu Armorique, qui émet sur l'Est de la Bretagne, produit et diffuse quant à elle 25 minutes de programmes en breton par semaine (données 2010). France bleu Loire Océan ne propose pas de contenus en breton.

Des émissions en breton sont également produites et diffusées par des radios associatives locales réparties sur le territoire, notamment Radio Rivages et Plum'FM. Cette dernière, outre l'heure hebdomadaire d'émissions en breton qu'elle produit, prépare et diffuse également 4 heures en gallo en moyenne chaque semaine. La radio AlterNantes offre une place au breton sur ses ondes.

II.3.2.2 Développer la couverture du territoire breton par les radios émettant en langues de Bretagne

II.3.2.2.a Généraliser la couverture radio en langue bretonne

Engagement 52 : Aboutir à la couverture de l'intégralité du territoire breton par des radios brittophones.

L'objectif, affirmé dans la politique linguistique adoptée en 2004, de diffusion radiophonique en langue bretonne sur toute la Bretagne reste pertinent. La Région rappellera à Radio France qu'elle souhaite que soit développée l'offre qualitative et quantitative en langue bretonne sur les trois radios du réseau France bleu.

Parallèlement, Brudañ ha Skignañ sera invitée à entrer en contact avec les radios associatives non adhérentes afin de leur proposer une mutualisation de contenus en langue bretonne ou la mise à disposition de contenus

produits par le réseau afin d'élargir la possibilité d'écoute en breton sur les parties du territoire actuellement mal ou pas desservies.

Engagement 53 : Obtenir la création d'une radio de service public en langue bretonne

La création d'une radio de service public en breton émettant sur tout le territoire reste également un objectif à atteindre à moyen terme. La Région soumettra cette demande à Radio France.

II.3.2.2.b Développer la présence du gallo à la radio

Engagement 54 : Soutenir le développement de la présence du gallo à la radio.

La Région apportera son soutien aux initiatives concourant au développement de la présence du gallo à la radio (service public et radios associatives).

II.3.2.2.c Les opportunités liées au déploiement de la RNT (Radio numérique terrestre) et de la diffusion des radios par Internet

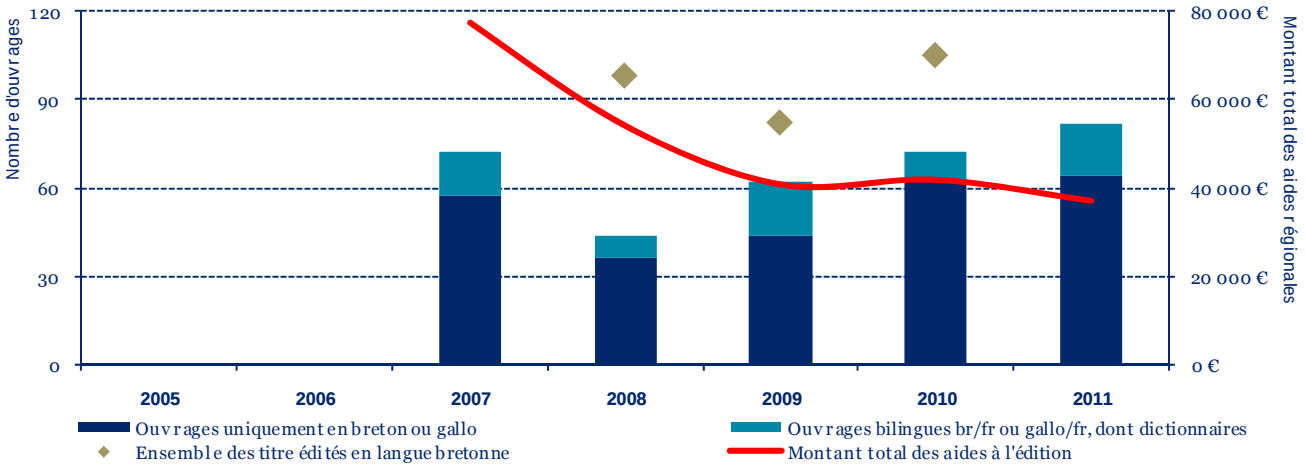
Les technologies de diffusion de la radio sont appelées à évoluer d'ici quelques années et impacteront les radios brittophones. Ces nouvelles technologies peuvent en effet constituer des opportunités sur lesquelles une réflexion régionale devra être organisée :

- La Radio numérique terrestre (RNT) est l'équivalent de la TNT pour la radio. Son déploiement reste pour l'instant expérimental. Devant les coûts induits par un passage généralisé de l'analogique au numérique (changement de tous les matériels de réception), il ne semble pas, pour l'instant, qu'un calendrier de déploiement de la RNT n'ait été élaboré et encore moins un calendrier d'extinction de la diffusion analogique. Un déploiement progressif de la RNT n'est pas à exclure. En ce cas, une réflexion devra être portée par les acteurs des radios en langues de Bretagne pour en évaluer les opportunités en termes de coûts matériels, de coût de diffusion, de zone d'émission et de disponibilité des fréquences.
- La diffusion par Internet, beaucoup moins coûteuse, constitue une opportunité à saisir car le développement des matériels connectés à Internet (smartphones, tablettes, etc.) améliore considérablement la diffusion des stations qui ne sont plus soumises aux impératifs géographiques. La connectivité croissante des véhicules récents offre des perspectives de développement très intéressantes. Une attention particulière devra être portée à l'ergonomie des interfaces d'écoute pour les appareils mobiles, en particulier en ce qui concerne l'indexation et la recherche de contenus.

II.4 Développer l'édition

II.4.1.1 La dynamique de l'édition en breton ou gallo

L'édition en langue bretonne connaît depuis plusieurs années un développement qui peut être relié à la croissance de l'enseignement bilingue et de la formation pour adultes qui permettent d'augmenter le lectorat.



Indicateur 12 : nombre d'ouvrages édités en breton et en gallo soutenus par la Région – données source page 90

Les prix littéraires (Prix Xavier de Langlais, Prix de la jeunesse…) participent également de cette dynamique.

L'Observatoire des pratiques linguistiques suit l'évolution des publications en breton depuis 2008 : elles ont passé pour la première fois la barre des 100 titres en 2010 (105 titres édités, données-sources page 90).

La répartition des maisons d'éditions, souvent associatives, est déséquilibrée : ainsi les deux tiers des éditeurs sont installés dans le Finistère. Le pays de Lannion constitue un pôle éditorial. Le Morbihan et la Loire-Atlantique éditent relativement peu d'ouvrages.

Les données du même type ne sont pas disponibles pour l'édition en gallo mais plusieurs titres sont édités chaque année.

Localisation des éditeurs ayant publié au moins un livre en breton entre 2000 et 2010 - Office public de la Langue bretonne

II.4.1.2 Le soutien régional à l'édition

II.4.1.2.a La participation aux frais d'édition des ouvrages

La Région soutient l'édition en breton et en gallo en subventionnant une partie des frais d'impression des ouvrages qui lui sont présentés par les éditeurs professionnels (associations et entreprises). Pour bénéficier de ce soutien, les éditeurs s'engagent à :

- publier à compte d'éditeur (signature, avec l'auteur ou le traducteur, d'un contrat dans lequel est précisé le pourcentage de rémunération prévu, calculé sur le prix public du livre, et ce dès le premier exemplaire vendu) ;
- procéder au dépôt légal et à l'obtention d'un numéro ISBN pour les ouvrages publiés ;
- publier et mettre régulièrement à jour un catalogue et travailler en partenariat avec un distributeur/diffuseur professionnel ;
- promouvoir les ouvrages publiés par le référencement dans les bases bibliographiques et commerciales ;
- respecter la déontologie de la profession dans ses relations avec les auteurs, les autres éditeurs, les circuits de diffusion et de distribution, les librairies et les bibliothécaires.

L'aide régionale représente 50 % du coût HT de son impression (plafonnée à 3 000 €) si l'ouvrage est monolingue (en breton ou en gallo). Le taux d'intervention et le plafond sont divisés par deux en cas de réédition. S'il s'agit d'un ouvrage bilingue breton-français ou gallo-français, l'aide représente 25% du coût de l'impression, plafonnée à 1 500 €. De même, en cas de réédition, ce taux et ce plafond sont divisés par deux.

Les ouvrages bilingues à rotation lente et fort tirage (dictionnaires…) peuvent être soutenus au titre des dispositifs relevant de la Direction de la Culture et des Pratiques culturelles en fonction du choix de l'éditeur.

En 2011, ce sont 82 ouvrages de tous genres qui ont été soutenus par la Région[51], dont 64 en breton, 15 bilingues français-breton et 3 bilingues gallo-français. Depuis 2008, le nombre d'ouvrages soutenus n'a cessé d'augmenter. La diminution continue des montants versés peut notamment s'expliquer par la baisse constatée des coûts d'impression pour les petits tirages.

[51] Voir les données-source de l'indicateur 12 page 90.

II.4.1.2.b Le soutien aux revues littéraires

La Région apporte un soutien à l'édition des revues littéraires en breton, plafonné à 2 500 € par an et par revue. Sont aidées Al Lanv, Al Liamm, Brud Nevez, Nidiad. Il n'existe pas de revue littéraire en gallo pour l'instant.

Engagement 55 : Obtenir une aide spécifique pour la presse et les magazines en langues de Bretagne.

Depuis 2004, les hebdomadaires en langue régionale peuvent être soutenus au titre du Fonds d'Aide à la Presse hebdomadaire régionale et locale (Etat). Cette aide n'est cependant pas en mesure de compenser les difficultés particulières du secteur, notamment la quasi-impossibilité de recourir à la diffusion en kiosque pour des raisons économiques.

La Région souhaite que soit étudiée par l'Etat la possibilité d'une aide supplémentaire spécifique au développement de la presse en langue régionale, fléchée sur l'attractivité et la mise en visibilité. Il serait également intéressant qu'une aide d'Etat incitative soit apportée à la PQR pour développer la publication de contenus diversifiés et quotidiens en langue régionale.

II.4.1.2.c Le soutien au fonctionnement des éditeurs associatifs

La Région soutient directement le fonctionnement annuel des éditeurs associatifs en langue bretonne[52] et de la fédération Kuzul ar Brezhoneg. Avec le soutien aux revues littéraires, ceci représente 235 000 € en 2011.

II.4.1.3 Un renforcement nécessaire du secteur

II.4.1.3.a Former à l'écriture et développer la traduction littéraire

Le soutien à la formation à l'écriture est traité au point I.2.4.3.c page 45. Les EPCC Livres et Lecture en Bretagne et Office public ar Brezhoneg seront invités à coordonner leurs réflexions sur le développement d'autres formations spécifiques à l'écriture (traduction, correction, résidences d'écrivains…).

Engagement 56 : Développer la traduction en breton d'œuvres du patrimoine littéraire mondial.

La Région met en place, en lien et avec l'aide technique de l'Office public, un dispositif de soutien à la traduction littéraire en langue bretonne d'œuvres du patrimoine littéraire mondial, passé et présent. L'Office public proposera une liste d'ouvrages à traduire et proposera chaque année à la Région un classement des projets des éditeurs. L'objectif est d'aboutir à la traduction de 3 à 5 œuvres par an.

Cette opération permettra notamment d'offrir aux jeunes lecteurs l'accès à des ouvrages renommés et pour lesquelles ils ne disposent que de l'édition en français ou de l'édition originale.

II.4.1.3.b Améliorer la diffusion des œuvres

Il est encore aujourd'hui difficile de trouver des livres en breton : les grandes librairies réservant un espace aux livres en breton et les librairies spécialisées sont surtout implantées dans les grandes agglomérations. En outre, la moitié des librairies spécialisées se trouvent dans le Finistère et un quart dans le Morbihan. L'Observatoire des pratiques linguistiques estime ainsi que seulement 5% des librairies indépendantes de la région proposent régulièrement des livres en breton. Le manque de diffusion en librairie fait des salons (Carhaix, Bécherel, Vannes et Guérande en particulier) des lieux privilégiés pour diffuser ces livres. Par ailleurs, si l'usage d'Internet se développe, la vente en ligne de livres de langue bretonne ne suffit pas à pallier le manque de diffusion plus classique.

Engagement 57 : Soutenir la diffusion des œuvres en librairie et en ligne.

Une réflexion sera engagée sur les leviers qui permettraient d'améliorer la diffusion des ouvrages en langues de Bretagne en librairie, notamment dans les librairies généralistes et dans les librairies spécialisées dans un genre : il est rare de pouvoir se procurer un livre jeunesse en breton dans une librairie jeunesse alors qu'il sera disponible dans une librairie spécialisée dans la culture bretonne.

[52] Al Liamm, An Alarc'h, Emgleo Breiz, Keit vimp bev, Mouladurioù hor Yezh, Skol Vreizh.

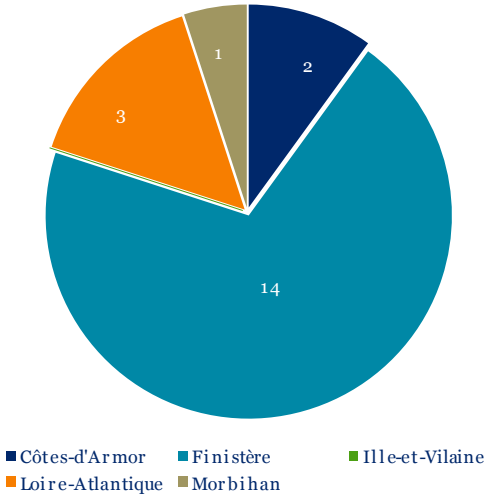
Engagement 58 : Soutenir la place des langues de Bretagne dans le cadre de la lecture publique.

Les bibliothèques offrent un accès aux livres en breton, mais elles sont parfois mal informées des nouvelles publications ou manquent des connaissances nécessaires pour conseiller la lecture de tel ou tel ouvrage. En collaboration avec l'Office public, l'EPCC Livres et Lecture en Bretagne pourrait diffuser régulièrement auprès des bibliothèques publiques des listes d'ouvrages à acquérir, de façon à les aider à constituer des fonds vivants. Des séances de formation ou de sensibilisation pourraient également être organisées afin que la connaissance de l'édition en breton ou en gallo progresse parmi les bibliothécaires.

II.5 Encourager les pratiques culturelles

II.5.1 Le théâtre en breton et en gallo

II.5.1.1 Les troupes de théâtre en langues de Bretagne



Répartition par département des troupes de théâtre en langue bretonne en 2011 (hors troupes scolaires) - source : C'hoariva

Le développement du monde associatif au cours des années 1970 a favorisé la création de troupes de comédiens amateurs, puis de comédiens professionnels, qui ont contribué à la renaissance du théâtre en breton. Ce sont aujourd'hui au minimum 200 personnes (amateurs et professionnels) qui font régulièrement du théâtre en breton. La fédération C'hoariva a recensé en 2010 65 événements théâtraux en Bretagne (contre 60 en 2009).

Si une partie des troupes proposent du théâtre inspiré de la littérature bretonne classique, nombreuses sont celles qui proposent également de nouvelles créations, adaptations de pièces de théâtre en français ou d'autres langues.

Il apparaît que les troupes de théâtre de langue bretonne sont très majoritairement implantées dans le Finistère, notamment autour de Brest et Quimper : 14 troupes de théâtre en breton sont localisées dans le Finistère, contre 3 en Loire-Atlantique, 2 en Côtes-d'Armor et 1 en Morbihan. Sur ces 20 troupes, 3 sont aujourd'hui professionnelles.

Les écoles bilingues et les structures proposant des cours du soir sont souvent très actives en matière d'ateliers de théâtre (entre 120 et 150 collégiens participent chaque année aux ateliers théâtre, le lycée Diwan de Carhaix dispose d'une troupe…).

Le spectacle vivant en breton prend également d'autres formes : sketchs, spectacles pour enfants, spectacles pour maisons de retraite voire théâtre de rue…

Il existe également une activité théâtrale en gallo : par exemple la troupe des Préchous ou la Compagnie du Grenier vert produisent et représentent régulièrement des pièces de théâtre.

La Région soutient le fonctionnement et les créations de certaines de ces troupes, en particulier les troupes professionnelles (c'est-à-dire possédant une licence d'organisateur de spectacle) que sont Ar Vro Bagan, Mat ar Jeu, Teatr Piba.

II.5.1.2 La coordination théâtrale en langue bretonne : C'hoariva

La Fédération C'hoariva a été créée en 2005 afin de répondre aux besoins spécifiques du théâtre en langue bretonne. Elle a pour objectifs de répertorier les troupes et les pièces de théâtre, de proposer des formations, de favoriser la création et la traduction de pièces, d'accompagner les organisateurs et les compagnies et d'éditer des textes de théâtre en breton.

C'hoariva organise en particulier tous les deux ans le festival Teatr brezhonek à Quimper, attirant plusieurs centaines de spectateurs à chaque édition.

C'hoariva réalise actuellement un inventaire exhaustif des pièces de théâtre en breton afin de les mettre à disposition des troupes mais également du grand public.

C'hoariva est aidée par la Région pour son fonctionnement à hauteur de 21 500 € par an.

II.5.1.3 La formation des troupes et les besoins en matière de diffusion

Comme l'audiovisuel ou la littérature, le théâtre est confronté à un besoin de textes nouveaux, tout particulièrement à destination des jeunes ou de formes de théâtre différentes (théâtre de rue, théâtre-forum…). Le soutien à la formation à l'écriture dramaturgique (voir le point I.2.4.3.c page 45) devrait avoir un impact positif.

Pour ce qui concerne la formation des comédiens et techniciens, C'hoariva mène depuis plusieurs années un important travail d'organisation de stages en lien avec les besoins exprimés par les troupes.

Les troupes expriment également des besoins techniques (mise en scène, décors, costumes, régie, etc.) : les initiatives de mise en relations avec les structures locales de soutien (maisons du théâtre par exemple) et les lieux de diffusion ou de répétition doivent se poursuivre.

Engagement 59 : Soutenir une meilleure diffusion du théâtre en langues de Bretagne.

Une réflexion sera engagée avec C'hoariva afin d'évaluer la diffusion actuelle du théâtre en breton et d'envisager les mesures à mettre en œuvre pour l'améliorer, qu'il s'agisse de la localisation des représentations, des territoires étant peu ou mal desservis, ou de l'accès à certains lieux culturels.

II.5.1.4 L'initiation au théâtre dans les écoles, les stages et ateliers

Engagement 60 : Développer l'initiation au théâtre en breton et en gallo dans les établissements d'enseignement.

Les trois troupes professionnelles en langue bretonne interviennent dans les établissements d'enseignement à leur demande (premier degré, collèges, lycées). La Région Bretagne participe financièrement aux interventions en finançant 35% de leur prix afin d'inciter les établissements à entrer dans le dispositif. C'hoariva assure la coordination des interventions. En 2010/2011, 387 heures d'initiation ont été effectuées, pour 359 enfants de 14 classes.

Les troupes professionnelles ou amateurs dispensent des stages pour les enseignants et les futurs enseignants. Elles proposent également des stages et des ateliers pour enfants et pour adultes :

- Ar Vro Bagan anime des ateliers le mercredi et pendant les vacances scolaires. Tout au long de l'année, la troupe propose des ateliers pour les adolescents et les adultes. A l'occasion elle aide les troupes amateurs qui le lui demandent ;
- Teatr Piba propose également des stages pour les enfants et les adultes. Elle intervient régulièrement pour la mise en scène de troupes amateurs ;
- Strollad Plougin organise des stages pour enfants durant les vacances scolaires.

II.5.2 L'expression musicale en breton et en gallo

II.5.2.1 Le chant traditionnel

La musique traditionnelle bretonne connaît aujourd'hui un grand succès et participe à l'image positive et l'attractivité de la Bretagne. Le chant traditionnel, qu'il soit à danser ou à écouter, constitue un élément emblématique de ce corpus musical et concourt pour une très grande part à son originalité. Alors que sa pratique était menacée de disparition au milieu du XXème siècle du fait des changements de modes de vie et de l'engouement pour des formes musicales urbaines, l'action résolue de quelques passionnés a permis de relancer, en particulier *via* le développement des festoù-noz, tant le kan ha diskan (chant à danser en breton) que la gwerz (chant, complainte à écouter en breton) mais aussi les chants traditionnels en gallo. La renaissance de la musique traditionnelle a largement favorisé le mouvement de réappropriation des langues de Bretagne par la population : beaucoup des nouveaux apprenants ont découvert le breton ou le gallo suite à un contact avec le chant traditionnel.

Le chant est aujourd'hui transmis par les cours, stages ou master class. En tant que chant à danser, il participe pleinement aux concours « terroir », à l'instar de la pratique instrumentale et de la danse.

L'action régionale en matière de chant traditionnel relève des dispositifs de la politique de soutien à la culture et aux pratiques culturelles.

II.5.2.2 Le chant choral

La fédération Kanomp Breizh, créée en 2004, dont l'objectif est la promotion du chant choral en breton, traditionnel et contemporain, compte 23 formations adhérentes. Cette pratique fait preuve d'une belle vitalité, tout particulièrement en Finistère.

Kanomp Breizh est issu de la commission Chant choral de la confédération Kendalc'h et a repris depuis 2009 l'organisation de Breizh a Gan, festival annuel des chorales qui se déroule chaque année dans une ville différente (Vannes en 2011 pour le 30ème anniversaire de l'événement). Kanomp Breizh organise également d'autres manifestations annuelles : le Championnat de Bretagne de Chant choral et le Forum Jeunes du Chant polyphonique breton.

Kanomp Breizh assure un rôle de conservation du répertoire traditionnel de langue bretonne et soutient les compositeurs régionaux en favorisant la création de leurs œuvres pour chœurs.

La Région soutient le fonctionnement de Kanomp Breizh au titre de sa politique linguistique.

II.5.2.3 Le développement des musiques actuelles en breton et en gallo

S'appuyant sur le renouveau des festoù-noz engagé depuis le début des années 1950, la vague folk des années 1960-70 a donné une nouvelle dimension à la musique bretonne qui intègre des influences musicales mondiales et la propulse à son tour sur la scène internationale. La langue bretonne a fortement bénéficié de cette vague et, depuis cette époque, une expression musicale originale, utilisant le breton ou le gallo, se développe dans pratiquement tous les champs des musiques actuelles : rock, pop, ska, funk, techno, hard-core, punk, hip-hop…

Les mutations à l'œuvre dans ce domaine (diffusion par voie électronique, développement de labels alternatifs…) offrent de nouvelles opportunités de diffusion aux musiques actuelles en langues de Bretagne. Le succès croissant de certains groupes, en Bretagne mais également ailleurs en Europe, est à cet égard encourageant. Ces groupes subissent cependant encore le poids de certaines classifications qui les handicapent dans leur diffusion : parfois mal reconnus dans le monde de la musique bretonne car non traditionnels, ils peinent à être reconnus sur la scène actuelle car s'exprimant en breton ou gallo.

Le tremplin annuel Taol-lañs, dont la 5ème édition s'est tenue en 2011 et qui a pour but de privilégier et promouvoir la création musicale en langue bretonne, réalise à cet égard un travail important.

Engagement 61 : Soutenir la diffusion des musiques actuelles en breton et en gallo.

Une réflexion sera engagée, avec les formations concernées mais aussi avec les diffuseurs et organisateurs de spectacle, sur les moyens d'améliorer la visibilité et la diffusion des musiques actuelles en langues de Bretagne. La Région portera une attention particulière aux initiatives permettant de récompenser la création musicale en langues de Bretagne hors du champ traditionnel.

III Développer la place des langues de Bretagne dans l'institution régionale

Depuis 2004, en application de sa politique linguistique, la Région agit de manière transversale pour améliorer la présence et la visibilité des langues, tant dans ses fonctions de maître d'ouvrage que dans les autres politiques qu'elle mène. Un groupe de travail « Politique linguistique » a été mis en place au sein de l'Assemblée, en charge de réfléchir à la mise en œuvre de la politique linguistique et de suivre son application. Au sein de l'administration régionale, le service des Langues de Bretagne, attaché à la Direction de la Formation initiale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Sports, est chargé d'intervenir de façon transversale, afin d'assurer la présence des langues de Bretagne et leur promotion dans l'ensemble des politiques menées par la Région.

En janvier 2012, le Président du Conseil régional a arrêté la « Charte d'utilisation des langues de Bretagne dans le fonctionnement et les politiques de la Région »[53] qui formalise ce volet important et attendu de la politique linguistique. La Charte précise notamment que « *l'objectif premier de la présence du breton et du gallo dans le*

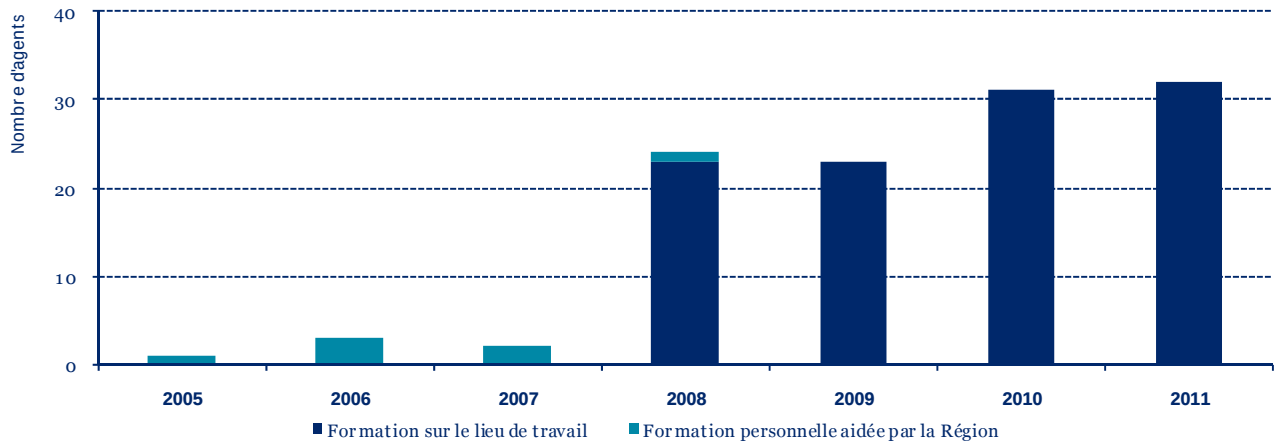
[53] Voir l'annexe II page 73.

fonctionnement du Conseil régional de Bretagne est de façonner l'image d'une Bretagne aux identités plurielles, qui reconnaît la diversité culturelle comme un axe de sa communication. » Il s'agit d'autre part de diffuser et promouvoir la pratique du breton et du gallo et de familiariser tous les citoyens au vocabulaire de base.

La Charte, « *socle minimal* », pose le principe d'une généralisation du bilinguisme français-breton dans le fonctionnement, la communication et les politiques de la Région. Les deux langues doivent être traitées de manière identique (typographie, taille, etc.). La Charte prévoit également l'intégration du gallo dans l'essentiel de ces actions.

III.1 Le renforcement de la place des langues dans le fonctionnement de la Région

III.1.1 La prise en compte de la langue bretonne dans la politique de ressources humaines



Indicateur 13 : nombre d'agents de la Région suivant des cours de breton – données source page 90

Depuis 2000, la langue bretonne est pleinement intégrée au plan de formation des agents. Jusqu'en 2008, ceux-ci avaient seulement la possibilité de bénéficier d'une aide de la Région pour suivre une formation au breton au titre de la formation personnelle. Depuis novembre 2008, une offre de formation supplémentaire a été mise en place : la formation est intégralement prise en charge, le cycle de 30 heures de formation étant considéré comme du temps de travail. 32 personnes suivent actuellement ces cours par groupes de niveau (1 et 2), assurés par Skol an Emsav.

Engagement 62 : Favoriser l'utilisation de la langue bretonne au quotidien par les agents des services.

Une réflexion sera engagée sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser l'usage du breton au quotidien par les agents, en fonction de leur niveau de connaissance de la langue et de leurs besoins. Il pourrait ainsi être proposé aux agents volontaires qui pratiquent déjà la langue, notamment les agents brittophones par transmission familiale, de devenir « référents » des apprenants pour leur permettre d'échanger régulièrement par écrit et par oral, en plus des cours hebdomadaires, afin d'enrichir leurs connaissances linguistiques.

La Région étudiera également la possibilité d'une mention systématique dans ses offres d'emploi de la mention « *la connaissance de la langue bretonne serait appréciée* », non comme critère de choix ou de classement – sauf exigence liée à la fonction occupée (agent du service des Langues de Bretagne…) – mais afin d'inciter les candidats à faire valoir cette compétence linguistique au même titre que les autres langues qu'ils connaissent ou pratiquent.

III.1.2 Le développement de la place de la langue bretonne dans la communication

La Charte prévoit la prise en compte du bilinguisme dans la communication de la Région, papier et numérique, en interne et à destination du grand public.

Un logotype en breton étant déjà largement diffusé et utilisé, la Charte prévoit également la création d'un logotype en gallo.

III.1.2.1 La communication papier

Le titre et l'éditorial du Président sont bilingues dans le magazine « Bretagne ensemble », diffusé dans toutes les boîtes aux lettres en Bretagne trois fois par an (1,5 millions d'exemplaires)[54] ainsi que dans « Bretagne infos partenaires » (6 numéros par an, édité à 25 000 exemplaires).

Dans les plaquettes de communication externe ou de communication interne, le titre et l'éditorial sont également traduits. En 2011, le breton a été présent dans 159 000 de ces documents édités à destination du grand public (100% du total) et dans 31 080 documents de communication interne (91% du total).

Les cartes de vœux et cartons de remerciement sont intégralement bilingues, les cartons d'invitation intègrent systématiquement le breton. Les cartes de visite et de correspondance sont bilingues pour les élus régionaux et agents qui le souhaitent (français-breton ou français-gallo ou breton-gallo).

III.1.2.2 La communication numérique

Le site Internet de la Région propose un accès aux contenus en langue bretonne :

- une version bretonne du site est accessible dès la page d'accueil (présentation de l'institution régionale, annuaires des services et des élus du Conseil régional et du CESR…) ;
- des actualités en breton sont accessibles à la fois sur le site en breton et sur le site en français, avec possibilité pour les internautes de faire des commentaires en breton sur les articles. Les infographies concernant le budget du Conseil régional sont consultables en breton ;
- des articles en gallo seront mis en ligne autant que possible, les commentaires pourront se faire en gallo ;
- des vidéos impliquant des brittophones ou gallophones sont accessibles.

Les sites thématiques dépendants de la Région intègrent également une présence du breton et du gallo dans la mesure du possible.

Le module « J'apprends de breton » est à la fois disponible sur l'intranet et le site bretagne.fr.

III.1.2.3 La promotion, l'accueil et les événements

La Charte prévoit que :

- Les campagnes média, quels que soient les supports employés, doivent tendre au bilinguisme ;
- Le message d'accueil téléphonique de la Région est en français, en breton et en anglais ;
- Une étude d'impact sera menée pour considérer la possibilité d'une traduction simultanée des sessions du Conseil régional ;
- Pour les salons, le breton est intégré dans toute la signalétique ;
- Pour les stands collectifs (avec d'autres partenaires), la signalétique bilingue se fait en accord avec les partenaires ;
- Les autocollants comportant le logotype de la Région en français, en breton et en gallo seront automatiquement diffusés sur tous les stands et les événements de la Région Bretagne ;
- Les éditoriaux (*a minima*) des documents imprimés, réalisés par la Région et remis sur les salons et événements, sont bilingues (guide du visiteur, plaquette…).

III.1.3 Le développement de la signalétique bilingue

La Charte prévoit que la signalétique sur les terrains, véhicules, bâtiments régionaux doive être bilingue avec l'utilisation des deux versions du logotype de la Région.

[54] « Bretagne ensemble » comprend en outre une rubrique « J'apprends le breton ».

Engagement 63 : Généraliser la mise en place d'une signalétique bilingue dans tous les équipements relevant de la compétence de la Région et en particulier les établissements de formation.

La signalétique des bâtiments de la Région (services, points-Région, lycées, ports…) est progressivement rendue bilingue au fur et à mesure des renouvellements ou créations de panneaux. Il en va de même pour les véhicules et autres équipements (navires…).

III.2 La prise en compte des langues dans les politiques régionales

III.2.1 La prise en compte des langues de Bretagne dans toutes les opérations subventionnées par la Région

Engagement 64 : Prendre en compte l'utilisation de la langue bretonne dans les conventions de financement des organismes pour lesquels la Région est le principal contributeur.

La Charte prévoit que les conventions de financement des institutions pour lesquelles la Région est le principal contributeur financier contiennent une clause de présence du breton et du gallo, le cas échéant, dans leur fonctionnement[55]. Ceci peut notamment se traduire par la mise en place d'une signalétique bilingue, d'une communication papier et électronique bilingue, etc.

La Charte prévoit par ailleurs que tous les projets subventionnés par la Région produisent une réflexion sur la place réservée au breton et au gallo. Cette exigence sera incluse dans les conventions de financement. Une réflexion transversale sera menée pour mettre en œuvre cette demande dans l'ensemble des politiques de la Région.

La politique territoriale a mis en place un tel dispositif depuis plusieurs années : au-delà du soutien à des opérations qui concernent en premier lieu le breton ou le gallo, tous les projets soutenus dans le cadre des Contrats Région-Pays doivent détailler les modalités prévues de prise en compte des langues de Bretagne. Une plaquette est diffusée pour aider les maîtres d'ouvrage à prendre en compte cette dimension.

La Région met par ailleurs à disposition des structures qu'elle soutient des plaques bilingues (Cybercommunes, Maison de la Formation professionnelles, opérations soutenues dans le cadre du Contrat Région-Pays…).

III.2.2 Les langues dans la politique régionale des déplacements de voyageurs

Engagement 65 : Généraliser la signalétique bilingue dans les gares, TER et cars régionaux.

A l'occasion des travaux de rénovation des gares TER, une signalétique bilingue complète sera systématiquement apposée. Selon la demande, cette signalétique pourra intégrer le gallo.

La signalétique extérieure des TER régionaux est bilingue.

Engagement 66 : Généraliser l'utilisation de la langue bretonne pour l'information des voyageurs (annonces visuelles et sonores, bornes informatiques).

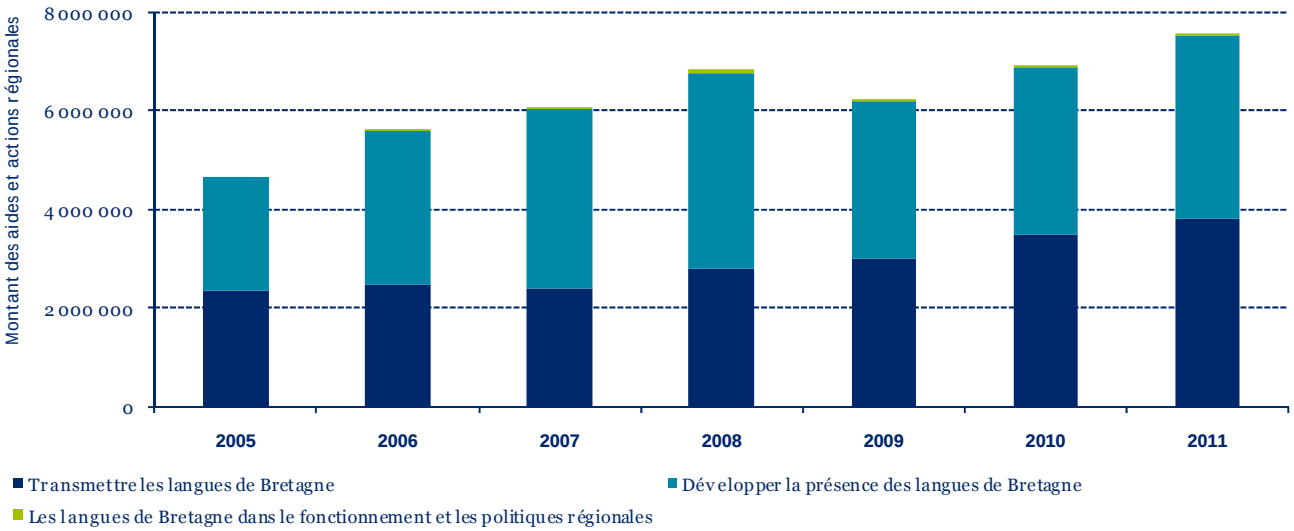
La Région a fait part à la SNCF de sa volonté de rendre audible et visible la langue bretonne dans les matériels roulants et dans les gares au-delà de la signalétique. Il s'agirait essentiellement d'adapter des dispositifs existants :

- annonces sonores bilingues à bord des TER lorsqu'elles sont automatisées ;
- annonces sonores bilingues si le chef de train qui les effectue est brittophone ;
- bornes d'information et distributeurs de titres de transport disposant d'une interface en breton ;
- affichages défilants bilingues à bord des TER qui en sont dotés ;
- prise en compte du breton dans l'information papier (fiches-horaires).

[55] BDI, CRT (qui a déjà intégralement traduit son site Internet en breton), Bretagne International, Campus de l'excellence sportive, FRAC, etc.

Le site www.breizhgo.com, portail partenarial des transports publics en région Bretagne piloté par la Région, dispose depuis 2011 d'une interface complète en breton.

IV Bilan des moyens de la politique linguistique régionale



Budget récapitulatif de la politique linguistique (consolidé) – données source page 90

Le bilan des moyens mis en œuvre par la Région pour sa politique linguistique est détaillé page 90 par objectifs et par actions. En 2011, ce bilan consolidé fait apparaître une intervention régionale à hauteur de 7,515 millions d'euros, soit une augmentation de 8,92% par rapport à l'année 2010.

Les fonds alloués au titre du programme 413 représentent 6,546 millions d'euros pour 2011, soit 87,10% de ce total.

3 > Annexes

I Rôle et missions de l'Office public de la Langue bretonne

Au titre de l'article 4 des statuts de l'établissement public de coopération culturelle, l'Office Public de la Langue Bretonne a pour mission "*la mise en œuvre des politiques linguistiques qui lui sont confiées par les collectivités publiques membres de l'établissement*".

Ces missions de politiques linguistiques sont de plusieurs ordres.

Des missions d'équipement de la langue

Codification, adaptation et enrichissement de la langue en continu. Comme toute langue vivante, la pratique de la langue bretonne évolue avec la société qui la parle. L'enseignement de la langue, le développement de son usage tant à l'écrit qu'à l'oral dans des domaines de plus en plus larges ainsi que l'utilisation de plus en plus intensive des nouvelles technologies requièrent une adaptation en continu du lexique et de la norme écrite : fixation et stabilisation de l'orthographe, traitement de la variation linguistique, établissement de normes pour les usages formels (langue administrative, enseignement, signalisation...), recensement et diffusion du corpus lexical général de la langue, établissement et diffusion des nouveaux termes techniques, collectage et traitement de la toponymie et de l'anthroponymie, etc.

LA CODIFICATION

L'Office Public de la Langue Bretonne a pour mission :

- de stabiliser et de diffuser l'orthographe commune, de veiller à son adaptation si nécessaire, d'établir toute recommandation sur son utilisation et le traitement écrit de la variation dialectale ;
- de veiller à sa bonne utilisation par le plus grand nombre, notamment au sein des administrations et médias publics, des organismes de formation, des centres d'enseignement ainsi que dans les ouvrages didactiques financés par l'argent public ;
- de fixer la graphie des toponymes et des anthroponymes bretons pour leur utilisation dans la vie publique et administrative.

LE LEXIQUE ET LA TERMINOLOGIE

L'Office Public de la Langue Bretonne a pour mission :

- de recenser et de diffuser le lexique de la langue bretonne en continu ;
- d'élaborer et/ou de proposer l'élaboration des outils nécessaires à cet effet : bases de données, lexiques, dictionnaires. Son avis est sollicité pour les demandes de financement de projets concernant la création d'outils linguistiques nouveaux structurants (dictionnaires, bases de données, traduction de logiciels...) ;
- de veiller à l'adaptation de la langue à la société en élaborant les terminologies nécessaires ou en suscitant leur élaboration ;
- de veiller à la bonne utilisation de ces termes par le plus grand nombre, notamment par l'administration, les médias ainsi que dans les ouvrages didactiques ;
- de veiller à son intégration dans les nouvelles technologies ;
- de veiller au développement de la traduction automatique.

Des missions de promotion, de coordination et de structuration

EN GENERAL

L'Office Public de la Langue Bretonne a pour mission d'élaborer ou de susciter l'élaboration de matériel de promotion concernant la langue bretonne et le bilinguisme.

LA VIE PUBLIQUE

L'Office Public de la Langue Bretonne a pour mission :

- de promouvoir l'utilisation de la langue bretonne par les opérateurs publics ou privés à travers la mise en place progressive d'un bilinguisme harmonieux, notamment dans le domaine de la signalisation et de la communication avec le public ;
- de fixer les règles du bilinguisme dans la signalisation routière et d'accompagner les pouvoirs publics dans sa mise en œuvre.

L'ENSEIGNEMENT

L'Office Public de la Langue Bretonne a pour mission :

- d'informer la population sur les avantages du bilinguisme précoce ;
- de mener des actions de promotion et de sensibilisation auprès des jeunes et des établissements scolaires afin de développer l'apprentissage de la langue ;
- de structurer le développement de l'offre d'enseignement de et/ou en langue bretonne en lien avec les collectivités territoriales, les autorités académiques et les associations de parents selon la méthodologie suivante pour l'enseignement public :
    - identification des sites susceptibles d'accueillir une nouvelle filière pour chacun des trois réseaux (réflexion avant définition du programme de l'agence de développement) ;
    - rencontre des élus concernés, obtention de l'accord du Maire ;
    - information de l'Inspecteur d'Académie par l'Office sur l'existence du projet ;
    - information de l'Inspecteur de circonscription qui informe à son tour l'équipe pédagogique de l'école retenue ;
    - diffusion de l'information auprès des familles (enquête diffusée dans les carnets de liaison) ;
    - collaboration et animation du projet en lien avec la mairie afin de recueillir le nombre requis d'intentions d'inscription (communication, conférence d'un linguiste, stands...) ;
    - information de l'Inspecteur d'Académie par la mairie que le projet est prêt (demande officielle d'ouverture de poste) ;
    - information de la Région par l'Office public sur l'état d'avancement des projets avant le Comité académique des langues régionales ;
    - prise en compte du poste dans la carte scolaire pour la rentrée suivante (décision de chaque Inspecteur d'Académie dans son département) ;
    - ouverture de la nouvelle filière en septembre.
- de mener des actions de promotion et de sensibilisation auprès des lycéens et des étudiants pour les inciter à devenir de futurs enseignants bilingues ;
- de mener des actions de promotion auprès des élèves du primaire et du secondaire pour développer la sensibilisation et l'enseignement du breton comme option ;
- de prendre part au développement de l'enseignement de la langue aux adultes. Il en fait la promotion. Il promeut la dynamique de professionnalisation des structures d'enseignement et/ou de formation. Il observe la répartition de l'offre sur le territoire et propose à ces acteurs de l'enseignement des scenarii d'évolution souhaitée afin de garantir au plus grand nombre une offre d'enseignement de proximité.

LA TRANSMISSION DE LA LANGUE

L'Office Public de la Langue Bretonne a pour mission :

- de favoriser la transmission de la langue au sein des familles ;
- de s'attacher au développement de l'offre de loisir en langue bretonne ;
- de s'attacher au développement de l'utilisation de la langue dans le domaine de la petite enfance, notamment dans les crèches et les structures d'accueil, en partenariat avec les Conseils généraux et les CAF ainsi que les associations qui œuvrent en ce sens.

Des missions d'expertises

L'Office Public de la Langue Bretonne a pour mission :

- l'observation régulière de l'évolution des pratiques linguistiques des Bretons, sous leurs divers aspects ;

- l'élaboration de propositions visant à améliorer la situation de la langue (plans de politique linguistique…) ;
- l'accompagnement des collectivités qui le souhaitent dans la définition et la mise en place et/ou la mise en œuvre de leur politique linguistique. En tant que de besoin, l'Office public peut être consulté en tant qu'expert par les pouvoirs publics pour l'instruction de projets ou de demandes qui leur sont soumis ;
- l'instruction des demandes d'aides du dispositif Desk (anciennement KSDS) pour les demandes de formation des enseignants, des personnels de la petite enfance et du périscolaire ;
- la participation aux sessions des jurys du dispositif Skoazell et du FALB ;
- dans le cadre du programme d'aide à la traduction littéraire mis en place par la Région Bretagne, l'Office public sera chargé :
    - de créer un groupe de travail pour établir la liste d'ouvrages à traduire ;
    - de soumettre cette liste au Conseil régional, ce dernier communiquant sur le dispositif auprès des éditeurs et des traducteurs ;
    - de recevoir et d'instruire les dossiers présentés par les éditeurs ;
    - de proposer un choix des éditeurs et traducteurs.
- dans le cadre d'une convention pluriannuelle tripartite à intervenir entre la Région, l'association DAO et l'Office public, ce dernier proposera aux centres de formation professionnelle pour adultes subventionnés par la Région d'assurer des évaluations aboutissant à des recommandations en matière de cohérence et de qualité des contenus linguistiques transmis. Concernant les formations longues, au vu des besoins et des dossiers présentés par chaque organisme à DAO, ce dernier remet à la Région une proposition de répartition des places pour chacun des organismes de formation sur laquelle l'Office émet un avis.

II Charte d'utilisation des langues de Bretagne dans le fonctionnement et les politiques de la Région

L'objectif premier de la présence du breton et du gallo dans le fonctionnement du Conseil régional de Bretagne est de façonner l'image d'une Bretagne aux identités plurielles, qui reconnaît la diversité culturelle comme un axe de sa communication.

Les deux autres objectifs de cette présence sont d'une part la diffusion et promotion de la pratique du breton et du gallo et d'autre part la familiarisation de tous les citoyens au vocabulaire de base.

A ce jour, au regard de l'action des collectivités régionales en France, la Bretagne est en avance, qu'il s'agisse du bilinguisme (français – breton) affiché sur le site, de la place du breton dans nos publications, de la signalétique – avec un logo en breton notamment.

Notre avance dans le domaine, construite de manière volontariste mais parfois peu homogène, doit maintenant faire l'objet d'une formalisation sous la forme d'une « charte d'utilisation du breton et du gallo dans la communication du Conseil régional ». Cette charte dont le respect intégral sera bien entendu une des clés de la réussite, a pour objet d'harmoniser les règles de présence des langues régionales. Elle est applicable à tous et devient un socle minimal auquel la Région ne dérogera pas. Sont évidemment concernés les éléments de communication externe comme la communication interne.

Les éléments constitutifs de cette charte, sont appelés à être complétés au fil de sa mise en œuvre, toute évolution fera l'objet d'une discussion préalable avec les élus.

Cette charte est signée du Président du Conseil régional, elle sera mise en application sous la responsabilité du Directeur Général des Services.

Les principes généraux et d'applicabilité immédiate

Les documents grand public de la Région publiés par le Conseil régional doivent prendre en compte le bilinguisme (français/breton) et le gallo pourra être intégré dans la mesure du possible.

Une formalisation sera faite pour demander explicitement à ce que les projets subventionnés par le Conseil régional produisent une réflexion sur la place réservée au breton et, en fonction de la demande exprimée par les maîtres d'ouvrages au gallo ; cette demande sera incluse dans les conventions de financement.

Les conventions de financement des « périphériques » du Conseil régional (BDI, CRT, Bretagne International, Campus de l'excellence sportive, FRAC etc.) contiennent une clause de présence du breton et du gallo, le cas échéant, dans leur fonctionnement.

Une étude d'impact sera menée pour considérer la possibilité d'une traduction simultanée des sessions du Conseil régional – sachant qu'une traduction trilingue est actuellement mise en œuvre de manière expérimentale pour les séances du Conseil culturel.

La signalétique sur les terrains, véhicules, bâtiments appartenant au Conseil régional doit être bilingue avec l'utilisation des deux versions du logo de la Région. Cette disposition s'applique également sur les matériels TER. Concernant le cas spécifique des gares, lors de la rénovation des gares, le bilinguisme est automatiquement systématisé : la signalétique et les écrans numériques seront au minimum bilingues (français breton) et pourront, selon la demande, intégrer le gallo en sus.

La création d'un logo de l'institution en gallo sera réalisée. Ce logo sera décliné pour tous les besoins de la Région.

Les textes traduits bénéficieront d'une équité de traitement en termes de typographie et de mise en page.

Les autocollants comportant le logo de la Région sont automatiquement diffusés sur tous les stands et les événements de la Région Bretagne en trois langues : français, breton et gallo.

Pour les salons, en Bretagne ou ailleurs, le breton est intégré dans toute la signalétique. Pour les stands collectifs (avec d'autres partenaires), la signalétique bilingue se fait en accord avec les partenaires.

Les éditoriaux (*a minima*) des documents papier diffusés sur les salons et événements (guide du visiteur ou autre plaquette) sont bilingues.

Le site de la Région dispose d'une version bretonne comprenant une présentation de l'institution et une rubrique «Actualités». Des articles en gallo seront mis en ligne autant que possible. L'ensemble des sites

dépendants du Conseil régional (sites thématiques par exemple) intègre, dans la mesure du possible, une présence du breton et du gallo.

Des interviews filmées de brittophones et de gallophones sont présentes sur le site (sous-titrées en français).

Les commentaires sous les articles d'actualité des versions en breton et en gallo peuvent se faire dans la langue concernée (après modération).

Le site Intranet de la Région comporte des éléments de breton et de gallo, en particulier un module d'apprentissage de mots courants en breton et un autre en gallo, de tels modules ont vocation à être également mis en place sur le site bretagne.fr.

Dans « Bretagne ensemble » diffusé dans toutes les boîtes aux lettres en Bretagne, les langues de Bretagne seront présentes. Les éditoriaux du Président et les interventions des membres de l'exécutif seront, dans la mesure du possible, bilingues. Des traductions pourront être proposées sur d'autres articles. Sur quelques articles de fonds, en français, sont également proposés, en encadré, la traduction de mots en breton et en gallo sous forme de glossaire.

Dans les plaquettes grand public, comme relevant de la communication interne, la règle minimale est : titre bilingue et éditorial bilingue. Les documents d'information sur le bilinguisme sont entièrement traduits en breton. Dans toutes les plaquettes non traduites intégralement, des mots clés sont proposés en traduction (encadré).

Les cartes de vœux, d'invitation, de remerciement, sont bilingues.

Le message d'accueil téléphonique (standard) du Conseil régional est en français, en breton, et en anglais.

Toutes les campagnes médias -tous supports- doivent tendre dans la mesure du possible au bilinguisme.

Les cartes de visite et de correspondance sont bilingues (français-breton ou français-gallo ou encore breton-gallo) pour les élus et agents qui le souhaitent.

Les éléments institutionnels de la papeterie personnalisée (nom de la collectivité, direction, service, adresse) seront bilingues quel que soit le choix personnel de l'élu ou de l'agent. Ils pourront également intégrer le gallo en fonction de la demande.

Une signature harmonisée des courriels sera mise en place pour les agents, cette signature pourra être bilingue ou trilingue.

La méthode

Les « bons à lancer » (publications, manifestations…) et « bons à tirer » mentionnent la manière dont est prise en compte la présence des langues de Bretagne.

Les traductions étant réalisées par des prestataires externes, les délais contractuels de traductions sont à prendre en compte dans les délais nécessaires de réalisation des publications.

III L'inscription de la politique linguistique dans l'Agenda 21 régional

Région partenaire (volet externe de l'Agenda 21)

16. ASSURER LA TRANSMISSION ET LE DEVELOPPEMENT DES LANGUES DE BRETAGNE

METTRE EN ŒUVRE LES OUTILS STRATEGIQUES

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

227	Elaboration et mise en œuvre partenariale d'un plan en faveur d'une politique linguistique pour la Bretagne.
227.1	• *Adapter la politique linguistique aux évolutions du contexte breton et aux compétences de la Région.*
227.2	• *Encourager la présence de volets patrimoniaux et linguistiques bretons dans les agendas 21 locaux et intégrer le patrimoine et les langues de Bretagne comme des éléments constitutifs à part entière des politiques de développement durable.*
228	*Mettre en place une charte régionale du bilinguisme.*
228.1	• *Insérer des critères de bilinguisme dans les actions régionales et dans les partenariats avec les acteurs de la Région.*
228.2	• *Mieux intégrer la pratique ou l'incitation aux langues dans les diverses politiques publiques régionales.*
228.3	• *Favoriser le bilinguisme dans la signalétique et les moyens de communication publique.*
229	*Soutenir la réalisation d'une étude approfondie sur l'usage et la demande sociale des langues en vue d'élargir leur diffusion, notamment auprès de publics cibles (jeunes, professionnels, urbains, nouveaux habitants…).*
229.1	• *Dresser un état des lieux territorial dynamique (intégrant la mobilité des locuteurs) des pratiques linguistiques.*
229.2	• Interventions de la Région auprès du législateur pour que des outils de recensement sur les pratiques linguistiques soient autorisés et mis en place.
229.3	• *Soutenir une réflexion globale sur le maintien et la transmission du gallo (usage social…).*
230	*Mobiliser les collectivités bretonnes en faveur de la ratification de la charte européenne des langues régionales et minoritaires.*
231	*Soutenir la réalisation par l'Office public de la Langue bretonne d'une campagne de communication auprès de l'ensemble des acteurs régionaux sur la communication et la signalétique publique bilingues.*

MOYENS OPERATIONNELS

232	Soutien au fonctionnement et aux missions de l'Office public de la Langue bretonne.
232.1	• Transformation de l'Office de la Langue bretonne en établissement public de coopération culturelle (EPCC) intitulé Ofis publik ar Brezhoneg – Office public de la Langue bretonne en septembre 2010.
232.2	• Missions confiées par la Région à l'Office public de la Langue bretonne relatives à : - l'enrichissement de la langue et son adaptation aux besoins nouveaux ; - la structuration de l'offre d'enseignement bilingue ; - la structuration de l'offre de formation au breton pour les adultes ; - la structuration de l'offre d'accueil bilingue pour les tout-petits ; - la participation et la représentation de la langue bretonne au sein du réseau européen de promotion de la diversité linguistique (NPLD) ; - l'organisation de campagnes de promotion de l'enseignement bilingue ou de l'apprentissage du breton pour les adultes ; - l'organisation des prix de l'avenir de la langue bretonne ; - l'expertise nécessaire à la bonne exécution des orientations de la politique linguistique régionale.
233	Soutien aux associations Bretagne gallèse et Chubri.
233.1	• *Soutenir la mise en place d'un observatoire universitaire du gallo.*

DEVELOPPER LE POTENTIEL ECONOMIQUE DES LANGUES DE BRETAGNE

EMPLOI ET ACTIVITES ECONOMIQUES

234	Soutien à l'emploi en langue bretonne dans l'enseignement et la formation, les médias, l'économie culturelle.
235	*Soutenir des formations innovantes permettant le développement de la connaissance des patrimoines et de la langue bretonne dans des secteurs-cibles créateurs d'emplois (tourisme, économie sociale, services à la personne…).*

TRANSMETTRE LES LANGUES DE BRETAGNE

RECHERCHE

236	Accompagnement de recherches universitaires sur le breton et le gallo.
236.1	• 3 allocations de recherche doctorales (ARED) en cours (4647/LITOLANB, 5152/bilingua, 5262/BRETVANN).
236.2	• *Impulser un renforcement de la recherche universitaire en matière de linguistique descriptive du breton/gallo et de sociolinguistique.*

FORMATION A L'ENSEIGNEMENT BILINGUE

237	Soutien à la formation des enseignants bilingues français-breton : - dispositifs Skoazell et Desk (anciennement KSDS) ; - soutien aux organismes de formation des enseignants (Kelenn, universités de Brest et Rennes 2, institut supérieur de formation de l'enseignement catholique via le CAEC).
237.1	• Communication sur les formations aux métiers de l'enseignement bilingue pour répondre aux besoins actuels et à venir (postes non pourvus) dans les filières bilingues dans le cadre de la communication sur Skoazell.
238	Soutien pour assurer la transmission du breton aux jeunes : crèches (Divskouarn et Babigoù Breizh) ; enseignement initial (3 filières scolaires bilingues : Diwan, bilingue public et bilingue privé catholique) ; loisirs, vacances et activités extrascolaires pour les jeunes.
238.1	• *Mettre en place en 2011 le comité de suivi sur la carte scolaire dans le cadre de la convention spécifique CPER.*
238.2	• *Favoriser la généralisation de l'enseignement bilingue dans ce cadre.*
239	Soutien aux loisirs et vacances en gallo.

FORMATION AUX LANGUES DE BRETAGNE

240	Soutien aux structures de formation au breton pour adultes (Kelenn, Skol an Emsav, Mervent, Roudour et Stumdi).
240.1	• Soutien à la mise en place de stages longs de 6 mois pour adultes ainsi que de stages de formation supérieure (3 mois) au sein de ces 5 centres de formation.
240.2	• *Soutenir des formations en langue bretonne pour certains métiers (ex : services à la personne et médias).*
240.2	• Soutien à la mise en place d'une formation ouverte et à distance à la langue bretonne (Edubreizh).
241	Mise en place fin 2010 par l'Etat du diplôme de compétence linguistique (DCL) pour la langue bretonne, avec le soutien de la Région.
242	Soutien pour assurer la transmission du gallo dans l'enseignement supérieur : convention avec l'UHB.
242.1	• *Soutenir les cours du soir de gallo.*

ASSURER LA PRESENCE DES LANGUES DE BRETAGNE DANS LA VIE SOCIALE, CULTURELLE ET PUBLIQUE

SENSIBILISATION A LANGUE BRETONNE

243	Soutien au développement de l'initiation à la langue bretonne dans les écoles publiques monolingues du Finistère.

PRESENCE DES LANGUES DE BRETAGNE DANS LES MEDIAS

244	Soutien à la présence du breton et du gallo dans les médias (doublage, création de programmes, télévision, radios associatives) tant pour la création que la diffusion ; web et TIC (production audiovisuelle en breton sur le web, traduction de logiciels en breton) ; revues littéraires en breton.

PRESENCE DES LANGUES DE BRETAGNE DANS LA VIE PUBLIQUE	
245	Convention Région-SNCF prenant en compte la signalétique bilingue français/breton.
245.1	• *Créer un référentiel sur la mise en place d'une signalétique bilingue dans les gares.*
245.2	• Généralisation de la signalétique bilingue dans les gares TER au fur et à mesure de son remplacement en partenariat avec les communes.
245.3	• *Mettre en place des annonces audio et visuelles bilingues dans les gares et les trains ; disposer d'interfaces en breton dans les distributeurs de titres de transport.*
246	*Soutenir la présence du gallo dans la vie publique et sociale.*
PRESENCE DES LANGUES DE BRETAGNE DANS LES PRATIQUES CULTURELLES	
247	Soutien à la création artistique en breton (édition, spectacle vivant).
247.1	• *Lancer des appels à projets pour des actions innovantes en breton.*
248	Soutien à la création artistique en gallo (édition, spectacle vivant)

Région responsable (volet interne de l'Agenda 21)

RESPONSABILITE SOCIALE	
UNE RESPONSABILITE SOCIALE EN TANT QU'EMPLOYEUR PAR LE BIAIS DE SERVICES, PROGRAMMES ET ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT	
	Les actions dans le domaine linguistique
27	Une formation aux langues régionales
28	Prise en compte du bilinguisme dans la communication de la Région
199	Rubrique « J'apprends le breton » sur Kelenn

IV Convention additionnelle au CPER 2007-2013

Convention additionnelle au Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 pour la transmission de la langue bretonne et le développement de son usage dans la vie de tous les jours

PREAMBULE

Vu l'article 4 du Contrat de projets Etat-Région signé le 12 avril 2007, L'Etat, la Région et les départements s'engagent pour la période 2007-2013 à conjuguer leurs efforts pour la préservation et la transmission de la langue et de la culture bretonnes, constitutives de l'identité de la BRETAGNE, mais aussi symboles d'ouverture et de diversité culturelles.

Le pluralisme linguistique de la Bretagne s'inscrit dans un mouvement plus vaste, qui repose sur les principes universels de respect de la diversité culturelle auxquels la France vient d'apporter une contribution essentielle en étant à l'initiative de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles adoptée par l'UNESCO en octobre 2005 et entrée en vigueur le 18 mars 2007.

Considérant que l'école a un rôle essentiel pour la sauvegarde et la transmission de la langue, les parties signataires affirment leur volonté de poursuivre les efforts entrepris dans le cadre de la précédente convention additionnelle au Contrat de plan Etat-Région signée le 4 mars 2002 et qui a permis, à la rentrée 2008, l'accueil de près de 12 000 élèves bilingues par le service public d'éducation dans 192 sites ouverts dans les trois réseaux (public, privé catholique, privé Diwan).

Cette démarche anticipait la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005, prévoyant qu' « un enseignement des langues et des cultures régionales peut être dispensé tout au long de la scolarité selon les modalités définies par voie de convention entre l'Etat et les collectivités territoriales où ces langues sont en usage».

Les signataires entendent désormais poursuivre et valoriser l'effort déjà entrepris.

- L'avenir de la langue bretonne ne sera définitivement assuré que si une fraction suffisante de la population la maîtrise. Aujourd'hui, l'effet démographique joue encore très fortement en sa défaveur et sans un effort vigoureux, le nombre de locuteurs risque de chuter à des niveaux tels qu'ils condamneraient vraisemblablement définitivement cette langue.
- La place de cette langue dans la vie sociale est encore à reconquérir. Le développement de l'apprentissage et de l'usage de la langue dans le système éducatif doit être accompagné, par un programme de soutien à la connaissance, à la pratique et à la diffusion de la langue et de la culture dans les domaines périscolaires, extrascolaires et plus généralement dans celui de la vie sociale afin que le breton demeure une « langue de vie ».
- L'évolution accélérée des technologies en diversifiant l'offre et en augmentant le nombre de médias d'information et de communication, permet désormais de nouvelles opportunités pour que le breton trouve une place plus importante au sein des programmes proposés.
- Les Universités bretonnes concernées souhaitent apporter leur concours au renouveau du breton en développant la connaissance et la recherche linguistiques à son sujet.

Les parties signataires entendent ainsi, par leurs engagements dans cette nouvelle convention, permettre au plus grand nombre de personnes qui le désirent, d'apprendre, d'écouter, de parler et de lire le breton.

Par ailleurs, dans le cadre des volets 2 et 3 de la présente convention, les parties signataires s'entendent pour favoriser l'expression gallèse qui partage, avec la langue bretonne, le patrimoine linguistique régional.

Vu le code de l'éducation, en particulier ses articles 312.10 et 312.11

Vu le contrat de projets 2007-2013, signé le 12 avril 2007 entre l'Etat et la Région Bretagne;

Vu la délibération du Conseil régional n° 04-... en date des ... décembre 2004 approuvant la politique linguistique du Conseil régional de Bretagne ;

Entre

L'Etat, représenté par le Préfet de Région, Monsieur Jean DAUBIGNY,

L'Académie de Rennes, représentée par le recteur d'académie, chancelier des Universités, Monsieur Alain MIOSSEC,

La Région Bretagne, représentée par Monsieur Jean-Yves LE DRIAN, Président du Conseil Régional,

Le Département du Finistère, représenté par Monsieur Pierre MAILLE, Président du Conseil général du Finistère,

Le Département du Morbihan, représenté par Monsieur Joseph-François KERGUERIS, Président du Conseil général du Morbihan,

Le Département des Côtes d'Armor, représenté par Monsieur Claudy LEBRETON, Président du Conseil général des Côtes-d'Armor,

Le Département de l'Ille et Vilaine, représenté par Monsieur Jean-Louis TOURENNE, Président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine,

L'Université de Rennes 2, représentée par son Président Monsieur Marc GONTARD

L'Université de Bretagne Occidentale, représentée par son Président, Monsieur Pascal OLIVARD

Il a été convenu ce qui suit :

Objectif 1 - Renforcer l'attractivité et développer l'enseignement bilingue français-breton

L'Etat, la Région et les Départements se fixent comme objectifs de promouvoir l'enseignement de la langue bretonne (enseignement bilingue français-breton et optionnel). Le renforcement de l'attractivité et le développement de l'enseignement reposent sur des orientations qui garantissent la qualité de l'enseignement, favorisent la lisibilité de l'offre, clarifient son évolution au regard d'objectifs partagés. Il est convenu, en termes de méthode, que ces différents aspects doivent faire l'objet d'une évaluation régulière et, qu'à ce titre, l'Etat et la région mettent en place un comité de suivi et intègrent à la présente convention des indicateurs de moyens et de résultats de nature à optimiser l'action commune liée à la mise en œuvre des objectifs.

Afin de mesurer la qualité de l'enseignement du breton, l'Etat s'engage, sur le fondement de programmes d'enseignement à mettre en place des tests de compétences en langues au format européen, tests qui permettront d'objectiver les compétences acquises (ou non acquises) des élèves dans ces filières. L'objectif est qu'en 2010, 80% des élèves de sections bilingues de CM2 obtiennent le niveau A2 et que 80% des élèves obtiennent le niveau B2 en fin de scolarité obligatoire et C1 en terminale.

S'agissant d'objectifs plus quantitatifs, la présente convention intègre l'objectif de voir plus de 20 000 élèves scolarisés sur l'ensemble des niveaux et filières, aux conditions ci après.

L'ACCUEIL DES ELEVES

Pourvoir les places vacantes

L'effort budgétaire très important consenti par l'académie de Rennes lors de la période récente doit se traduire par un accroissement de la scolarisation des élèves dans les cursus bilingues. Il est donc nécessaire de veiller à ce que le nombre de places vacantes dans les sections bilingues et dans les formations optionnelles se réduise. L'Etat, la Région et les Départements se fixent comme objectifs de pourvoir, au terme de la convention additionnelle, les places aujourd'hui disponibles soit 3000 places dans les sections bilingues et 5000 places dans l'enseignement optionnel.

Pour ce faire :

1. la politique des pôles qui permet de regrouper au moins deux écoles autour d'un collège et au moins deux collèges autour d'un lycée sera confortée. Le renforcement de l'attractivité des filières passe par la stabilisation des équipes pédagogiques en place et leur inscription dans la durée. L'attractivité de la filière est remplie lorsqu'un minimum de trois classes est atteint. Les familles, les élèves et les enseignants seront informés des possibilités et de l'intérêt de l'enseignement bilingue dans le cadre des parcours définis dans la carte des pôles.

Les collectivités locales et le rectorat mettront leurs supports à disposition de cette politique du bilinguisme :

- le site internet de l'Académie de Rennes (documents téléchargeables dont la carte des pôles et parcours bilingues)
- le site Nadoz (site d'information sur les métiers)
- les sites des collectivités territoriales.

L'ensemble de ces actions fera l'objet d'une campagne de promotion, menée tous les ans par l'Etat et la Région, en lien avec les départements, afin de faire connaître les possibilités d'enseignement bilingue français-breton.

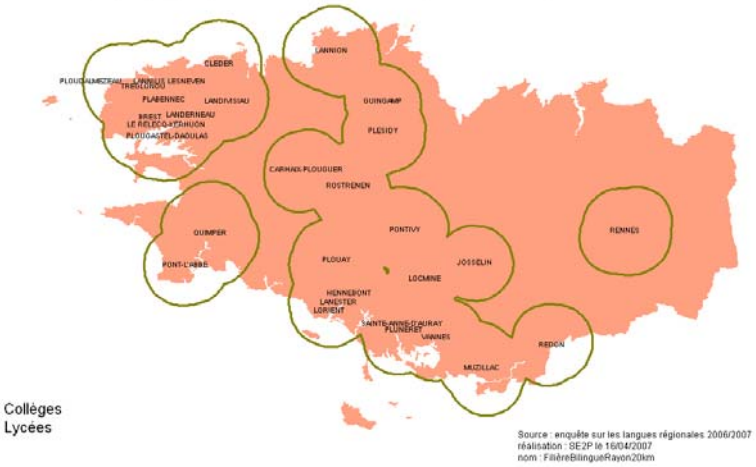
Ces campagnes informeront sur la carte de l'enseignement bilingue, les modalités de création des sites bilingues, les formations préparant à une carrière d'enseignant bilingue.

2. L'Etat affirme sa volonté de continuer à progresser dans la voie de la parité horaire. Pour y parvenir, la cohérence géographique des trois réseaux (enseignement public, enseignement catholique, Diwan) doit être recherchée tout particulièrement dans les zones les moins peuplées, l'objectif étant d'obtenir un nombre suffisant d'élèves par niveau pour permettre d'atteindre la parité horaire dans les disciplines enseignées en breton.

3. Pour faciliter la fréquentation des sections, les départements s'engagent, en lien avec la Région, à favoriser, pour autant que cela soit compatible avec l'économie générale des transports scolaires, l'organisation des transports scolaires en fonction de la carte des pôles d'enseignement bilingue telle qu'arrêté après avis du conseil académique des langues régionales (CALR) et du conseil académique de l'éducation nationale.

<u>L'accroissement des capacités d'accueil</u>

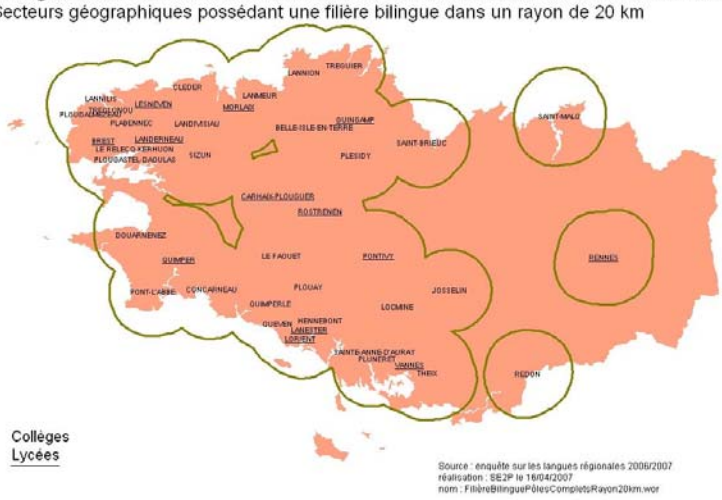
Enseignement du breton dans l'académie de RENNES - situation actuelle dans les 3 réseaux
Secteurs géographiques possédant une filière bilingue dans un rayon de 20 km



L'Etat s'engage sur la durée de la convention additionnelle à tout mettre en œuvre pour ouvrir les sites bilingues prévus mais non localisés dans la carte des pôles telle qu'elle figure en annexe. L'académie a pour objectifs de garantir la construction équilibrée et la bonne couverture de l'enseignement sur le territoire académique, en particulier sur la partie bretonnante (cf. cartes ci dessous).

Pour mener à bien le développement des sites, l'académie est susceptible de créer 105 emplois d'enseignant qui permettront d'ouvrir près de 3 000 places supplémentaire s'ajoutant aux places vacantes. Cet effort repose sur une démarche volontariste, l'Etat, la Région et les Départements tenant pour acquis la poursuite d'études en collèges et lycées des effectifs d'élèves aujourd'hui constatés dans les sections bilingues du premier degré.

Enseignement du breton dans l'académie de RENNES - situation à terme dans les 3 réseaux
Secteurs géographiques possédant une filière bilingue dans un rayon de 20 km



Cette politique s'accompagnera parallèlement d'une attention soutenue en faveur de l'ouverture de classes dans le primaire.

Dans le cadre de sa politique territoriale (contrat de Pays), le Conseil régional soutiendra les communes dans le financement de la construction de classes ou d'écoles bilingues.

<u>L'information-sensibilisation à la langue et à la culture bretonne</u>

Une attention particulière sera portée à la possibilité d'offrir une sensibilisation à la langue et à la culture bretonne dans l'enseignement, afin que les élèves puissent se familiariser avec le patrimoine régionale y compris en adaptant les outils pédagogiques nécessaires.

LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT

Comme indiqué en préambule, la qualité des enseignements conditionne pour une large partie l'attractivité des filières bilingues et enseignements optionnels. C'est pourquoi :

1. Des programmes d'enseignement de langue bretonne, pour toute la durée de la scolarité obligatoire seront arrêtés durant la période conventionnelle, afin de donner aux enseignants les repères pédagogiques et favoriser leur accompagnement et évaluation par les corps d'inspection.

2. Des tests d'évaluation de compétences seront élaborés et proposés aux élèves. Ils permettront de mesurer leurs compétences et faciliteront les démarches pédagogiques conduisant à des remédiations. L'académie prendra en charge le financement du dispositif.

3. L'augmentation du nombre de professeurs des écoles entraînera un renforcement de l'encadrement par la création à la rentrée 2008 d'un poste supplémentaire d'inspecteur de l'éducation nationale (IEN 1° degré) pour l'académie, d'un poste de conseiller pédagogique pour le département du Morbihan. Les deux autres départements disposent déjà de postes de conseillers pédagogiques (2 pour le Finistère et 1 pour les côtes d'Armor). Par ailleurs, les inspecteurs relevant des disciplines non linguistiques accompagneront les équipes de direction et les enseignants dans la mise en œuvre des programmes

4. L'académie veillera à la qualité des productions pédagogiques en langue bretonne. Depuis sa création en 1993, TES (Ti Embann ar Skolioù Brezhonek), centre d'éditions pédagogiques en langue bretonne fonctionnant dans le cadre du Centre régional de documentation pédagogique, produit des manuels scolaires pour l'enseignement bilingue. Placé sous la vigilance du « conseil d'édition » et du « conseil des sages » (conseil scientifique) chargés respectivement de fixer la ligne éditoriale et de veiller à la qualité linguistique de ses productions, il poursuivra cette mission de service public sous la responsabilité du directeur et du responsable d'édition. Le Centre régional de documentation pédagogique et les Centres départementaux de documentation pédagogique (CRDP et CDDP) continueront à assurer la promotion et la diffusion des productions de TES.

5. Afin de maintenir les professeurs des écoles de la filière bilingue, les néo-titulaires lauréats du concours de professeurs des écoles spécial « langue régionale » seront affectés prioritairement sur des classes bilingues pendant au moins cinq ans ; à défaut, ils ne pourront bénéficier que d'une affectation provisoire. Par ailleurs, une attention particulière sera portée au retour dans l'Académie des enseignants capables d'enseigner leur discipline en breton ou d'enseigner la langue bretonne lorsqu'ils en feront la demande, si le besoin est avéré et après avis conforme des corps d'inspection.

6. Les collectivités territoriales incluront dans leurs plans de formation des formations en langue bretonne pour leur personnel ATOS et ATSEM.

LE SUIVI ET L'EVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE

Il est créé un comité de suivi du volet 1 de la présente convention qui veille à la mise en œuvre adaptée de la politique des pôles et examine les demandes d'ouvertures de classes afin de permettre un déploiement harmonieux de l'enseignement bilingue.

Ce comité est composé de cinq représentants de l'Etat :

- le Préfet de la Région Bretagne,
- le Recteur de l'académie de Rennes,
- le Secrétaire général d'académie,
- un inspecteur d'académie - directeur des services départementaux de l'éducation nationale,
- l'Inspecteur d'académie inspecteur pédagogique régional des langues et culture régionales

Et de cinq représentants du Conseil régional et des conseils généraux :

- trois représentants du Conseil régional de Bretagne, dont le Président,
- deux Présidents de conseil général représentant les départements,

Le comité est co-présidé par le Recteur et le Président du Conseil Régional. Il se réunit au moins deux fois par an. Le secrétariat du comité est assuré par les services du Rectorat.

Objectif 2 - Développer l'usage de la langue bretonne dans la vie de tous les jours

Par delà les enjeux liés à l'acquisition et à la transmission de la langue bretonne, un environnement favorable doit être créé pour en permettre l'usage effectif. Cette langue n'est pas uniquement le témoin d'une histoire, elle doit vivre. Les compétences linguistiques acquises par les locuteurs doivent pouvoir être utilisé au quotidien.

La langue bretonne doit retrouver une place dans la société et être présente dans les divers champs de la vie publique et sociale en Bretagne. L'objectif est donc de créer les conditions favorables à l'utilisation de la langue et de faciliter l'extension de la pratique de la langue bretonne dans la vie de tous les jours.

LES ACTIVITES PERI SCOLAIRES

Soutenir la création de crèches et halte garderies en breton

Une attention toute particulière sera portée à la création d'environnement bretonnant pour les enfants avant leur scolarisation. Pour cela, l'association Divskouarn sera soutenue dans ses actions auprès des crèches et haltes-garderies (identification de la demande, soutien technique, mutualisation des expériences…).

Développer les activités de loisirs et de vacances pour les jeunes bretonnants

En complément de l'enseignement du et en breton, un soutien sera apporté dans le cadre des compétences de chaque signataire, aux activités de loisirs pour les enfants et adolescents. L'objectif est de leur permettre de pratiquer la langue bretonne hors contexte scolaire à travers des centres de loisirs, centres de vacances, séjours divers…

Dans le cadre de la première convention a pu être mis en place une filière de formation aux activités d'animateur de centre de vacances et de loisirs en breton, il conviendra donc de conforter cette filière à travers trois aspects :

- Poursuivre l'aide à la mise en place de stage de formation et à l'édition d'outils pédagogiques. La filière paraît désormais être installée : le Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centre de vacances et de loisirs – BAFA (Diplom Aotren war ar Buheziñ – DABU) est désormais stabilisé ; le Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centre de vacances et de loisirs – BAFD (Diplom Aotren war ar Renerezh – DARE) se met en place et des outils pédagogiques ont été créés ou sont en cours. Toutefois il semble nécessaire pour quelques années d'accompagner cette action dans la mesure où il convient de franchir un cap décisif qui sera le renouvellement de la première génération d'animateurs formés ; en effet la « durée de vie » d'un BAFA est au maximum de trois ans ; si le renouvellement s'opère convenablement à l'issue de la sortie de cette première vague de formation, on pourra dire que la filière est désormais inscrite dans la durée.
- Créer des centres de loisirs en breton. Il est nécessaire d'accélérer désormais la mise en place de structures de loisirs en breton ; actuellement on observe un accroissement de l'offre de séjours de vacances, sur des thèmes intéressant les jeunes ; mais il s'agit de stages ponctuels organisés surtout l'été ; l'enracinement de la langue dans le quotidien devra passer par une prolongation de l'immersion après l'école à travers une offre de loisirs tout au long de l'année en breton. Il s'agit aussi de promouvoir chez ces enfants l'idée que le breton n'est pas que la langue de l'école, mais aussi celle du jeu. Il convient donc de promouvoir les modes de garde et les centres de loisirs sans hébergement en breton, se déroulant après l'école, les mercredi et samedi et pendant les petites vacances. Des aides incitatives à la création de ces structures seront mises en place par les services de la Jeunesse et des Sports.
- Professionnaliser la filière. Nous constatons aujourd'hui un manque de professionnels de l'animation bretonnants. L'objectif est donc de former en breton des animateurs professionnels spécialisés qui pourraient travailler pour des organisations de loisirs ou des collectivités locales, là où il y a beaucoup d'enfants scolarisés dans les filières bilingues. Une réflexion sera menée sur la mise en place de formation aux brevets professionnels polyvalents.
- Activités sportives. Les services de la Jeunesse et des Sports soutiendront la mise en place d'activité sportive en breton. La première expérimentation portera sur les activités liées à la mer. Le but est de permettre le regroupement de jeunes pratiquants sous un encadrement en langue bretonne ; cet encadrement se déplacerait en se servant des clubs comme support de la pratique.

Favoriser la transmission de la langue entre génération

Comme les autres langues vivantes, le breton est une langue de communication qui ne saurait espérer se développer sans un contact étroit entre les apprenants et les bretonnants de naissance. Des efforts doivent être

entrepris pour mettre, aussi souvent que possible, les élèves des classes bilingues en relation avec les bretonnants qui pratiquent la langue au quotidien.

Des opérations comme « Klaskerien ha treizherien soñjoù » (Quêteurs de mémoire), initiée par le Conseil Général du Finistère avec l'appui de l'inspection pédagogique de langue régionale, seront encouragées. Leur extension à d'autres départements est souhaitable.

LA PRESENCE DE LA LANGUE DANS L'ESPACE PUBLIC

Soutenir l'édition en langue bretonne

L'offre éditoriale en langue bretonne s'est développée ces dernières années grâce aux moyens mis en œuvre par l'Etat et par le Conseil régional de Bretagne. Les interventions dans ce domaine se poursuivront. Les maisons d'édition et les librairies pourront être accompagnées dans leurs projets de modernisation.

Le Conseil Régional et l'Etat développeront des missions de conseil, de mise à disposition de ressources, de structuration pour l'ensemble des acteurs de la chaîne du livre, incluant ceux qui sont investis dans la langue bretonne, au travers de la création de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « Livre et lecture en Bretagne » (constitué à partir du Centre régional du livre et de l'Agence de coopération des bibliothèques de Bretagne).

Les classes bilingues seront invitées à participer à la semaine de la presse et des médias à l'école organisée par les services du Rectorat en liaison avec l'Agence France Presse et la presse régionale. L'écriture pour la jeunesse sera renforcée notamment au travers de concours « Priz ar Yaouankiz », « Priz ar vugale » et avec l'aide de la Région et de la Direction Départementale Jeunesse et Sport.

Développer l'usage des langues régionales dans le spectacle vivant

L'expression artistique en langue bretonne doit se développer et se diversifier. Le Conseil Régional poursuivra son soutien dans ce domaine et notamment la mise en réseau des troupes de théâtre (C'hoariva) et des chorales (Kanomp Breizh).

La Direction régionale des affaires culturelles étudiera, dans le cadre des dispositifs existants, les demandes d'aide à la création professionnelle en langue bretonne et gallèse.

Développer l'usage des langues régionales dans les médias (offre radiophonique, expression audiovisuelle et doublage, diffusion en langues régionales sur les chaînes publiques locales et nationales)

L'offre radiophonique

La diffusion de la langue bretonne à travers les médias sera encouragée. Les radios bretonnantes et bilingues seront soutenues dans leur fonctionnement, dans la mutualisation de leurs programmes et dès l'obtention de fréquence. L'objectif est de développer l'offre radiophonique, tant au niveau quantitatif (nombre d'heures de programme en langue bretonne) qu'au niveau de la qualité des émissions.

L'émergence de radios gallésantes et de programmes en gallo sera encouragée.

La production audiovisuelle et le doublage

Dans le cadre de la Convention de développement cinématographique et audiovisuel entre l'Etat (le Centre National de la Cinématographie – DRAC Bretagne) et la Région Bretagne, il est précisé que la Région accorde une attention particulière aux projets en langue bretonnes et gallèse. Ces projets peuvent être soutenus au titre du Fonds d'Aide à la Création Cinématographique et Audiovisuelle (FACCA).

Par ailleurs, un Fonds d'Aide à l'expression audiovisuelle en Langue Bretonne (FALB) a été mis en place au sein du Conseil régional de Bretagne. Il est destiné à promouvoir et à favoriser le développement de programmes audiovisuels en langue bretonne non éligibles au FACCA. Par ailleurs, le FALB permet également de soutenir la réalisation d'une version doublée en langue bretonne d'œuvres préexistantes.

La diffusion en langues régionales sur les chaînes publiques locales

Sous l'autorité du Préfet de région, le pôle « culture » des services de l'Etat en région associera France 3 Ouest et soutiendra ses initiatives au service des objectifs de la présente convention. Il organisera notamment, lors de ses réunions régulières, la coordination des projets des différents services et établissements publics associés au pôle avec ceux de France 3 Ouest.

Dans le respect du cahier des charges des chaînes, les partenariats permettant de compléter l'offre de diffusion en langue bretonne seront également recherchés et ouverts à des services nouveaux comme, par exemple, le sous-titrage en breton des émissions d'information ou les programmes d'aide à l'apprentissage de la langue.

Développer l'usage des langues régionales dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication

Le développement de la présence de la langue bretonne dans les outils informatiques et dans le réseau des nouvelles technologies de l'information et de la communication contribue à assurer un avenir à la langue. Pour cela les initiatives novatrices seront étudiées avec intérêt et pourront bénéficier d'une aide des collectivités, selon leurs propres critères.

Le Conseil régional mettra en place un portail d'où seront accessibles toutes les émissions produites en langues bretonnes.

Mettre en place une stratégie globale de développement de l'enseignement du breton aux adultes

L'enseignement du breton pour les adultes doit se développer, que se soit dans le cadre de formation professionnelle ou de formation personnelle. Les projets allant dans ce sens seront encouragés. La coordination des structures de formation existantes, à travers l'association Deskiñ d'An Oadourien, sera renforcée. Les actions pourront porter sur :

- La professionnalisation de la formation linguistique des adultes (développer la formation pédagogique des formateurs)
- L'identification des métiers et des secteurs pour lesquels la langue bretonne est un atout et le développement des formations adéquates (service à la personne, métiers de la petite enfance, audiovisuel…)
- La formation en langue bretonne des animateurs sportifs et culturels pour élargir l'offre d'activités périscolaires en breton.

Développer l'apprentissage du breton au sein des institutions publiques et renforcer les outils permettant plus de breton dans les services publics

La langue bretonne est déjà présente dans le Plan d'Action Stratégique de l'Etat en Région (PASER). Celui-ci vise à valoriser le patrimoine breton à travers la langue et développe des actions de promotion des modes d'expression et de diffusion de la culture bretonne. La préfecture de région a notamment pris l'initiative de proposer, aux agents de l'Etat qui le souhaitent, des formations à l'histoire, la géopolitique et la culture bretonnes, avec le concours des universités.

D'autre part, de nombreux services publics se sont engagés, depuis plusieurs années, dans un processus d'amélioration de la qualité de leur accueil. A l'initiative de l'Etat, la charte « Marianne » engageant explicitement les administrations sur la qualité de leur accueil du public (réponses aux courriers, aux appels téléphoniques, …) va évoluer progressivement vers un label de référence dont la certification sera garantie par un organisme indépendant. A cette occasion, les services publics seront encouragés, sans attendre, à décliner en breton les engagements pris.

La politique des transports du conseil régional prend en compte les questions linguistiques ; ainsi pour le pelliculage des TER un logo de l'institution régionale sur deux sera en version bretonne. De plus, dans les programmes de rénovation des gares, il sera systématiquement demandé aux communes concernées si elles souhaitent une signalétique en breton.

Encourager le jalonnement bilingue

De nombreuses collectivités se sont engagées dans l'implantation de signalisations bilingues. Ces actions, qui contribuent à offrir aux bretons un environnement visuel bilingue, doivent se développer. Les pays qui le souhaitent peuvent développer ce type d'actions dans le cadre du volet 3 des contrats de Pays avec la Région.

L'OFFICE DE LA LANGUE BRETONNE

Lors de l'adoption de la Charte culturelle de 1977 « destinées à favoriser le maintien des cultures bretonnes sous toutes ses formes », des structures culturelles ont été mises en place incluant la question de la langue bretonne. L'évolution de ces outils a conduit la création de l'association Office de la langue bretonne, en 1999, le besoin s'étant fait sentir de dédier un outil spécifique à la langue bretonne.

Aujourd'hui, L'Etat, la région et les départements souhaitent confirmer cette évolution et créer un véritable outil au service de la politique linguistique bretonne. Pour cela ils envisagent de donner à l'Office le statut

d'Etablissement Public de Coopération Culturelle. Ses missions consacrées à faciliter le développement du breton dans la vie publique, devrait également contribuer aux campagnes de sensibilisation pour l'apprentissage de la langue et au recueil d'informations statistiques permettant d'améliorer les connaissances sur l'évolution de la langue dans la société.

Objectif 3 – La recherche, l'enseignement supérieur et la politique patrimoniale dans le domaine linguistique

Le développement de la pratique de la langue bretonne exige un adossement à une recherche et un enseignement supérieur de haut niveau aujourd'hui portés par les Universités de Rennes 2 et de Bretagne Occidentale. Les perspectives d'extension de l'enseignement bilingue et immersif dans le primaire et le secondaire supposent désormais l'accroissement du nombre d'enseignants capables d'enseigner cette langue et dans cette langue. Par conséquent, un effort volontariste doit être fait par ces deux Universités pour élargir le vivier de candidats susceptibles de s'engager vers ce métier. C'est pour soutenir le développement de l'enseignement bilingue et immersif que les partenaires s'engagent sur des actions concrètes.

Aujourd'hui, la langue bretonne est présente à l'Université, tant dans le domaine de l'enseignement supérieur que dans celui de la recherche. Des cursus complets, de la licence à la thèse, existent à l'Université de Rennes 2 et à l'Université de Bretagne Occidentale (UBO). Ces formations seront améliorées pour répondre au mieux aux besoins des étudiants et seront professionnalisées pour être en adéquation avec le marché du travail bilingue.

La recherche dans le domaine linguistique sera renforcée à travers la nouvelle configuration du CRBC (Centre de Recherche Bretonne et Celtique), qui regroupera dès le 1er janvier 2008 les centres d'études et de recherche de l'Université de Bretagne Occidentale et de l'Université de Rennes 2. L'approche scientifique permettra de développer les outils dont la langue a besoin, et mieux connaître l'environnement sociolinguistique dans lequel elle évolue, ainsi que les phénomènes psychosociolinguistiques qui conditionnent les pratiques des individus.

Les dispositions prévues dans cette convention respectent les principes du service public de l'enseignement supérieur, notamment l'autonomie des universités. Le cas échéant, les procédures nationales d'expertise en vigueur s'appliqueront.

La recherche et l'enseignement universitaire

La formation initiale et continue

Langue bretonne

Les cursus en langue bretonne mis en place par les Universités de Rennes et de Bretagne Occidentale depuis de nombreuses années, permettent aux étudiants de préparer une carrière professionnelle en lien avec le breton. Les débouchés sont divers : enseignant, formateur, traducteur, chargé de développement associatif, animateur culturel (patrimoine, tourisme), animateur TV ou radio, métiers de l'édition, service à la personne…

Un effort sera fait pour rendre ces cursus plus attractifs et pour communiquer davantage sur le marché du travail bilingue. Les Universités bretonnes, en accord avec le Ministère, signataires s'engagent à maintenir au minimum leur potentiel d'emplois d'enseignants-chercheurs dédiés à la langue et à la civilisation bretonne et celtique.

La Région apportera son soutien aux Universités de Rennes 2 et de Bretagne Occidentale dans leurs actions de renforcement des formations en langue bretonne pour les étudiants qui s'orientent vers une carrière d'enseignant, afin de mettre en adéquation les filières universitaires, y compris non linguistiques, avec les concours langues régionales du premier et second degré.

Chez les étudiants inscrits en licence de breton les Universités doivent faire face à des niveaux de breton très hétérogènes. Pour que l'apprentissage de cette langue se fasse le plus rapidement possible, un renforcement des heures d'enseignement de breton sera proposé aux étudiants.

Le travail fait par ces deux Universités ainsi que les outils développés pourront être accessibles aux étudiants de breton des autres universités (formation initiale, continue et à distance) notamment au travers du Campus Numérique de Bretagne (CNB).

En complément, des modules transversaux « langue bretonne, langue d'enseignement» seront mis en place par les Universités bretonnes signataires. De nombreux étudiants, issus des filières d'enseignement bilingue ou immersif, font le choix de s'orienter vers d'autres cursus universitaires. L'objectif est de proposer à ces jeunes

bretonnants une Unité d'Enseignement « langue bretonne » ou « préparation aux concours bilingues » qui serait accessible depuis les différents UFR de l'Université et intégrée dans leur cursus principal.

Enfin, des stages intensifs d'une semaine ou de quinze jours sont proposés par les Universités en fin ou en début d'année scolaire pour les étudiants souhaitant approfondir leurs connaissances dans le domaine de la langue bretonne et des civilisations bretonnes et celtiques.

Ces trois actions : renforcement de l'enseignement de breton, modules transversaux et stages intensifs visent à favoriser la constitution d'un vivier de candidats susceptibles de se présenter aux différents concours de l'enseignement bilingue. Ces programmes d'actions seront détaillés dans des conventions spécifiques liant Universités et Région.

L'IUFM de Bretagne a mis en place depuis 2002 un Centre de Formation aux Enseignements en Breton (CFEB) dont le but est de développer la formation des enseignants de et en breton. Le rôle spécifique du CFEB fera l'objet d'une attention particulière, avec les universités concernées.

Langue et culture gallèses

Un enseignement de langue et de culture gallèses était dans le passé soutenu par l'Université de Rennes 2 Haute Bretagne mais faute de moyens cet enseignement a fermé.

Aujourd'hui, l'Université de Rennes 2, avec l'aide de la Région, s'engage à mettre en place un programme d'actions de formation en langue et culture gallèses dès la rentrée 2008-2009, qui prendra la forme d'une « Unité d'Enseignement de Langue ». L'objectif est de permettre aux étudiants l'apprentissage effectif de la langue gallèse pour atteindre un niveau de communication orale performant.

La recherche

La nouvelle configuration du Centre de Recherche Bretonne et Celtique (CRBC) va permettre de renforcer la recherche dans le domaine linguistique au travers d'une équipe de recherche unifiée et pluridisciplinaire. La Région confirme son soutien à cette initiative et sera attentive au maintien de ce potentiel de recherche qui aura toute sa place au sein de la MSH (Maison des Sciences de l'Homme).

La langue bretonne a besoin d'une approche scientifique solide pour consolider son statut et son image dans la société bretonne. La Région poursuivra sa participation au financement d'allocations doctorales et de programmes de recherche en accordant une attention particulière au domaine des langues et des pratiques linguistiques bretonnes dans le cadre de ses procédures générales d'expertise des dossiers.

Par ailleurs, pour conforter leurs places à l'échelle nationale et internationale, les Universités organiseront des séminaires en lien avec la langue et la culture bretonnes.

Le bilinguisme au sein des Universités

Pour faire vivre la langue bretonne au quotidien, les Universités s'engagent à développer le bilinguisme dans leurs établissements : signalétique extérieure et intérieure, site Internet, outils de communication interne et externe…

Collectage et base numérique du patrimoine de Bretagne

Depuis les années 1980, les réseaux associatifs et les chercheurs se sont mobilisés pour recenser, conserver, valoriser la mémoire orale de la Bretagne. L'association Dastum a pu ainsi regrouper, traiter et mettre en ligne des milliers de témoignages et références dans les domaines de la musique, du chant, du conte qui témoignent d'une ressource patrimoniale d'intérêt général, liée souvent à la langue bretonne.

Par ailleurs, l'Institut National Audiovisuel (INA-Atlantique), la cinémathèque de Bretagne et DASTUM disposent d'archives sonores, cinématographiques et audiovisuelles en breton qu'ils ont entrepris de conserver et mettre à disposition du public sur support numérique. Certains services d'archives départementales et municipales ainsi que des bibliothèques publiques détiennent également des fonds en breton.

Le Centre de Recherche Breton et Celtique (CRBC) dispose d'un important fonds documentaire écrit et sonore. Aujourd'hui, le fonds sonore est totalement inexploité. Le CRBC souhaite trouver le support le plus approprié pour pouvoir partager ce patrimoine avec la génération actuelle et le transmettre à celles à venir.

En effet, l'enjeu des prochaines années, dans le prolongement des efforts déjà accomplis, sera tout en poursuivant la numérisation du patrimoine oral, de parvenir à transmettre ce patrimoine via des supports pédagogiques divers et notamment via un volet de la bibliothèque numérique du patrimoine de Bretagne.

L'Etat et le Conseil régional soutiendront les travaux de constitution d'une telle base numérique.

Un groupe d'experts chargé de déterminer les actions à privilégier pour conserver et valoriser le patrimoine oral en langue bretonne sera mis en place.

Dispositif de suivi et d'évaluation de la convention

La mise en œuvre de la convention fera l'objet d'un suivi d'exécution et d'une évaluation qui visera à apprécier la pertinence, la cohérence et l'efficacité des moyens mis en œuvre par les parties signataires en comparant les résultats obtenus aux objectifs fixés.

Pour les volets 1 et 2, les parties signataires s'engagent à produire tous les éléments attestant de l'exécution de la présente convention, pour consolidation, au SGAR, au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

L'exécution du volet 3 est de la responsabilité de l'Etat (DRAC), du Conseil régional et des universités signataires qui s'engagent à produire les mêmes éléments directement au SGAR.

Le comité institué pour le suivi et l'évaluation du Contrat de Projets Etat-Région, coprésidé par le Préfet de région et le Président du Conseil régional, sera tenu informé de la mise en œuvre globale des dispositions de la présente convention.

S'agissant de l'action éducatrice, le suivi de la convention sera assuré par le comité institué à l'article 1.3 de la présente convention.

Les résultats de l'évaluation seront mis à profit pour éclairer le suivi de la convention à mi-parcours et la révision de la convention, le cas échéant.

V Données sources des indicateurs

Indicateur 1 : évolution du nombre de brittophones < 18 ans selon le département entre 1999 et 2010

	1999	%par département	2010	%par département
Côtes-d'Armor	1065	1,00%	2 176	2,00%
Finistère	2 567	1,50%	6 056	3,70%
Ille-et-Vilaine	331	0,20%	970	0,50%
Loire-Atlantique	208	0,10%	515	0,20%
Morbihan	1502	1,20%	3 728	2,70%
Bretagne	**5 673**	**0,70%**	**13 445**	**1,60%**

Source : Office public de la Langue bretonne – Observatoire des usages linguistiques

Indicateur 2 : nombre de communes ayant adopté la Charte "Ya d'ar Brezhoneg"

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Niveau 1	10	27	34	48	63	71	73
Niveau 2	12	16	24	36	50	59	64
Niveau 3	1	4	6	6	6	7	9
Niveau 4				1	1	1	1
Total	**23**	**47**	**64**	**91**	**120**	**138**	**147**

Source : Office public de la Langue bretonne – Observatoire des usages linguistiques

Indicateur 3 : nombre d'élèves scolarisés dans les filières bilingues

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Diwan	2 880	2 926	2 967	3 030	3 167	3 318	3 481
Taux de croissance de Diwan	1,95%	1,60%	1,40%	2,12%	4,52%	4,77%	4,91%
Bilingue public	3 880	4 266	4 637	5 016	5 424	5 606	5 919
Taux de croissance du bilingue public	9,33%	9,95%	8,70%	8,17%	8,13%	3,36%	5,58%
Bilingue privé catholique	3 649	3 883	4 136	4 241	4 444	4 521	4 682
Tx crois. du bilingue privé catholique	11,08%	6,41%	6,52%	2,54%	4,79%	1,73%	3,56%
Nombre total d'élèves	**10 409**	**11 075**	**11 740**	**12 287**	**13 035**	**13 445**	**14 082**
Taux de croissance total	**7,76%**	**6,40%**	**6,00%**	**4,66%**	**6,09%**	**3,15%**	**4,74%**

Source : Office public de la Langue bretonne – Observatoire des usages linguistiques

Indicateur 4 : aides régionales à l'enseignement bilingue

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Montant total des aides à l'enseignement bilingue	953 400 €	1058 728 €	1090 846 €	1216 826 €	1386 506 €	1537 821€	1752 793 €

Source : Région Bretagne – DFIN/SLAB

Indicateur 5 : nombre de candidats admis aux concours PE & PLC, spécialité langue régionale

Professeurs des écoles	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Primaire public	29	22	16	14	15	21	7
Primaire privé catholique		7	10	13	8	3	5
Primaire Diwan	8	3	6	7	5	3	3
Total des admis	**37**	**32**	**32**	**34**	**28**	**27**	**15**
Places non pourvues	1	8	17	2	12	11	10
Professeurs des lycées et collèges	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CAPES	2	2	2	2	2	2	2
CAFEP (les lauréats ont le choix entre le privé catholique et Diwan)	2	2	1	1	1	2	3
Total des admis	**4**	**4**	**3**	**3**	**3**	**4**	**5**
Places non pourvues	0	0	3	0	0	2	0
Nombre total de candidats admis	41	36	35	37	31	31	20

Source : Rectorat de l'Académie de Rennes

Indicateur 6 : nombre de bénéficiaires des dispositifs KSDS et Skoazell par an

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre de bénéficiaires de KSDS	66	49	52	51	27	18	43
Nombre de bénéficiaires de Skoazell en M1					31	42	42

Source : Région Bretagne – DFIN/SLAB

Indicateur 7 : nombre d'adultes suivant une formation au breton

	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Apprenants en cours du soir	3 204	3 030	3 004	3 173	3 316	3 329	NR
Apprenants sur le lieu de travail				232	236	194	NR
Apprenants en cours du soir ou sur le lieu de travail	**3 204**	**3 030**	**3 004**	**3 405**	**3 552**	**3 523**	**NR**
Nombre de stagiaires en stage 6 ou 3 mois (dont préformation Kelenn)	109	138	131	153	157	171	NR
Nombre de stagiaires (stages courts)	1000	1109	1015	978	973	NR	NR
** dont stagiaires week-end*	*389*	*462*	*412*	*480*	*449*	*NR*	*NR*
** dont stagiaires une semaine*	*611*	*647*	*603*	*498*	*524*	*NR*	*NR*
Total des stagiaires (stages courts et longs)	**1 109**	**1 247**	**1 146**	**1 131**	**1 130**	**NR**	**NR**
Total	**4 313**	**4 277**	**4 150**	**4 536**	**4 682**	**NR**	**NR**

Source : Office public de la Langue bretonne – Observatoire des usages linguistiques

Indicateur 8 : nombre de places de stages longs (6 mois) et de formation supérieure (3 mois) financées par la Région

	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Nombre de stagiaires en stage 6 ou 3 mois (dont préformation Kelenn)	109	138	131	153	157	171	NR
dont places de stages 6 mois ou 3 mois financées par la Région		89	117	115	125	156	223

Sources : Office public de la Langue bretonne – Observatoire des usages linguistiques & Région Bretagne – DFIN/SLAB

Indicateur 9 : nombre de journées d'activités en breton ou gallo pour enfants

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre de journées d'activités en breton ou gallo pour enfants	2 439	2 968	3 773	3 987	4 630	4 525	4 412

Source : UBAPAR

Indicateur 10 : aides régionales à la production et la diffusion audiovisuelles et radiophoniques

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Montant total des aides à la diffusion audiovisuelle	256 290 €	244 168 €	341291€	499 717 €	359 784 €	374 500 €	377 500 €
Montant de l'aide à la production audiovisuelle et au doublage (FALB)	255 985 €	492 221€	500 000 €	499 683 €	568 032 €	459 264 €	588 265 €
Montant de l'aide production / développement / écriture (FACCA)	61000 €	13 000 €	3 000 €	30 000 €	26 000 €	37 000 €	81000 €
Nombre d'aides (FALB)	NR	11	15	14	15	14	18
Nombre d'aides (FACCA)	3	1	1	2	1	4	4
Production soutenue par le FALB et le FACCA (en heures)	NR	47h15	55h07	48h05	45h37	38h16	51h32
Doublage soutenu par le FALB (en heures)	NR	30h20	20h32	17h10	18h40	29h00	27h37
Montant total de l'aide à la production audiovisuelle	316 985 €	505 221€	503 000 €	529 683 €	594 032 €	496 264 €	669 265 €
Montant total des aides à la production et diffusion audiovisuelles	736 389 €	736 389 €	841291€	1029 400 €	953 816 €	870 764 €	1046 765 €
Montant total des aides à la production et diffusion radiophoniques	350 754 €	391870 €	345 502 €	426 950 €	442 000 €	477 000 €	494 000 €

Source : Région Bretagne – DFIN/SLAB & DC/SIMAG

Indicateur 11 : nombre de spectateurs de la tournée de films d'animation doublés en breton

	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Nombre de spectateurs	3 097	5 257	6 505	6 520	7 736	8 228	8 705
Nombre d'établissements scolaires touchés	NR	97	121	120	149	151	154
Nombre de lieux de projection	27	41	45	49	61	67	69

Source : Daoulagad Breizh

Indicateur 12 : nombre d'ouvrages édités en breton et en gallo soutenus par la Région

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Montant total des aides à l'édition			77 513 €	54 069 €	40 751 €	41 813 €	37 041 €
Nombre d'ouvrages soutenus par la Région			72	44	62	72	82
Taux d'ouvrages uniquement en breton ou en gallo			79%	82%	71%	86%	78%
Ensemble des titre édités en langue bretonne				98	82	105	NR
Ouvrages uniquement en breton ou gallo			57	36	44	62	64
Ouvrages bilingues br/fr ou gallo/fr, dont dictionnaires			15	8	18	10	18

Source : Région Bretagne – DFIN/SLAB & Office public de la Langue bretonne – Observatoire des usages linguistiques

Indicateur 13 : nombre d'agents de la Région suivant des cours de breton

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Formation sur le lieu de travail				23	23	31	32
Formation personnelle aidée par la Région	1	3	2	1			

Source : Région Bretagne – DRH/SERSOF

Budget récapitulatif de la politique linguistique (consolidé, en euros)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	***Transmettre les langues de Bretagne***	**2 341 675**	**2 454 287**	**2 404 697**	**2 799 051**	**2 983 640**	**3 492 569**	**3 815 698**
1-1	*Développer l'enseignement bilingue initial*	1854 146	1848 333	1716 190	1996 985	2 187 640	2 423 699	2 559 695
1-2	*Développer la formation pour adultes*	487 529	600 954	667 257	782 941	790 000	996 870	1227 953
1-3	*Favoriser la transmission familiale*		5 000	21250	19 125	6 000	72 000	28 050
2	***Développer la présence des langues de B. dans la vie sociale, culturelle et publique***	**2 316 775**	**3 110 429**	**3 634 494**	**3 940 802**	**3 215 469**	**3 392 258**	**3 688 554**
2-1	*Appuyer la sensibilisation, la connaissance et la diffusion linguistique*	876 036	1071450	1418 277	1423 596	953 704	1048 941	1168 192
2-2	*Assurer une présence territoriale des langues de Bretagne*	316 315	349 089	515 787	426 164	451559	493 687	504 081
2-3	*Intensifier la présence des langues de Bretagne dans les médias*	607 044	1128 259	1186 793	1426 350	1375 954	1310 764	1459 765
2-4	*Développer l'édition*	334 255	370 131	331531	380 109	226 752	312 704	318 403
2-5	*Encourager les pratiques culturelles*	183 125	191500	182 106	284 583	207 500	226 162	238 114
3	***Développer la place des langues de B. dans le fonct. et les pol. de la Région***		**1 359**	**13 204**	**93 715**	**15 089**	**15 510**	**11 273**
	TOTAL	**4 658 450**	**5 566 075**	**6 052 395**	**6 833 568**	**6 214 198**	**6 900 337**	**7 515 525**

Source : Région Bretagne – DFIN/SLAB

Ur politikerezh yezh evit Breizh

Danevell neveziñ

Meurzh 2012

Taolenn 3
Digoradur 4
Ur politikerezh yezh kentañ evit ar Rannvro e 2004 ..... *4*
Yezhoù Breizh e 2011 ..... *5*
Diazezoù ar politikerezh yezh *7*
Palioù hag ahelioù ar politikerezh yezh *9*
1 > Aozioù diorren yezhoù Breizh 11
I Ret eo kaout ur framm gwirel 11
I.1 Anzavadur keñveriek ar yezhoù rannvroel er Vonreizh *11*
I.2 Lakaat peurwiriekaat Karta Europa ha votiñ ul lezenn evit ar yezhoù rannvroel *11*
I.3 Ober diouzh ma vo roet ar gwir da arnodiñ war dachenn ar politikerezh yezh *15*
II Ur gouarnerezh evit yezhoù Breizh 16
II.1 Ofis publik ar brezhoneg, ur benveg evit lakaat ar politikerezhioù yezh da dalvezout *16*
II.2 Kevelerezh etre tudelezhioù publik *19*
2 > Politikerezh ar Rannvro evit diorren yezhoù Breizh 21
I Treuzkas yezhoù Breizh 21
I.1 Reiñ lañs d'ar c'helenn divyezhek *21*
I.2 Reiñ lañs da stummerezh an oadourien *39*
I.3 Broudañ an treuzkas er familhoù hag a-raok mont d'ar skol *47*
II Diorren plas yezhoù Breizh er vuhez sokial, sevenadurel ha foran 49
II.1 Sikour dedennañ an dud gant ar yezh, anavezout, skignañ hag implijout anezhi *49*
II.2 Lakaat yezhoù Breizh da vezañ pep lec'h e tiriadoù Breizh *52*
II.3 Stankaat plas yezhoù Breizh er mediaoù *54*
II.4 Diorren an embann *60*
II.5 Broudañ an obererezhioù sevenadurel *63*
III Diorren plas yezhoù Breizh en ensavadur-rannvro 65
III.1 Kreñvaat plas ar yezhoù e mont en-dro ar Rannvro *66*
III.2 Kemer ar yezhoù e kont e politikerezhioù ar Rannvro *68*
IV Bilañs an araezioù lakaet evit politikerezh yezh ar Rannvro 69
3 > Stagadennoù 70
I Roll ha kefridioù Ofis publik ar brezhoneg 70
II Karta implij yezhoù Breizh e mont en-dro ha politikerezhioù ar Rannvro 73
III Enskrivadur ar politikerezh yezh en Agenda 21 ar Rannvro 75
IV Kendivizad stag ouzh KRSR 2007-2013 78
V Roadennoù tarzh an titourennoù 88

Ur politikerezh yezh kentañ evit ar Rannvro e 2004

N'eo ket un dra nevez gwelet ar gevredigezh keododel o lakaat he nerzh da gas ar brezhoneg war-raok : adalek fin an XIXvet kantved dija e oa bet tud o sevel o mouezh evit goulenn ma vefe kemeret diarbennoù da reiñ lañs da gelennerezh ar brezhoneg ha goulenn ma vefe anavezet ar yezh er vuhez foran. Oberoù ar c'hevredigezhioù n'o deus graet nemet kreskiñ e-kerzh an XXvet kantved. Anzavet e oa bet ar brezhoneg evit ar wech kentañ e 1951 pa oa bet votet al lezenn Deixonne a roe an aotre da gelenn, en un doare diret, yezhoù rannvroel zo, ar brezhoneg en o mesk, ha goude se e 1977 gant ar Garta Sevenadurel a anzave *« personelezh sevenadurel »* Breizh en ur reiñ an tu d'ar rannvro da lakaat he binvioù dezhi da dalvezout. Adalek ar penn kentañ en deus dalc'het kont ar C'huzul-rannvro eus ezhommoù bed ar c'hevredigezhioù hag aet eo a-du gant lod eus o arc'hadurioù.

A-unvouezh e oa bet votet he politikerezh yezh gant ar Rannvro e miz Kerzu 2004, ar pezh a ziskoueze he doa komprenet an ensavadur e oa mall bras lakaat binvioù nevez hag uhelek da dalvezout evit delc'her bev ar brezhoneg hag ar gallaoueg, hag i lakaet o-div da yezhoù *« en arvar bras da vont da get »* gant an UNESCO diwar stadañ e varv tost da 10 000 brezhoneger bep bloaz ha ne vez ket desket an div yezh-se d'an eil remziad digant egile.

Gant ar politikerezh nevez-se e lavare ar Rannvro, *« evit ma c'hallo yezh ha sevenadur Breizh padout »*, mont war-zu pevar fal displeget dre ar munud er politikerezh yezh. Gant ar pevar fal-se e vez lakaet pennaennoù ha diferadurioù pleustrek Karta Europa ar yezhoù rannvro pe bihanniver da dalvezout[1] :

- *« Reiñ an tu da zelc'her brezhoneg ar bobl ha da gas anezhañ pelloc'h, da lavaret eo klask stabilaat niver ar yezherien ;*
- *Reiñ tro d'an holl Vreizhiz a fell dezho en ober, da zeskiñ, da selaou, da gomz ha da lenn brezhoneg ;*
- *Ober ma vo brezhoneg war tachennoù liesseurt ar vuhez sokial e Breizh. Anv zo amañ eta da gas an divyezhegezh war-raok ;*
- *Reiñ an tu da anavezout ar gallaoueg, broudañ an deskiñ anezhañ ha harpañ an ober gantañ. »*

A-raok lavaret se ec'h embanne ar Rannvro « *[ez eus] meur a yezh e Breizh, a-gozh, ha war gement-se eo diazezet identelezh ar vro* » hag anzav a rae *« end-ofisiel, e-kichen ar galleg, ar brezhoneg hag ar gallaoueg evel yezhoù Breizh »*. Bezañ anzavet yezhoù Breizh, end-ofisiel hag a-unvouezh, zo bet un dra a bouez a-fet politikerezh : degemeret mat eo bet, koulz gant poblañs Breizh ha gant ar re a labour evit kas ar brezhoneg hag ar gallaoueg war-raok ; evit an dud-se e oa da neuze kement hag ar bazenn gentañ war-zu an digoll istorel eus ar politikerezhioù a oa bet kaset da benn e-pad kantvedoù evit disteraat ar yezhoù-se, pe lakaat anezho da vont da get zoken.

Gant ar politikerezh nevez-se lakaet e pleustr ez eus bet gallet frammañ gwelloc'h obererezhioù ar Rannvro evit harpañ ar yezhoù, pe e vefe ar sikour d'an dud a zo war an dachenn pe an darempredoù gant ar strollegezhioù all hag ar servijoù eus ar Stad a zo karget eus ar pezh a sell ouzh ar yezhoù – Rektorelezh Akademiezh Roazhon, da skouer, da-geñver ar c'hendiviz war ar stagadenn d'ar gevrat raktresoù Stad-Rannvro 2007-2013[2].

Adalek ar budjed kentañ e 2006 neuze e oa bet savet ar programm 721 a reer « *Kas ar brezhoneg hag ar gallaoueg war-raok »*, stag ouzh ar Gefridiezh VII ha lec'h ma reer war-dro an obererezhioù a oa dindan meur a brogramm. Deuet eo ar programm-se da vezañ, abaoe 2011, ar programm niv. 413 « Kas yezhoù Breizh war-raok » stag ouzh ar Gefridiezh IV. War un dro e voe krouet ur servij Yezhoù Breizh e-barzh Renerezh ar Stummerezh kentañ.

Aet eo pouez ar politikerezh yezh war greskiñ ingal adalek ar penn kentañ : ha pa veze gouestlet tost da 5 milion a euroioù dezhañ e 2005, e savas ar sammad da 7,5 milion e fin ar bloavezh 2011[3]. Gant kresk an arc'hantaouiñ e-giz-se e weler penaos e fell d'ar Rannvro sikour ha frammañ al lusk a ya muioc'h-mui a-du gant ar yezhoù e-barzh kevredigezh Breizh. Profitañ a ra da gentañ-penn da rouedad ar c'hevredigezhioù a zo aet war-raok,

[1] Sinet gant Bro-Frañs e 1999 ; emeur o c'hortoz avat e vefe peurwiriekaet ha treuzskrivet er gwir pozitivel.

[2] Gwelet ar « Stagadenn d'ar Gevrat raktresoù Stad-Rannvro 2007-2013 evit treuzkas ar brezhoneg ha reiñ lañs d'e implij er vuhez pemdez » pajenn 78.

[3] Gwelet budjed kesoutet ar politikerezh yezh pajenn 90.

abaoe 2005, e meur a zoare : mont war vicherelaat, mont da ensavadurioù a-wechoù, ledanaat o zachenn labour – krouiñ obererezhioù nevez zoken – pe o ziriad labour, ha kement zo.

Pa'z eus aet seizh vloaz hebiou abaoe m'eo bet bet lakaet ar politikerezh-se da dalvezout eo ret-mat sevel ur bilañs, sellet pizh ouzh ar cheñchamantoù a zo degouezhet e-pad ar c'heit-se – lod anezho deuet diwar politikerezh ar Rannvro – ha soñjal en doare ma vo lakaet da vont war-raok e-keñver ar politikerezhioù a vo kaset da benn gant ar Rannvro.

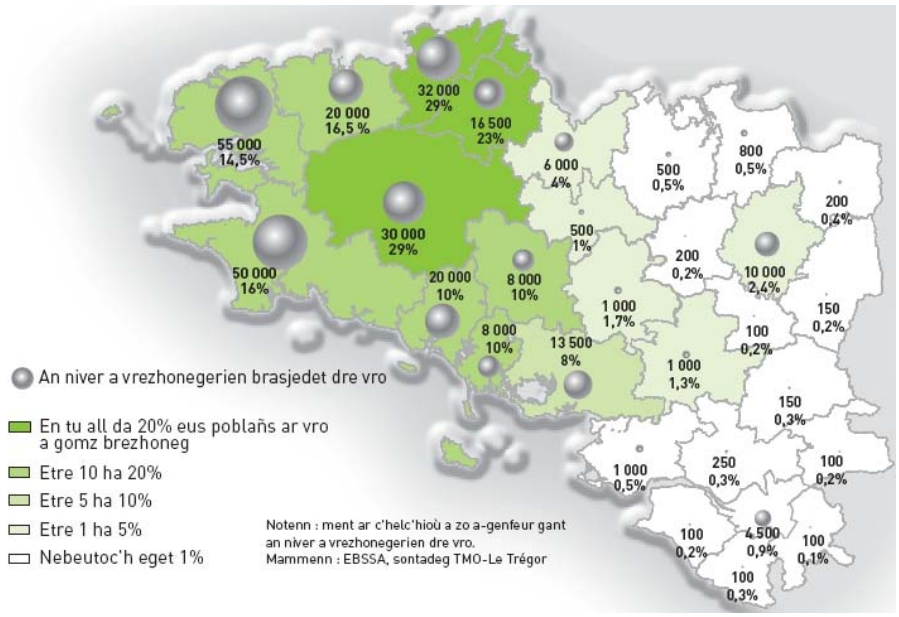
Yezhoù Breizh e 2011

Da-geñver an niveradeg hollek diwezhañ, e 1999, e oa bet graet un enklask gant an INSEE, « Studi Istor ar familh ». E-touez goulennoù an enklask-se e oa un toullad diwar-benn ar yezhoù a vez implijet er gêr. Diwar-se e ouzer e oa da neuze war-dro 264 000 brezhoneger (30 000 ouzhpenn e-maez Breizh, e bro Pariz dreist-holl) ha 33 000 gallaoueger :

	Brezhonegerien						Gallaouegerien					
	En tu-hont da 18 vloaz	%dre zepartamant	etre 18 ha 30 vloaz en o zouez	%dre zepartamant	En tu-mañ da 18 vloaz	%dre zepartamant	En tu-hont da 18 vloaz	%dre zepartamant	etre 18 ha 30 vloaz en o zouez	%dre zepartamant	En tu-mañ da 18 vloaz	%dre zepartamant
Aodoù-an-Arvor	67 701	15,40%	*5 501*	*7,50%*	*1065*	*1,00%*	8 042	1,80%	*1136*	*1,50%*	*Tamm titour ebet*	
Penn-ar-Bed	132 342	19,60%	*7 739*	*5,90%*	*2 567*	*1,50%*	359	0,10%	*0*	*0,00%*	*Tamm titour ebet*	
Il-ha-Gwilen	8 787	1,30%	*2 566*	*1,60%*	*331*	*0,20%*	16 884	2,50%	*1289*	*0,80%*	*Tamm titour ebet*	
Liger-Atlantel	6 870	0,80%	*1683*	*0,90%*	*208*	*0,10%*	4 443	0,50%	*491*	*0,20%*	*Tamm titour ebet*	
Mor-Bihan	48 151	9,50%	*2 695*	*2,80%*	*1502*	*1,20%*	2 977	0,60%	*206*	*0,20%*	*Tamm titour ebet*	
Breizh	**263 851**	**8,30%**	***20 184***	***3,10%***	***5 673***	***0,70%***	**32 705**	**1,00%**	***3 122***	***0,50%***	***Tamm titour ebet***	

Ofis publik ar Brezhoneg diwar NHP 1999 (INSEE)

Diwar ur sontadeg a oa bet graet e 2007 gant Fañch Broudic-TMO Régions e-barzh ur standilhon ennañ holl wiskadoù ar boblañs adalek 15 vloaz, e oa bet gallet kaout ur sell nevesoc'h war implij ar brezhoneg : diwar neuze e lavarer ez eus war-dro 206 000 brezhoneger – ar pezh a ya d'ober 5,5% eus poblañs Breizh, e-lec'h 8,3% e 1999. E Penn-ar-Bed e vez kavet ar muiañ a vrezhonegerien e-mesk an oadourien, dirak Aodoù-an-Arvor hag ar Mor-Bihan : 20% eus tud Penn-ar-Bed dezho 18 vloaz d'an nebeutañ a lavar e komzont brezhoneg gant tud nes, ouzhpenn 15% eus tud Aodoù-an-Arvor ha 9,5% eus tud ar Mor-Bihan. Ma vez studiet evit pep bro ar sifroù deuet diwar enklask 1999 e weler emañ an dregantad uhelañ a vrezhonegerien er broioù a zo e kornôg Aodoù-an-Arvor : tost un drederenn eus poblañs Bro Treger-ha-Goueloù, eus hini Bro Gwengamp hag eus hini Bro Kornôg-Kreiz-Breizh a gomz brezhoneg. Kement ha lakaat keñver-ha-keñver, er reter ez eus 0,2% a vrezhonegerien e-touez tud broioù Gwitreg, Traoñiennoù ar Gwilen ha Breselien. Er rummoù oad-se e weler splann an digempouez hengounel etre kornôg ha reter : bez' ez eus 10 gwech muioc'h a vrezhonegerien e Penn-ar-Bed eget en Il-ha-Gwilen. En Il-ha-Gwilen hag el Liger-Atlantel eo izel-tre neuze feur ar vrezhonegerien e-touez an oadourien, hag er c'hêrioù bras e vezont kavet dreist-holl.



Dasparzh ar vrezhonegerien dre vro e 1999 – Ofis publik ar Brezhoneg

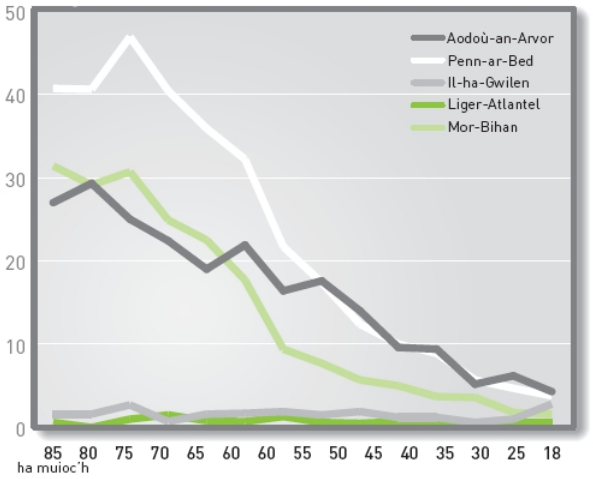
A-hend-all ne oa nemet 1% eus ar Vreizhiz hag a lavare e komzent gallaoueg e 1999. En Il-ha-Gwilen e vez graet ar muiañ gant ar yezh-se, goude e kaver Aodoù-an-Arvor hag al Liger-Atlantel. E 1999 ne oa nemet en Il-ha-Gwilen ma oa muioc'h a c'hallaouegerien eget a vrezhonegerien e-touez an oadourien.

Digempouez eo an niver a gomzerien diouzh ar bloavezhiadoù…

N'eus ket bet stummet nemeur a vrezhonegerien nevez, abalamour ma voe paouezet da zeskiñ ar yezh er familhoù ha na veze ket roet plas dezhi er vuhez foran a-raok, gant-se n'eus ket gallet lakaat trawalc'h a dud da addeskiñ brezhoneg hag aet eo ar vrezhonegerien war goshaat. Setu ma oa an ¾ eus ar vrezhonegerien en tu all da 50 vloaz e 1999, ha 50% anezho en tu all da 65 bloaz. Ha ne oa ket ur brezhoneger diwar 10 zoken hag a oa dindan 30 vloaz. En em gavet e oa feur ar yezherien oberiant e-touez ar re yaouank dindan 18 vloaz, izeloc'h eget 5% e Breizh a-bezh.

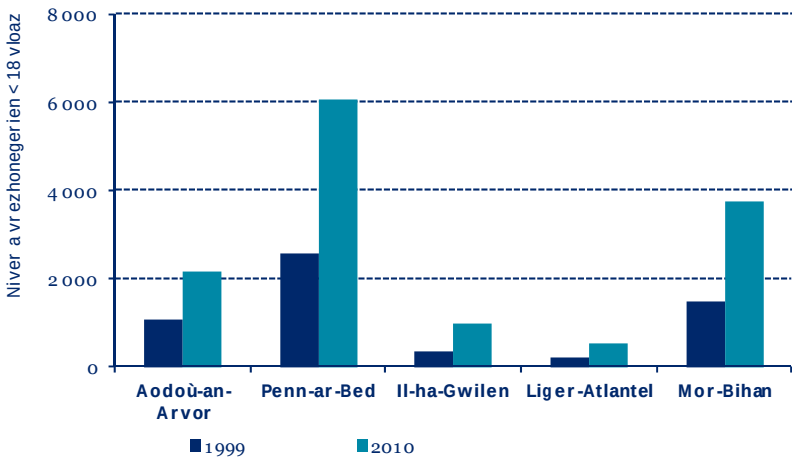
E Penn-ar-Bed hag en Aodoù-an-Arvor e vez kavet ar muiañ a vrezhonegerien etre 18 ha 30 vloaz, kalz muioc'h eget en departamantoù all. Koulskoude, ha pa'z eo Penn-ar-Bed an departamant kentañ evit a sell ouzh ar sifroù kriz, ez eo ivez an hini lec'h ma weler an diforc'h uhelañ etre an niver a yezherien e-touez an oadourien hag an niver a yezherien a zo etre 18 ha 30 vloaz, peogwir e kaved e 1999 20% eus un tu ha nebeutoc'h eget 6% eus an tu all. Ret eo lavaret ez eo diouzh an niver a yezherien yaouank e ouzer ha yac'h eo ar yezhoù…

Mont a ra an niver a c'hallaouegerien war zigreskiñ ivez, ha war goshaat kalz war un dro pa ne vez ket desket ar yezh er familhoù ken, dres evel ar brezhoneg. An ¾ eus ar c'hallaouegerien a oa en tu all da 50 vloaz ha ne oa nemet 10% anezho dindan 30 vloaz e 1999. Ar pezh zo eo gwashoc'h c'hoazh stad ar gallaoueg pa n'eus ket klasoù divyezhek neblec'h.



Dregantad ar vrezhonegerien dre rummad oad en departamantoù e 1999 – Ofis publik ar Brezhoneg

… met muioc'h-mui a vrezhonegerien e-mesk ar re yaouank dindan 18 vloaz



Titourenn 1 : emdroadur an niver a vrezhonegerien en tu-mañ da 18 vloaz hervez an departamant etre 1999 ha 2010 – roadennoù tarzh pajenn 88

Daoust ma chom izel-tre c'hoazh an niver a dud a zesk brezhoneg er familhoù ez a an niver a gomzerien dindan 18 vloaz war greskiñ kalz : 14 082 skoliad zo er skolioù divyezhek, war-dro 1,6% eus ar re yaouank dindan 18 vloaz a oar brezhoneg e 2011. Aet ar feur-se war greskiñ kalz (150%) etre 1999 hag an deiz a hiziv gant ar c'helenn divyezhek a zo aet war-raok : ne oa nemet 5 673 skoliad, ar pezh a rae 0,7%, e 1999, pa voe graet an enklask gant an INED.

E pep lec'h ez eus lañs gant kelennadurezh ar brezhoneg, dreist-holl er c'hêrioù ha lec'h na veze ket komzet brezhoneg stank en un doare hengounel : da skouer e Kumuniezh-kumunioù bro Josilin eo uhel an niver a vugale e skolioù divyezhek ar c'hentañ derez (11,7%), unan eus ar re uhelañ e Breizh ; heñvel eo e Redon ma vez skoliataet er gelennadurezh divyezhek tost 15% eus skolidi ar c'hentañ derez.

E bro Brest e kaver ar muiañ a skolidi en hentadoù divyezhek : ouzhpenn 3 000 e distro-skol 2010. Ar vro gentañ eo e Breizh, dirak broioù Kerne ha Gwened.

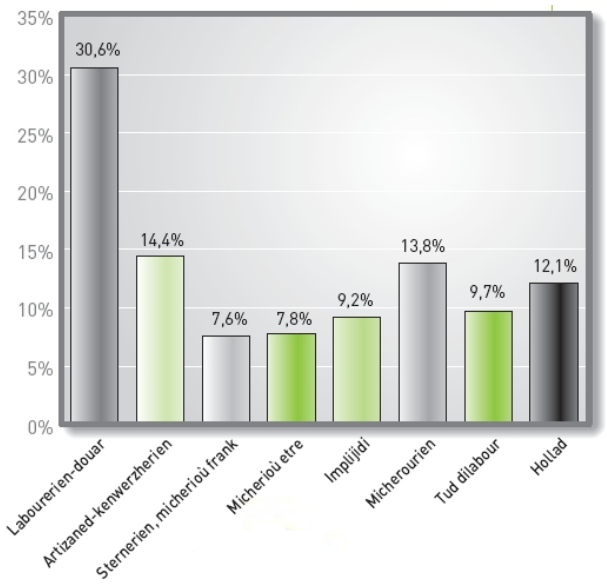
Digempouez eo an niver a yezherien diouzh ar rummoù sokiomicherel

Pa seller pizh ouzh ar vrezhonegerien dre rumm sokiomicherel (RS) e weler ez eo e-mesk al labourerien-douar e vez komzet brezhoneg ar muiañ. Tost un drederenn eus al labourerien-douar e Rannvro Breizh a gomze brezhoneg e 1999. E-pad pell eta eo chomet bev ar brezhoneg war ar maez kentoc'h eget er c'hêrioù. Tamm-ha-tamm eur bet krog da gomz brezhoneg er c'hêrioù ivez da-heul ar cheñchamantoù degouezhet e kevredigezh Breizh. Gwelet a reer an emdroadur-se gant feur ar vrezhonegerien e-touez an implijidi, an artizaned-kenwerzhourien hag ar vicherourien, anezho ar rummoù sokiomicherel ma kaver ar muiañ a vrezhonegerien.

Ha pa n'eo ket ken uhel feur ar vrezhonegerien evit ar micherioù etre, ar sternerien hag ar micherioù frank, n'eo ket dister evit kelo-se peogwir ez eus 7,5% eus an dud-se hag a gomz brezhoneg.

Digreskiñ a ra an niver a vrezhonegerien en holl RS.

Evit ar gallaoueg e weler e vez komzet er gennad kentael dreist-holl.



Dregantad ar vrezhonegerien er boblañs diouzh ar vicher e Breizh velestradurel e 1999 – Ofis publik ar Brezhoneg

Deuet mat eo ar brezhoneg d'an dud

Gant ar sontadeg bet graet e 2007 gant Fañch Broudic-TMO Régions e ouzer traoù a bouez a-benn ar fin evit a sell ouzh ar pezh emañ ar boblañs o c'hortoz :

- ar re a soñj dezho eo ret delc'her bev ar brezhoneg a ya d'ober 89% eus poblañs Breizh-Izel ha 87% eus hini Breizh-Uhel ;
- ar re a gav dezho eo un dra vat diorren kelennadurezh ar brezhoneg a ya d'ober 83% eus poblañs Breizh-Izel ha 88% eus hini Breizh-Uhel (da lavaret eo 86% evit Breizh a-bezh – e-lec'h 77,5% e 1991) ;
- ar re a zo a-du gant ar panelloù divyezhek galleg/brezhoneg war bord an hentoù a ya d'ober 74% eus poblañs Breizh-Izel ha 77% eus hini Breizh-Uhel.

Gwelet e-giz-se pegen niverus eo an dud a sav a-du gant ar brezhoneg evit a sell delc'her anezhañ bev ha kas anezhañ war-raok, a zegas spi ha youl d'an holl a zo war an dachenn, evel ar strollegezhioù, dezho da gendelc'her, muioc'h eget biskoazh, da ziazezañ politikerezhioù yezh efedus.

Diazezoù ar politikerezh yezh

N'eo ket un dra nevez gwelet yezhoù o vont da get. Tost da 30 000 yezh a vefe bet ganet hag aet da get neuze e-kerzh ar 5 000 bloaz diwezhañ. Meur a dra, ha n'int ket traoù simpl, a c'hall bezañ kaoz d'ur yezh da vont da get : abegoù hag a sell ouzh ar boblañsouriezh, an douaroniezh, ar brezelioù, an armerzh, ar politikerezh, ar gevredigezh hag ar sevenadur... ha peurvuiañ e c'hoari an holl abegoù-se war un dro da gas ur yezh da get.

Ret eo lavaret ez eus aet muioc'h-mui a yezhoù da get e-doug an XX^{vet} kantved, bep ma'z eo aet ar binvioù darempredifi war-raok ha pouez ar Stadoù war greskiñ, anezho Stadoù hag a ra gant ar yezhoù trec'h, ar pezh a ra d'ar yezhoù bihanniver pe minoret mont da get buanoc'h.

Ma talc'h an traoù da vont evel-se, ma ne vez graet netra evit mirout liesseurted glad ar bed a-fet yezhoù, e c'hallfe an hanter eus ar yezhoù a gomzer en deiz a hiziv c'hoazh mont da get e-kerzh an XXI^{vet} kantved en ur lezel o flas gant yezhoù a zo aet ganto an hegemoniezh politikel, armerzhel ha sokial. Bewech ma ya ur yezh da get avat e koller ul lodenn eus glad mab-den da viken.

Dleet eo d'ar gevredigezh a zo e karg eus ur yezh pe eus meur a hini, pa wel emañ ar yezh pe ar yezhoù-se – abred pe ziwezhat – war var da vezañ kollet, ober un dibab a-stroll : pe asantiñ mod pe vod d'ar c'holl-se da zont, pe klask stourm kuit d'ar c'holl-se da zegouezhout.

Rankout a ra an dibab-se bezañ heñchet gant ar sell a-stroll a vez gant ar gevredigezh e-keñver an hêrezh a fello dezhi lezel gant ar remziadoù da zont. War ar poent-se eo heñvel a-walc'h diazezoù forzh pe politikerezh evit mirout ur yezh pe meur a hini, ouzh diazezoù an diorren padus : paneve liesseurted ar yezhoù, n'eus ket eus un endro sevenadurel pinvidik hag a ra d'an dud bezañ en o bleuñv en o-unan pe a-stroll, evel n'eus ket eus un endro naturel paneve ar vevliesseurted.

Dav eo goude se degas da soñj amañ eus an tri zra a oa bet embannet sklaer a-raok diazezañ ar politikerezh yezh degemeet e 2004 :

1. « *Ar politikerezh da zifenn ar brezhoneg n'eo tamm ebet kaset en-dro a-enep ar galleg, kaset eo war-raok e framm an divyezhegezh, a zigor war al liesyezhegezh. N'emañ ket kennebeut o c'hourdrouz unvanded ar vro.*
2. *Diazezet eo ar politikerezh yezh da zifenn ar brezhoneg war broudañ an dud etrezek ar brezhoneg ha n'eo ket war ar rediañ anezho. Den ne vo rediet da zeskiñ brezhoneg.*
3. *Tra an holl Vreizhiz eo ar brezhoneg ha n'eo ket tra un dornad tud douget dezhañ, ha pa vefe bras o dellid. Dre se e rank ar pennadurezhioù kemer e vuhez e kont en o politikerezhioù.* » ;

hag eus ar pennaennoù hollek a sell ouzh frankiz an-unan, ouzh doujañ al liesseurted hag an disheñvelderioù, ouzh kevatalder an holl yezhoù, hag a zo renablet e-barzh meur a skrid gwirel etrebroadel evel :

- Disklêriadur hollvedel gwirioù mab-den eus 1948 ;
- ar Feur-emglev etrebroadel war ar gwirioù keodedel ha politikel, eus ar 16 a viz Kerzu 1966 ;
- Disklêriadur hollvedel an UNESCO war al liesseurted sevenadurel, eus an 2 a viz Du 2001[4] ;
- Kendivizad Europa evit saveteiñ gwirioù mab-den hag ar frankizoù diazez, eus ar 4 a viz Du 1950 ;
- Karta Europa ar yezhoù rannvro pe bihanniver, eus ar 5 a viz Du 1992[5] ;
- Karta Europa ar gwirioù diazez, eus ar 7 a viz Kerzu 2000[6].

Da-heul pennaenn ar gevatalded etre an holl yezhoù eo dav degas da soñj ivez e talvez ar politikerezh yezh koulz evit ar brezhoneg hag evit ar gallaoueg. Se zo kaoz e vez sikouret gant ar Rannvro ar pezh a vez graet evit ar gallaoueg evel ar pezh a sell ouzh ar brezhoneg, er memes doare ha gant ar memes palioù. Ne ra diforc'h ebet etre an div yezh a-fet doare he sikourioù.

Daoust da se ne c'haller ket lakaat stad an div yezh keñver-ha-keñver – ken a-fet ar goulenn sokial, ken a-fet ar santad, e-mesk an dud, ez eus eus ar yezh. Ur yezh keltiek disheñvel-mik diouzh ar galleg eo ar brezhoneg, an holl vrezhonegerien a oar mat e komzont ur yezh all, ha pa glaskfe lod anezho chom hep en anzav ; ur yezh skoueriekaet eo, deskrivet eo he yezhadur, stabilaet he doare-skrivañ, bez' ez eus un hengoun dre skrid hep troc'h abaoe ar XV^vet kantved, emdroet eo ar c'heriaoueg diouzh holl ezhommoù an implij. Evit ar gallaoueg avat, ur yezh oïl evel ar galleg eo hag un undalc'h yezhel zo etre an div yezh-se[7]. N'emañ ket a-du an holl c'hoazh evit a sell ouzh doare-skrivañ ar gallaoueg, ne vez ket kelennet kalz ha ne vez ket implijet stank estreget dre gomz etre mignoned. N'eus ket gwall bell zo eur krog da skrivañ gallaoueg, ha n'eus ket kement a skridoù hag ar pezh a gaver e brezhoneg.

Diwar neuze e rank ar Rannvro, evit a sell ouzh an traoù a zo en he c'harg pe ouzh mestroniezh an oberiadur gant ar strollegezh, diazezañ hec'h oberezhioù war ar pezh a c'houlenn ar boblañs, rak n'ay ket, e mod ebet, da staliañ stignadoù reizhiadek ha strizh na glotfent ket gant gwir stad an traoù e Breizh a vremañ – a-fet sokioyezhoniezh lakaomp –, ar pezh na rafe nemet luziañ an afer pe ober d'an holl foranañ o nerzh. Gallout a reer en em c'houlenn, da skouer, ha talvezout a ra ar « vevenn yezh » un dra bennak c'hoazh : deuet eo da vezañ diamzeriet da-heul ar cheñchamantoù bras a zo degouezhet e-keñver ar boblañs e Breizh e-doug ar c'hant vloaz diwezhañ ha diwar neuze e c'haller lakaat keñver-ha-keñver al luskoù evit diorren ar brezhoneg, pe e vefed e

---

[4] Dreist-holl « *Pa laka ober eskemmoù, neveziñ ha krouiñ, ez eo al liesseurted sevenadurel un dra ret evit mab-den, evel m'eo ar vevliesseurted un dra ret evit urzhad an traoù bev.Gant-se ez a d'ober glad boutin mab-den hag e rank bezañ anavezet groñs evit mad ar remziadoù a vremañ hag ar remziadoù da zont.* » (Mellad 1) hag ar melladoù 4 ha 5.

[5] Dreist-holl « *gwareziñ ar yezhoù rannvro pe bihanniver istorel en Europa, a zo lod anezho en arvar da vont da get tamm-ha-tamm, a sikour delc'her bev ha reiñ lañs da hengounioù ha da binvidigezh sevenadurel Europa* » (raklavar).

[6] Dreist-holl ar mellad 22 : « *Doujet e vez al liesseurted sevenadurel, relijiel ha yezhel gant an Unaniezh.* »

[7] Gwelet Philippe BLANCHET « *L'identification sociolinguistique des langues et des variétés linguistiques : pour une analyse complexe du processus de catégorisation fonctionnelle.* » - colloque MIDL 2004 – programme STIC-SHS du CNRS (http://archives.limsi.fr/2004/MIDL//actes/session%20I/Blanchet_MIDL2004.pdf).

Breizh-Izel pe e Breizh-Uhel – lec'h ma vez muioc'h a lañs a-wechoù, diouzh an tachennoù pe ar broioù, evel evit ar pezh a sell ouzh ar c'helenn hag ar stummañ, an oberoù sevenadurel, ar re yaouank, ha kement zo.

Ar brezhoneg zo unan eus ar perzhioù pouezusañ a ya d'ober personelezh Breizh, koulz e-barzh spered ar Vretoned hag e-barzh hini an dud diavaez, reiñ lañs dezhañ e Breizh en he fezh zo neuze un doare eus ar gwellañ da vont diouzh emdroadur ar gevredigezh vreizhat. Reizh eo ivez ober gant ar gallaoueg hag ar brezhoneg e-kichen ar galleg pa vez graet evit respont d'ar goulenn a c'hall bezañ a-berzh ar boblañs a fell dezhi talvoudekaat he glad yezhel. Daoust m'eo bresk ar stad m'emañ ar brezhoneg, e santer splann eur krog da adperc'hennañ anezhañ tamm-ha-tamm, da gentañ e-mesk un toullad stourmerien, hag ivez muioc'h-mui bremañ en ul lodenn vras eus ar gevredigezh. Diaes eo lavaret hiziv an deiz avat penaos e vo kont gant ar gallaoueg hag ar c'hallaouegerien. Gant-se e vefe pouezus-kenañ gallout muzuliañ gant stadegoù an doare ma vez anavezet ha komzet yezhoù Breizh a goulzadoù ingal, abalamour da vezañ gouest dalc'hmat da adheñchañ hor politikerezhioù yezh, a rankomp gwelet evel politikerezhioù lusk ganto hag a c'hall en em ober diouzh emdroadur an traoù, ha tamm ebet evel politikerezhioù skornet hag a dalvezfe da viken.

Palioù hag ahelioù ar politikerezh yezh

Er politikerezh yezh bet degemeret e 2004 e oa skrivet kement-mañ : *« An dielfennadur graet ganeomp koulz ha gant an emsav sevenadurel a ziskouez ez eus ezhomm da gaout ur sell politikel hollek war grenn dermen ha war hir dermen, war dachenn Rannvro Breizh. Ar strollegezhioù a c'hoari pep hini eus he zu hag an aliesañ a-frapadoù, hep heuliañ politikerezh diazezet ebet. Dre se, ne weler ket penaos e vo asuret amzer-da-zont ar brezhoneg.* »

Aet eo an traoù war-raok kalz abaoe ma oa bet degemeret ar skrid-se, pe e vefe war-eeun diwar al labour frammañ kaset da benn gant ar Rannvro, pe abalamour ma vez dalc'het kont muioc'h-mui eus ezhommoù ar boblañs a-fet yezhoù gant ar strollegezhioù tiriadel all eus Breizh, dre o c'henlabour etrezo koulz hag asambles gant ar Rannvro hag ar re a labour evit kas ar brezhoneg war-raok, anezho kevredigezhioù dreist-holl.

Etre 2004 ha 2011 ez eus deuet ezhommoù nevez war wel hag a ziskouez penaos eo emdroet ar gevredigezh e Breizh hag ar pezh emeur o c'hortoz evit ar yezhoù-se da-heul ivez. Gallout a reer soñjal, lakaomp, er skignerien a vez stankoc'h-stank war dachenn ar c'hleweled (TNT hag Internet), en ezhommoù a ya war greskiñ evit a sell ouzh ar vugaligoù, er stummerezhioù micherel evit an oadourien a vez muioc'h-mui anezho.

Ken gwir all e chom bepred, hiziv an deiz, ar « *sell politikel hollek war grenn dermen ha war hir dermen* » a embannemp e 2004, ha pa vefe evit sikour ar strivoù dibaouez a vez graet evit frammañ ar gevredigezh keododel a zo war an dachenn evit kas ar yezhoù war-raok, pe startaat ar c'henlabour etre strollegezhioù, diazezadurioù publik, ar Stad hag an obererien all war an tachennoù rannvroel, departamantel pe lec'hel.

A-raok neveziñ e 2011 he folitikerezh yezh e fell neuze da Rannvro Breizh adlavaret groñs :

- « *ec'h anavez end-ofisiel ez eus eus ar brezhoneg hag ar gallaoueg evel yezhoù Breizh, e-kichen ar galleg* » ;
- « *e ouestl, dre ar steuñv politikerezh yezh-se ha dre glask kenlabourat ar muiañ ar gwellañ gant he c'hevelerien, dreist-holl ar pemp departamant a ya d'ober Breizh, ober diouzh ma c'hallo yezh ha sevenadur Breizh chom bev* ».

Evit seveniñ ar gouestl-se e vo klasket stabilaat an niver a gomzerien evit he yezhoù, kement-se eo pal pennañ ar Rannvro war verr dermen ha war grenn dermen, ha mat e vefe, hervezi, ma vefe graet kemend-all gant he c'hevelerien. A-benn ober se e vo ret aozañ obererezhioù evit ar re yaouank a vremañ hag ar re da zont evit kempouezañ an digresk bras a weler, ha na c'haller ket mont enep dezhañ siwazh, evit a sell ouzh niver ar yezherien aet da gozh. Se zo kaoz eo bet staget ar politikerezh yezh ouzh politikerezh ar Rannvro war dachenn ar stummerezh.

War grenn dermen ha war hir dermen, ouzhpenn stabilaat niver ar yezherien evit he yezhoù, e labouro ar Rannvro evit ma yelo an niver-se war greskiñ.

Evit kas kemend-all da benn e vo diazezet obererezh ar Rannvro war daou ahel pennañ :

- war dachenn ar politikerezh koulz ha war hini ar mont en-dro, e Breizh a-bezh hag e Frañs, tapout kaout ar pezh a zo ezhomm evit reiñ lañs d'he yezhoù, koulz dre lakaat anavezout anezho ez-lezennel, ar pezh a ranko bezañ graet, ha dre startaat ar c'henlabour etre an tudelezhioù publik o deus ul levezon bennak, dre o folitikerezh, war an niver a yezherien en deiz a hiziv pe en amzer-da-zont ;

- da-geñver ar pezh a ra evit sikour obererezhioù ar gevredigezh keodedel ha peogwir eo mestr an oberiadur, ober kement ha ma c'hallo evit :
    - lakaat doujañ ar gwir da dreuzkas ar yezhoù, koulz dre ar stummerezh kentañ ha dre stummerezh an oadourien, en ur zelc'her kont eus an holl liveoù yezh ;
    - reiñ an tu, d'ar re a fell dezho, da zeskiñ ar yezhoù-se ha d'ober ganto er vuhez foran, sokial, sevenadurel, micherel pe prevez ;
    - diazezañ peadra d'ur gevredigezh divyezhek da c'hallout en em staliañ e Breizh

  dre lakaat politikerezhioù yezh da dalvezout diouzh stad pep yezh.

1 > Aozioù diorren yezhoù Breizh

I Ret eo kaout ur framm gwirel

I.1 Anzavadur keñveriek ar yezhoù rannvroel er Vonreizh

Hervez ar C'huzul bonreizhel en e ziviz embannet d'ar 15 a viz Mezheven 1999[8] e oa, e-barzh Karta Europa ar yezhoù rannvro pe bihanniver, diferadennoù hag a yae enep d'ar Vonreizh, ha diwar-se ne oad ket evit peurwiriekaat anezhi.

Evit mont hebiou d'ar skoilh-se ez eus bet graet anv gant al lezennerien, evit ar wech kentañ, eus ar yezhoù rannvroel el Lezenn diazez eus an 23 a viz Gouere 2008 pa voe degemeret al lezenn vonreizhel evit modernaat ensavadurioù ar V^vet^ Republik, gant ur mellad 75-1 nevez-skrivet da neuze ma lavarer « *Mont a ra ar yezhoù rannvroel d'ober ul lodenn eus glad Bro-Frañs.* »

Wa-lerc'h ar spi a oa da gaout aze eur bet disouezhet siwazh gant diviz ar C'huzul bonreizhel eus an 20 a viz Mae 2011, da-geñver ur goulenn kentwir a vonreizhegezh[9], p'en doa disklêriet n'ae ket ar mellad 75-1 eus ar Vonreizh « *da ziazezañ ur gwir pe ur frankiz gwarantet gant ar Vonreizh.* » Diwar-se ne c'hall nag ar brevezidi nag ar strollegezhioù en em harpañ warnañ evit sevel enep diferadurioù lezennadurel pe reoliek na zalc'hont ket kont eus gwirioù reizh ar yezhoù rannvroel.

Evit ar varnerien vonreizhel ne dalvez ar mellad 75-1 nemet evel disklêriadur, ar pezh a zo un dra nevez en devarnadurezh vonreizhel hag a c'hall ober d'an dud kaout disfiz da vat diouzh talvoudegezh ar skrid diazez, pe diouzh an doare neptu ma vo lakaet da dalvezout gant ar varnerien. Da-heul kement-se e c'hallfed bezañ techet da soñjal ivez ne dalvezfe « glad Bro-Frañs » – koulz ar glad danvezel hag ar glad dizanvezel – mann ebet ken.

Diviz 2011 zo kement ha mont war gil : eus un tu ne zislavarer ket an doare strizh (1999) ma vez lakaet ar mellad 2 (« *Ar galleg eo yezh ar Republik*»), diwar-se ne c'haller ket lakaat ar yezhoù rannvroel da yezhoù ofisiel e-kichen ar galleg ; eus an tu all ne c'haller ket en em harpañ war ar mellad 75-1 evit krouiñ binvioù da wareziñ ar yezhoù-se.

GouestI 1 : Lakaat enskrivañ er Vonreizh gwirioù enebadus hag a ya a-du gant yezhoù Bro-Frañs

Ret-mat eo diwar neuze adkempenn ar mellad 75-1 abalamour da resisaat ennañ en un doare sklaer-kenañ ar gwirioù a roer drezañ d'ar yezhoù rannvroel pe bihanniver eus Bro-Frañs en ur zelc'her kont eus diviz 1999. Gwellañ pezh zo, dleout a rafe ar mellad-se adkempennet e-giz-se dont da vezañ un dilinennad eus mellad 2 ar Vonreizh, dre-se e vefe sklaer neuze an doare ma ranker e gwirionez lakaat diferadurioù ar mellad-se da dalvezout.

Graet e vo eus he seizh gwellañ gant ar Rannvro abalamour d'al lezennerien ha d'ar Gouarnamant da lakaat sevel ur c'hinnig lezenn pe ur raktres lezenn da vont war an tu-se.

I.2 Lakaat peurwiriekaat Karta Europa ha votiñ ul lezenn evit ar yezhoù rannvroel

Kuit da c'hortoz ur statud evit yezhoù Bro-Frañs hag a vefe roet da-geñver un adwel bonreizhel da zont, eo mall bras kemer diferadurioù fetis an abretañ ar gwellañ evit staliañ ar binvioù na c'hallo ket ar yezhoù rannvroel chom bev paneveto.

---

[8] Divizad niv. 99-412 DC eus ar 15 a viz Mezheven 1999 e-barzh 'Karta Europa ar yezhoù rannvro pe bihanniver', dreist-holl « *10. En abeg ma ya Karta Europa ar yezhoù rannvro pe bihanniver, abalamour d'an diferadurioù-se lakaet da dalvezout asambles, enep ar pennaennoù bonreizhel e-keñver ar fed eo dirannus ar Republik, kevatal an holl dirak al lezenn hag unvan pobl Frañs, peogwir e ro gwirioù a-ratozh da "strolloù" yezherien er yezhoù rannvro pe minorelaet e-barzh "tiriadoù" lec'h ma vezont komzet; 11. En abeg ma'z eo kontrol an diferadurioù-se da dilinennad kentañ ar mellad 2 eus ar Vonreizh ivez, abalamour ma lakaont anzav ar gwir d'ober gant ur yezh estreget ar galleg, ha n'eo ket er "vuhez prevez" hepken met ivez er "vuhez foran" a zo stag outi, hervez ar Garta, ar justis hag ar pennadurezhioù melestradurel hag ar servijoù publik* ».

[9] Divizad niv. 2011-130 QPC eus an 20 a viz Mae 2011 'An it. Cécile L. ha tud all [Yezhoù rannvro]'.

Seizh vloaz goude bezañ degemeret politikerezh yezh ar Rannvro eo ken gwir bepred ar pezh a oa bet disklêriet da neuze (« *Ne c'hall ket ar brezhoneg chom bev paneve ur framm gwirel. Ret eo neuze delc'her da strivañ evit lakaat peurwiriekaat Karta Europa ar yezhoù rannvro ha bihanniver ha diazezañ ul lezennadur diabarzh da c'hallout anavezout ar yezhoù ranvroel da vat* »).

Rak ne c'hall ket ar re a labour evit diorren ar yezhoù rannvro bezañ kontant gant an arguzenn a vez respontet dezho ingal hag a lavar, eus un tu, e vez graet kalz gant Bro-Frañs dija evit mad he yezhoù gant diarbennoù a bep seurt, hag eus an tu all n'eus ket ezhomm eus ur framm gwirel broadel peogwir eo ar politikerezhioù yezh afer ar strollegezhioù tiriadel hag ar re a gomz ar yezhoù-se hepken.

N'eus nemet lenn Atlas UNESCO ar yezhoù en arvar er Bed[10] evit en gwelet splann : diwar ar 26 yezh a zo bet renablet gant an UNESCO e pennvro Frañs eo lakaet an holl da yezhoù « en arvar bras » – ar brezhoneg hag ar gallaoueg en o zouez – nemet :

- ar c'horseg, ar gwaskogneg, ar frankoprovañseg, provañseg an Alpoù, ar walloneg, ar yiddish hag ar romanieg, lakaet da yezhoù « en arvar » ;
- an euskareg, an alemaneg, frankeg ar Rhein, frankeg ar Mozel ha flandrezeg ar c'hornôg, lakaet da yezhoù « bresk ».

Pa lenner ar roll-se e verzer, ma ne zalc'her ket kont eus ar c'horseg, ez eo ar yezhoù a zo en daou du d'an harzoù gant ur vro all a ya d'ober ar re n'eo ket ken fall o stad. Ha pa n'int ket gwall yac'h, pell a se, e Frañs[11], e seblant o stad bezañ gwelloc'h un tamm da-heul an diarbennoù a vez kemeret evit gwareziñ ha diorren anezho er broioù amezek, diarbennoù hag a zeu diwar pennaennoù gwirel diazezet pe gant ar Stadoù, pe gant ar rannvroioù pa vezont barrek da sevel lezennoù (e Bro-Spagn, Belgia...). Evit ar c'horseg e weler splann pelec'h emañ an dalc'h : n'eus nemet ar yezh-se e-touez ar yezhoù rannvro – gwir eo ivez tamm pe damm evit an elzasianeg (alemaneg) – a c'hall kaout diarbennoù amreoliek evit an diorren, dreist-holl evit a sell ouzh ar gelennadurezh d'an holl.

Gant ur framm lezenniñ ha reoliñ da dalvezout pep lec'h e c'hallfed, ma vez lakaet « diferadenn ar yezh a gentañ diuz », d'an nebeutañ paouez a blediñ gant ar yezhoù en un doare digevatal, ar pezh n'eo ket reizh tamm ebet. Ar gwir o deus ar yezhoù rannvro ivez da vezañ gwarezet gant pennaenn ar gevatalder er Republik.

I.2.1 Karta Europa ar yezhoù rannvro ha bihanniver

Gant an darn vrasañ eus broioù Unaniezh Europa ha Kuzul Europa ez eus bet roet lañs da bolitikerezhioù evit saveteiñ ha diorren ar yezhoù rannvro pe bihanniver enno.

Ret eo d'ar broioù a fell dezho mont en Unaniezh Europa sinañ ha peurwiriekaat Karta Europa ar yezhoù rannvro ha bihanniver savet gant Kuzul Europa, degemeret d'ar 5 a viz Du 1992 e Strasbourg ha lakaet da dalvezout d'ar 1añ a viz Meurzh 1998. Diwar ar 47 Stad a zo izili eus Kuzul Europa, ez eus 25 hag o deus peurwiriekaet ar Garta, hag 8 – Frañs en o zouez – o deus sinet hepken hep peurwiriekaat anezhi.

Graet eo ar Garta evit gwareziñ ha reiñ lañs d'ar yezhoù rannvro pe bihanniver, hag evit aesaat implijout anezho er vuhez prevez hag er vuhez foran. Ar Stadoù a beurwirieka anezhi a lavar doujañ da eizh pennaenn diazez :

- *« Anavezout ar yezhoù rannvro pe bihanniver evel ul lodenn eus ar binvidigezh sevenadurel ;*
- *Doujañ takad pep yezh rannvro pe bihanniver ;*
- *Ret-groñs eo luskañ obererezhioù youlek evit brudañ ar yezhoù ;*
- *Aesaat d'an dud ha/pe broudañ anezho d'ober gant o yezhoù dre gomz ha dre skrid er vuhez prevez hag er vuhez foran ;*
- *Reiñ frammoù ha binvioù a-zoare evit ar c'helenn, forzh peseurt live a vefe ;*
- *Broudañ an eskemmoù dreist an harzoù ;*
- *Berzañ kement diforc'h, droukziforc'h, strishadur pe diuz a vefe e-keñver implij ur yezh rannvro pe bihanniver evit diaesaat dezhi pe harzañ anezhi da chom bev pe da ziorren ;*

[10] www.unesco.org/culture/languages-atlas/index.php

[11] Lod anezho, e gwirionez, zo en arvar bras e Frañs (frankoprovañseg, flandrezeg ar c'hornôg...) ha gwashoc'h o stad eget hini ar brezhoneg da skouer.

- *Dav eo da bep Stad broudañ ar gompren etre ar strolladoù yezhel a zo enni.* »[12]

Goude se e rank ar Stadoù dibab 35 diarbenn d'an nebeutañ a-douez an 68 a zo renablet e lodenn III an teul, bodet hervez 7 tachenn hag a sell ouzh ar vuhez foran (kelenn, justis, mediaoù...). Gallout a reer lakaat kalz eus an diferadennoù-se e pleustr en un doare da vont « *diouzh stad ar yezh-mañ-yezh* ».

Mont a ra ar Garta-se d'ober un diazez boutin izek evit ar Stadoù a zo izili eus Kuzul Europa. Savet eo bet evit saveteiñ ha reiñ lañs d'ar yezhoù rannvro ha bihanniver gant ur spered liezelour, demokratel, da lakaat ar sevenadurioù da gejañ an eil ouzh egile, hag evel ul lodenn da vat eus ar gwirioù diazez. Chom hep lakaat anezhi da dalvezout zo kement ha diskouez bolontez fall, koulz e-keñver komzerien ar yezhoù rannvro a nac'her gwirioù diazez outo, hag e-keñver tud ar broioù all en Europa hag e lec'h all.

Gouestl 2 : Lakaat peurwiriekaat Karta Europa ar yezhoù rannvro ha bihanniver.

Kuit da c'hortoz e vefe adreizhet ar Vonreizh evel ma'z eus bet goulennet e talc'ho ar Rannvro da bouezañ, asambles gant ar strollegezhioù tiriadel a sell an afer outo (rannvroioù all ha strollegezhioù tiriadel), evit lakaat peurwiriekaat Karta Europa.

I.2.2 Ul lezenn-stern evit yezhoù Frañs

Da-heul ar mellad nevez 75-1 degemeret er Vonreizh, lec'h m'anavezer ar yezhoù rannvro evel ul lodenn eus glad Frañs, ha goude bezañ klevet gant Ministrerezh ar Sevenadur e miz Meurzh 2008 e vefe embannet ul lezenn da lakaat anezhañ da dalvezout, ar pezh n'eo ket bet graet, ez eus bet graet meur a ginnig lezenn gant al lezennerien evit reiñ ur framm gwirel d'ar yezhoù rannvro hag evit gallout sikour obererezhioù ar strollegezhioù evit saveteiñ anezho ha reiñ lañs dezho. Evit ar mare eo chomet sac'het an holl ginnigoù lezennoù-se ac'hann da n'ouzer ket pegoulz :

- Kinnig lezenn niv.136 evit staliañ panelloù lec'h m'antreer ha ma teuer e-maez ar c'hêrioù, skrivet e yezhoù rannvro, kinniget d'ar Sened d'ar 26 a viz Du 2010, degemeret d'ar 16 a viz C'hwevrer 2011, treuzkaset d'ar Vodadenn Vroadel, adkaset d'ar bodad-labour aferioù sevenadurel ha deskadurezh ;
- Kinnig lezenn niv. 3008 evit diorren ar yezhoù hag ar sevenadurioù rannvro, kinniget d'ar 7 a viz Kerzu 2010 er Vodadenn Vroadel, adkaset d'ar bodad-labour aferioù sevenadurel ha deskadurezh ;
- Kinnig lezenn niv. 3055 evit difenn ha brudañ ar yezhoù rannvro, kinniget d'an 20 a viz Kerzu 2010 er Vodadenn Vroadel, adkaset d'ar bodad-labour aferioù sevenadurel ha deskadurezh ;
- Kinnig lezenn niv. 213 evit diorren ar yezhoù hag ar sevenadurioù rannvro, kinniget er Sened d'an 12 a viz Genver 2011, adkaset d'ar bodad-labour sevenadur, kehentiñ ha deskadurezh, hag anvet e oa bet un daneveller d'an 19 a viz Genver 2011 ;
- Kinnig lezenn niv. 251 evit diorren ar yezhoù ha sevenadurioù rannvro, kinniget er Sened d'ar 25 a viz Genver 2011, d'an 30 a viz Mezheven 2011 e voe divizet diwar e benn hep disoc'h ebet goude.

N'o deus ket ar strollegezhioù tiriadel barregezh war bep tachenn. Lavaret e c'hallont, dre o politikerezh yezh hepken, diazezañ peadra da reiñ lañs en-dro d'ar yezhoù rannvro, zo un dra faos.

Evit ar pezh a sell ouzh ar c'helenn hepken, lakaomp, n'eus nemet ar Stad, dre pennadurezhioù an akademiezhioù, a ziviz digeriñ klasoù nevez, digeriñ postoù er c'henstrivadegoù... n'eus framm ebet hag a vefe a-ratozh evit gwareziñ ar c'helenn divyezhek, dreist-holl d'ur mare ma vez digresket lodenn ar c'helenn dre vras er budjedoù.

Hag en un doare hollek, « *a-benn ar fin n'eus statud lezennel ebet evit ar yezhoù rannvro, n'eus nemet ur politikerezh hag a lez anezho da zelc'her da vezañ lec'h m'emaint, a-wechoù e vezont deuet mat, met alies e vezont deuet fall.* »[13]

[12] www.coe.int/t/dg4/education/minlang/aboutcharter/default_fr.asp

[13] Displegadenn abegoù ar c'hinnig lezenn niv. 3008 eus ar 7 a viz Kerzu 2010 evit diorren ar yezhoù ha sevenadurioù rannvro.

Gouestl 3 : Lakaat degemer ul lezenn-stern evit yezhoù Frañs

Kuit da c'hortoz e vefe adreizhet ar Vonreizh evel ma'z eus bet goulennet e pouezo kalz ivez ar Rannvro evit ma vo degemeret ul lezenn-stern hag a c'houlenno digant an holl c'halloudoù publik ober e doare ma vo saveteet ar yezhoù rannvro ha roet lañs dezho, petra bennak a vefe o zachenn varregezh. Rankout a ray al lezenn-se diazezañ d'an nebeutañ diferadurioù evit anavezout, brudañ ha diorren ar yezhoù-se en tachennoù-mañ :

- Ar c'helenn, da lavaret eo anzavadur ur gwir enebadus evit ar c'helenn divyezhek nes, hollekaat kelenn ar yezhoù rannvro, er filierennoù micherel, labour-douar, mor hag all, anavezout ar bedagogiezh dre soubañ, luskañ an enklaskoù er skolioù-meur ;
- Ar stummerezh a-hed ar vuhez ;
- Ar vuhez foran, da lavaret eo hollekaat an divyezhegezh evit ar panelloù, ar c'hehentiñ foran, an diellouù melestradurel, ar gwir d'ober gant ar yezhoù er vuhez foran, priziañ en niveradegoù an doare ma vez anavezet hag implijet yezhoù Frañs ;
- Ar vuhez armerzhel ha sokial, da lavaret eo sikour an embregerezhioù da reiñ plas d'ar yezhoù rannvro enno hag en darempredoù armerzhel, implijout ha broudañ an dud da implijout ar yezhoù en diduamantoù, er servijoù d'an den ;
- Ar sevenadur, da lavaret eo sikour diorren an obererezhioù sevenadurel war dachenn an arvestoù bev, ar sinema, an embann, ar c'hazetennoù ;
- Ar c'hleweled, da lavaret eo sikour krouiñ radioioù ha chadennoù skinwel e yezhoù rannvro, lakaat kreskiñ da vat lodenn an abadennoù e yezhoù rannvro ;
- Ar glad, da lavaret eo gwareziñ an anvioù-lec'h hag an anvioù-tud e yezhoù rannvro.

I.2.3 Diarbennoù reoliñ mallus

I.2.3.1 An niveradeg

Peogwir ne vez ket dalc'het kont en niveradeg eus an doare ma vez graet gant ar yezhoù, eo bet savet steuñv ar politikerezh yezh e 2004 diwar sifroù enklask an INSEE e 1999. Evit an danevell-mañ eo bet kemeret e kont ivez disoc'hoù ar sontadeg graet gant TMO-Régions e 2007. Ouzhpenn-se, diwar ditouroù a c'haller kaout, evel an niver a skolidi divyezhek, e c'haller brasjediñ, en ur ziwall da vont re bell ganti, feur ar yezherien evit pep bloavezhiad lakaomp.

Evit ar pezh a sell ouzh an doare d'ober, ma vez kont evel-se ne c'hall ket dereout ouzh ar strollegezhioù pe an tudelezhioù publik all a vez o klask diazezañ politikerezhioù yezh a-vod hag efedus. Diglok-mat eo an titouroù diwar-benn ar gallaoueg, dreist-holl evit ar pezh a sell ouzh ar c'humunioù hag ar c'humuniezhioù-kumunioù.

Aozet e vez an niveradegoù hervez mellad 156 al lezenn niv. 2002-276 eus ar 27 a viz C'hwevrer 2002 diwar-benn an demokratelezh nes ha mellad 38 an dekred niv. 2003-485 eus ar 5 a viz Mezheven 2003 diwar-benn niveriñ ar boblañs a resisaer ennañ roll termenet pizh an titouroù a vez dastumet diwar-benn an dud. N'eus goulenn ebet er roll-se war an implij eus ar galleg, ar yezhoù rannvro pe ar yezhoù estren.

Dastum forzh peseurt titouroù all – « *gant ma vo roet e asant gant Kuzul broadel an titouroù stadegel ha gant ma vo an arc'hant evit en ober* »[14] – a vez graet da-geñver enklaskoù kevelet, gant ar strollegezhioù lec'hel da skouer. Daoust m'eo un dra a bouez gallout sevel goulennaouegoù diwar-benn an doare ma reer gant ar yezhoù, e vefe dav en ober bep taol e Frañs a-bezh abalamour da vezañ efedusoc'h, da zoujañ d'ar gevatalded er vro en he fezh ha da zastum titouroù kempoell.

Gouestl 4 : Lakaat ar Stad da zelc'her kont eus ar pezh a sell ouzh ar yezhoù en niveradegoù.

Goulenn a ray ar Rannvro adarre ma vefe ouzhpennet, en 2.) eus an I.) e mellad 38 an dekred niv. 2003-485 eus ar 5 a viz Mezheven 2003 diwar-benn niveriñ ar boblañs, ar meneg « *an doare m'eo anavezet hag implijet ar galleg, yezhoù Frañs hag ar yezhoù estren* ».

[14] Lizher eus an 19 a viz Eost 2010 a-berzh Ministrez an Armerzh, ar Greanterezh hag an Implij da respont da Brezidant Kuzul-rannvro Breizh a c'houlenne ma vefe kemmet mellad 38 an dekred niv. 2003-485.

I.2.3.2 Panelloù divyezhek war an hentoù broadel

Abaoe ma oa bet degemeret al lezennoù digreizennañ ez eus bet lusket gant ar strollegezhioù tiriadel, e Breizh dreist-holl, politikerezhioù youlek evit staliañ muioc'h-mui a banelloù divyezhek galleg-brezhoneg, hag aet eo an darn vrasañ eus ar boblañs a-du gant kement-se[15].

Daoust ma'z eus bet goulennet meur a wech en ober e-kerzh an dekvloaziadoù tremenet, n'eus ket bet staliet panelloù divyezhek war ar rouedad hentoù broadel, ar pezh n'eo ket mat e-keñver an doare ma vez gwelet ar brezhoneg en dachenn foran.

Gouestl 5 : Lakaat ar Stad da astenn an divyezhegezh war an hentoù broadel a dremen dre ar rannvro.

Goulenn a ray ar Rannvro digant ar Stad staliañ panelloù divyezhek dre ret war an hentoù broadel e Breizh bep ma vo cheñchet ar panelloù.

Er c'henemglevioù a sell ouzh kenarc'hantañ an obererezhioù evit gwellaat an hentoù broadel e vo ouzhpennet un diferadenn da vont a-du gant ar c'hinnig-se.

I.3 Ober diouzh ma vo roet ar gwir da arnodiñ war dachenn ar politikerezh yezh

Er politikerezh yezh degemeret e 2004 e lavared : « *Goulenn a ray Kuzul-rannvro Breizh, hervez ar gwir da arnodiñ, ma vo kresket he barregezh war dachenn ar sevenadur ha roet peadra dezhi da ziazezañ ur gwir bolitikerezh yezh.* »

Abaoe 2008 eo en aner ez eus bet strivet gant ar barlamantidi evit lakaat studiañ evel zo dleet ar c'hinnigoù lezennoù niverus evit diorren ar yezhoù rannvro, a zo bet graet er Vodadenn Vroadel koulz hag er Sened.

Koulskoude eo ret, kement ha biskoazh, diazezañ ar buanañ ar gwellañ politikerezhioù kendoniet, kempoell ha youlek evit diorren ar yezhoù, dreist-holl evit ar pezh a sell ouzh kelenn anezho ha reiñ plas dezho er vuhez pemdez.

Da c'hortoz ur framm termenet gant ar Vonreizh, ha gant lezennoù ha reoliadurioù, da aesaat ar politikerezhioù-se, e c'hallfe ar Rannvro, hervez ar gwir da arnodiñ, lakaat aveadurioù a-fetepañs da dalvezout, gant ma vo treuzkaset dezhi korvoderioù hag a vo kement, d'an nebeutañ, hag ar pezh a goust hiziv a deiz ar barregezhioù a zo e dalc'h aze.

Gouestl 6 : Ober diouzh ma vo roet da Rannvro Breizh ar gwir da arnodiñ war dachenn ar politikerezh yezh, ha ma vo treuzkaset dezhi an arc'hant a vo ezhomm, dreist-holll evit a sell ouzh an deskadurezh hag ar mediaoù.

Goulenn a ray ar Rannvro adarre digant ar Stad ma vefe roet dezhi ar gwir da arnodiñ war dachenn ar politikerezh yezh, dreist-holl evit a sell ouzh ar c'helenn e brezhoneg hag ouzh kelenn yezhoù Breizh – evel sevel ar gartenn skol evit ar c'helenn divyezhek ha lakaat postoù er c'henstrivadegoù – hag ivez evit a sell ouzh plas ar yezhoù er vuhez sokial, sevenadurel, armerzhel ha foran.

[15] Sellet ouzh disoc'hoù sontadeg TMO Régions e 2007 diwar-benn ar poent-se pajenn 7.

II Ur gouarnerezh evit yezhoù Breizh

II.1 Ofis publik ar brezhoneg, ur benveg evit lakaat ar politikerezhioù yezh da dalvezout

II.1.1 Ar c'hentañ diazezadur publik a genlabour sevenadurel gouestlet d'ur yezh rannvro

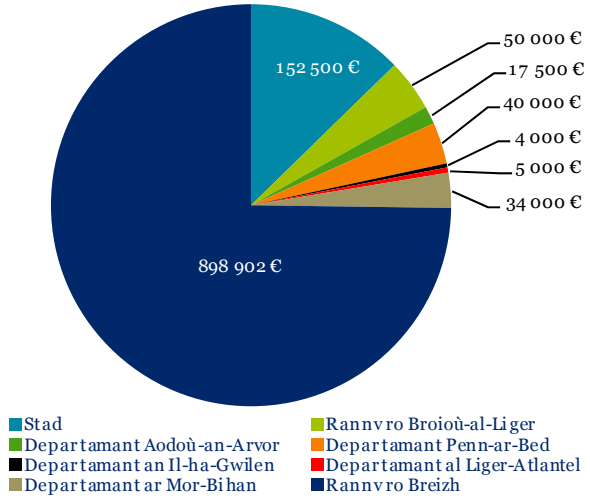
Krouet e oa bet ar gevredigezh Ofis ar brezhoneg e 1999. Deuet eo da vezañ un diazezadur publik a genlabour sevenadurel (DPKS[16]), e anv « *Ofis publik ar brezhoneg - Office public de la langue bretonne* », adalek ar 17 a viz Gwengolo 2010 pa oa bet embannet an diferad kemeret gant ar Prefed Rannvro d'an 3 a viz Mezheven 2010 e-barzh dastumad an aktaoù melestradurel a-berzh rannvroioù Breizh ha Broioù al Liger hag a-berzh ar 5 prefeti-departamant. Un diazezadur publik melestradurel eo. Bodet e oa bet ar c'huzul-merañ kentañ d'ar 15 a viz Here 2010 e Karaez, lec'h m'emañ sez an diazezadur.

Ofis publik ar brezhoneg eo an DPKS kentañ e Frañs a zo gouestlet d'ur yezh rannvro. Lakaat ar gevredigezh lezenn 1901 da vont da DPKS en deus graet d'he c'hefridioù bezañ kalz brasoc'h hag anavezet eo bet ent-ofisiel he ferzhioù evel prizachour. Diwar neuze ez eo ur servij publik gantañ aotrouniezh ha barrek da ren obererezhioù.

Ar Stad (Prefeti-rannvro Breizh ha Rektorelezh Akademiezh Roazhon), Rannvro Breizh, Rannvro Broioù al Liger, ar pemp departamant, kêr Garaez, eo an tudelezhioù publik a zo izili eus e guzul-merañ. A-hend-all e kaver ennañ ar gannaded eus kevreadoù kevredigezhioù tud ar vugale eus an tri hentad deskadurezh divyezhek, daou gannad evit an implijidi, daou zen perzhek ha prezidant ar Poellgor aliañ.

Arc'hantet e vez budjed an Ofis publik, a sav da 1,2 milion a eurioù e 2011, gant an tudelezhioù publik a zo e-barzh ar C'huzul-merañ. Termenet eo lodenn pep hini diouzh ar stagadenn d'ar statudoù. Gant Rannvro Breizh e vez arc'hantet ar muiañ peogwir e ro tost da 75% eus skoaziadennoù publik an diazezadur.

Evit kas e gefridioù da benn eo didolpet Ofis publik ar brezhoneg e meur a lec'h e Breizh : ouzhpenn ar sez a zo e Karaez, eo staliet e Roazhon, Naoned, Gwened ha Kawan.



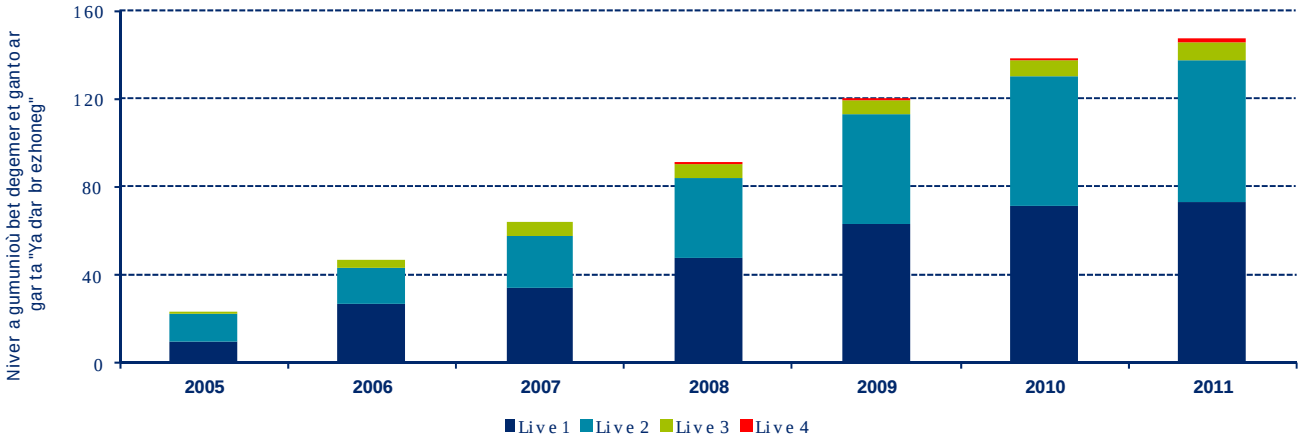
Roadennoù tarzh : Ofis publik ar Brezhoneg & Rannvro Breizh - DFIN/SLAB

Kavout a reer ar 5 servij a ya d'ober anezhañ en unan pe e meur a hini eus ar c'hêrioù-se :

- Arsellva implij ar yezhoù, staliet e Roazhon, a gas enklaskoù da benn evit anaout gwelloc'h lusk ar yezhoù hag an doare ma vez graet ganto en deiz a hiziv. Ober a ra diagnostikoù hollek pe dre demoù (evel bed al labour, ar c'helenn...) e Breizh a-bezh pe, diouzh ar goulennoù, war tolead ur strollegezh hag a fell dezhi diazezañ ur politikerezh a-ratozh ;
- Ar servij treiñ hag aliañ, staliet e Roazhon, Karaez ha Gwened, a labour koulz evit tudelezhioù publik hag evit embregerezhioù, kevredigezhioù pe tud en o-unan hag a c'houlenn traoù digantañ. Ouzhpenn treiñ testennoù e ro alioù d'an aozadurioù evit a sell ouzh kinnig ha lakaat an divyezhegezh war wel en un doare sklaer. Rankout a ra ar servij treiñ ober war-dro muioc'h-mui a c'houlennoù diwar-benn an teknologiezhioù kehentiñ (implij ar brezhoneg war Internet, treiñ meziantoù) hag ivez a-berzh ar strollegezhioù, pa fell da muioc'h-mui anezho ober gant ar brezhoneg ;

[16] Un DPKS zo un dudelezh publik a zo bodet enni meur a strollegezh hag ar Stad evit « *merañ ur servij publik sevenadurel a sell ouzh tachenn an holl dudelezhioù a zo enni ; sikour a ra kas ar palioù broadel da benn war dachenn ar svenadur.* » Krouet e oa bet ar benveg-se gant al lezenn niv. 2002-6 eus ar 4 a viz Genver 2002 (kemmet gant al lezenn niv. 2006-723 eus an 22 a viz Mezheven 2006), ha mont a ra en-dro hervez diferadurioù ar mellad L1431-1 hag ar melladoù a zeu da-heul e-barzh dezveg hollek ar strollegezhioù tiriadel.

- Ar servij glad yezhel, staliet e Karaez hag e Gwened, a ra war-dro dastum, mirout ha skignañ glad ar brezhoneg dre gomz ha dre skrid. Goulenn a ra servijoù an hentoù-departamant, ar c'humunioù pe ar c'humuniezhioù-kumunioù digant ar servij-se reiñ, da skouer, stumm reizh an anvioù-lec'h. Savet en deus ur bank roadennoù war an anvioù-lec'h (KerOfis) hag a vez adwelet a zeiz da zeiz, hag embannet ez eus bet ur gartenn-hent eus Breizh e brezhoneg penn-da-benn ;
- Ar greizenn dermenadurezh, TermBret hec'h anv, staliet e Roazhon, a sikour emdroadur ar brezhoneg da-heul an implijoù nevez eus ar yezh. Urzhiataerezh, kenwerzh, deskadurezh... mont a ra gerioù nevez da binvidikaat ar brezhoneg hag a glot gant ezhommoù nevez a zeu war wel. Gant an Ofis publik e vez gwiriekaet gerioù zo deuet diwar an implij a vez graet anezho, pe krouet e vez gerioù nevez gantañ ivez. Gallout a reer gwelet, e-barzh lec'hienn an Ofis publik, er rubrikenn « bankoù termenoù », geriadurioù bihan gouestlet d'un tem bennak, hag a gaver enno ar gerioù a sell ouzh tachennoù a bep seurt (ar sevenelezhioù, ar pesked, ar bank, ar c'heginañ...). Gant bank roadennoù TermOfis e c'haller kavout enlinenn gerioù pe troiennoù na vezont ket kavet er geriadurioù hollek. Gallout a reer ivez implijout un troer emgefreek arnod e-barzh lec'hienn an Ofis publik ;
- An ajañs diorren, staliet e Karaez, Naoned, Roazhon, Gwened ha Kawan, a zo he c'hefridi kas ar c'helenn divyezhek war-raok, sikour an obererezhioù evit reiñ lakaat an dud d'ober gant ar brezhoneg, broudañ ar strollegezhioù da ziazezañ ur politikerezh yezh... Aozañ a ra koulzadoù kehentiñ. Unan anezho, « *Plijus !* » e anv, zo e bal broudañ an oadourien da zeskiñ brezhoneg. An Ajañs eo a ra war-dro ivez ar Garta « *Ya d'ar brezhoneg* » evit an embregerezhioù, ar c'hevredigezhioù, ar strollegezhioù... dezho da zelc'her kont muioc'h-mui eus ar brezhoneg ha da lakaat labelaat o obererezhioù. Evit ar pezh a sell ouzh ar c'humunioù, er mareoù-mañ, e laka an Ofis publik sinañ ar Garta gant ar c'humiezhioù-kumunioù kentoc'h. Mont a ra o barregezhioù war greskiñ ha muioc'h-mui a zarempredoù o devez gant an dud dre vras, gant-se eo pouezus a-fet strategiezh e talc'hfent kont eus ar brezhoneg.



Titourenn 2 : niver a gumunioù bet degemeret ganto ar Garta "Ya d'ar brezhoneg"- roadennoù tarzh pajenn 88

Un dra a bouez eo bepred al lañs a vez roet gant ar c'humunioù koulskoude peogwir ez eus 147 anezho bremañ hag o deus degemeret ar Garta, pa ne oa nemet 23 e 2005. Ha pa n'eo ket aet an niver a gumunioù war greskiñ kement-se etre 2010 ha 2011, eo dav deomp lavaret eo aet an traoù war-raok a-fet kalite avat rak ar re o deus tizhet al liveoù 2 ha 3 eus ar Garta a ya d'ober bremañ 43,6% ha 6,12%, e-lec'h 41,7% ha 5% e 2009. N'eus nemet ur gumun betek-henn (Karaez) hag a zo krog da glask tapout al label live 4.

II.1.2 Kreñvaat perzh ha kefridioù Ofis publik ar brezhoneg

E statudoù Ofis publik ar brezhoneg (mellad 4) e lavarer ez eo kefredioù an diazezadur « *lakaat politikerezhioù yezh da dalvezout war goulenn ar strollegezhioù publik a zo izili eus an Diazezadur ; brudañ ar brezhoneg, lakaat an dud da gompren pouez ar yezh ha broudañ an obererien publik ha prevez d'ober ar muiañ ar gwellañ ganti en o c'hehentiñ, dre labourat war an endro sevenadurel, armerzhel, teknologel ha sokial abalamour d'ar brezhoneg da adkavout e blas ennañ ; sellet a-dost ouzh stad ar yezh war diriad ar strollegezhioù ezel, ha dre vras seveniñ kement obererezh a c'haller muzuliañ gantañ petra eo emdroadur ar brezhoneg* ».

Evel m'he doa lavaret ar Rannvro e-barzh he budjed evit 2011, ez eus bet lañset ganti ur c'hendiviz gant an diazezadur publik evit termeniñ en un doare resis ar politikerezhioù yezh a vo goulennet digantañ lakaat anezho da dalvezout pe sikour kas anezho da benn gant e varregezhioù teknikel ha skiantel.

Peogwir eo bodet ar Stad, an div Rannvro hag ar pemp Departamant en Ofis publik, ez eo al lec'h a-feson evit luskañ politikerezhioù hag a vez ezhomm, evit kas anezho da benn, ur c'henlabour etre an holl pe lod eus an tudelezhioù publik-se pa'z int barek pep hini war he zachenn dezhi.

Ar c'hefridioù a vez roet gant ar Rannvro da Ofis publik ar brezhoneg :

Tri seurt kefridioù a vez roet gant ar Rannvro da Ofis publik ar brezhoneg :

- pinvidikaat ar yezh hag ober dezhi mont diouzh an ezhommoù nevez (aveiñ ar yezh) ;
- brudañ, kenurzhiañ ha frammañ ;
- prizachañ.

Emañ ar renabl resis eus ar c'hefridioù-se er stagadenn I « Perzh ha kefridioù Ofis publik ar brezhoneg » pajenn 70.

II.1.2.1 Degas aveadurioù d'ar yezh

Ober a ray an Ofis publik war-dro kement kefridi hag a sell ouzh kodifiañ, azasaat ha pinvidikaat ar yezh. Dav e vo eta sikour broudañ an implij dre skrid ha dre gomz eus ar brezhoneg e tachennoù ledanoc'h-ledan (kelenn, teknologiezhioù ar c'hehentiñ, bed an armerzh...) : azasaat ar c'heriaoueg hag ar reoladoù dre skrid : reizhskrivadur (ober diouzh ma vo implijet evel zo dleet), reoladoù, korpus ar c'heriaoueg, gerioù teknikel, anvioù-lec'h, anvioù-tud ha kement zo.

II.1.2.2 Brudañ, kenurzhiañ ha frammañ

Karget eo an Ofis publik da sevel ostilhoù ha da aozañ koulzadoù brudañ ar brezhoneg hag an divyezhegezh e Breizh a-bezh, Prizioù ar Brezhoneg hag all. Da skouer ez ay an Ofis publik e darempred gant mistri bublik an oberiadur evit kas an divyezhegezh war-raok (panellerezh, kehentiñ...) ha lakaat a ray reolennoù da dalvezout evit an divyezhegezh war an hentoù.

Karget eo an Ofis publik da ziorren ar c'helenn divyezhek : brudañ an divyezhegezh ha deskerezh ar yezh, frammañ diorroidigezh ar c'hinnigoù a-fet kelenn ar brezhoneg ha/pe e brezhoneg asambles gant ar strollegezhioù tiriadel, pennadurezhioù an akademiezh ha kevredigezhioù ar gerent[17], reiñ da c'houzout ar pezh a zegas ar c'helenn divyezhek e bed ar micherioù. Sikour a ray ivez diorren kelenn ar brezhoneg dre an tañva hag an danvez dibab er c'hentañ hag en eil derez hag evit an oadourien.

An Ofis publik, evit echuiñ, a vroudo an dud d'ober gant ar brezhoneg e diabarzh ar familhoù, a sikouro aozañ diduamantoù e brezhoneg ha kreskiñ plas ar brezhoneg war dachenn ar vugaligoù.

II.1.2.3 Prizachañ

Ober a ray an Ofis publik war-dro kement kefridi prizachañ a ranko bezañ graet evit diorren implij ar brezhoneg : arsell hag anaoudegezh sokioyezhoniel, alioù evit prientiñ steuñvioù a-fet politikerezh yezh, skoazellañ ar strollegezhioù...

Dreist-holl e sikouro an Ofis publik lakaat ar politikerezhioù rannvroel-mañ da dalvezout :

- studiañ ar goulennoù sikourioù e-barzh ar stignad Desk evit a sell ouzh ar goulennoù evit bezañ stummet war ar brezhoneg a-berzh ar gelennerien pe an danvez-kelennerien, pe ar re a ra war-dro ar vugaligoù hag an oberezhioù troskol ;
- kemer perzh e dalc'hoù ar jurioù evit ar stignad Skoazell hag an FSKB ;
- studiañ ar c'hinnigoù troidigezhioù kinniget gant an embannerien da-geñver ar programm evit skoazellañ an troidigezhioù lennegel ;
- da-geñver ur c'henemglev etre ar Rannvro, ar gevredigezh DAO hag an Ofis publik e vo graet priziadennoù abalamour da aliañ evit a sell ouzh kempoellded ha kalite ar pezh a vo kelennet gant ar c'hreizennoù stummañ evit an oadourien, war goulenn ar c'hreizennoù-se, ha roet e vo un ali diwar-benn an doare ma vo kinniget bep bloaz gant DAO rannañ ar plasoù evit ar stummerezhioù hir.

[17] Sellet ouzh an hentennouriezh pajenn 71.

II.2 Kevelerezh etre tudelezhioù publik

II.2.1 En Europa

Krouet e oa bet ar Rouedad europat evit Harpañ al Liesseurted Yezhel[18] (NPLD - European Network to Promote Linguistic Diversity) e miz Gouere 2008. Lakaet ez eus da bal dezhañ aesaat eskemm an doareoù a-feson a vez graet ganto ha reiñ lañs d'ar soñjoù nevezus war dachenn ar politikerezhioù yezhel, pe e vefe er c'helenn, er gêr, ouzh al labour, el lezennoù pe er mediaoù, evit a sell ouzh ar yezhoù rannvro, bihanniver, engenidik hag ar yezhoù broadel bihan pe nebeutoc'h implijet. Dibabet ez eus bet gant an NPLD labourat war dri danvez pennañ :

- Ar mediaoù (gwelet penaos aozañ ur festival klewelet war Internet) ;
- An treuzkas rakskol eus ar yezh (raktres MELT – sellet ouzh ar pajenn 47) ;
- Broudañ ar re yaouank da gomz ar yezhoù e-maez ar skol.

Etre 2008 ha 2010 ez eus bet kemeret perzh da vat gant ar Rannvro en obererezhioù an NPLD.

Abaoe ar 1añ a viz Genver 2011 eo ezel an Ofis publik eus ar rouedad war-eeun, ha dileuriet eo gant an tudelezhioù publik a zo en e Guzul-merañ.

II.2.2 Etre rannvroioù Frañs

Delc'her a ra ar C'huzul-rannvro da genlabourat, e-barzh Kevredigezh rannvroioù Frañs (KRF), gant ar rannvroioù all lec'h ma'z eus ur yezh rannvro.

E-kerzh 2008 he deus sikouret kalz Rannvro Breizh sevel Kensavenn ar yezhoù rannvroel a oa bet degemeret da-geñver Kendalc'h ar KRF d'ar 4 ha 5 a viz Kerzu 2001 e Caen. Savet e oa bet an diell-se[19] evit pouezañ war ar c'hendiviz lezenniñ edod o c'hortoz d'ar mare-se evit lakaat degemer ul lezenn a-du gant ar yezhoù rannvro.

Kinnig a ra diferadurioù hag a zlefe bezañ kemeret gant ar Stad, pe evit anavezout ar yezhoù ent-ofisiel, pe evit krouiñ binvioù da vroudañ, abalamour d'ul lusk evit mirout ha diorren ar yezhoù rannvro da vezañ roet e Frañs a-bezh. Dibabet ez eus bet tri ahel pennañ :

- kemer ar yezhoù rannvro e kont en ensavadurioù ;
- kelenn ha stummañ war ar yezhoù rannvro ;
- pouez ar yezhoù-se er gevredigezh.

E 2011, evit adlañsañ al lusk etre ar rannvroioù diwar-benn ar yezhoù o doa goulennet ar Rannvroioù Breizh, Akitania, Kreisteiz-Pireneoù ha Ron-Alpoù digant prezidantelezh ar KRF reiñ lañs en-dro d'he bodad « yezhoù rannvro » abalamour, eus un tu, da adsevel ul lec'h ma vez kendivizet ha graet kinnigoù, lec'h ma vez pouezet war ar Stad zoken, hag eus an tu all, da aesaat ar c'hendoniadur hag ar c'henlabour etre ar Rannvroioù war dachenn ar politikerezh a-fet yezh ha sevenadur, ha diwar-se e c'haller aozañ traoù asambles.

Abaoe 2010 he deus lakaet ar Rannvro ivez kreskiñ he c'henlabour war-eeun evit temoù resis gant rannvroioù all – Kreisteiz-Pireneoù, Akitania (okitaneg hag euskareg), Elzas ha Korsika dreist-holl – war dachennoù zo eus he politikerezh yezh :

- gennad ar c'hleweled (produiñ – advouezhiañ) ;
- ar stummadurioù micherel (stummadurioù hir) ;
- stummañ ar gelennerien (Skoazell) ;
- an embann pedagogel.

II.2.3 E Breizh

Peogwir eo un diazezadur publik hag a vod ennañ ar Stad, an div Rannvro hag ar pemp Departamant, ez eo an Ofis publik ivez ul lec'h ma vez kendivizet hag eskemmet soñjoù war an doare ma vez heñchet ha renet ar politikerezhioù yezh hervez pep hini eus an tudelezhioù. Gant ar bodadoù-labour war bep a dem en Ofis publik

[18] www.npld.eu

[19] www.bretagne.fr/internet/upload/docs/application/pdf/2008-12/plateforme_langues_regionales.pdf

(bodad-labour ar c'helenn da skouer) e c'haller kenlodenniñ ar skiant-prenet ha reiñ alioù a c'hall bezañ lakaet e pleustr gant pep tudelezh publik diouzh he barregezhioù ha diouzh doare he ziriad.

Luskañ obererezhioù kempoellek da gordañ an eil gant egile etre ar Rannvroioù, an Departamantoù, an DPKE hag ar c'humunioù zo un dra a bouez evit dont a-benn da ziazezañ ur politikerezh hollek evit diorren yezhoù Breizh. Gant tachennoù zo, ma'z eo barrek pep live tiriadel da lañsañ obererezhioù, emañ an dalc'h pennañ, dreist-holl :

- ar c'helenn ;
- an treuzdougen hag ar monedonea (dreist-holl ar panellerezh war an hentoù hag an treuzdougen beajourien hag ivez ar pezh a sell ouzh kas ar skolidi divyezhek eus an eil derez betek ar skolaj pe al lise divyezhek dave, na vezont ket re ar c'hornad, pe ral a wech) ;
- an terkañ hag ar c'hêraozañ ;
- ar glad ;
- an obererezhioù sevenadurel hag ar mediaoù ;
- ar sportoù hag an diduamantoù ;
- ar vugaligoù.

Tra ma roio ar Rannvro muioc'h a bouez d'an Ofis publik evel ensav da genurzhiañ ar politikerezhioù publik, e talc'ho gant al lusk a zo ganti evit kenlabourat evit obererezhioù zo gant strollegezhioù all hag o deus douget frouezh (evel bezañ mestr an oberiadur evit obererezhioù e-giz Desk asambles gant Departamantoù Penn-ar-Bed hag ar Mor-Bihan, pe ar c'houlzad brudañ an divyezhegezh abred gant Departamant Penn-ar-Bed ; sikour ar c'houlzad tañva kaset da benn gant Departamant Penn-ar-Bed er 1añ derez, ha kement zo).

Abaoe 2010 eo aet ar Rannvro e darempred gant an obererien bennañ e-touez ar c'hevredigezhioù a gas yezhoù Breizh war-raok evit gwelet ganto penaos ez a an traoù gant o obererezhioù, ar pezh emaint o c'hortoz hag an doare emaint e-sell da vont war-raok en amzer-da-zont. Dalc'het e vo da genlabourat e-giz-se bepred ha diwar-se e c'hallo an teul-mañ bezañ adkempennet en un doare ingal, ar pezh a vo meneget e-barzh ar Budjed kentañ a vez votet bep bloaz gant ar C'huzul-rannvro.

E-touez ar gevelerien bennañ aze emañ Kuzul Sevenadurel Breizh, anezhañ ensavadur aliañ ofisiel ar Rannvro, a gaver ennañ dileuridi ar re a labour evit kas sevenadur ha yezhoù Breizh war-raok.

2 > Politikerezh ar Rannvro evit diorren yezhoù Breizh

Hervez ar politikerezh yezh bet degemeret gant ar C'huzul-rannvro e 2004 e oa divizet reiñ lañs d'oberezhioù diouzh pevar ahel pennañ :

- *Treuzkas ar yezh (kelenn, treuzkas er familhoù, stummañ an oadourien, brudañ) ;*
- *Broudañ an implij eus ar yezh er vuhez sokial ha foran (buhez sokial ha foran, mediaoù) ;*
- *Sikour ar c'hrouiñ war an dachenn sevenadurel e brezhoneg hag e gallaoueg (embann, c'hoariva, kan) ;*
- *Ober gant an divyezhegezh e Kuzul-rannvro Breizh.*

Gant an teul adkempennet-mañ e kinniger aozañ an oberezhioù diouzh tri fal pennañ, pa'z eo lakaet an eil hag an trede ahel eus ar politikerezh kent d'ober an eil pal diwar vremañ :

1. Treuzkas yezhoù Breizh ;
2. Broudañ an implij eus ar yezh er vuhez sokial, sevenadurel ha foran ;
3. Reiñ muioc'h a blas da yezhoù Breizh e mont en-dro ha politikerezhioù ar Rannvro.

Mont a ra palioù a eil live, enno meur a seurt oberezhioù, d'ober pep hini eus an tri fal-se, evel ma weler en daolenn-mañ :

Palioù ar politikerezh yezh				Oberoù evit mad yezhoù Breizh	
Pal oberus		*Pal oberus a eil live*			
1	Treuzkas yezhoù Breizh	1-1	Diorren ar c'helenn divyezhek	1-1-1	Harpañ an deskadurezh divyezhek
				1-1-2	Ambroug treugadoù stummañ an danvez kelennerien zivyezhek
				1-1-3	Broudañ produadur ha skignadur an dafar pedagogel
		1-2	Diorren stummerezh an oadourien	1-2-1	Skoazellañ ar frammoù
				1-2-2	Harpañ lakaat stajoù hir war-sav
		1-3	Aesaat an treuzkas er familhoù hag a-raok ar skol	1-3-1	Skoazellañ ar frammoù kevredigezhel
2	Diorren bezañs yezhoù Breizh er vuhez sokial, sevenadurel ha foran	2-1	Harpañ ar c'hizidikaat, an anaoudegezh, ar skignañ hag an ober gant ar yezh	2-1-1	Harpañ Ofis publik ar brezhoneg
				2-1-2	Harpañ diorren ar gallaoueg
				2-1-3	Harpañ ar c'hizidikaat d'ar brezhoneg
		2-2	Suraat bezañs yezhoù Breizh war an dachenn	2-2-1	Skoazellañ an emglevioù-bro
				2-2-2	Harpañ an oberezhioù troskol, dudi hag ar c'hreizennoù vakañsoù
		2-3	Kreskiñ plas yezhoù Breizh er mediaoù	2-3-1	Skoazellañ ar skignañ (Skinwel ha skingomz)
				2-3-2	Skoazellañ ar produiñ hag an advouezhiañ (FSKB)
		2-4	Diorren an embann	2-4-1	Skoazellañ ar frammoù kevredigezhel
				2-4-1	Skoazellañ an treiñ hag an embann levrioù
		2-5	Broudañ ar pleustroù sevenadurel	2-5-1	Skoazellañ ar c'hoariva hag ar c'hanerezh
3	Kreskiñ plas yezhoù Breizh e mont en-dro ha politikerezhioù ar Rannvro	3-1	Kreñvaat plas yezhoù Breizh e mont en-dro an ensavadur		
		3-2	Kemer yezhoù Breizh e kont er politikerezhioù dre dachenn		

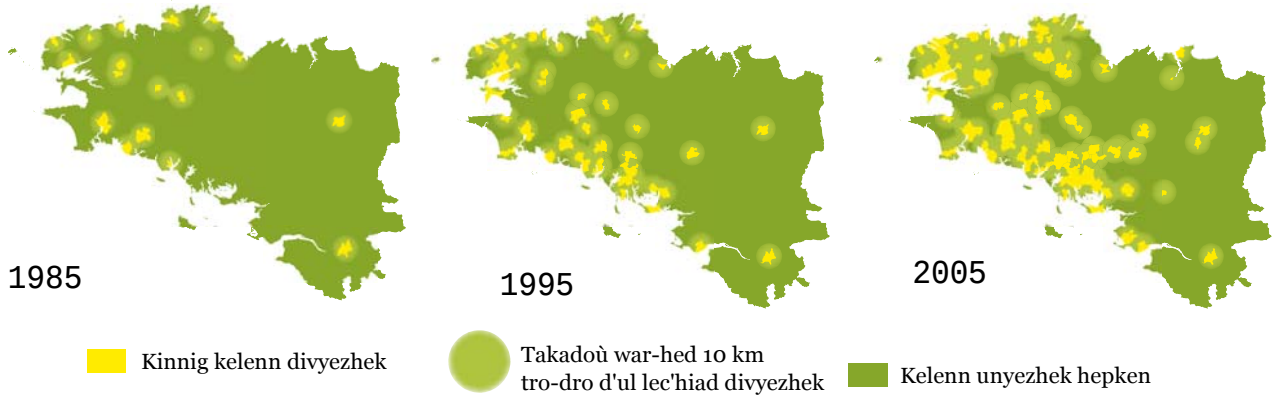
I Treuzkas yezhoù Breizh

I.1 Reiñ lañs d'ar c'helenn divyezhek

I.1.1 Skoazellañ ar c'helenn divyezhek

Pal pennañ ar politikerezh yezh bet degemeret e 2004 a oa en em gavout gant 20 000 skoliad en hentadoù divyezhek e distro-skol 2010, ar pezh a rae ur c'hresk 12% bep bloaz well-wazh (pa oa bet ur c'hresk 15,5% e 2000 ha 12,7% e 2001), hag a-benn tizhout ar pal-se e oa dav stummañ trawalc'h a gelennerien (150 ar bloaz well-wazh). N'eus ket gallet ober kemend-all peogwir e oa 13 445 skoliad e distro-skol 2010. Ar pezh zo, abalamour m'eo dister pouez an treuzkas eus ar yezh er familhoù, ez eo ar c'helenn divyezhek ar benveg pouezusañ evit diorren ar brezhoneg. Evit talañ ouzh kement-se ez eus roet da gefridi d'an Ofis publik frammañ an diorren evit a sell ouzh kinnig an deskadurezh divyezhek, asambles gant kevredigezhioù ar gerent hag ar pennadurezhioù a zo e karg eus an traoù war an dachenn-se.

I.1.1.1 Stad ar c'helenn divyezhek galleg-brezhoneg

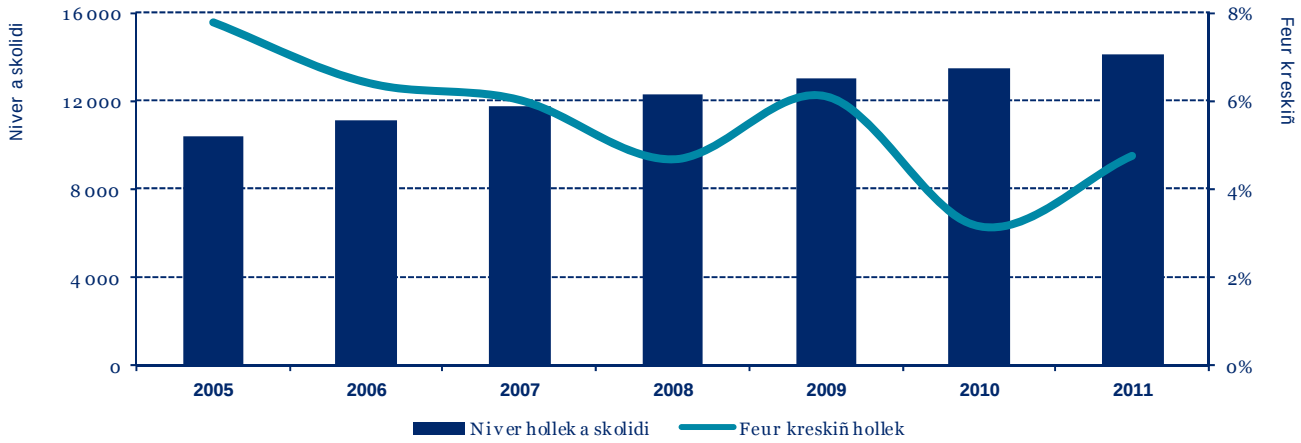


Dasparzh ar c'helenn divyezhek e tiriad Breizh – Ofis publik ar Brezhoneg

Digoret e oa ar c'hlas skol-vamm kentañ gant Diwan e 1977. Perzh dibar an hentenn-se eo deskiñ ar yezh dre soubañ, da lavaret eo dre ur vuhez e brezhoneg penn-da-benn e diabarzh ar skolioù. Evit an hentadoù eus an deskadurezh publik hag eus an deskadurezh prevez, a oa bet krouet ar re gentañ e 1983 hag an eil re e 1990, e vez kinniget ur c'helenn divyezhek dre un implij hanter-ouzh-hanter a-fet an niver a eurioù.

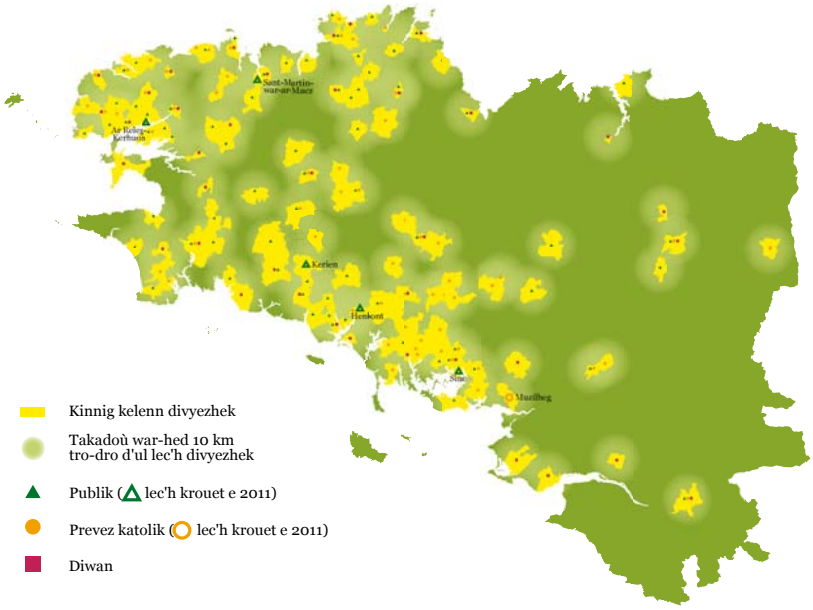
En ur ober ugent vloaz eo aet stad ar c'helenn divyezhek war-raok kalz : aet eo ar c'hinnig war greskiñ e Breizh dre vras, dreist-holl er c'hentañ derez (abaoe 2011 ez eus ouzhpenn 400 lec'hiad peogwir int 413 diwar vremañ). Ha pa'z eo bet brasoc'h ar c'hresk e kornôg Breizh ez eus lañs gant ar skolioù divyezhek er reter ivez, ha kavet e vezont bremañ estreget en div veurgêr (e 1985 ne oa eus ar c'helenn divyezhek nemet e Roazhon ha Naoned ; hiziv an deiz e kaver skolioù divyezhek e 9 c'humun all eus an Il-ha-Gwilen hag eus al Liger-Atlantel).

I.1.1.1.a Tri hentad niver o skolidi o kreskiñ



Titourenn 3 : niver a skolidi skoliataet en hentadoù divyezhek – roadennoù tarzh pajenn 88

Mont a ra an niver a vugale skoliataet e brezhoneg war greskiñ ingal abaoe 1977, tra m'eo stabil dre vras an niver a vugale en holl skolioù evit ar memes pennad amzer. Daoust da se ez a ar c'hresk bloaz well-wazh war zifonnaat abaoe un toullad bloavezhioù. Rak er bloavezhioù 1980 e oa 25% well-wazh, 17% etre 1995 ha 2000, tra ma n'eus bet nemet ur c'hresk 9% well-wazh etre 2001 ha 2006. E 2011 e oa bet ur c'hresk 4,74% well-wazh evit ar c'helenn divyezhek. Daoust m'emañ o vont war zifonnaat e chom ar c'hresk tost da 5% ar bloaz (ur c'hresk 5,54% well-wazh zo bet etre 2005 ha 2011 ha pa'z eo bet diaes an traoù evit daou vloavezh : 2008 ha 2010 dreist-holl), ar pezh zo ur sin vat bepred : mont a ra an niver a vugale hag a ra gant ar brezhoneg war greskiñ dalc'hmat.

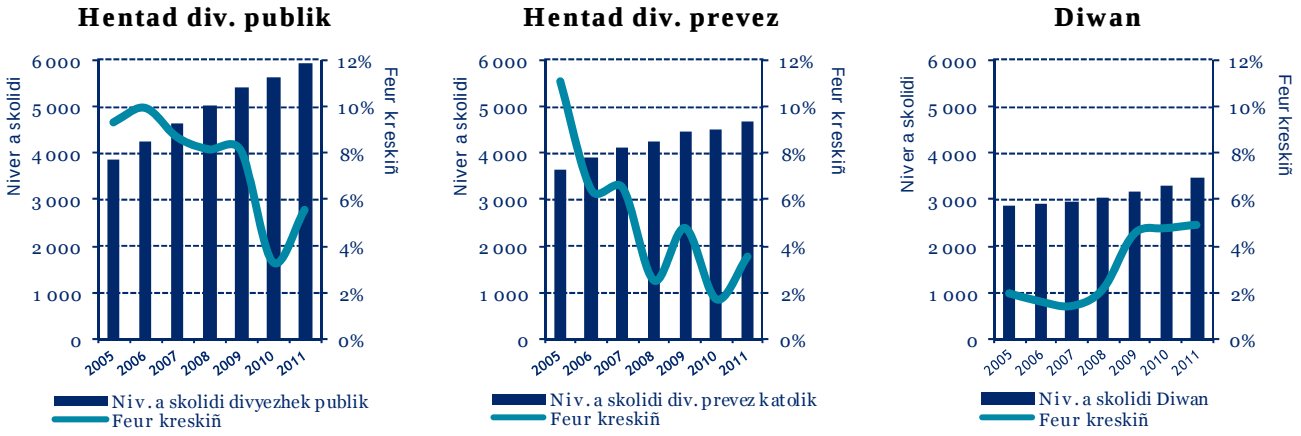


Ar c'hinnig kelenn divyezhek er c'hentañ derez da zistro-skol 2011 – Ofis publik ar Brezhoneg

E distro-skol 2011 e oa skoliataet 14 082 skoliad en hentadoù divyezhek e 5 departamant Breizh istorel[20] hag evit ar wech kentañ emeur gant ouzhpenn 14 000 skoliad. Evit a sell ouzh ar sifroù dizave ez eus 637 skoliad ouzhpenn e-keñver distro-skol 2010. Ha pa oa bet dipitus-tre kresk an niver a skolidi divyezhek e 2010 (410 hepken, ar pezh a ra ur c'hresk 3,15%), ez eus peadra da gaout fiziañs ez ay gwelloc'h an traoù pa seller ouzh ar bloaz 2011, dreist-holl evit ar pezh a sell ouzh an hentadoù divyezhek publik ha prevez. Evit Diwan ez eus ul lusk diazez ha buanoc'h ez a war greskiñ evit an trede bloaz diouzh renk.

Digoret ez eus bet c'hwec'h lec'hiad nevez er c'hentañ derez, evel e distro-skol 2010 : pemp en deskadurezh publik (Sant-Martin-war-ar-Maez (29), ar Releg-Kerhuon (29), Kerien (29), Sine (56) ha Henbont (56)), unan en deskadurezh katolik (Muzilheg (56)). Ne oa ket bet digoret kement a skolioù en Deskadurezh Stad abaoe 2006. Er Mor-Bihan ne oa ket bet digoret daou lec'hiad er publik war un dro abaoe 2005. Dav eo lavaret ivez e oa kalzik a vugale ragenskrivet evit daou lec'hiad hag a vefe bet digoret paneve n'eo ket bet roet e asant gant an Deskadurezh Stad : Pluguen (29) ha Sant-Ervlan (44).

En eil derez ez eus diwar vremañ pep a hentad divyezhek er skolaj evit Kemperle (29) ha Sizun (29).



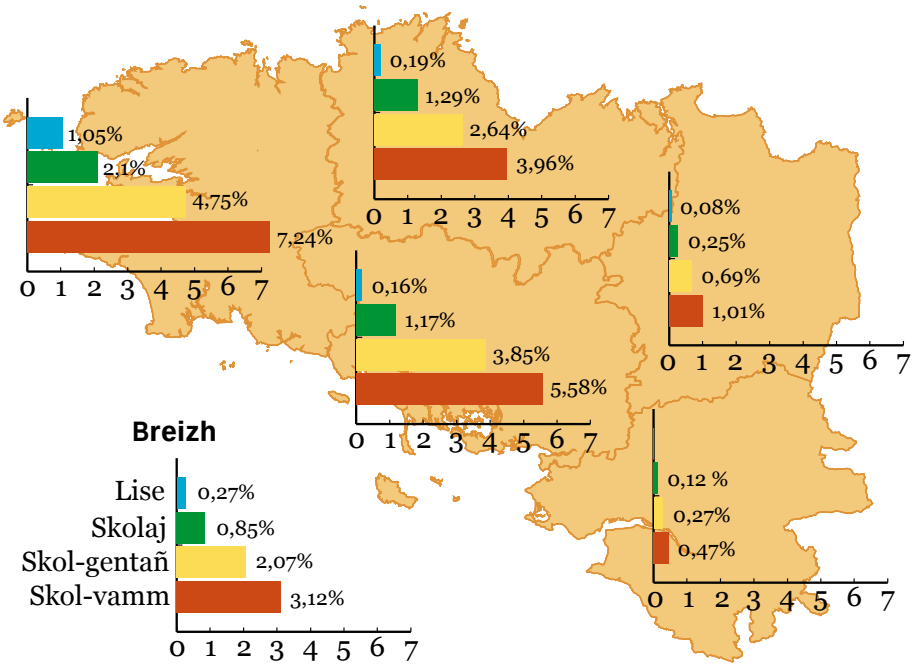
Titourenn 3 : niver a skolidi skoliataet en hentadoù divyezhek – roadennoù tarzh pajenn 88

5,58% eo ar c'hresk en deskadurezh publik. Daoust ma n'eo ket ken uhel hag ar pezh a oa e-kerzh an ugent vloaz a-raok 2009 (ouzhpenn 8% ar bloaz), ez eo kalz gwelloc'h eget ar c'hresk izel a oa bet e 2010 (+3,36%) ha pa ne oa ket bet digoret kalz a lec'hiadoù ouzhpenn ar pezh a oa bet graet ar bloaz a-raok (+1). War wellaat ez a an traoù en deskadurezh katolik gant ur c'hresk 3,56% goude ma oa bet ur c'hresk izeloc'h eget biskoazh (+1,73%). Hag, evit echuiñ, emañ bepred gant Diwan al lusk a oa bet tapet gantañ abaoe 2009 peogwir ez a an niver a skolidi eno war greskiñ e 2011, +4,91%, pa oa +4,77% e 2010, padal n'eus bet digoret lec'hiad nevez ebet

[20] Peurvuiañ n'eo ket bet kemeret bugale skol Diwan Pariz e kont gant ar stadegoù.

ar bloaz-mañ. Pe e vefe an eil pe eben e-touez an teir reizhiad e weler neuze e teu ar c'hresk a-fet an niver a skolidi diwar kresk diabarzh ar skolioù da gentañ-penn.

42,0% eus ar skolidi zo skoliataet en hentad divyezhek publik (ar pezh a zo 5 919 skoliad), 33,2% en hentad divyezhek katolik (4 682 skoliad) ha 24,7% e Diwan (3 481 skoliad). N'eo ket cheñchet nemeur lodenn pep hentad etre 2008 ha 2011.



Pouez ar c'helenn divyezhek dre live ha dre zepartamant e 2011/2012 – Ofis publik ar Brezhoneg

I.1.1.1.b Un troc'h nec'hus etre ar 1añ hag an eil derez

N'eo ket ken stank rouedad al lec'hiadoù divyezhek en eil derez ha ma'z eo er c'hentañ derez. Gwelet a reer un troc'h evit an tremen eus ar CM2 d'ar 6vet evit 40% eus ar skolidi, met dav eo gouzout eo disheñvel an troc'h en tri hentad (brasoc'h eo en deskadurezh divyezhek prevez eget er publik, hag e skolajoù Diwan e vez muioc'h a skolidi e 6vet eget na vezer o c'hortoz diwar an niver a skolidi e CM2, da lavaret eo e sachont bugale eus an hentadoù all war o zu).

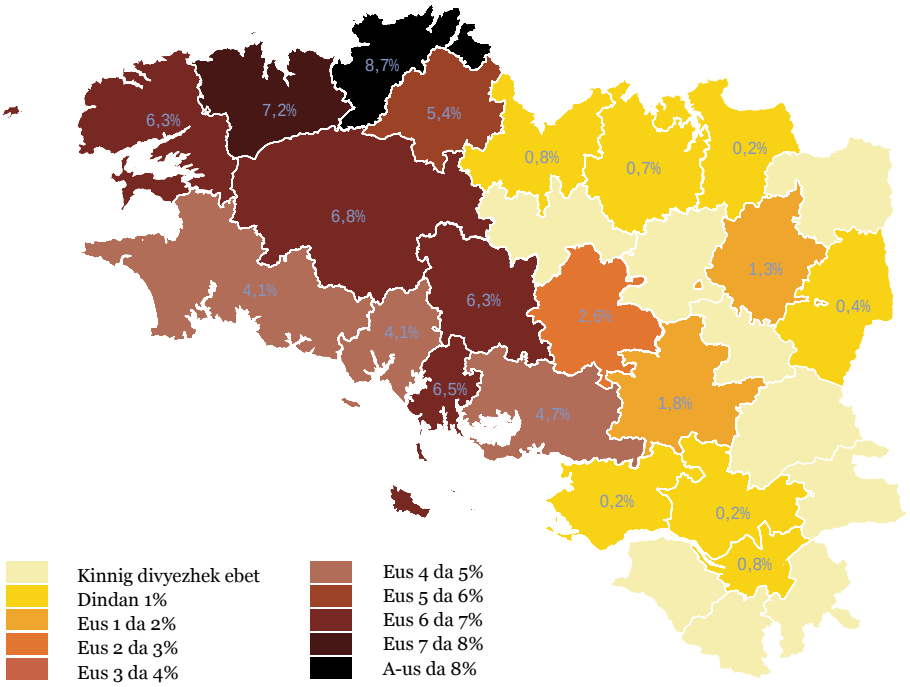
Brasoc'h eo an troc'h c'hoazh evit an tremen eus an trede d'an eil klas (33% evit ar publik, 90% evit ar prevez, 43% evit Diwan).

Meur a dra a c'hall bezañ kaoz d'an troc'hoù-se, ret eo degas da soñj eus traoù zo dreist-holl :

- ha pa vez tost a-walc'h ar skolioù kentañ derez divyezhek ouzh ar gêr, e vez muioc'h a hent d'ober evit mont betek skolaj ar « pol », gant-se e tibab ar familhoù kas o bugale d'ar skolaj unyezhek nes, dreist-holl pa'z eo keroc'h-ker mont ha dont hiziv an deiz (e degouezhioù zo e c'hall an dibab-se bezañ mat evit skolajoù Diwan) ;
- rouez-tre eo al liseoù « pol » ha diwar-se eo gwashoc'h an traoù c'hoazh. Er c'hontrol d'ar pezh a c'hoarvez evit an tremen CM2/6vet eo fall evit Diwan amañ, pa n'eus nemet ul lise evit an hentad-se.

Un dra a bouez bras eo diorren an hentad divyezhek en eil derez evit reiñ an tu d'ar skolidi da gendelc'her gant o stummadur divyezhek. Digeriñ muioc'h a lec'hiadoù er c'hentañ derez zo unan eus an traoù a c'hallo lakaat kreskiñ ar goulenn evit tremen er 6vet rak diwar-se e vez niverusoc'h an niver a vugale en un doare naturel.

I.1.1.1.c Gwirvoud ar c'helenn divyezhek war an dachenn



Pouez ar c'helenn divyezhek er 1añ derez dre vro e 2011/2012 – Ofis publik ar Brezhoneg

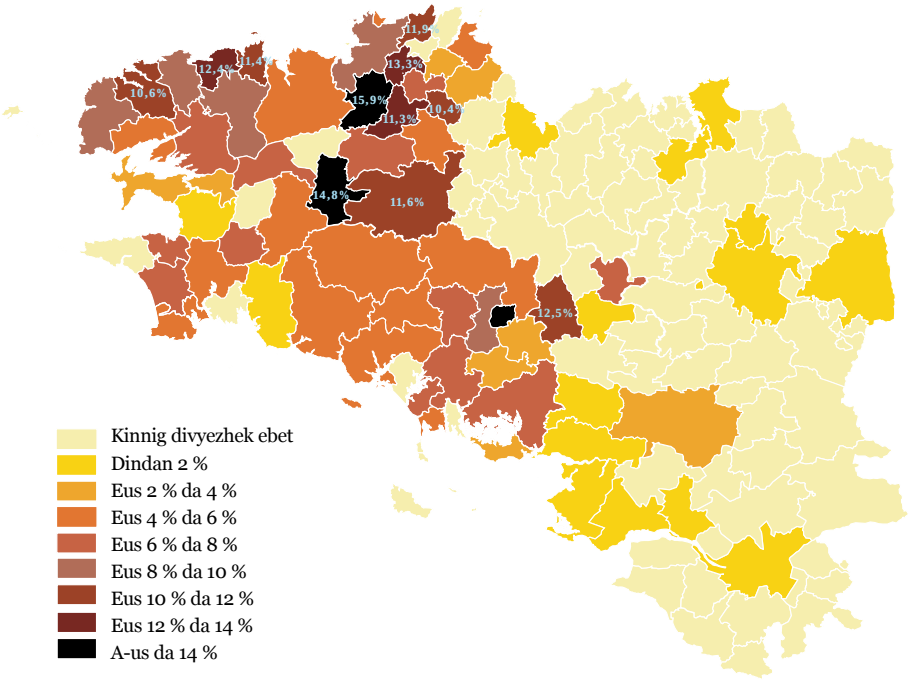
E 2002 ne oa nemet e bro Treger-ha-Goueloù lec'h ma oa ouzhpenn 5% a vugale divyezhek er c'hentañ derez.

E 2010 avat e oa kemend-all well-wazh (5,45%) en hentadoù divyezhek er c'hentañ derez evit Penn-ar-Bed a-bezh. Er Mor-Bihan e oa 4,38% er memes mare, 3,06% en Aodoù-an-Arvor, 0,78% en Il-ha-Gwilen ha 0,32% el Liger-Atlantel.

Pa seller ouzh pep bro e weler spisoc'h pouez ar c'helenn divyezhek pe dre soubañ evit 2010 : sevel a ra en tu all da 6% e broioù Brest, Montroulez, Treger-ha-Goueloù, Gwengamp, Kornôg-Kreiz-Breizh, Pondi hag an Alre.

Pa seller dre DPKE (diazezadurioù publik a genlabour etrekumunel) e c'haller gwelet resisoc'h pelec'h emañ an takadoù gwenn a-fet kelenn divyezhek. Tamm-ha-tamm n'eo ket ken splann ken an harzoù hengounel etre tachenn ar brezhoneg ha hini ar gallaoueg. Evel-just eo stankoc'h ar c'helenn divyezhek e kornôg Breizh ; koulskoude ez a war-raok er reter ivez, dreist-holl en-dro d'ar c'hêrioù bras hag a-hed an hentoù pennañ. Dav eo lavaret e chom meur a dakad gwenn er c'hornôg, e Penn-ar-Bed da skouer.

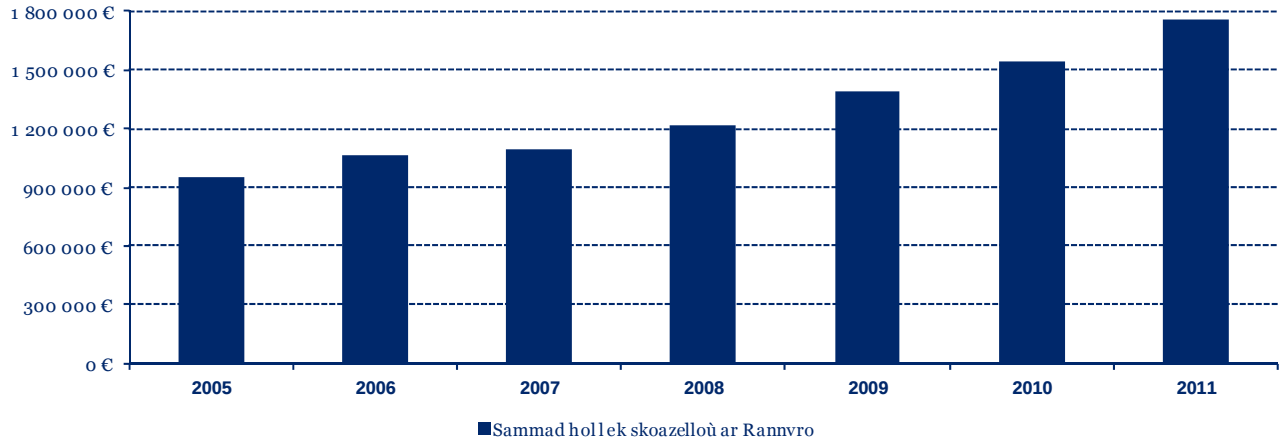
Mont a ra an divyezhegezh da-heul lusk ar poblañ dre ar vro : muioc'h-mui a lañs a vez gant ar c'hreizennoù kêrioù ha gant an arvor er c'hreisteiz dreist-holl.



Pouez ar c'helenn divyezhek er 1añ derez dre DPKE e 2011/2012 - Ofis publik ar Brezhoneg

Evit mad ar brezhoneg neuze eo pouezus-kenañ diazezañ ur politikerezh evit diorren ar c'hinnig en un doare kempouez e Breizh a-bezh en ur zelc'her kont eus istor pep kornad hag eus an emdroadurioù sokioyezhel deuet nevez zo e Breizh da-heul kresk ar c'hêrioù hag ar cheñchamantoù bras a-fet poblañsouriezh hag armerzh.

I.1.1.2 Obererezhioù ar Rannvro evit diorren ar c'helenn divyezhek



Titourenn 4 : skoazelloù ar Rannvro d'ar c'helenn divyezhek- roadennoù tarzh pajenn 88 – en ditourenn-mañ e kaver ivez an oberoù meneget e I.1.2 ha I.1.3 amañ da-heul.

I.1.1.2.a Sikour war-eeun obererien bennañ ar c'helenn divyezhek

Sikour a ra ar Rannvro, war-eeun, ar frammoù hag a labour war dachenn ar c'helenn divyezhek pe dre soubañ. E 2011 ez eus bet roet e-giz-se 1,753 milion a euroioù.

Bep bloaz eta e vez sikouret Diwan gant ar Rannvro dre ur c'hendivizad liesvloaziek e balioù (2009-2011) ma lavarer reiñ ur skoazell digemm d'ar mont en-dro hag ur skoazell hag a c'hall cheñch bep bloaz diouzh an niver a lec'hiadoù a vez digoret hag an niver a skolioù a vez lakaet dindan gevrat. Roet e vez ur skoazell ouzhpenn ivez d'an hentad-se evit kas en-dro ar skolioù-lojañ divyezhek.

Evit an deskadurezh publik, sikouret e vez Div Yezh, anezhi kevread kevredigezhioù tud ar skolidi divyezhek, gant ar Rannvro.

Sikour a ra Dihun Breizh, anezhi kevread kevredigezhioù tud ar skolidi divyezhek en deskadurezh prevez. Reiñ a ra skoaziadennoù ivez da Boellgor Akademiezh ar Gelennadurezh Katolik (PAKEK) evit reiñ lañs d'an hentad divyezhek prevez, dreist-holl evit a sell ouzh stummañ ar gelennerien.

Reiñ a ray a Rannvro an tu d'ar frammoù-se da zelc'her da vont en-dro ha kinnig a ray kevratoù dezho evit maread 2012-2015 en-dro da balioù diorren boutin.

Gant ar c'henemglevioù-stern liesvloaziek-se e vo divizet palioù da vezañ tizhet evit pep ahel diorren dibabet ha termenet e vo ul lodenn eus ar skoaziadennoù diouzh an disoc'hoù bet tapet.

I.1.1.2.b Sikour kelennadurezh ar brezhoneg hag ar gallaoueg

Gant ar Rannvro e vez roet ur skoazell dreziadek evit ar bloaz d'ar c'houlzad evit reiñ un tañva eus ar brezhoneg da skolidi ar skolioù publik unyezhek e Penn-ar-Bed, kaset da benn gant an departamant. Gant ar skoazell dreziadek-se e vez digresket al lodenn a vez da baeañ gant pep kumun, ha diouzh ar memes feur forzh peseurt kumun a vefe.

Sikour a ra ar Rannvro Unvaniezh ar Gelennerien Brezhoneg (UGB) da vont en-dro.

Reiñ a ra ar Rannvro un astenn d'ar bourvezadenn hollek evit al liseoù a zo enno un hentad divyezhek pe lec'h ma c'haller studiañ ar brezhoneg pe ar gallaoueg evel Y V3 (danvez dibab), abalamour da sikour an obererezhioù pedagogel liammet gant an hentadoù pe ar c'hentelioù-se. E 2011 ez ae 172 344 € d'ober ar bourvezadenn bedagogel a-ratozh-se, lodennet evel-mañ :

- 98 016 € evit 22 lise publik hag ar 600 lisead a sell ar c'helenn-se outo ;
- 33 652 € evit 11 lise prevez hag an 206 lisead a sell ar c'helenn-se outo ;
- 40 676 € evit al lise Diwan dre soubañ hag an 249 lisead a zo ennañ.

Delc'her a ray ar Rannvro d'ar bourvezadenn a-ratozh evit al liseoù divyezhek pe lec'h ma kinniger brezhoneg pe gallaoueg evel YV2 pe YV3.

Sellet e vo ouzh disoc'h ar stignad-se, ken evit ar pezh a sell ouzh an implij eus ar bourvezadenn, ken evit ar pezh he deus degaset a-fet kinnig kelennadurezh e brezhoneg pe e gallaoueg.

I.1.1.2.c Sikour an obererezhioù pedagogel a zalc'h kont eus yezhoù Breizh

E-barzh ar stignad Karta e sikour ar Rannvro arc'hantañ obererezhioù pedagogel kinniget gant al liseoù, en-dro da bemp ahel : gwellaat ar yec'hed ha kalite ar vuhez ; an diorren padus hag an Agenda 21 ; lakaat ar re yaouank da vezañ digor war ar bed ; deskadurezh an arzoù ha reiñ un tañva eus an arz, ar sevenadur, ar skiant hag an teknikoù ; ar gevatalded merc'hed-paotred hag ar stourm enep kement droukziforc'h a vefe (abaoe distro-skol 2011 evit ar poent diwezhañ-se). E diabarzh ar framm-se o deus gallet liseoù zo kinnig obererezhioù evit degas brud da yezhoù Breizh pe lec'h ma veze roet ur pas dibar dezho.

E 2009/2010 e oa bet skoazellet e-giz-se, gant ur sammad a 8 800 € en holl, sevel arvestoù hag a gemere ar gallaoueg (liseoù Saint-Joseph e Felger hag Henri-Avril e Lambal) pe ar brezhoneg (lise Sant-Frañsez e Lesneven) e kont, aozañ atalieroù war ar brezhoneg (lise Tepod e Kemper, TFM – Ti ar Familhoù a-ziwar ar Maez – Gwinevez), un eskemm yezh brezhoneg-kembraeg (lise Sant-Paol e Gwened), ur c'hlas natur e brezhoneg dre soubañ (lise Tristan-Corbières e Montroulez).

E 2010/2011 e oa bet skoazellet, gant ur sammad a 6 185 € en holl, aozañ ur film berr e gallaoueg (Henri-Avril e Lambal), eskemmoù yezh brezhoneg-kembraeg (lise an Elorn e Landerne, Tristan-Corbières e Montroulez, Jean-Macé e Lannarstêr) ha brezhoneg-sámi[21] (Sant-Frañsez e Lesneven), atalieroù war ar brezhoneg el lise Tepod e Kemper hag e TFM Gwinevez.

A-hend-all e vez aozet obererezhioù e-barzh ar stignad Karta (7 527 € e 2009-2010 ha 7 840 € e 2010/2011) gant lise Diwan Karaez hag a vez liammet dalc'hmat gant ar brezhoneg, evel eskemmoù gant Euskadi, Bro-Skos, Polonia...

I.1.1.2.d Obererezhioù ar Rannvro e diabarzh ensavioù an Akademiezh

E diabarzh Akademiezhioù Roazhon ha Naoned ez eus pep a Guzul-akademiezh ar yezhoù-rannvro (KAYR), anezho ensavioù kendivizout hag aliañ etre ar Rektorelezhioù hag ar strollegezhioù tiriadel, an Ofis publik, an deskadurezh divyezhek prevez, Diwan, tud ar skolidi hag ar sindikadoù kelennerien, a vez bodet ur wech ar bloaz d'an nebeutañ evit ober bilañs an distro-skol, renabliñ an diaezamantoù a c'hall sevel pe ar pezh en deus graet berzh ha kendivizout diwar-benn kartenn al lec'hiadoù pe klasoù a vefed e-sell da zigeriñ ar bloaz war-lerc'h.

Delc'her a ray ar Rannvro da gemer perzh e KAYR Akademiezh Roazhon abalamour da bouezañ evit lakaat digeriñ lec'hiadoù nevez pe klasoù e lec'hiadoù a zo anezho dija hag ivez evit delc'her an hentadoù en o sav.

Delc'her a ray ar Rannvro da bouezañ ivez evit delc'her ha diorren kelenn ar brezhoneg hag ar gallaoueg er c'hentañ derez hag en eil derez.

Degemeret eo bet ar « Stagadenn d'ar Gevrat raktresoù Stad-Rannvro 2007-2013 evit treuzkas ar brezhoneg ha reiñ lañs d'e implij er vuhez pemdez »[22] gant ar gevelerien a sell ar skrid-se outo (Stad, Rannvro[23], Departamant, Skolioù-meur), hag emeur bremañ war-nes lakaat sinañ anezhi.

Ober a ray ar Rannvro e doare ma vo bodet ar Poellgor heuliañ, ennañ ar Rektor Akademiezh ha Prezidant ar C'huzul-rannvro da genprezidanted, div wech ar bloaz d'an nebeutañ kerkent ha ma vo lakaet da dalvezout, evel ma'z eo skrivet er c'hendivizad. Fellout a ra d'ar Rannvro e teufe ar poellgor-se da vezañ ul lec'h ma vo kevraouet ha kemeret divizoù evit a sell ouzh astenn ar c'helenn divyezhek e Breizh, hag ul lec'h ma vo diskoulmet kudennoù zo, ken ar re a denn d'an doare ma vez ingalet ar c'hinnig e Breizh a-bezh, ken ar re a denn da galite ar stummañ da micherioù ar c'helenn divyezhek.

Emañ ar Rannvro o c'hortoz ma vefe prizachet ingal ar pezh a vez graet gant kevelerien ar C'hendivizad, dreist-holl ar pezh a sell ouzh stummañ ha tuta ar c'hoskor, digeriñ lec'hiadoù divyezhek ha lakaat politikerezh ar poloù e pleustr. Diwall a ray ma vo adtermenet ar stignad-se evit kement diell programmañ liesvloaziek Stad-Rannvro hag a vo lakaet da dalvezout war-lerc'h 2013, kuit dezhañ da vezañ implijet da skoilhañ ouzh kas obererezhioù nevez war-raok, evel en Il-ha-Gwilen, ha pa vefe evit ar brezhoneg pe evit ar gallaoueg.

[21] Yezh finnek-ougriek a vez komzet e Finland, Rusia, Sveden ha Norvegia.

[22] Sellet ouzh ar bajenn 78.

[23] Da-geñver dalc'h miz Meurzh 2009.

I.1.1.3 Diazezañ palioù nevez evit diorren kelenn yezhoù Breizh pe dre yezhoù Breizh

Etre ar Stad ha Strollegezh tiriadel Korsika e oa bet sinet, e 2007, ur c'henemglev liesvloaziek hag a laka hollekaat tamm-ha-tamm ar c'helenn divyezhek adalek ar skol-vamm. Da c'hortoz tizhout ar pal-se war grenn dermen e laka ar c'henemglev hollekaat ivez kelenn ar c'horseg war verr dermen (98% eus skolidi ar c'hentañ derez a heulie un eur hanter a gentelioù korseg bep sizhun e 2011).

Hollekaat aze ne dalvez ket rediañ : pa vez kinniget ur gelennadurezh divyezhek pe eus ar yezh d'an holl e c'hall bezañ nac'het gant tud ar skolidi na fell ket dezho kaout anezhi.

N'eo ket gwellooc'h stad ar brezhoneg eget hini ar c'horseg a-fet sokioyezhoniezh. Bras eo eta pouez an treuzkas dre ar skol evit lakaat anezhañ da chom bev. Gallout a ra ar Stad ober evit Breizh ar memes strivoù hag ar pezh he deus graet evit Korsika, gant ma vo kreñv ar youl, da skouer dre reiñ peadra da stummañ ar gelennerien hag an danvez-kelennerien.

Hervez ar gevatalded etre an tiriadoù hag etre ar yezhoù eo reizh ma vefe goulennet diazezañ ur politikerezh evit ar c'helenn divyezhek hag a lakay tamm-ha-tamm hollekaat ar c'hinnig, anez rediañ. Ne reer amañ, forzh penaos, nemet adlavaret ar pezh a oa bet goulennet dija gant Kevredigezh rannvroioù Frañs e-barzh Kensavenn ar yezhoù rannvroel[24].

Da c'hortoz tizhout ar pal-se war hir dermen eo reizh ivez klask hollekaat tamm-ha-tamm, anez rediañ, ar c'hinnig evit a sell kelenn ar brezhoneg.

Kemend-all a c'haller ober ivez evit kelenn ar gallaoueg, diouzh ar goulenn a vo savet.

An engouestloù a gaver amañ da-heul, ha na zeuont ket diwar ar fed e vefe sevenet ar re a sell ouzh an hollekaat, zo diferadurioù da vezañ lakaet da dalvezout war verr dermen pe war grenn dermen, tamm-ha-tamm ha diouzh ar redioù a zo – dreist-holl ar c'hoskor a zo bet stummet. Ar pennadurezhioù publik eo a zo barrek da lakaat kement-se da dalvezout diouzh ar barregezhioù a vez roet dezho hervez al lezennoù hag ar reoliadurioù.

I.1.1.3.a Dasparzhañ en-dro ar barregezhioù a sell ouzh ar c'helenn divyezhek hag eus yezhoù Breizh

Gouestl 7 : Ober e doare ma vo treuzkaset mererezh ar gartenn skol evit ar c'helenn divyezhek dageñver an arnodiñ.

Er poent II-6 eus Kensavenn ar yezhoù rannvroel gant KRF e c'houlenner ma vo « *roet d'ar rannvroioù ar varregezh a sell ouzh diazezañ ur brastres rannvroel evit staliañ lec'hiadoù divyezhek evit an holl liveoù, e kendoniadur da vat gant ar Stad.* »

E 2008 en doa goulennet Prezidant ar C'huzul-rannvro digant ar C'hentañ Ministr ar gwir da arnodiñ a zo enskrivet er Vonreizh evit diorren ha luskañ ur politikerezh yezh hag a yelo diouzh ar pezh emañ ar Vretoned o c'hortoz.

E miz Kerzu 2008 e oa bet degemeret a-unvouezh gant ar Vodadenn rannvroel ur mennad hag a c'houlenne ma vefe aotreet an arnodiñ-se ar buanañ ar gwellañ d'ar Rannvro, abalamour d'en lakaat da dalvezout adalek distro-skol miz Gwengolo 2009.

Sevel a ra Rannvro Breizh ar goulenn-se adarre.

[24] II-3°) « *Lakaat ar gevatalded da dalvezout a-fet digeriñ ar c'helenn hag ar stummañ e ha war ar yezhoù rannvro, dre hollekaat ar c'hinnig tamm-ha-tamm.* »

I.1.1.3.b Stankaat ar c'hinnig a-fet kelenn divyezhek

Kehentiñ war perzhioù mat ar c'helenn divyezhek

Karget eo an Ofis publik gant ar Rannvro da gas en-dro ha da seveniñ ar c'houlzad kehentiñ hollek « Klasoù divyezhek galleg-brezhoneg, + a deod » evit an holl dud diwar-benn perzhioù mat ar c'helenn e brezhoneg ha war ar brezhoneg.

Diazezañ palioù kreskiñ

E penn kentañ 2013 e kinnigo ar Rannvro ur renabl palioù klok, ken a-fet feur kreskiñ, ken a-fet niver a skolidi pe dasparzh war dakad ar Rannvro, hag a c'hallo dont da vezañ evit an holl an dave evit a sell ouzh diorren ar c'helenn brezhoneg.

Lakaat diferadurioù nevezus da dalvezout

Gouestl 8 : Lakaat ar c'hinnig a-fet kelenn divyezhek da greskiñ diouzh lusk kresk ar boblañs en tiriadoù.

Evit tizhout ar pal-se eo ret kompren e rank diorren ar c'helenn divyezhek mont da-heul lusk ar boblañsouriezh e Breizh ha mont diouzh ar goulenn a sav e-touez an dud. Evit doujañ ar gevatalded e c'hallo ar Vretoned a fello dezho, war verr dermen, kavout ur c'hinnig divyezhek, publik dreist-holl, nepell diouzh o annez. Kinnig a ray ar Rannvro d'ar Stad mont war an tu-se da-geñver ar c'hevratelaat da zont.

Evit klokaat kement-se ha bezañ kempouez, e ranko al lezenn anavezout ar gwir da gaout ur gelennadurezh divyezhek pe dre soubañ. Reiñ a ray ar Rannvro harp da goulennoù ar c'humunioù a zo enno ul lec'hiad divyezhek pe dre soubañ, pe meur a hini, a samm ar c'hargoù a zeu da-heul ar servijoù publik a vez graet ganto, hag a fell dezho diwar-se ma vefe rediet ar c'humunioù all gant al lezenn da adpaeañ ar skodenn-skol.

Gouestl 9 : Broudañ da arnodiñ un hentad gant gallaoueg evel danvez dibab astennet.

Gant ar gallaoueg evel danvez dibab astennet (etre 3 ha 4 eurvezh ar sizhun e-lec'h unan) e c'hallfed gwellat barregezhioù yezh ar skolidi o devez un tañva eus ar gallaoueg er c'hentañ derez.

Gouestl 10 : Lakaat kevratelaat lec'hiadoù nevez Diwan kerkent ha digoret

Goulenn a ra ar Rannvro digant pennadurezhioù an Akademiezh lakaat an argerzhadur a vez lakaet da dalvezout gant Rektorelezh Bourdel evit an *ikastolak* (skolioù kevredigezhel euskarek dre soubañ hag a zo bodet er c'hevread Seaska), da dalvezout evit skolioù nevez Diwan evit reiñ lañs d'ar rouedad : dav eo anavezout al lec'hiadoù nevez evel adskolioù da skolioù a zo anezho dija, e-giz-se e c'haller kevratelaat anezho kerkent hervez al lezenn niv. 59-1557 eus an 31 a viz Kerzu 1959 diwar-benn an darempredoù etre ar Stad hag ar skolioù, e-lec'h goude pemp bloaz ma vez kemeret an holl zispignoù e karg gant Diwan.

Gouestl 11 : Er c'hentañ derez (skol-gentañ ha skol-vamm) publik, lakaat an niver izek a vugale a ranker kaout evit digeriñ ar c'hlasoù da c'hallout cheñch diouzh stankter ar boblañs (9 war ar maez, 14 er c'hêrioù).

Dre ma ranker kaout 15 skoliad d'an nebeutañ evit digeriñ ur c'hlas divyezhek ez eo diaes-tre an traoù en takadoù lec'h n'eo ket stank ar boblañs, goude m'eo uhel-tre feur ar vrezhonegerien er boblañs e darn anezho (e Bro Kornôg-Kreiz-Breizh lakaomp)[25] ; uhel eo dregantad an danvez skolidi enno ivez, met n'eo ket uhel a-walc'h e-keñver an niver a c'houlenner evit gallout digeriñ ur c'hlas.

[25] Sellet ouzh ar gartenn er rann I.1.1.1.a *supra*.

Emaomp aze neuze gant un dalc'h a bouez a-fet terkañ an tiriad pa ranker diazezañ dezverkoù disheñvel etre ar c'hêrioù hag an takadoù n'int ket poblet stank.

Goulenn a ra ar Rannvro digant ar Stad ma vo lakaet digeriñ klasoù divyezhek en takadoù lec'h n'eo ket stank ar boblañs[26] adal ma vo 9 skoliad. Goulenn a ra ivez ma vo kemeret ar vugale e kont evit ar c'hlasoù skol-vamm adal ma tapint o 3 bloaz e-kerzh ar bloavezh-skol.

Gouestl 12 : Lakaat kinnig ur gelennadurezh divyezhek nes en eil derez ha lakaat an diarbennoù a zere da dalvezout evit ober d'an troc'h evit an tremen eus ar 1ñ d'an eil derez digreskiñ (poloù kempoell diazezet war ur c'hinnig solut er 1ñ derez, eurioù hanter-ouzh-hanter, dedennañ an dud, treuzdougen d'ar skol).

Evit gwellaat c'hoazh an tremen eus ar CM2 d'ar c'hwec'hvet en hentadoù divyezhek e c'hall ar pennadurezhioù publik a zo karget da ziorren ar c'helenn divyezhek, pep hini diouzh he barregezhioù, lakaat meur a ziarbenn da dalvezout :

- Da-geñver ar c'hevratelaat da zont, kinnig adwelet kartenn ar poloù o telc'her kont eus :
  - ar goulenn a-fet kelennadurezh divyezhek nes a-berzh tud ar skolidi, pa ouzer dreist-holl eo aet priz ar monedone etre ar gêr hag al labour war greskiñ ;
  - stad ar c'helenn divyezhek er c'hentañ derez evit kement takad hag a zo stag ouzh ur skolaj ;
- Delc'her pe reiñ lañs d'ur politikerezh treuzdougen d'ar skol aozet a-ratozh diouzh perzhioù ar c'helennn divyezhek en eil derez ;
- Aesaat digeriñ klasoù divyezhek er c'hentañ derez, dreist-holl en takadoù stag ouzh ur skolaj lec'h ma'z eus un hentad divyezhek, abalamour da solutaat an hentadoù-se ;
- Ober diouzh ma vo doujet pizh d'ar barelezh eurioù ;
- Reiñ da c'houzout da dud ar skolidi er skolioù-mamm hag er skolioù-kentañ divyezhek, en un doare da gordañ gant pep degouezh – diouzh ar c'helc'hiad m'emañ ar skolidi –, ez eo talvoudus kendelc'her gant ar gelennadurezh divyezhek en eil derez, kement-se evit prientiñ ar vugale da dremen er 6vet.

Dav e vo ivez d'an tudelezhioù publik a zo e-barzh ar jeu amañ kemer diarbennoù, diazezet war ar memes mennozh, evit gwellaat an tremen eus ar skolaj d'al lise.

Gouestl 13 : Lakaat diazezañ un hentad divyezhek kentañ en eil derez teknologel, micherel, labour-douar ha mor.

Peogwir n'eus ket eus hentadoù divyezhek en eil derez teknologel, micherel, labour-douar ha mor, ne c'hall ket skolidi zo delc'her gant o studioù en deskadurezh divyezhek.

Evit doujañ d'ar gevatalded etre an hentadoù el liseoù e vo dav diazezañ tamm-ha-tamm ur gelennadurezh divyezhek en hentadoù estreget er c'helenn hollek.

Gouestl 14 : Lakaat delc'her kont eus ar bedagogiezh divyezhek er stignadoù da skoazellañ ar skolidi o deus diaezamantoù.

Dav eo da skolidi an hentadoù divyezhek o deus diazamantoù, gallout kaout ur skoazell a-ratozh diouzh o hentad (eurioù hanter-ouzh-hanter, delc'her kont eus ar yezh a vez implijet evit an danvez-mañ-danvez). Dav e vo ivez kelaouiñ an dud war an disleksiezh ha war pezh a c'hall ar c'helenn divyezhek degas evit mezegañ anezhi.

I.1.1.3.c Kreskiñ ar c'hinnig a-fet kelennadurezh ar brezhoneg hag ar gallaoueg

Gouestl 15 : Sikour astenn an tañva d'ar brezhoneg er c'hentañ derez.

Gant an tañva d'ar brezhoneg war zibab er 1añ derez e c'hall ar skolidi en hentadoù unyezhek deskiñ un toullad diazezoù kement ha disteraat un tamm an troc'h brasoc'h-bras a vez etre ar re yaouank divyezhek hag ar re n'int

[26] Evel en Euskadi lec'h n'eus bet lakaet niver izek ebet.

bet gwech ebet, pe dost, e darempred gant ar brezhoneg, abalamour ma ne vez ket mui desket ar yezh en un doare hengounel er familhoù ha ne vez ket klevet stank er vuhez foran nag er mediaoù.

Ar pezh a vez kaset da benn er mareoù-mañ gant Departamant Penn-ar-Bed evit ar skolioù publik, gant sikour ar Rannvro, a vez graet hervez ur c'henemglev liesvloaziek sinet asambles gant an Ensellerezh Akademiezh ha lakaet e vez e-barzh raktresoù ar skolioù.

Gallout a rafed ober kemend-all e Breizh a-bezh asambles gant an departamantoù, diouzh goulennoù tud ar skolidi ha/pe ar skolioù.

Gouestl 16 : Sikour an tañva d'ar gallaoueg er 1añ derez.

Diouzh ar goulennoù a vez savet hag er memes doare e c'hallfed luskañ un tañva d'ar gallaoueg war zibab er 1añ derez. Kinniget e vez un hevelep tañva dija e meur a skol en Il-ha-Gwilen hag er Mor-Bihan.

Gouestl 17 : Kemer perzh e diorren kelennadurezh ar brezhoneg hag ar gallaoueg en eil derez a-bezh, en deskardelezh hag er stummadurioù war-lerc'h ar vachelouriezh.

Evit ober se e vefe dav d'ar Stad lakaat kreskiñ ar c'hinnig an eil derez hag an deskardelezh (danvezioù dizoleiñ pe danvezioù dibab diret) dre lakaat anezhañ er programm hag en implij amzer reizh evit ar skolajidi, al liseidi (forzh peseurt hentad a vefe) hag an deskarded. Da-heul se, kuit d'ober d'ar skolidi dibab danvezioù dre ziouer, e vefe dav aotren anezho da dremen un danvez dibab ouzhpenn en arnodennoù (bachelouriezh) pa vez an danvez-se ur yezh rannvro.

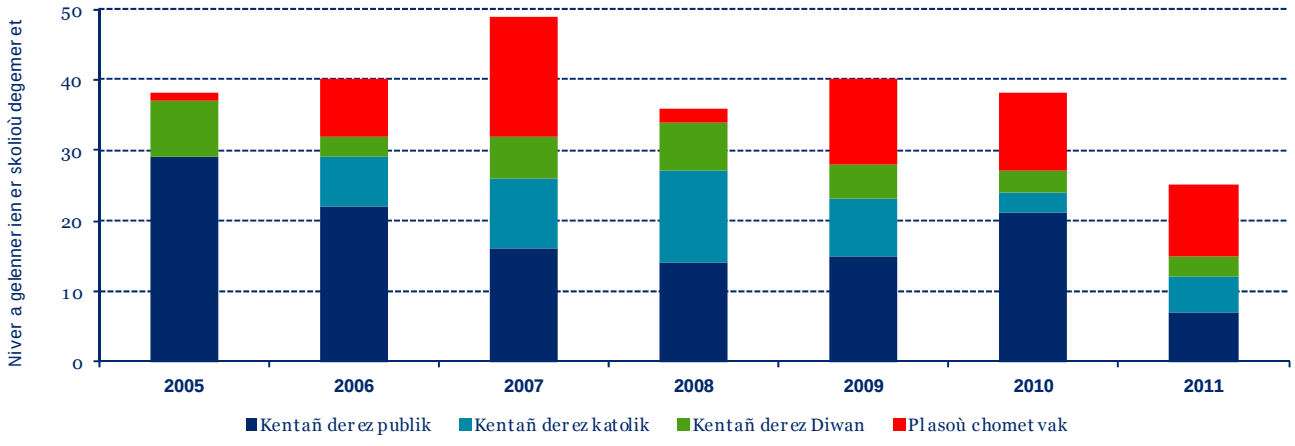
Ret e vo d'an Ofis publik ha da bennadurezhioù an Akademiezh delc'her d'ober bruderezh e-mesk ar skolidi hag ar skolidi da zont. Kroget e oa bet gant se en nevezamzer 2011, ha diwar-se ez eus bet ur c'hresk 6% a-fet niver ar skolidi e distro-skol 2011/2012, ha pa'z ae war zigreskiñ ingal e-kerzh ar bloavezhioù diwezhañ evit ar gelennadurezh-se.

Ne c'haller studiañ ar yezhoù rannvro war zibab war-lerc'h ar vachelouriezh nemet e Skol-veur Breizh-Uhel (brezhoneg ha gallaoueg), Skol-veur Breizh-Izel (brezhoneg) hag en un hentad BTU e Landivizio (brezhoneg)... Dav e vo degas muioc'h a bouez hag a vrud d'ar c'helennadurezhioù-se abalamour da ginnig anezho ivez er skolioù-meur all eus Breizh hag er stummadurioù anskolveuriek war-lerc'h ar vachelouriezh, ar pezh a c'hall bezañ graet dre ar c'henlodenniñ etre ar skolioù.

I.1.2 Sikour stummerezh an danvez kelennerien divyezhek

I.1.2.1 Ne vez ket degemeret trawalc'h a gelennerien er genstrivadeg, gant-se ne vez ket lañs a-walc'h gant ar c'helenn divyezhek

Ne vez ket lañs a-walc'h gant ar c'helenn divyezhek, unan eus an abegoù eo abalamour na vez ket degemeret trawalc'h a gelennerien stummet er c'henstrivadegoù evit kelennerien ar skolioù (KS – 1añ derez) pe evit kelennerien al liseoù hag ar skolajoù (KLS – eil derez).



Titourenn 5 : niver a emstriverien degemeret e kenstrivadeg ar gelennerien skolioù, arbennigiezh yezhoù rannvroel – roadennoù tarzh pajenn 88

Evit kenstrivadeg kelennerien ar skolioù ez eus peadra da vezañ nec'het-bras rak mont a ra an niver a bostoù digoret hag an niver a dud degemeret war zigreskiñ ingal abaoe 2005, gant-se e vez diaes goude digeriñ klasoù

nevez da bep distro-skol. Ouzhpenn-se ne vez ket degemeret – nemet er bloavezhioù 2005 ha 2008 – kement a dud hag an niver a bostoù digoret, pell a se, diwar-se e vez digresket an niver a bostoù er c'hentstivadegoù a vez war-lerc'h, ha gwashoc'h c'hoazh p'emeur oc'h adwelet an holl politikerezhioù publik, ar pezh en deus ul levezon war niver an implijidi en deskadurezh publik ha prevez dindan gevrat[27] :

Er genstrivadeg KS e 2011 :

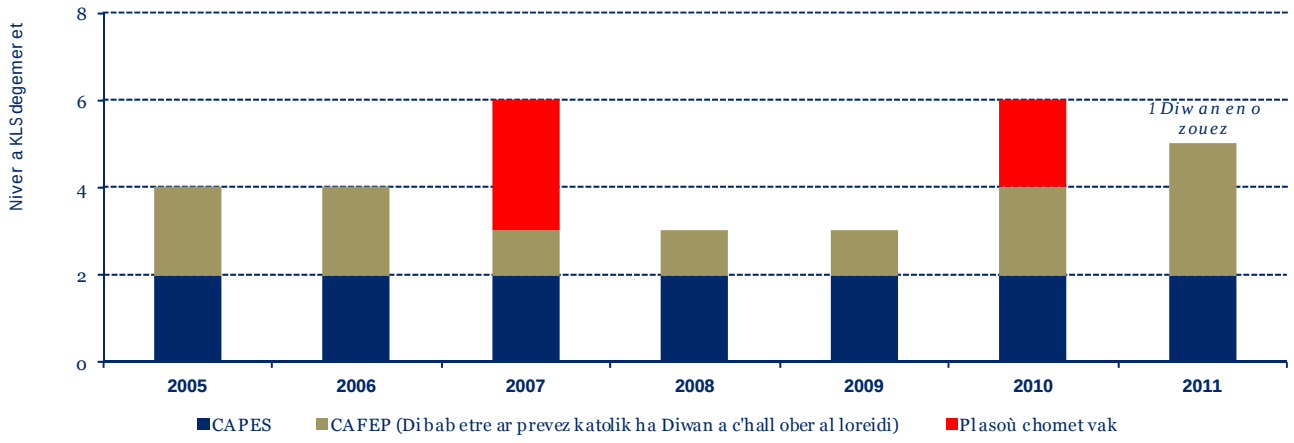
- 16 post a oa digoret evit al lodenn diavaez er publik ; ne oa bet degemeret nemet 7 den, da lavaret eo ur feur pengenniñ 44% ;
- 1 post a oa digoret evit al lodenn diabarzh er publik ; ne oa bet degemeret den ebet ;
- 5 post a oa digoret el lodenn diavaez en deskadurezh prevez katolik ; 5 den a oa bet degemeret, da lavaret eo ur feur pengenniñ 100% ;
- 3 fost a oa digoret evit al lodenn diavaez e Diwan ; 3 den a oa bet degemeret, da lavaret eo ur feur pengenniñ 100%.

Setu an 10 post ne oant ket bet pourvezet e 2011 (unan anezho el Liger-Atlantel) a oa holl en deskadurezh publik.

Dav eo lavaret e cheñch kalz feur ar postoù pourvezet dre hentad diouzh ar bloavezhioù, nemet evit Diwan lec'h ma chom uhel-mat er genstrivadeg diavaez (100% bep bloaz abaoe 2005), moarvat abalamour ma vez trawalc'h a dud war ar renk (e kenstrivadeg 2012 ez eus 12 den war ar renk evit 2 bost, da lavaret eo 6 gwech muioc'h). Evit an deskadurezh prevez katolik e oa bet mat-tre an disoc'hoù e 2009 (8 den degemeret pa oa 9 fost da bourvezañ) pe 2008 (13 den pa oa 14 post), ar pezh ne oa ket bet gwir e 2010 (3 den degemeret pa oa 9 fost da bourvezañ) pe 2007 (10 den pa oa 18 post). Evit kenstrivadeg 2012 e oa 12 den war ar renk pa oa 5 post da bourvezañ, da lavaret eo 2,4 gwech muioc'h. Evit kenstrivadeg ar publik, ha pa oa bet mat an traoù er bloavezhioù 2006 (22 zen degemeret pa oa 24 fost da bourvezañ) ha 2008 (14 pa oa 15 post) ha dereat er bloavezh 2010 (21 den degemeret pa oa 26 post), int bet etre daou evit a sell ouzh ar bloavezhioù 2007 (16 den degemeret pa oa 24 fost), ha 2009 (15 pa oa 25 post). Evit kenstrivadeg 2012 ne oa nemet 31 den war ar renk pa oa digoret 24 fost, da lavaret 1,3 gwech muioc'h. Dav eo lavaret ne oa nemet un den war ar renk war an 3 o doa lakaet o anv en Akademiezh Naoned, pa oa digoret 4 fost.

Pa lakaer an hentad-se keñver-ha-keñver gant an daou all e weler neuze, gant an niver re izel a dud war ar renk evit ar genstrivadeg er publik ha feur izel an dud degemeret e-keñver an niver a bostoù digoret, ne ya ket mat an traoù gant an hentad-se ha/pe gant ar stummadur-se evit a sell ouzh dedennañ an dud.

Pa ouzer pegen uhel eo live ar genstrivadeg KS e soñjer neuze ez eo ret lakaat kalz muioc'h a dud da vont war ar renk, ar pezh ne c'hall dont nemet da-heul kresk an niver a studierien er master « kelenn divyezhek » en teir c'hreizenn stummañ lec'h ma vez kinniget – abaoe m'eo bet lakaet stummerezh adreizhet ar gelennerien da dalvezout e 2010 : ESSM (ensavadur skol-veur ar stummañ-mistri) – lec'hiad Sant-Brieg (stag ouzh SBI) evit ar 1añ derez publik ; EUSGeK (Ensavadur uhel stummañ ar gelennadurezh katolik) – lec'hiad Brest (stag ouzh Skol-veur gatolik ar C'hornôg en Añje) evit ar 1añ derez prevez ; Kelenn (e Kemper) evit 1añ derez Diwan.



Titourenn 5 : niver a emstriverien degemeret e kenstrivadeg ar gelennerien liseoù ha skolajoù, arbennigiezh yezhoù rannvroel – roadennoù tarzh pajenn 88

[27] Evit ar genstrivadeg KS e 2012 avat ez eus bet digoret 31 post pa oa 25 e 2011.

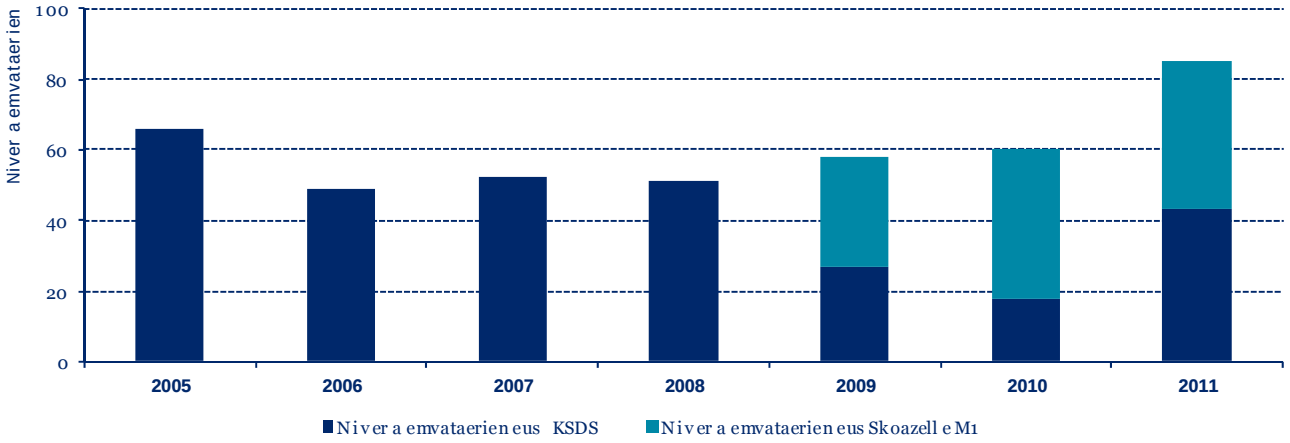
Evit ar genstrivadegoù kelennerien al liseoù hag ar skolajoù eo gwelloc'h feur an dud degemeret e-keñver niver ar postoù da bourvezañ peogwir eo bet pourvezet bep bloaz an holl bostoù digoret er CAPES hag er CAFEP, nemet e 2007 hag e 2010.

Koulskoude e chom izel-tre an niver a bostoù digoret (n'eo ket aet en tu all da 6 abaoe 2005 ha n'eus nemet e 2011 ma oa bet degemeret 5 KLS) ha ne c'hall ket kement-se bezañ a-walc'h evit reiñ lañs da hentadoù par-ouzh-par er skolajoù hag el liseoù. Ne vez ket par-ouzh-par an eurioù e brezhoneg hag e galleg, ar pezh a zo un dra fall evit an hentadoù-se.

Prientet e vez ar masterioù da stummañ an dud evit kenstrivadegoù divyezhek an eil derez gant Skol-veur Breizh-Uhel ha Skol-veur Breizh-Izel (ne vez ket graet an diforc'h etre publik ha prevez). Evit tremen ar CAPES hag ar CAFEP e ranker bezañ barrek war daou zanvez : ar brezhoneg hag un danvez all. Uhel-mat eo live ar genstrivadeg-se, dav eo amañ ivez lakaat muioc'h a dud da vont war ar renk ha pouezañ an abretañ ar gwellañ war ar fed e ranker bezañ barrek e daou zanvez, kuit da re a dud da c'hwitañ abalamour m'int barrek war un danvez hepken (pe ar brezhoneg, pe an danvez all dibabet).

I.1.2.2 Politikerezh ar Rannvro evit broudañ an dud da vont da gelennerien divyezhek

Evit tuta kelennerien divyezhek en un doare gwelloc'h he deus diazezet ar Rannvro stignadoù atizus, darn anezho evit dedennañ an dud war-zu ar masterioù « kelenn divyezhek » (Skoazell), re all evit reiñ ur stummadur war ar brezhoneg da gelennerien entitlet dija pe da zanvez-kelennerien (Desk / lodenn kelennadurezh – KSDS a-raok).



Titourenn 6 : niver a emvataerien eus ar stignadoù KSDS ha Skoazell dre vloaz – roadennoù tarzh pajenn 88

I.1.2.2.a Ar stignad Skoazell

Pal ar stignad Skoazell zo broudañ ar re yaouank da brientiñ ar genstrivadeg ha da lakaat e-giz-se niver an danvez kelennerien divyezhek da greskiñ en tri hentad kelennadurezh (divyezhek publik, divyezhek prevez katolik, Diwan). Graet eo evit an dud o deus lakaet o anv da vont e master 1 pe 2 evit prientiñ ar c'henstrivadegoù divyezhek er c'hentañ pe en eil derez (KS pe KLS) en unan eus ar c'hreizennoù stummañ-mañ : ESSM Breizh (lec'hiad Sant-Brieg), Kelenn, EUSGeK, Rann ar brezhoneg eus Skol-veur Breizh-Uhel, Rann ar c'heltieg e Skol-veur Breizh-Izel. Klask a reer, gant ar stignad-se, diskouez ar vicher gelenner divyezhek galleg-brezhoneg war he zu mat ha dedennus ha, dre sikour an dud da baeañ o studioù evit mont war micherioù ar c'helenn brezhoneg, broudañ anezho da lakaat o anv evit kenstrivadegoù ar c'helenn divyezhek lec'h na vez ket trawalc'h a dud o vont war ar renk.

Digor eo Skoazell d'ar studierien, tapet un aotreegezh ganto, a lavar mont war ar renk evit ur genstrivadeg ha kelenn 5 bloaz d'an nebeutañ en un hentad divyezhek. Roet e vez 5 000 € evit pep hini eus an daou vloavezh Master.

Krouet e oa bet ar stignad Skoazell e 2009. Gantañ e oa gallet sikour 31 studier e Master 1 e 2009, 42 e 2010 ha 42 e 2011. E 2011 e oa bet sikouret 21 studier e master 2 gant Skoazell.

Bep bloaz e vez graet bruderezh gant ar Rannvro en-dro d'ar stignad-se, war un dro e c'haller ivez brudañ micherioù ar c'helenn divyezhek. E 2011 koulskoude ne oa ket bet roet muioc'h a skoazelloù eget e 2010, ar pezh n'eo ket ur sin vat evit a sell ouzh dedennañ an dud gant ar master KS divyezhek publik (ESSM), pa weler eo stabil an niver a studierien a zibab lakaat o anv evit Kelenn (Diwan) – hag ivez pegen uhel eo an niver-se e-

keñver an niver a bostoù digoret – ha pa weler eo kresket kalz an niver a dud war ar renk enskrivet en EUSGeK (deskadurezh prevez divyezhek).

Ober a ray ar Rannvro war-dro brudañ muioc'h ar stignad Skoazell ha perzhioù mat micherioù ar c'helenn divyezhek.

A-hend-all e vo sellet pizh ouzh live brezhoneg an danvez kelennerien.

I.1.2.2.b Ar stignad Desk / lodenn kelennadurezh (KSDS a-raok)

Ar stignad Desk / lodenn kelennadurezh (KSDS a-raok) zo ur skoazell roet d'an-unan evit an dud a zo o heuliañ ur stummadur war ar brezhoneg en ur greizenn stummañ micherel grataet[28] gant ar soñj da vont war-zu ar c'helenn divyezhek. Disheñvel eo diouzh Skoazell : gantañ ne vez ket sikouret ar studier e-pad an 2 vloavezh master da brientiñ evit kenstrivadeg ar gelennerien divyezhek, met reiñ a ra an tu da zeskiñ brezhoneg en ur greizenn stummañ micherel e-pad ur pennad amzer etre 6 ha 9 miz.

Digor eo da zaou seurt tud :

- ar gelennerien unyezhek a zo roet un ehan stummañ dezho gant o implijer evit mont da gelennerien divyezhek. Da-heul o stummadur, gant ma vint kavet barrek da gelenn e brezhoneg dre ur briziadenn, e c'hallint bezañ lakaet kerkent war ur post divyezhek ;
- an dud a zo e stummadur dibaouez, tapet un aotreegezh ganto, pe ar studierien tapet un aotreegezh ganto ivez, hag a fell dezho deskiñ ar yezh e-pad ar bloavezh rakstummañ ha goude-se lakaat o anv er master kelenn divyezhek (eno e c'hallint neuze bezañ sikouret gant Skoazell).

Betek 2011 e veze studiet an teulioù gant ar gevredigezh KSDS (Kreizenn Stummañ an Danvez Skolaerien). Diwar vremañ e vo fiziet al labour-se, gant mistri bublik an oberiadur (Rannvro Breizh, Departamantoù Penn-ar-Bed hag ar Mor-Bihan), en Ofis publik ar brezhoneg. Abalamour da gehentiñ en un doare sklaer war ar stignad-se a zo pouezus-kenañ evit tuta kelennerien divyezhek, ez eus bet divizet ober Desk / lodenn kelennadurezh anezhañ.

Roet e vez evit o c'houlzad stummadur 6 miz, ur skoazell 3 000 € digant ar Rannvro hag an Departamantoù d'an dud dibabet evit Desk / lodenn kelennadurezh a zo o chom en Departamantoù keveler. Evit an dud a zo o chom en departamantoù all ne vez roet nemet 2 500 €, digant ar Rannvro hepken. Evit ar stummadur 3 miz a reer « uhel » anezhañ e vez roet ur skoazell 1 500 € gant Desk / lodenn kelennadurezh.

Goude ma oa bet kollet kalz a lañs gant ar stignad etre 2009 ha 2010 (d'ar mare ma oa bet lusket Skoazell), e oa aet niver an dud war ar renk war greskiñ kalz e 2011 (43 pa ne oa nemet 18 e 2010). Traoù a-feson zo bet degaset gant ar politikerezh kaset da benn gant Ensellerezh Akademiezh Penn-ar-Bed da sikour ar stummañ dibaouez war ar brezhoneg evit ar gelennerien entitlet ; gallout a reer gwelet aze ivez efedoù ar c'houlzad Skoazell, pa fell da dud ha n'int ket kelennerien, pe da dud kevratet tapet ganto un aotreegezh, deskiñ brezhoneg abalamour da vont goude-se en ur master stummañ war ar c'helenn divyezhek.

Digor eo ar stignad Desk / lodenn kelennadurezh ivez, diouzh ar memes divizoù, d'ar re a fell dezho heuliañ ur stummadur micherel war ar gallaoueg gant ar soñj da vont da gelenn.

Kreñvaet e vo ar c'hehentiñ a-stroll en-dro d'ar stignad Desk.

Kinnig a ray ar Rannvro d'ar C'huzulioù-departamant na gemeront ket perzh er stignad c'hoazh en ober en amzer-da-zont.

I.1.2.2.c Kehentiñ a-stroll war perzhioù mat micherioù ar c'helenn divyezhek

Gouestl 18 : Kehentiñ war perzhioù mat micherioù ar c'helenn divyezhek.

Ouzhpenn ar c'houlzadoù kehentiñ aozet gant ar Rannvro war ar c'helenn divyezhek, dre Skoazell ha Desk / lodenn kelennadurezh, eo ret mont pelloc'h ha gwellaat an doare da duta danvez kelennerien divyezhek, ha

[28] Kelenn (bloaz rakstummañ), Stumdi, Skol an Emsav, Mervent, Roudour, Skol-veur gatolik ar C'hornôg e Gwengamp hag Aradon (DS).

gant-se reiñ lañs d'ur c'houlzad kehentiñ bras gant ar Rannvro asambles gant ar Stad, ar strollegezhioù all a zo barrek war an dachenn-se, an Ofis publik, ar Skolioù-meur, an deskadurezh katolik, Diwan.

Kinniget e vefe neuze ar micherioù a sell ouzh ar c'helenn divyezhek, an doare ma vezer tutaet ha stummet evit pep hini anezho. Gant ar stignad-se, e doareoù hag a vo termenet diouzh kement seurt tud a zo, e c'hallfed mont davet :

- Al liseidi, pe e vefent divyezhek pe get, dre ar stignadoù kelaouiñ war an heñchañ ;
- Ar studierien divyezhek en aotreegezh hag ar studierien unyezhek, dezho da vezañ stummet e-barzh o studioù ha/pe e-pad ur bloavezh rakstummañ ;
- Ar gelennerien entitlet unyezhek, dezho da vezañ stummet war ar brezhoneg da-geñver un ehan stummañ.

Broudet e vo d'aozañ, e-barzh ha gant ar skolioù-meur, foromoù/saloñsoù war micherioù ar c'helenn divyezhek.

I.1.2.3 Sikour war-eeun stummañ kelennerien divyezhek

I.1.2.3.a Kelennadurezh ar yezhoù en aotreegezh

E 2008 he doa sinet ar Rannvro kendivizadoù liesvloaziek (evit ar bloavezhioù skol-veur 2008-2009, 2009-2010 ha 2010-2011) gant Skol-veur Breizh-Uhel (Roazhon 2) ha Skol-veur Breizh-Izel (Brest) abalamour da solutaat stummadur an danvez kelennerien divyezhek er skol-veur, diazezet war daou ahel pennañ :

- Deskiñ brezhoneg danvez war zibab adalek bloavezh kentañ an aotreegezh ;
- Kinnig kentelioù a-ratozh da brientiñ evit ar c'helenn divyezhek.

Sinet ez eus bet ur c'hendivizad ivez etre ar Rannvro ha Skol-veur Breizh-Uhel evit kinnig ur gelennadurezh war zibab eus ar gallaoueg.

Cheñchet eo an doare da stummañ ar gelennerien abaoe m'eo bet sinet ar c'hendivizadoù liesvloaziek-se. Pa lenner ar bilañs eus ar mod int bet lakaet e pleustr e weler neuze e ranko doareoù a-ratozh diouzh an ezhommoù a-fet diazezañ masterioù da brientiñ evit ar c'helenn divyezhek en eil derez, bezañ termenet kentañ gwech e vo labouret war ar c'hevratelaat.

Dav e vo kinnig d'ar studierien enskrivet en aotreegezh 1, 2 pe 3 :

- ur gelennadurezh war zibab eus ar brezhoneg diouzh live(où) ar studierien ;
- evit ar studierien a zo brezhonegerien dija, kentelioù donaat an dermenadurezh en danvezioù studiet ganto a-hend-all ;
- ur gelennadurezh war zibab eus ar gallaoueg diouzh live(où) ar studierien ;
- un treugad war zibab « micherioù ar c'helenn hag ar stummañ » evit ar studierien vrezhonek a zo e-sell, war-lerc'h an aotreegezh, da vont er masterioù KS pe KLS.

Rankout a ray ar gelennadurezh war zibab eus ar brezhoneg bezañ digor d'an holl studierien e skolioù-meur Brest ha Roazhon (Roazhon 1 ha Roazhon 2), memes tra evit a sell ouzh ar gallaoueg e skolioù-meur Roazhon. Dav e vo aesaat lakaat kelennadurezh ar yezhoù-se da dalvezout da vat er studioù (aotreegezh 2 ha 3), ha dreist-holl evit ar studierien war ar skiantoù, abalamour dezho da vont war-zu ar c'helenn divyezhek.

Dav e vo d'an treugad war zibab « micherioù ar c'helenn hag ar stummañ » bezañ digor d'ar studierien en aotreegezh e Skol-veur Roazhon 1 a zo oc'h en em brientiñ evit ar c'helenn divyezhek.

Dav e vo resisaat an doare ma vo anavezet gant ar skol-veur (gant ur briziadenn e stumm an unvezioù kelenn lakaomp) ar stummadurioù micherel, en o fezh pe evit ul lodenn anezho, heuliet er c'hreizennoù gratiaet – evel ma vez graet e Skol-veur Breizh-Izel.

Evit echuiñ eo dav lavaret e vo digoret, e distro-skol 2012, un danvez dibab brezhoneg evit ar studierien e peder aotreegezh vicherel e Skol-veur Gatolik ar C'hornôg e Gwengamp.

I.1.2.3.b Anavezout ar stummadur micherel er studioù skolveuriek

Dibabet o deus studierien zo, ha n'int ket brezhonegerien, deskiñ ar brezhoneg e-kerzh o studioù – pe a-raok mont en aotreegezh, etre an aotreegezh hag ar master pe war-lerc'h bezañ tremenet ur master kentañ – dre ur greizenn stummañ gratiaet (en ur ober 6 miz pe 6 + 3 miz), dezho da vezañ gouest goude-se da lakaat o anv er master d'en em brientiñ evit ar c'helenn divyezhek (KS pe KLS). Gallout a reont bezañ skoazellet gant ar Rannvro ha Departamantoù Penn-ar-Bed hag ar Mor-Bihan dre ar stignad Desk / lodenn kelennadurezh.

Evit danvez kelennerien ar 1añ derez e Diwan ha n'eo ket uhel a-walc'h o live brezhoneg evit mont er master, ez eus eus ar bloavezh rakstummañ er greizenn stummerezh Kelenn. Digor eo da studierien an hentadoù all hag ivez d'an holl re a fell dezho labourat e brezhoneg er skolioù : SASM (skoazellerien arbennikaet skolioù-mamm), EBS (eilerien buhez skol)... Reiñ a ra ar Rannvro 10 plas da Gelenn evit ar staj er bloavezh rakstummañ.

Gouestl 19 : Lakaat anavezout gant ar skol-veur ar bloavezh rakstummañ d'ar brezhoneg, a vez anavezet dija gant an DBY, pa laka an dud o studioù da vont war-zu ar c'helenn divyezhek pe a-raok ma yafent en aotreegezh.

Evit degas c'hoant d'ar muiañ ar gwellañ a studierien d'ober an dibab-se e vo ezhomm da dermeniñ an doare ma vo anavezet gant ar skol-veur an treugad-se en e bezh pe evit ul lodenn anezhañ – evel ma vez graet e Skol-veur Breizh-Izel – dre ur c'henemglev etre ar skolioù-meur hag ar c'hreizennoù stummañ, evit mont en tu all d'an anzavadur a zo dija gant an diplom barregezh war ar yezh (DBY) :

- Anavezout ar stummadur-se e stumm un diplom skolveuriek (DS) ;
- Gwiriekaat unvezioù kelenn zo en aotreegezh 1, 2 pe 3, a c'hallo ar studierien klokaat goude-se pa vint en aotreegezh brezhoneg.

I.1.2.3.c Ar masterioù da stummañ kelennerien ar skolioù divyezhek

Ar Rannvro a sikour mont en-dro ar greizenn stummañ Kelenn a vez stummet ganti kelennerien ar skolioù Diwan er 1añ derez. Stag eo Kelenn ouzh Ensavadur uhel yezhoù Republik Frañs (EUYRF) a gaver ennañ ar c'hreizennoù stummañ evit ar skolioù dre soubañ. Diazezet en deus an EUYRF ur master a-ratozh asambles gant Skol-veur Perpignà. Er master-se, «Kelennadurezh divyezhek brezhoneg-galleg dre soubañ» ez eus dreist-holl 10 sizhunvezh staj pleustrek, en o zouez div sizhunvezh ma vezer karget eus ur c'hlas.

Skoazellañ a ra ar Rannvro ivez EUSGeK Brest – a ra war-dro stummañ danvez kelennerien ar skolioù prevez divyezhek – dre he skoaziadenn vloaz da Boellgor Akademiezh ar Gelennadurezh katolik (PAKEK) evit diorren ar c'helenn divyezhek. Kendivizet e oa bet en un doare frouezhus e 2010 ha 2011 gant ar PAKEK hag an EUSGeK abalamour da lakaat doujañ d'ar barelezh eurioù e stummadur kelennerien divyezhek ar prevez, kement ha klotañ gant ar politikerezhioù a vez kaset da benn evit dedennañ an dud war-zu micherioù ar c'helenn divyezhek.

Stag eo ESSM Sant-Brieg, a vez stummet ennañ danvez kelennerien divyezhek ar 1añ derez publik er master « Kelenner ar skolioù divyezhek galleg-brezhoneg ha micherioù ar c'helenn », ouzh Skol-veur Breizh-Izel. Roet e vez ar memes master « Micherioù ar C'helenn hag ar Stummañ » gant skolioù-meur Brest, Roazhon ha Kreisteiz Breizh.

Teuler evezh a ray ar Rannvro ouzh ar plas a vo roet d'ar brezhoneg e maketennoù an holl vasterioù stummañ d'ar c'helenn divyezhek hag ouzh ar sammadoù eurioù a vo roet e gwirionez. Rankout a ra ar masterioù stummañ d'ar c'helenn divyezhek er 1añ derez bezañ d'an nebeutañ hanter-ouzh-hanter a-fet eurioù.

Gouestl 20 : Lakaat ar c'henstrivadegoù diabarzh evit kelennerien ar 1añ derez da zedennañ muioc'h an dud.

Dav e vo da bennadurezhioù an Akademiezh luskañ ur c'hehentiñ a-ratozh etrezek ar gelennerien n'int ket entitlet evit broudañ anezho da vezañ niverusoc'h o vont war ar renk er c'henstrivadegoù diabarzh : evit ar mare e vez muioc'h a bostoù da bourveziñ eget a dud war ar renk, koulz en deskadurezh publik hag er prevez.

I.1.2.3.d Ar masterioù da stummañ d'ar c'helenn el liseoù hag er skolajoù divyezhek

Ar studierien a fell dezho tremen ar c'henstrivadegoù kelennerien al liseoù hag ar skolajoù a c'hall dibab etre ar CAPES er publik hag ar CAFEP er prevez (ar re a vez degemeret en eil kenstrivadeg-se a c'hall dibab etre Diwan hag an deskadurezh divyezhek prevez). Gant skolioù-meur Breizh-Uhel ha Breizh-Izel e vez stummet ar studierien a fell dezho lakaat o anv evit ar genstrivadeg-se :

- E Brest : ar master « Sevenadurioù ha Kevredigezhioù - Arbennigiezh Micherioù ar c'helenn / Kelenn el Liseoù hag er Skolajoù – treugad brezhoneg-keltieg » ;
- E Roazhon 2 : ar master « Micherioù ar c'helenn hag ar stummañ (eil derez) » gant un eil danvez da vezañ dibabet e-touez lizhiri modern, istor, douaroniezh, saozneg pe matematik.

Pa vo adnevezet ar c'hendivizadoù liesvloaziek a ra al liamm etre an div skol-veur-se hag ar Rannvro, e ray honnezh diouzh ma vo lakaet an hentadoù skol-veur evit stummañ an danvez kelennerien da glotañ gwelloc'h-gwell gant kenstrivadegoù KLS ar gelennadurezh divyezhek.

Ret e vo strivañ dreist-holl evit lakaat renerezhioù an USE (unvezioù stummañ hag enklask) hag ar skolioù-meur all evit kelaouiñ war an dibaboù a c'haller ober hag evit dedennañ studierien eus an danvezioù anyezhel, dreist-holl ar skiantoù.

Ar Rannvro a zegas da soñj e rank ar prientiñ d'ar CAPES ha CAFEP lakaat an dud a zo war ar renk da vezañ barrek d'implijout ar brezhoneg evel ar yezh a gelenner drezi, gant-se eo ret-groñs, eus un tu, lakaat eurioù ar c'hentelioù e brezhoneg da greskiñ, hag eus an tu all pouezañ evit ober gant ar brezhoneg er gelennadurezh evel gant ur gwir yezh vev hag evit lakaat an holl zanvez kelennerien da vestroniañ ar reizhskrivadur boutin.

Gouestl 21 : Lakaat kreskiñ an niver a bostoù a vez digoret bep bloaz evit ar CAPES hag ar CAFEP kelennadurezh divyezhek.

Evit diorren an hentadoù divyezhek en eil derez ha doujañ pizh d'ar barelezh eurioù e c'houlenno ar Rannvro digant ar Stad lakaat kreskiñ an niver a bostoù a vez digoret bep bloaz evit ar CAPES hag ar CAFEP, en ur zelc'her gant he strivoù evit lakaat kalite stummadur an danvez kelennerien da vont war wellaat.

Gouestl 22 : Goulenn ma vo krouet ur skolveuriadur evit ar brezhoneg.

Ma vez krouet gant ar Stad ur skolveuriadur evit ar yezhoù rannvro a vez kelennet en hentadoù divyezhek e c'hallfed kaout ur genstrivadeg a live uhel ouzhpenn ar CAPES ha lakaat ar yezhoù-se war ar memes live hag ar yezhoù bev all a vez kelennet.

I.1.2.3.e Reiñ ur stummadur war ar brezhoneg d'ar gelennerien entitlet

Gouestl 23 : Lakaat kreskiñ sammadoù eurioù ar stummadur dibaouez war ar brezhoneg evit ar gelennerien unyezhek er 1añ hag en eil derez.

Dre ar stummadur dibaouez war ar brezhoneg evit ar gelennerien unyezhek en ur greizenn stummañ grataet, e-pad 6 + 3 miz, e c'haller kaout danvez kelennerien divyezhek ouzhpenn ar re a zo o tihan tremen ur genstrivadeg a-ratozh. Pouezusoc'h a se eo evit ar gelennerien Skiantoù ar Vuhez hag an Douar, lakaomp, pa n'eus stummadur kentañ ebet evito c'hoazh.

Broudet eo ar gelennerien, gant ar Rannvro ha Departamantoù Penn-ar-Bed hag ar Mor-Bihan, da lakaat o anv evit ar stummadurioù-se e-barzh ar stignad Desk / lodenn kelennadurezh.

Goulenn a ray ar Rannvro digant ar Stad lakaat kreskiñ sammadoù eurioù ar stummadur dibaouez war ar brezhoneg evit ar gelennerien unyezhek er 1añ hag en eil derez. Evit ar 1añ derez e c'houlenno ma vo graet war-dro ar goulennoù ehan stummañ war ar brezhoneg evit Breizh a-bezh diouzh doare an Ensellerezh Akademiezh a gustum en ober gant an aozioù gwellañ evit ar c'houlennerien.

I.1.2.3.f Reiñ ur stummadur war ar gallaoueg

Kelennet e vez ar gallaoueg evel danvez dibab en eil derez publik, e 15 lec'hiad en Aodoù-an-Arvor, en Il-ha-Gwilen hag er Mor-Bihan, gant 7 kelenner. Gallout a reer tremen ar gallaoueg er vachelouriezh evel danvez dibab – mat eo gouzout ez eo ar yezh oil nemeti he deus ar gwir d'ober kemend-all.

Gallout a reer ivez kaout un tañva e skolioù-mamm ha skolioù-kentañ zo e kornad Anast hag e skolioù-mamm ha skolioù-kentañ ar Mor-Bihan hag an Il-ha-Gwilen.

Dibar a-walc'h eo an doare da duta ar gelennerien gallaoueg peogwir e c'hall kelennerien an danvezioù all tremen un « arnodenn gouested da gelenn ar gallaoueg ».

Gouestl 24 : Lakaat krouiñ ur CAPES/CAFEP gallaoueg.

Evit gallout tuta kelennerien gallaoueg arbennik en eil derez diouzh an ezhommoù e c'houlenno ar Rannvro ma vo krouet ur CAPES ha/pe ur CAFEP gallaoueg. Da-heul krouidigezh un hevelep kenstrivadeg e vo dav diazezañ ur stummadur a-ratozh er skol-veur.

A-hend-all, evit seveniñ ar gouestl 9 meneget uheloc'h[29], e vo dav diazezañ ur stignad a-ratozh evit tuta ha stummañ ar gelennerien.

Ar studierien a lakay o anv er stummadurioù-se evit prientiñ ar CAPES/CAFEP gallaoueg a c'hallo bezañ sikouret dre ar stignad Skoazell.

I.1.3 Sikour krouiñ ha skignañ dafar pedagogel

E 1994 o doa sinet ar Rannvro, ar Rektorelezh ha Kreizenn-rannvro an Danvez kelenn (KRDK) ur c'henemglev evit krouiñ ur servij, e-barzh ar KRDK, karget da embann ha da skignañ an dafar pedagogel e brezhoneg evit skolioù divyezhek an tri hentad.

Gant TES (Ti-Embann ar Skolioù brezhonek) eta e vez aozet, embannet ha skignet dornlevrioù, fichennaouegoù pedagogel, kartennoù-moger, dafar kleweled… digoust pep lec'h e Breizh hag e Pariz (evit ar skol Diwan). Ar pezh a vez produet gant TES a c'haller kavout ivez da brenañ el levrdioù pe enlinenn. E 2009 e oa bet skignet er skolioù 53 582 skouerenn eus an traoù produet gant TES, hag embannet e oa bet 21 dra nevez.

Etre 20 ha 25 tra a vez embannet gant TES bep bloaz, pe e vefent traoù troet diwar ar galleg pe traoù krouet a-ratozh e brezhoneg.

Skoaziadennet e vez TES gant ar Rannvro (304 900 € ar bloaz) ha Departamantoù Aodoù-an-Arvor, al Liger-Atlantel hag ar Mor-Bihan. Reiñ a ra ar Stad 6,7 post-labour leunamzer.

Daoust da se e weler mankoù e-barzh katalog TES : evit danvezioù pe liveoù zo n'eus ket dornlevrioù, evit lod all ne glotont ket mui gant ar programmoù a zo bet cheñchet…

Kinnig a ray ar Rannvro d'ar Rektorelezh ha d'ar KRDK adwelet ar c'hendivizad trifarzh a zo diazezet mont en-dro TES warnañ, evit eeunaat ha gwellaat an obererezhioù embann.

Evit a sell ouzh mont en-dro TES eo ret lakaat ar framm da vont diouzh emdroadur bed an ensavadurioù ha hini ar yezh, hag eeunaat ar poellgorioù kevelerezh evel-mañ :

- Ur poellgor ren karget da sevel bilañs ar bloaz, da ziazezañ ur steuñv embann liesvloaziek ha da heuliañ an doare ma vo kaset ar steuñv-se da benn ;
- Ur poellgor embann karget da sevel ur garta embann ha da heuliañ an doare ma vo lakaet da dalvezout, renabliñ ar produioù a zo gant TES hag a re a vefe ezhomm da embann, prientiñ programm bloaziek pe liesvloaziek an embann, ober e doare ma kloto ar pezh a vo embannet gant alioù an Ofis publik evit kement tra a sell ouzh ar yezh, sellet ha skignet e vez ar produioù evel zo dleet, prientiñ an danevell obererezh.

Unan eus ar palioù pennañ a rank bezañ embann an dornlevrioù ar buanañ ar gwellañ. Ret e vo embann dornlevrioù pouezus-kenañ, evel unan da zeskiñ lenn evit ar skolioù Diwan, an abretañ ar gwellañ. Dav e vo delc'her kont eus ezhommoù ar skolidi en eil derez a vez o teskiñ brezhoneg YB2 pe YB3.

Un toullad bloavezhioù zo eo krog TES da broduiñ danvez elektronek (levrioù diviet pe fichennoù hag a c'hall bezañ pellgarget, gant ar gelennerien dreist-holl). Talvoudus eo mont war an tu-se, dreist-holl evit embann ha skignañ buan nevezadurioù graet e dornlevrioù bet embannet dija. Pinvidikaat arc'hweladurioù hag endalc'hoù ar porched-se a c'hallfe bezañ un diskoulm evit lod eus an diaezamantoù a zeu diwar prizioù ha termenoù an embann war baper evit dornlevrioù zo pa ranker prenañ ar gwirioù evit eiladuriñ skeudennoù (evel an dornlevrioù istor-douaroniezh). E-giz-se e c'hallfed embann levrioù na vefent ket skeudennaouet kement, met kavet e vefe enno liammoù etrezek dafar pedagogel kuit a wirioù dre lec'hienn TES. Enni e c'hallfed ivez sevel ul lec'hienn genlabour (etre kelennerien, dreist-holl re ar 1añ derez) a vefe brudet e-mesk an danvez kenlabourerien o pouezañ war ar perzhioù mat a vez gant ostilhoù seurt-se a-fet pedagogiezh.

Evit liesaat ar pezh a vez produet gantañ war dachenn ar bedagogiezh e c'hallo TES ivez sinañ kevratoù gant produerien-skignerien danvez evit ar re yaouank evit embann traoù pedagogel savet diwar abadennoù brezhonek.

A-hend-all e ray ar Rannvro e doare ma vo priziet an ezhommoù a-fet dafar pedagogel e gallaoueg ha kinnig a ray da bennadurezhioù an Akademiezh, ma vez dav, diazezañ ur stignad a-ratozh.

[29] Sellet ouzh ar bajenn 29.

I.2 Reiñ lañs da stummerezh an oadourien

I.2.1 Muioc'h-mui a implijoù ma ranker gouzout brezhoneg

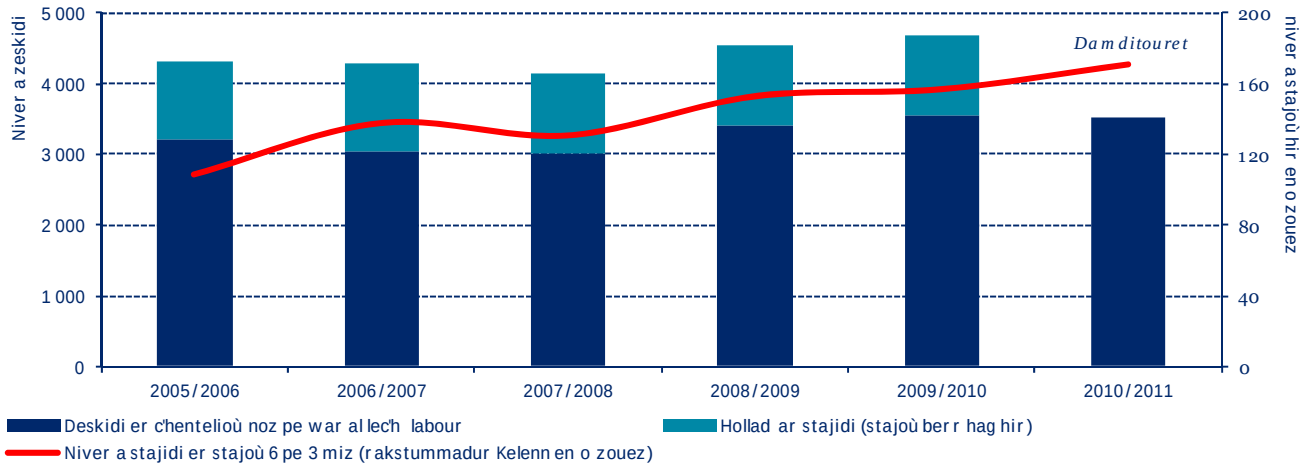
Gant Arsellva implij ar yezhoù a zo e-barzh Ofis publik ar brezhoneg e oa bet graet un enklask e diskar-amzer 2006 diwar-benn ar postoù labour hag ar brezhoneg. Liammet e oa tost an 3/4 eus ar postoù gant ar c'helenn dre-vras : postoù kelennerien ar skolioù pe en eil derez, hag ivez stummerien evit an oadourien, kelennerien er skolioù-meur pe c'hoazh skoazellerien-mamm. E 2001 e oa war-dro 330 post labour er gelennadurezh divyezhek : ur c'hresk 78% a oa bet er gennad-se etre 2001 ha 2006 peogwir e oa bet renablet 589 fost evit ar bloavezh-skol 2005/2006. Ar gennadoù all a oa mererezh ar frammoù (e bed ar c'hevredigezhioù dreist-holl), ar sevenadur (embann, luskañ sevenadurel, e-touez ar postoù-se e oa liammet 1/3 gant ar yezh hec'h-unan : troerien, dastumerien ha kement zo) pe c'hoazh ar mediaoù (kazetennerien, luskerien abadennoù). Ouzhpenn-se e oa bet renablet, e 2006 bepred, e oa postoù labour – en holl kement hag ur c'hant bennak a bostoù labour leunamzer – lec'h ma oa ezhomm da c'houzout brezhoneg, padal e oa lakaet wano tud ha ne oant ket brezhonegerien abalamour na oa ket ket bet kavet tud varrek hag a oufe brezhoneg.

Renevezet e oa bet an enklask-se e 2010 : ezhomm zo da c'houzout brezhoneg evit war-dro 1 200 implij leunamzer e 2010. Dont a ra ar c'hresk-se diwar kresk ar gelennadurezh divyezhek dreist-holl (postoù kelennerien hag ivez skoazellerien arbennikaet skolioù-mamm – SASM). Moarvat e talc'himp gant ar c'hresk bepred pa'z eus lañs bremañ gant ar pezh a sell ouzh ar vugaligoù.

War greskiñ diehan ez a tachenn an implij e brezhoneg 20 vloaz zo, diaesoc'h-diaes eo avat tuta implijidi hag a oar brezhoneg abalamour na vez ket stummet trawalc'h a dud.

Da skouer ez eus bet merzet gant ar servij heñchañ a ra war-dro heuliañ ar stajidi bet e Stumdi, anezhañ un aozadur stummañ d'an daoulamm war ar brezhoneg, e vez sinet 6 miz war-lerc'h o staj, kevratoù labour (e bed ar skolioù pe er bed troskol, hini ar c'helenn d'an oadourien, ar sekretouriezh, ar buhezerezh, an embann) gant 80 % eus ar re a oa o klask labour, pe neuze e vezont o heuliañ ur stummadur micherelaat.

I.2.2 Emdroet eo an doare da vezañ stummet war ar brezhoneg



Titourenn 7 : niver a oadourien a heuilh ur stummadur war ar brezhoneg – roadennoù tarzh pajenn 89

E-kerzh ar bloavezh-skol 2009-2010 e oa bet 4 682 a oadourien o heuliañ kentelioù brezhoneg dre stajoù, kentelioù-noz, pe dre lizher, ar pezh zo ur c'hresk 3,22% e-keñver ar mared 2008-2009. Hervez Ofis publik ar brezhoneg en em gav bep bloaz 500 brezhoneger stummet (da lavaret eo tud tizhet ganto al live « uhelañ »), pa oa war-dro 300 e 2003[30].

Gallout a ra ar c'hentelioù-noz, ar stajoù berr hag ar c'hentelioù a-bell bezañ sikouret dre ar Gwir hiniennel d'ar Stummañ (GHS) a zo gant an holl c'hopridi.

I.2.2.1 Ar c'hentelioù-noz, ar stajoù berr hag ar c'hentelioù a-bell

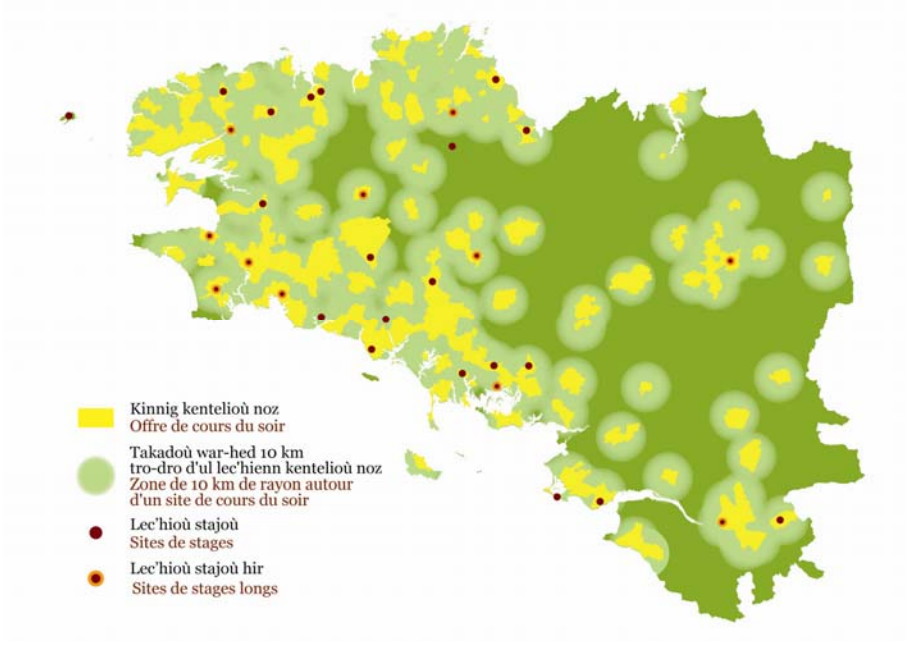
[30] « Kelenn brezhoneg d'an oadourien : bilañs 2010 », Ofis publik ar brezhoneg.

I.2.2.1.a Ar c'hentelioù-noz

40 000 den a lavare e 1999 o doa desket brezhoneg dre ar c'hentelioù-noz (sifroù an EBSSA)[31]. Gant ar c'hentelioù-noz eo e vez stummet ar muiañ a oadourien war ar brezhoneg, ar pezh zo eo dav kontañ c'hwec'h bloavezh kentelioù-noz well-wazh evit stummañ ur brezhoneger.

E distro-skol 2008 e oa 3 173 den deuet hag o doa lakaet o anv e kentelioù-noz, da lavaret eo e oa aet an niver a zeskidi war greskiñ adarre, goude bezañ aet war zigreskiñ e-pad an dek vloaz kent. E distro-skol 2009-2010 e oa ur c'hresk 4,51%, gant 3 316 den deuet, ha stabil e oa e 2010-2011, gant 3 329 den deuet[32] er c'hentelioù-noz, ar pezh a oa ur c'hresk 0,39% : war a seblant e talc'her gant al lañs a zo deuet en-dro abaoe distro-skol 2008.

Emañ tost an holl gentelioù-noz e dalc'h kevredigezhioù. Ha pa'z eus frammoù bras ganto kelennerien gopret evit o labour e vez roet ar c'hentelioù gant tud a-youl vat en ur bern kevredigezhioù.



Kinnig kelenn brezhoneg d'an oadourien e 2011/2012 – Ofis publik ar Brezhoneg

I.2.2.1.b Ar stajoù berr

Kinniget e vez stajoù berr (ur sizhunvezh pe un dibenn-sizhun) gant kalz frammoù. Dre ar stajoù-se e c'hall an deskidi, o deus heuliet ur stummadur bennak a-hend-all, startaet ar pezh o deus desket. Kamp etrekeltiek ar Vrezhonegerion (KEAV) zo unan eus ar frammoù-se. Kinnig a ra bep bloaz daou staj pep a sizhunvezh dezho, ma vezer lakaet da soubañ er brezhoneg da vat ha diwar-se e c'haller mont war-raok a-fet barregezh war ar yezh hag ivez kaout ur stummadur war meur a dachenn (video, skrivañ danevelloù, c'hoariva...) en ur implijout ar brezhoneg nemetken evit kement darempred a vez. War-dro un drederenn eus ar re a heuilh ur staj ur sizhunvezh a zo enskrivet e KEAV.

Er bloavezhioù diwezhañ n'eo ket aet an niver a dud er stajoù berr war greskiñ[33] : ha pa oa bet 1 000 a dud e stajoù seurt-se e 2005/2006[34], e oa 973 e 2009/2010. Diaes eo gouzout petra e oa an tuadur pennañ evit ar maread-se : aet eo niver ar stajoù war un dibenn-sizhun war-raok dre vras abaoe 2005/2006, eus 389 a stajidi da 449 e 2009/2010, met digresket e oa (-6,46%) niver an enskrivadennoù e fin ar maread-se e-keñver 2008/2009. Er c'hontrol e oa digresket an niver a dud er stajoù ur sizhun etre 2005/2006 ha 2009/2010 (eus 611 da 524) met ur c'hresk 5,22% zo bet e-kerzh an daou vloavezh diwezhañ. Gallout a reer soñjal, e-touez abegoù all moarvat, n'eo ket aet an niver a dud er stajoù berr war greskiñ dre vras abalamour ma'z eus bet tapet lañs ingal gant ar stajoù hir (6 pe 3 miz) a glot gwelloc'h gant ezhommoù deskidi zo.

I.2.2.1.c Ar c'hentelioù war al lec'hioù labour

Abaoe 2008 e vez renablet, gant Arsellva implij ar yezhoù, ar c'hentelioù a vez aozet war al lec'hioù labour. Izel a-walc'h eo niver ar c'hopridi a laka o anv enno c'hoazh (194 e 2010/2011) setu pa vez serret ur gentel pe pa ya niver an deskidi war zigreskiñ an disterañ e cheñch kalz ar pezh a sell ouzh an doare-se da zeskiñ. E 2010 e oa aozet an darn vrasañ (9 diwar 11) eus ar c'hentelioù-se gant implijerien hag a oa strollegezhioù tiriadel (ar

[31] « La Connaissance du breton », Loeiz Laurent, Octant-Niv. 56-57, miz Meurzh 1994.

[32] War-dro 900 anezho a oa oc'h echuiñ o c'houlzad deskiñ (live 4 pe en tu all).

[33] Sellet ouzh an ditourenn 7 pajenn 89.

[34] Tud zo a c'hall bezañ kontet div wech pa heuliont meur a staj berr hag e meur a zoare e-pad ur bloaz.

Rannvro en o zouez). Digoret e oa bet kentelioù nevez e distro-skol 2011 (Kumuniezh-kumunioù ar Poc'hêr, kêr Roazhon, Ospital Kemper...).

Gouestl 25 : Sikour diorren ar c'hentelioù brezhoneg war al lec'hioù labour.

Gallout a rafed diazezañ ur c'hehentiñ a-ratozh war-zu an implijerien hag ar c'hopridi evit sikour diorren an doare-se da zeskiñ brezhoneg, ha diwar-se reiñ lañs da implij ar brezhoneg e bed al labour hag er vuhez foran, dre lakaat ar c'hentelioù-se e-barzh steuñvoù stummadur an embregerezhioù hag ar strollegezhioù. Dav e vo lakaat ar pouez dreist-holl e bed an embregerezhioù prevez.

I.2.2.1.d Ar c'hentelioù dre lizher hag enlinenn

E 2010 e oa 375 a dud o teskiñ brezhoneg dre lizher, 90% anezho a oa enskrivet e Skol Ober a zo ur gevredigezh krouet e 1932. Lañs zo gant an doare-se da zeskiñ peogwir ez eus 8% a dud ouzhpenn ar pezh a oa e 2009. Gallout a ra skolidi zo eus an eil derez hag a zo e skolioù lec'h na vez ket kelennet brezhoneg, heuliañ kentelioù dre lizher gant Skol Ober, gant ma vez roet an aotre gant renerezh o skol.

Abaoe miz Here 2011 ez eus bet graet ur bazenn nevez war-raok evit a sell ouzh ar c'hinnig stummadurioù klok war ar brezhoneg peogwir eo krog al lec'hienn EduBreizh[35], savet gant ar gevredigezh Skolanet, da ginnig kentelioù brezhoneg dre Internet en un doare hag a zo tost a-walc'h d'ar c'hentelioù dirak an dud : gouest e vezer d'ober eskemmoù dre gomz ha dre skrid gant an etrefas liesvedia. Gant EduBreizh e c'haller kaout kentelioù emstummañ pe klasoù enlinenn. Ar c'hinnig stummadur-se a c'hall bezañ un doare a-feson da glokaat ar c'hentelioù-noz hag ivez un diskoulm aes evit an deskidi n'emaint ket e-kichen ul lec'h ma vez roet kentelioù – dreist-holl an dud n'emaint ket o chom e Breizh – pe evit ar re na glot ket o eurioù vak gant an eurioù ma vez dalc'het ar c'hentelioù peurvuiañ.

Gouestl 26 : Sikour diorren an deskiñ brezhoneg dre Internet.

Bastañ a ra EduBreizh da ezhommoù resis ul lodenn eus an deskidi pe eus an danvez deskidi hag un doare eo da vont diouzh an doareoù nevez d'en em stummañ an-unan a vez muioc'h-mui anezho da-heul lañs an teknologiezhioù nevez. Bep ma'z ay EduBreizh war ziorren e vo tizhet neuze seurtoù tud nevez, ha war un dro e vo ur skoazell evit deskidi all tapet ul live mat ganto ha ne gavont ket kentelioù diouzh o live er c'hornad m'emaint o chom ; gant EduBreizh e vefent gouest neuze da zelc'her da zeskiñ brezhoneg.

I.2.2.2 Diorren ar stummadurioù hir 6 miz (pe 6 + 3 miz)

Gant ar stummadurioù d'an daoulamm e c'haller buan-tre stummañ brezhonegerien hag a vez ganto ur pal micherel (gouzout brezhoneg evit emdreiñ en o micher pe kavout ur vicher). Stajoù 6 miz a ya d'ober ar stummadurioù-se. Roet e vez 35 eurvezh kentelioù ar sizhun ha rankout a ra ar stajidi, e-kerzh o studioù, mont d'ober stajoù e-barzh embregerezhioù, kevredigezhioù, skolioù, strollegezhioù... hag a ra gant ar brezhoneg. Ar stajoù hir eo an doare gwellañ d'an deskidi da dizhout ul live uhel e brezhoneg dindan nebeud amzer pa vez gouest unan bennak, ha ne ouie netra a-fet brezhoneg, da zont da vezañ brezhoneger war-lerc'h ur stummadur 6 miz. Mat eo ar seurt stummadurioù evit mont war ur vicher : 70% eus ar stajidi a gav ur post labour e-kerzh ar 6 miz a zeu da-heul o stummadur.

Ne vez roet diplom ebet e fin ar stummadurioù-se met, abaoe m'eo digor an DBY d'ar brezhoneg, adalek 2010 eta (sellet ouzh I.2.4.4 pajenn 46), e c'hall ar stajidi lakaat ar stummadur o deus heuliet da dalvezout.

E peder c'hreizenn stummañ e vez kinniget stajoù hir 6 miz (ne oa nemet div e 2005) : Mervent (Kerne) abaoe distro-skol 2011, Roudour (Kreiz-Kornôg Breizh, Bro Douarnenez, Kerne ar Su), Skol an Emsav (Il-ha-Gwilen hag al Liger-Atlantel abaoe 2011), Stumdi (Leon, Treger, Bro-Gwened). Dav eo menegiñ ivez ar staj stummañ d'an daoulamm (930 eurvezh) a vez aozet gant Kelenn (Kemper) evit prientiñ ar re a zo e-sell da vont war micherioù ar c'helenn.

Evit klokaat ar staj 6 miz e c'haller heuliañ ur staj stummadur uhel pe arbennikaet d'an daoulamm e-pad 3 miz, hag a vez aozet gant Stumdi e Plañvour ha Landerne (bep bloaz eus miz Ebrel betek miz Gouere) pe gant

[35] www.edubreizh.com

Roudour. Dre ar stajoù-se e c'haller startaat ar pezh a vez desket er stajoù 6 miz pe deskiñ barregezhioù arbennik.

Mont a ra niver ar stajidi war greskiñ ingal er stajoù hir abaoe 2005/2006. Peadra zo da vezañ laouen pa weler penaos eo aet niver ar stajidi war-raok e 2010/2011 : 171 a dud pa oa 157 e 2009/2010[36], ar pezh zo ur c'hresk 8,92%.

I.2.3 Ar c'hinnig evit deskiñ gallaoueg

Evel evit ar brezhoneg e kinniger d'an oadourien deskiñ gallaoueg e meur a zoare. Embannet e oa bet ur blaketenn boutin d'an holl gevredigezhioù e 2011[37], lec'h m'eo kinniget an doareoù disheñvel da zeskiñ. Gouest eo an oadourien neuze da lakaat o anv evit :

- kentelioù-noz hag atalierioù (11 lec'hiad zo renablet en Aodoù-an-Arvor, en Il-ha-Gwilen, el Liger-Atlantel hag er Mor-Bihan) ;
- daou staj berr (aozet gant Assembies gallèses ha Bertaeyn galeizz) hag ur staj ur sizhunvezh aozet gant Stumdi.

A-hend-all ez eus bet aozet ur stummadur 3 miz, micherel ha d'an daoulamm, gant Stumdi. Diouzh ar goulennoù a vo e c'hallod aozañ adarre un hevelep stummadur.

I.2.4 Politikerezh ar Rannvro a-fet stummadur micherel war ar brezhoneg hag ar gallaoueg

I.2.4.1 Frammañ muioc'h ar c'hinnig war dachenn ar stummadur war ar brezhoneg

Sikour a ra ar Rannvro mont en-dro ha kefridioù ar c'hevread Deskiñ d'an Oadourien (DAO) a gaver ennañ :

- ar frammoù a ginnig kentelioù-noz ;
- ar frammoù a ginnig stajoù berr ;
- ar c'hreizennoù stummañ micherel grataet (Kelenn, Mervent, Roudour, Skol an Emsav, Stumdi) ;
- Skol Ober (dre lizher) hag EduBreizh (dre Internet).

5 framm zo ezel eus DAO, ar pezh a zo 67% eus an oadourien a zo o teskiñ brezhoneg.

DAO a ro lañs d'ar micherelaat evit a sell ouzh ar c'hentelioù d'an oadourien, dreist-holl o vodañ ar frammoù en ur rouedad, o stummañ kelennerien, o vrudañ ar c'hentelioù, o sevel dafar pedagogel, o reiñ ur reizhiad daveiñ priziañ diazezet war ar FEBDY (framm europat boutin dave evit ar yezhoù).

I.2.4.1.a Ar c'houlzad « Plijus ! »

Bep bloaz e vez lusket gant DAO, asambles gant Ofis publik ar brezhoneg, ar c'houlzad « Plijus ! » evit broudañ an oadourien da zeskiñ brezhoneg. Skoazellet e vez ar c'houlzad-se, a vez skignet e Breizh a-bezh, gant ouzhpenn 230 keveler publik, kumunioù dreist-holl hag a ro evit netra lec'hioù evit lakaat ar skritelloù e-kerzh mizioù Here-Gwengolo.

Krouet ez eus bet un niverenn digoust evit respont da goulennoù an dud a vo dedennet. Ar frammoù lec'h ma vez kelennet brezhoneg a c'hall kaout skritelloù merket o daveennoù warno pe liketennoù da vezañ peget war ar skritelloù hag ar paperioù brudañ. Ouzhpenn ar skritelloù 120 x 170 e vez roet re all 80 x 120 pe ment A3, follennoù-nij, plegfollennoù, deiziadurioù, kounlevrioù war ar c'hemmadurioù, kartennoù ezel. Gallout a ra kement framm hag a ginnig stummadurioù evit an oadourien personelaat an ostilhoù kehentiñ-se, pe doare bennak ha pe ment bennak e vefent.

[36] Sellet ouzh an ditourenn 7 pajenn 89.

[37] Kavout a reer anezhi e-barzh www.aprendd.org

I.2.4.1.b An doare m'eo dasparzhet ar frammoù stummañ er rannvro

Dav eo kendelc'her gant al labour a vez kaset da benn gant DAO evit diorren ar frammoù kelenn a bep ment, war un dro gant ar c'hefridioù arsellet ha diorren a vez graet gant an Ofis publik, abalamour da zasparzhañ ar c'hinnig kentelioù en un doare kempoell e Breizh a-bezh. Teuler evezh mat a ray ar Rannvro ma vo stouvet tamm-ha-tamm an « takadoù goullo » evit a sell ouzh deskiñ brezhoneg.

Talvoudus-kenañ eo ar skoazell deknikel hag ar servijoù a vez degaset gant DAO d'ar c'hevredigezhioù bihan niverus a vez lusket gant tud a-youl vat hepken, hag a vez roet ganto kentelioù-noz e pep lec'h er rannvro. Ret eo sikour anezho a-dost abalamour dezho da zelc'her gant o lañs ha da respont da goulennoù an deskidi an tostañ ouzh al lec'h m'emaint o chom.

I.2.4.1.c Sevel ha skignañ dafar pedagogel

Gouestl 27 : Sikour sevel ha skignañ dafar hag ostilhoù pedagogel.

Delc'her a ray ar Rannvro da skoazellañ DAO evit a sell ouzh sevel ha skignañ dafar hag ostilhoù pedagogel evit an holl aozadurioù a ra war-dro stummañ oadourien. Rak pa vez kenlodennet an dafar pedagogel e c'haller sikour an holl frammoù da reiñ stummadurioù war ar memes live a-fet danvez ha kalite, evit mad an deskidi hag evit kordañ gant palioù ar FEBDY.

I.2.4.1.d Stummadur dibaouez ar stummerien

Kinnig a ra DAO devezhioù stummañ d'ar gelennerien a labour er frammoù a bep seurt. Dav e vo diorren ar stajoù-se, dreist-holl en dibennoù-sizhun.

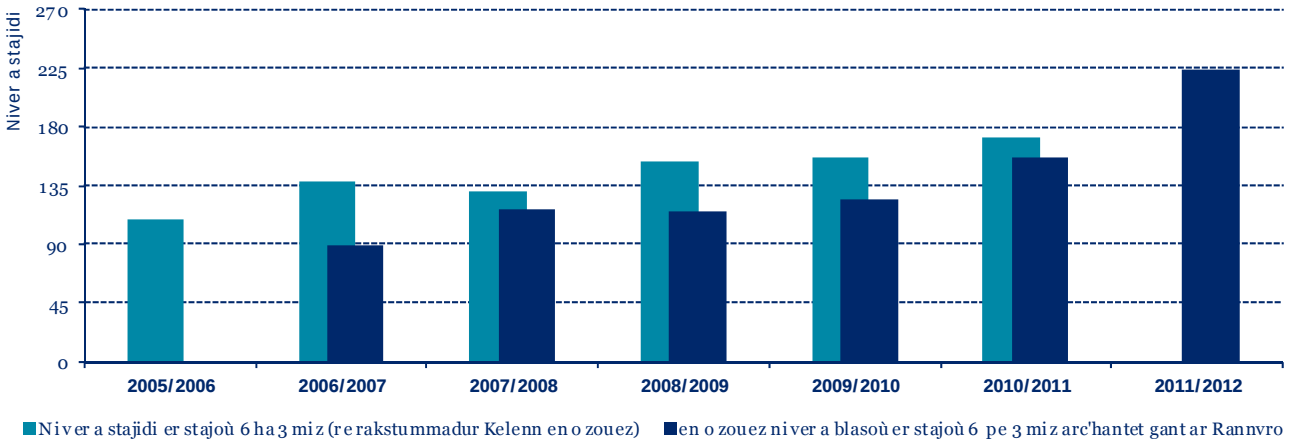
I.2.4.1.e Priziañ ar pezh a zo bet desket gant an deskidi hag ar pezh a vez kelennet dezho

Savet en deus DAO ostilhoù boutin evit priziañ live an deskidi, evel ma vez goulennet gant ar FEBDY (eus al live A1 d'al live B1). Gallout a ra an aozadurioù ezel kinnig ar briziadenn-se d'an deskidi pa vezont oc'h echuiñ gant ur c'helc'hiad deskiñ.

Evit ar pezh a sell ouzh kalite ha kempoell ar pezh a vez kelennet d'an dud e-barzh ar stummadurioù hir e c'hallo ar c'hreizennoù stummañ micherel goulenn digant Ofis publik ar brezhoneg ober priziadennoù.

I.2.4.2 Diorren ar stummadurioù hir

Sikouret e vez ar c'hreizennoù stummañ micherel war ar brezhoneg (Mervent, Roudour, Skol an Emsav, Stumdi ha Kelenn evit ar bloaz rakstummañ) gant ar C'huzul-rannvro (457 160 € e 2011, 452 000 € e 2010) evit o mont en-dro hag o oberezhioù. Kemer a ra ar Rannvro e karg ivez priz ar stummadur pedagogel evit an dud dilabour a laka o anv evit ar stajoù 6 miz ha 3 miz.



Titourenn 8 : niver a blasoù er stajoù hir (6 miz) hag er stummadurioù uhel (3 miz) arc'hantaouet gant ar Rannvro – roadennoù tarzh pajenn 89

Rak tri seurt tud a c'hall lakaat o anv evit ar stummadurioù-se :

- Ar c'hopridi a zo bet roet un ehan hiniennel stummañ (EHS) dezho, hag a c'hall o frejoù pedagogel, en o fezh pe ul lodenn anezho hepken, bezañ kemeret e karg gant ar FONGECIF (font merañ an ehanoù hiniennel stummañ) pe gant un aozadur all ;

- An dud dilabour a c'hall kaout, ouzhpenn ar frejoù pedagogel a vez kemeret e karg gant ar Rannvro, ur gopr digant ar Rannvro ma ne vezont ket evit kaout ur skorenn dilabour keit ha ma vezont er staj pe ma'z erru fin o gwirioù da vezañ digollet e-kerzh ar staj ;
- Neb piv bennak mod-all a fell dezhañ heuliañ ur staj, hag a rank neuze paeañ e-unan ar frejoù pedagogel en o fezh.

E 2010 ha 2011 he deus lakaet ar Rannvro kreskiñ kalz he sikourioù evit aozañ stajoù 6 miz ha 3 miz evit an dud dilabour, e-giz-se neuze ez eus bet digoret 156 plas er stajoù evit ar bloavezh-skol 2010/2011 (en o zouez 31 plas evit stajoù 3 miz) ha 223 flas evit ar bloavezh-skol 2011/2012 (en o zouez 31 plas evit stajoù 3 miz). Dont a ra ar c'hresk-se dreist-holl diwar ar stummadur hir (6 miz) nevez-digoret gant Mervent e miz Gwengolo 2011 (24 flas sikouret) ha diwar ar stummadur 6 miz a zo bet diazezet e Naoned gant Skol an Emsav (14 plas sikouret, gant skoazell Kuzul-rannvro Broioù al Liger evit goprañ ar stajidi).

Gouestl 28 : Solutaat araezioù, mont en-dro ha kenlabour ar c'hreizennoù stummañ micherel war ar brezhoneg evit kinnig stummadurioù en holl diriadoù eus Breizh.

Delc'her a ray ar Rannvro da skoazellañ ar c'hreizennoù stummañ micherel da vont en-dro, hag ober a ray en un doare aketus diouzh ma vo kiniget stummadurioù seurt-se en ur mod kempouez en holl diriadoù eus Breizh, abalamour da ginnig d'an danvez brezhonegerien stajoù an tostañ ar gwellañ ouzh al lec'h m'emaint o chom. Dav eo e-giz-se mirout ouzh ar stajidi a ober re a vonedone pell pe a feurmiñ ul lojeiz e-pad o staj abalamour d'ar stummadurioù hir da zelc'her da sachañ tud, ha d'en ober muioc'h-mui.

Dav e vo neuze startaat ar c'henlabour etre ar c'hreizennoù stummañ, DAO hag Ofis publik ar brezhoneg.

Evit stummañ muioc'h a vrezhonegerien e-touez an dud deuet e vo ret liesaat an dud a vez degemeret : dav e vo klask implijout muioc'h an EHS. Un dra a bouez eo neuze enskrivañ an DBY er RBTM (roll broadel an testeniekaat micherel – sellet ouzh I.2.4.4 pajenn 46) rak diwar-se e vo gallet lakaat ar stummadur 6 miz pe 3 miz da dalvezout da stummadur diplomus, hag e-giz-se e vo aesoc'h ober d'an implijerien kemer ar goulennoù stummañ e kont.

A-hend-all e vo sikouret gant ar Rannvro, er memes doare hag evit ar stajoù brezhoneg, kement stummadur micherel hir d'an daoulamm a vo aozet adarre evit ar gallaoueg.

I.2.4.3 Respont d'an ezhommoù mallus a-fet stummadur e gennadoù zo

E gennadoù labour zo ez a an ezhommoù war greskiñ evit a sell ouzh kavout implijidi hag a zo gouest da labourat e brezhoneg. Evit liesaat an implijoù e brezhoneg e fell d'ar Rannvro diazezañ stignadoù da skoazellañ pe da vroudañ ar stummañ.

Gouestl 29 : Lakaat ar stignad diazezet gant ar Rannvro hag an Departamantoù evit broudañ an dud d'en em stummañ war ar brezhoneg, da dalvezout ivez evit an dud a labour war dachenn ar vugaligoù, ar buheziñ, hag evit an dud, ha n'int ket kelennerien, a labour er skolioù.

I.2.4.3.a Ar vugaligoù : diazezañ Desk / lodenn bugaligoù

Labourat a ray ar Rannvro, asambles gant an Departamantoù a gemer perzh er stignad Desk / lodenn bugaligoù (Penn-ar-Bed hag ar Mor-Bihan), evit lakaat Desk da dalvezout ivez evit gennad ar vugaligoù. Goulennet e vo digant an Departamantoù all eus Breizh kemer perzh er stignad.

Gant Desk / lodenn bugaligoù e vo sikouret ar skoazellerien desevel bugaligoù, an desaverien bugale yaouank, ar skoazellerien-mamm, ar renerien magourioù ... da heuliañ stummadurioù war ar brezhoneg e-pad 6 miz (pe 6 + 3 miz) en ur greizenn stummañ grataet, dezho goude-se da labourat en un diazezadur divyezhek pe dre soubañ ma vez degemeret bugaligoù pe evel skoazellerien-mamm e ti an dud. Heñvel e vo ar sikourioù roet gant

ar Rannvro hag an Departamantoù evit ar stignad-se ouzh ar pezh a vez graet gant Desk / lodenn kelennadurezh[38].

Roet e vo ar sikourioù Desk / lodenn bugaligoù diouzh stummadur ha diplomoù an dud en em lakay war ar renk.

I.2.4.3.b An degemer hag ar buheziñ troskol er c'hentañ derez : diazezañ Desk / lodenn troskol

Er memes doare e labouro ar Rannvro evit diazezañ ar stignad Desk / lodenn troskol, a c'haller gantañ sikour an implijidi a ra war-dro an degemer hag ar buheziñ troskol er skolioù kentañ derez, d'en em stummañ war ar brezhoneg :

- SASM (skoazellerien arbennikaet skolioù-mamm) ;
- EBS (eilerien buhez skol) ;
- buhezourien droskol er skolioù-mamm hag er skolioù-kentañ.

Roet e vo ar sikourioù Desk / lodenn troskol diouzh stummadur ha diplomoù an dud en em lakay war ar renk.

I.2.4.3.c Ar c'hleweled, ar c'hoariva, an embann

E bed ar c'hleweled hag ar c'hoariva ez eus hiziv an deiz ezhomm da stummañ e brezhoneg war danvezioù zo, abalamour da adneveziñ ar remziadoù tud evit delc'her da vont war-raok. Evit al lodenn skrivañ lakaomp (« bezañ gouest da ijinañ ha da gontañ un istor ») e sell an ezhommoù-se ouzh bed an embann e brezhoneg ivez.

- Ar stummadurioù arbennik

Skoazellañ a ra ar Rannvro obererezhioù ar c'hevredigezhioù Dizale ha C'hoariva. Aozet o deus asambles stummadurioù e brezhoneg evit ar gomedianed, ha diwar-se ez eus bet stummet un toullad tud niverus a-walc'h hag a labour war un dro evit ar produiñ kleweled, an advouezhiañ hag ar c'hoariva. Ret e vo ober e doare ma vo dalc'hmat trawalc'h a dud evel-se dre stummañ komedianed yaouank : gallout a rafe ar stummadurioù arbennik bezañ aozet adarre abalamour d'ar gennad-se da zelc'her da vont war-raok.

A-hend-all e vez sikouret gant ar Rannvro stummadurioù arbennik hag a vez aozet gant ar gevredigezh Blaz Produksion, lod anezho war dachenn ar c'hleweled : sevel filmoù pe kelaouadennoù dre skingomz, gwellaat an doare ma vez distaget brezhoneg gant an dud, ha kement zo.

- Stummañ war ar skrivañ

Gant an dud a labour war dachenn ar c'hleweled hag ar c'hrouiñ lennegel e brezhoneg ez eus bet savet un diagnostik a-stroll war an ezhommoù a-fet stummañ d'ar skrivañ dramaek e brezhoneg evit broudañ tud da grouiñ ha/pe gwellaat kalite ar pezh a vez krouet :

- filmoù-faltazi ;
- teulfimoù ;
- c'hoariva ;
- lennegezh faltazi.

Evit respont da gement-se ez eus roet lañs da stummadurioù zo er bloavezhioù diwezhañ : tutorerezh « Aozerien yaouank » diazezet gant Filmoù e Breizh evit ar re a vez sikouret gant ar FSKFK (font skoazell d'ar c'hrouiñ filmoù ha kleweled) pe evit ar c'houlennerien a zo bet korbellet gant ar poellgor lenn ; ar genstrivadeg Estran, digor d'an holl yezhoù ; ar stummadur tro-dro d'an heuliad filmoù-faltazi « Lann Vras » aozet gant Kalanna, Dizale ha Stumdi e 2010-2011.

Sikouret e vo gant ar Rannvro reiñ lañs da stummadurioù padus war ar skrivañ dramaek e brezhoneg.

Krog eur abaoe fin 2011 da arnodiñ en-dro da zaou seurt stummadurioù : deskiñ ostilhoù an dramaerezh ha lusk an danevelliñ ; heuliañ al labour skrivañ ha stummañ d'ar vicher senarioour.

[38] Sellet ouzh 2 > I.1.2.2.b pajenn 34.

I.2.4.3.d Lakaat moduloù da reiñ un tañva eus ar brezhoneg er stummadurioù micherel

Gouestl 30 : Lakaat, er stummadurioù micherel a zo anezho dija, moduloù da reiñ un tañva eus ar brezhoneg, dreist-holl evit a re a sell ouzh ar vugaligoù, an degemer troskol, ar skoazell d'an dud.

E-barzh ar PBS hag ar PRS (Programm Breizh stummañ ha Programm rannvroel ar stajoù) e vo lakaet tamm-ha-tamm, gant ar Rannvro, moduloù war zibab da reiñ un tañva eus ar brezhoneg e stummadurioù zo. Emeur o soñjal dreist-holl er stummadurioù evit ar micherioù war-dro ar vugaligoù, an degemer troskol ar skoazell d'an dud. Klasket e vo, dre ar moduloù-se, diskouez d'ar stajidi ez eo talvoudus deskiñ brezhoneg evit micherioù zo.

Graet e vo war-dro, en un doare aketus, stummañ implijidi ar skolajoù ha liseoù divyezhek war ar brezhoneg, asambles gant ar strollegezhioù tiriadel hag ar KBMFT (kreizenn vroadel ar velestradurezh foran tiriadel), ha stummañ ivez ar gasourien sportel ha sevenadurel a vez o labourat gant ar skolioù divyezhek.

I.2.4.4 Talvoudekaat ar barregezhioù yezh : an DBY brezhoneg

Ur bazenn a bouez a oa bet graet war-raok evit an holl vrezhonegerien a fell dezho lakaat o anaoudegezh eus ar brezhoneg da vezañ anavezet, dreist-holl evit an oadourien a vez o heuliañ ur stummadur micherel, pa oa bet diazezet e fin 2010 an Diplom Barregezh war ar Yezh (DBY) evit ar brezhoneg, gant ar Stad, sikouret gant ar Rannvro.

Rak un diplom Stad anavezet eo an DBY. Sinet eo gant ar Rektor Akademiezh ha testeniañ a ra an anaoudegezh eus ar yezh evit ur vicher, hervez ar Framm europat boutin dave evit ar yezhoù (FEBDY) : gant an DBY brezhoneg e c'haller priziañ an anaoudegezh eus ar yezh a zo bet tapet gant ar gomzerien eus al live A1 betek al live C1, da lavaret eo da briziañ al live tizhet gant ar stajidi ha diwar-se da c'houzout hag ezhomm zo da ginnig dezho ur stummadur ouzhpenn.

Aozet e oa bet un dalc'h kentañ e dibenn 2010 (54 den war ar renk), un eil e miz Mezheven 2011 (200 den war ar renk). Pa seller ouzh lec'hioù orin an dud o doa lakaet o anv e weler pouez ar c'hreizennoù stummañ ha hini al lec'hioù ma oa aozet an arnodennoù (Roazhon, Brest, Gwened) : e Penn-ar-Bed emañ an hanter eus an dud-se o chom, war-lerc'h e kaver an Il-ha-Gwilen. 46 % eus an dud a oa war ar renk a oa dilabour : kalz anezho o deus lavaret edont o teskiñ brezhoneg gant ar spi e kavfent labour goude-se.

Abaoe fin 2011 emeur o labourat evit lakaat enskrivañ an DBY er RBTM (roll broadel an testeniekaat micherel). Pa vo graet e c'hallor kinnig d'ar stajidi un testeniekadur anavezet eus o barregezhioù. Diwar-se e tleo bezañ aesoc'h d'an deskidi mont e darempred gant an aozadurioù a ro arc'hant evit ar stummadurioù (FONGECIF…) ha gant Pol Implij hag ar C'hefridiezhoù Lec'hel evit an dud dilabour.

Gouestl 31 : Lakaat tremen an DBY e-barzh an holl stummadurioù war ar brezhoneg ha dont a-benn da gaout 300 den war ar renk bep bloaz.

Ober a ray ar Rannvro e doare ma vo skrivet e reoliadurioù ar stummadurioù hir, e-barzh pep kreizenn stummañ, e ranker tremen an DBY war-lerc'h ar staj 6 miz, pe war-lerc'h ar staj 3 miz ma vez heuliet unan diouzhtu goude ar staj 6 miz.

Delc'her a ray ar Rannvro da genlabourat gant ar Stad evit reiñ muioc'h-mui a lañs d'ar stignad, gant ar soñj da aozañ daou zalc'h arnodennoù bep bloaz evit war-dro 250 pe 300 den war ar renk :

- An dalc'h kentañ e dibenn miz Meurzh evit an dud o deus heuliet stajoù 6 miz adalek miz Gwengolo ar bloaz a-raok (emeur o c'hortoz ur 100 bennak a dud) ;
- An eil dalc'h e dibenn miz Mezheven evit an dud o deus heuliet ur staj 3 miz ouzhpenn etre Ebrel ha Mezheven ; an dud o deus heuliet ur staj 6 miz etre Genver ha Mezheven ; an dud a fell dezho lakaat anavezout o barregezhioù tapet dre stummadurioù all (kentelioù-noz ha kement zo).

Evit ar mare eo ar C'huzul-rannvro a gemer e karg an holl frejoù evit en em enskrivañ en DBY.

Goulenn a ray ar Rannvro digant an holl stummerien a labour evit an aozadurioù a vez arc'hantet ganti, forzh peseurt stummadurioù a vefe kinniget (stummadurioù hir, stummadurioù berr, kentelioù-noz), tremen an DBY. Dav e vo d'an aozadurioù-se reiñ, da-heul ar goulennoù skoaziadennoù, roll o stummerien lec'h ma vo meneget peseurt live o deus tapet en DBY.

I.3 Broudañ an treuzkas er familhoù hag a-raok mont d'ar skol

I.3.1 Kehentiñ war an treuzkas er familhoù

I.3.1.1 Ar c'houlzad « an divyezhegezh ez vihan, ul lañs bras evit ar vuhez »

Abaoe 2009 ez eus bet lusket ur c'houlzad, e anv « an divyezhegezh ez vihan, ul lañs bras evit ar vuhez », gant ar Rannvro ha Kuzul-departamant Penn-ar-Bed. Dre ar c'houlzad-se, gant sikour GMB (gwarez ar mammoù hag ar vugale) an Departamant, ez eer e darempred war-eeun gant ar familhoù eus Penn-ar-Bed a zo war-nes kaout ur bugel.

Er maread kentañ (2009/2010) e oa bet savet, produet hag embannet (10 000 skouerenn) un DVD gant ar Rannvro[39]. Er film e tiskouezer testenioù meur a familh eus Penn-ar-Bed hag o deus dibabet mont war-zu an divyezhegezh, pe al liesyezhegezh, evit o bugel (pe bugale) yaouank. Adembannet e oa bet an DVD e penn kentañ 2011.

En eil maread (lusket e miz Genver 2012), ez eus bet savet hag embannet ur « c'hit ganedigezh » gant Kuzul-departamant Penn-ar-Bed. Ennañ e kaver dreist-holl un tregont pajenn bennak da ginnig perzhioù mat an divyezhegezh abred hag al lec'hioù hag an doareoù ma vez degemeret ar re vihanañ e brezhoneg. Roet e vo ar c'hit da dud ar vugale yaouank, evel ma oa bet graet evit an DVD.

Gouestl 32 : Astenn e Breizh a-bezh ar c'houlzad a vez aozet e Penn-ar-Bed evit kreñvaat ar c'hehentiñ e-touez tud ar vugale yaouank pe an dud a zo war-nes kaout ur bugel, diwar-benn ar perzhioù mat a zo gant an treuzkas er familhoù hag a-raok ar skol.

Un dra vat e vefe astenn e Breizh a-bezh ar c'hehentiñ a vez graet asambles gant ar Rannvro ha Penn-ar-Bed diwar-benn perzhioù mat an divyezhegezh abred. Kinnig a ray ar Rannvro d'ar C'huzulioù-departamant all kemer perzh er c'houlzadoù da zont. Kempennet e vo an dafar kehentiñ diouzh doareoù pep tiriad.

I.3.1.2 Ar raktres europat MELT

Savet eo bet ar raktres « Treuzkas liesyezhek abred » (Multilingual Early Language Transmission - MELT) dre ur c'henlabour etre pevar ensavadur, pep a yezh dibar dezho : Rannvro Breizh – asambles gant ar gevredigezh Divskouarn – evit ar brezhoneg, ar Fryske Akademy evit ar frizeg (Izelvroioù), Folkhälsan evit svedegerien Finland hag ar Welsh Language Board evit ar c'hembraeg. Lusket e oa bet MELT e miz Du 2009 diwar atiz an NPLD (rouedad europat evit harpañ al liesseurted yezhel)[40]. Skoazellet eo bet gant ar programm Comenius a zo stag ouzh Kengor Europa. Echuet e voe MELT d'ar 6 a viz Here 2011 e Brusel gant ur c'hendiviz klozañ.

Pal MELT a oa anavezout an doareoù hag an hentennoù gwellañ da dreuzkas ar yezhoù, talvoudekaat ha kreñvaat barregezhioù an dud a vicher war dachenn ar vugaligoù, reiñ diazezoù pedagogel mat d'ar vugale yaouank abalamour dezho da zelc'her da vont war-raok en o anaoudegezh eus ar yezh, reiñ titouroù war an divyezhegezh da dud ar vugale, startaat ar genskoazell etre ar yezherien ha brudañ al liesseurted sevenadurel ha yezhel.

Gant MELT ez eus gallet renabliñ ar frammoù a labour evit treuzkas abred ar yezhoù rannvro a oa kaoz anezho aze, hag implijout pep a zen (e-barzh Divskouarn evit a sell ouzh ar brezhoneg) da labourat gant an dud a vicher, tud ar vugale hag ar vugale. Savet ez eus bet ul levr-heñchañ evit an dud a labour war dachenn ar vugaligoù. Dasparzhet e vo an embannadur brezhonek e 2012.

---

[39] Gallout a reer gwelet kement-se e-barzh www.bretagne.fr

[40] Sellet ouzh II.2.1 pajenn 19.

I.3.2 Sikour diorren an implij eus ar brezhoneg e gennad ar vugaligoù

Muioc'h-mui a dud, bugale yaouank ganto, a fell dezho lakaat o bugale da zeskiñ ar yezh a-raok mont d'ar skol, gant-se e c'houlennont ma vefe diorroet an degemer e brezhoneg evit ar vugaligoù. An darn vrasañ eus an dud-se zo tud hag a gomz brezhoneg ouzh o bugel er gêr, hag a fell dezho neuze e vefe implijet ar memes yezh er vagouri pe gant ar skoazeller-mamm, pe tud, pa n'int ket evit komz brezhoneg o-unan, a fell dezho neuze e vefe graet gant ar framm degemer. Gant degemer ar vugaligoù e brezhoneg e vez prientet ar re-se da vont goude-se d'ar skolioù divyezhek pe dre soubañ.

Gouestl 33 : Sikour frammañ ar gennad a ra war-dro implijout ar brezhoneg a-raok mont d'ar skol ha gwellaat an dasparzh frammoù degemer er rannvro, dreist-holl ar re a ra gant ar soubidigezh.

I.3.2.1 Rouedad an obererien evit a sell ouzh degemer bugaligoù e brezhoneg

Krouet e oa bet ar gevredigezh Divskouarn e 2005 evit brudañ ha diorren an implij eus ar brezhoneg a-raok mont d'ar skol. Labourat a ra evit :

- broudañ ar frammoù degemer bugaligoù d'ober gant ar brezhoneg dre lakaat anezho da sinañ ur garta : 19 framm o deus sinet ar garta-se ;
- kelaouiñ ar c'henstrolladoù hag an erlec'hioù skoazellerezed-mamm ;
- kelaouiñ tud ar vugale ;
- sevel ha dasparzhañ ostilhoù pedagogel ha binvioù heñchañ evit an dud a labour war an dachenn-se ;
- stummañ an dud a vicher dre dalc'hoù stummerezh a-ratozh kenaozet gant Stumdi.

Kavout a reer 3 live testeniekaat e Karta Divskouarn :

- I : reiñ un tañva eus ar brezhoneg ;
- II : ar brezhoneg evel yezh eus ar vuhez (implij pemdez eus ar brezhoneg gant 2 zen a vicher d'an nebeutañ) ;
- III : soubidigezh (ar skipailh a-bezh a gomz hag a labour e brezhoneg).

Delc'her a ray ar Rannvro da skoazellañ Divskouarn da vont en-dro evit startaat ar c'henlabour etre an obererien, evit lañsañ traoù nevez (evel luskañ ur rouedad « paeroniañ » a-fet yezh) ha lakaat diazezañ frammoù degemer bugaligoù e pep lec'h er rannvro.

I.3.2.2 Diorren al lec'hioù degemer

I.3.2.2.a Ar magourioù dre soubañ

Skoazellañ a ra ar Rannvro ar gevredigezh Babigoù Breizh da vont en-dro ha da ziorren. Pal ar gevredigezh-se zo krouiñ ha merañ frammoù degemer evit bugaligoù lec'h ma vez ar vugale en un endro brezhonek.

Digoret e oa bet an div vikromagouri Babigoù Breizh (lec'h ma c'haller degemer 10 bugel d'ar muiañ) e Gwened e diskar-amzer 2011. Krog eo ar gevredigezh da vont e darempred gant ar strollegezhioù, an embregerezhioù ha tud ar vugale abalamour da ziorren he rouedad magourioù dre soubañ.

I.3.2.2.b Tiez ar skoazellerezed-mamm

Gallout a ra ar strolladoù tud ganto bugale yaouank, asambles gant ar skolioù divyezhek dreist-holl, goulenn digant ar strollegezhioù lakaat digeriñ Tiez Skoazellerezed-mamm (TSM) brezhonek. An TSM zo strolladoù skoazellerezed-mamm hag o deus kevratoù war-eeun gant ar familhoù.

Krouiñ TSM e-kichen ar skolioù divyezhek a c'hallo aesaat dibab an divyezhegezh gant ar familhoù a-drugarez d'un endro brezhoneger lañsus.

II Diorren plas yezhoù Breizh er vuhez sokial, sevenadurel ha foran

II.1 Sikour dedennañ an dud gant ar yezh, anavezout, skignañ hag implijout anezhi

II.1.1 Tachennoù da vezañ gounezet gant ar brezhoneg

II.1.1.1 Sikour dedennañ an dud gant ar yezh

II.1.1.1.a E-touez an holl dud

E-barzh ar politikerezh heñvelekadur yezhel oa o ren e Frañs a-bezh e-kerzh div drederenn gentañ an XXvet kantved e veze lakaet ar pouez kalz e teufe an dilañs sokial diwar an implij eus ar yezhoù rannvro, sañset, abalamour ma harzfent an dud da gaout an deskadurezh a c'hallfe o lakaat da bignat er skeul sokial. Delc'her da gomz – ha da dreuzkas – ar yezh rannvro a oa kement ha bezañ mirelour, nac'h an araokaat, e-barzh speredoù an dud a rae gant ar yezhoù rannvro zoken... Tamm-ha-tamm n'int bet komzet nemet gant rummoù sokiomicherel zo, ar re a zo stag ouzh ar gennad kentael. Ar yezhoù rannvro zo ar re o deus gouzañvet ar muiañ gant al luskad kêriekadur ha cheñchamantoù sokioarmerzhel bras a oa degouezhet e-kerzh an Tregont Vloaz Klodus. E Breizh dreist-holl eo bet kreñv-spontus al luskad-se ha d'e heul, en ur ober nebeutoc'h eget ur remziad, ez eus deuet cheñchamantoù bras-meurbet.

War un dro gant an darvoudoù-se ez eus bet emsavioù ha tud zo o lavaret e oad en arvar da goll ur binvidigezh hep he far ma'z afe ar brezhoneg da get. Muioc'h-mui a dud, er boblañs, zo aet a-du gant ar soñj-se. Evel pa vefe aze un dislavar eta, bep ma'z ae kevredigezh Breizh war gêriekaat ha treuzkas ar yezh war zigreskiñ, ez ae santimant ar vezh war goazhañ evit muioc'h-mui a Vretonezed hag a Vretoned hag a oa krog da briziañ talvoudegezh o yezh evit mad an holl.

En deiz a hiziv e seller ouzh ar brezhoneg evel un dra vat e-touez ar boblañs dre vras[41]. Ne vo ket ar santimant-se, e-unan, evit lakaat an dud da adperc'hennañ o yezh avat. Ret eo ober d'ar santimant-se dont da vezañ un ezhomm da vat.

Gouestl 34 : Sikour diorren koulzadoù kehentiñ e-touez an holl dud war an traoù mat a vez degaset gant ar c'helenn divyezhek ha kelennadurezh ar brezhoneg.

Gant ar Rannvro e vez sikouret ar c'houlzadoù kehentiñ aozet gant Ofis publik ar brezhoneg war perzhioù mat ar c'helenn divyezhek (I.1.1.3.b pajenn 29) ha kelennadurezh ar brezhoneg (I.1.1.3.c pajenn 30). Skoazellañ a ray an Ofis publik da lakaat frammoù publik all da gemer perzh enno ha d'o brudañ, abalamour d'ar c'houlzadoù-se da vezañ skignet gwelloc'h ha da vezañ efedusoc'h.

A-hend-all e sikour ar c'hevredigezhioù a gustum ober, dre ul lodenn vras eus o obererezhioù, war-dro kehentiñ war perzhioù mat ar brezhoneg :

- Kevre Breizh, anezhañ ur c'hevread frammoù sevenadurel pe yezhel, hag a ra war-dro dreist-holl aozañ e Breizh darvoudoù arc'hadur evit ar yezhoù rannvro ;
- Ar Redadeg, anezhi ur gevredigezh hag a aoz bep eil bloaz ur mell redadeg a-eiladoù e Breizh eus an eil penn d'egile evit arc'hantañ obererezhioù nevezus evit ar brezhoneg ha sikour diorren rouedad Diwan. Gant ar vrud vras a zeu da-heul ar redadeg e c'haller kehentiñ war ar brezhoneg, koulz dre ar mediaoù ha war-eeun e-touez an arvesterien.

II.1.1.1.b Evit rummoù tud resis

Gouestl 35 : Sikour reiñ lañs d'ur politikerezh evit broudañ an dud etre 16 ha 30 vloaz da implijout ha/pe da zeskiñ brezhoneg.

Gallout a reor kehentiñ en un doare a-ratozh evit an dud yaouank. Dav e vo dreist-holl tizhout ar rummoù a zo etre 16 ha 30 vloaz. Evit meur a abeg n'o devez ket ar re-se kalz a zarempredoù gant ar yezh. Gant ar c'hehentiñ-

[41] Sellet ouzh an titouroù roet gant sontadeg Fañch Broudic-TMO Régions pajenn 7.

se e vo pouezet war ar pezh a c'hall degas ar brezhoneg a-fet labour ha pinvidigezh sevenadurel p'emaomp ouzhpenn-se en ur maread ma vez brud vat gant al liesseurted.

Gouestl 36 : Sikour reiñ lañs d'ar c'hehentiñ war ar ar stummañ d'ar brezhoneg e-touez an oadourien.

Delc'her a ray ar Rannvro da sikour ledanaat ar c'houlzad *Plijus !* a vez kaset da benn gant an Ofis publik (I.2.4.1.a pajenn 42).

Gouestl 37 : Sikour reiñ lañs d'ur c'hehentiñ e-touez an divizourien war ar pezh a c'hall ar brezhoneg degas war an dachenn sokial hag armerzhel ma vez roet e blas dezhañ er bed foran hag armerzhel.

A-wechoù, hiziv an deiz bepred, e vez skoilhet an araokadennoù a c'hellfed gounit evit ar brezhoneg gant divizourien publik pe prevez hag a nac'h ober tra pe dra, kement-se abalamour da raksoñjoù pe d'an aon, a zeu dreist-holl diwar un anaoudegezh fall eus ar pezh ez eo ar yezh e gwirionez, eus ar vrezhonegerien hag eus ar pezh a c'hall bezañ degaset gant ar brezhoneg, koulz war dachenn ar vuhez sokial ha buhez an embregerezhioù.

Sikour a ray ar Rannvro reiñ lañs d'ur c'hehentiñ war an tu-se e-touez an divizourien publik ha prevez.

II.1.1.2 Pinvidikaat ar yezh hag anavezout anezhi gwelloc'h

II.1.1.2.a Lakaat ar yezh da vont diouzh emdroadurioù hag ezhommoù ar gevredigezh

Gouestl 38 : Sikour delc'her da binvidikaat ar brezhoneg (termenadurezh, geriadurioù, studiadennoù yezhoniezh, levrioù dave, diazoù roadennoù).

Sikour a ra ar Rannvro, dre ar c'hefridioù a vez fiziet ganti en Ofis publik ar brezhoneg, delc'her da ziazezañ reolennoù evit ar yezh, da azasaat ha da binvidikaat anezhi[42]. Rak cheñch a ra ar brezhoneg da-heul ar gevredigezh a ra gantañ hag abalamour ma vez komzet e-barzh tachennoù sokial ledanoc'h-ledan, gant-se e ranker dalc'hmat lakaat ar c'heriaoueg hag ar reoladoù dre skrid da vont diouzh an emdroadurioù-se.

En amzer-da-zont e vo kaset ar brezhoneg war-raok, muioc'h-mui, gant tud hag o deus desket ar yezh pe er skol, pe er c'hentelioù-noz, pe c'hoazh dre stajoù. A-benn nebeud amzer e vint niverusoc'h eget ar vrezhonegerien a-vihanik. Pouezus-kenañ eo eta e vefe taolet evezh mat ouzh kalite ar yezh implijet gant ar yezherien hag ouzh an doare da lakaat anezhi da vont war wellaat wa hir dermen, koulz a-fet treuzkas hag a-fet endro yezhel. Dav e vo dreist-holl ober anv eus startaat ar rouedad sokial brezhonek hag an implij eus ar yezh er mediaoù.

II.1.1.2.b Reiñ lañs d'an enklask

Oberoù enklask war dachenn ar yezhoniezh hag ar sokioyezhoniezh a vez arc'hantet gant ar Rannvro dre ar stignad ARED (skorenn d'an enklaskoù doktorelezh) a zo e-barzh he folitikerezh enklask. Roet e vez un ARED evit 3 bloaz. Arc'hantet eo bet an AREDoù-mañ :

- *« Ar yezh en deiz a hiziv : etre hêrezh ha susit. Doareoù ha skeudennoù an treuzkas »*, a oa Jean-François Simon, eus Kreizenn an enklaskoù breizhek ha keltiek (KEBK) e Skol-veur Breizh-Izel, e karg anezhi (2007-2009) ;
- *« Al lennegezh vrezhonek dre gomz dre korpus diembann an Itron de Saint-Prix »*, a oa Herve Bihan, eus ar KEBK e Skol-veur Breizh-Uhel, e karg anezhi (2008-2010).
- *« An divyezhegezh brezhoneg-galleg er skol evit ar vugale yaouank : ar skeudennoù e spered o zud hag o levezon »*, a oa Ronan Kalvez, eus ar KEBK e Skol-veur Breizh-Izel, e karg anezhi (2009-2011) ;
- *« Ar gwenedeg – Idiomatek, dre gomz ha standard »*, a oa Frañsez Favereau, eus ar KEBK e Skol-veur Breizh-Uhel, e karg anezhi (2009-2011).

[42] Sellet ouzh ar stagadenn I pajenn 70.

Gouestl 39 : Sikour reiñ lañs d'an enklaskoù sokioyezhoniezh ha d'an anaoudegezh eus an divyezhegezh dre vras hag en un doare resisoc'h ar mod ma ra ar Vretoned gant o yezhoù.

Hervez diferadurioù ar stagadenn d'ar gevrat raktresoù Stad-Rannvro 2007-2013 evit a sell ouzh treuzkas ar brezhoneg ha diorren e implij er vuhez pemdez[43], e c'hrata ar re a sin anezhi, ar skolioù-meur en o mesk, reiñ muioc'h a lañs d'an enklaskoù war dachenn ar sokioyezhoniezh.

Evit mont war an tu-se ez eus bet savet ur skipailh enklask unvan ha liesdiskiblezhel (KEBK) etre Roazhon II ha Brest. Teuler evezh a ray ar Rannvro ma vo dalc'het d'an danvez enklaskoù-se ha kendelc'her a ray gant he folitikerezh arc'hantañ dre an ARED. Bez' e vo yezhoù Breizh e-touez an temoù pennañ hag a sell ouzh ar rannvro a vo kemeret e kont evit reiñ ar skorennoù-se.

II.1.1.3 Skignañ ar brezhoneg

Evel ma'z eus bet skrivet e-barzh Karta implij yezhoù Breizh evit a sell ouzh mont en-dro ha politikerezhioù ar Rannvro (gwelet pajenn 73), e vo sellet mat, tamm-ha-tamm, ouzh an doare ma vo dalc'het kont eus an divyezhegezh pa vo goulennet skoaziadennoù evit an tachennoù a zo stag ouzh he folitikerezhioù.

Er c'hendivizadoù etre ar Rannvro ha lod eus he c'hevelerien e vo lakaet un diferadenn evit delc'her kont eus an divyezhegezh.

Gouestl 40 : Lakaat ar brezhoneg da vezañ gwelet ha klevet muioc'h-mui en tachennoù foran pe lec'h ma vez degemeret an dud (kemennadennoù divyezhek en treuzdougen boutin, er stalioù…).

Evel mestr an oberiadur ha da-geñver ar skoazelloù a vez roet ganti, e ra ar Rannvro e doare ma vo lakaet ar brezhoneg da vezañ gwelet ha klevet muioc'h-mui en tachennoù foran pe lec'h ma vez degemeret an dud.

Gouestl 41 : Kreskiñ plas ar brezhoneg war Internet hag en teknologiezhioù nevez.

Evit ar memes palioù e sikour ar Rannvro kreskiñ plas ar brezhoneg war Internet hag en teknologiezhioù nevez. Sellet e vo pizh dreist-holl ouzh plas ar brezhoneg e-barzh al lec'hiennoù Internet meret gant ar frammoù a vez arc'hantet, evit ul lodenn vat, gant ar Rannvro.

II.1.2 Bastañ da ezhommoù ar gallaoueg

Gouestl 42 : Reiñ muioc'h a bouez d'ar re a ra war-dro brudañ, skignañ ha kelenn ar gallaoueg.

II.1.2.1 Skoazellañ ar rouedad kevredigezhel da vont war-raok

Skoazellañ a ra ar Rannvro mont en-dro hag oberezhioù ar c'hevredigezhioù a labour evit diorren ha brudañ ar gallaoueg, dreist-holl :

- Bertaeyn Galeizz, anezhi ur gevredigezh evit Breizh a-bezh hag a ra war-dro brudañ ar gallaoueg, titouriñ an dud war ar yezh, dastum ar glad yezhel ha nevesaat ar yezh ;
- Ar Greizenn Deuliaouiñ Marc Le Bris, anezhi ur pol kevredet ouzh Dastum ha lec'hiet e Loudieg, a zo he fal talvoudekaat ar glad sevenadurel gallaouek ;
- Chubri, anezhi ur gevredigezh evit Breizh a-bezh hag a zo he fal saveteiñ ha reiñ lañs d'ar gallaoueg, broudañ an enklaskoù war ar yezh, an nevesaat hag an implij nevez eus ar gallaoueg, ha lakaat sevel ostilhoù nevez evit treuzkas anezhañ.

Roet e oa bet 125 500 € e 2011 evit sikour ar c'hevredigezhioù, a ra war-dro diorren ar gallaoueg, da vont en-dro (pa ne oa bet roet nemet 117 000 € e 2010 ha 90 000 € e 2009). E-barzh he folitikerezh tiriadel a-hend-all he deus skoazellet ar Rannvro krouiñ ar « Granjagoul », anezhi ti ar glad dre gomz e Breizh-Uhel, e Parzieg.

[43] Sellet ouzh ar stagadenn IV pajenn 78.

Eskemmoù ingal a vez etre ar Rannvro hag ar c'hevredigezhioù a labour evit ar gallaoueg (Kevredigezh ar gelennerien gallaoueg, Bertaeyn Galeizz, Chubri...) diwar-benn ar politikerezhioù a vez kaset da benn, pe a zo da vezañ kaset da benn, evit mad ar gallaoueg.

II.1.2.2 Skignañ gwelloc'h ar gallaoueg

Evit skignañ gwelloc'h ar gallaoueg ha kehentiñ war ar yezh eo bet lañset ar Priz du Galo (prizioù ar gallaoueg) gant intrudu ar Rannvro. Sikour a ra Bertaeyn Galeizz da aozañ an darvoud-se. Dalc'het e oant bet evit ar wech kentañ d'ar 16 a viz Gwengolo 2011 e sez ar C'huzul-rannvro. Graet eo ar prizioù-se evit trugarekaat ha degas brud vat war ar re a labour evit diorren ar gallaoueg. Tri rummad anezho zo :

- Kevredigezhioù, embregerezhioù, strollegezhioù (2 briz) ;
- Arzourien ha krouidigezhioù (2 briz) ;
- Gallaoueger ar bloaz (1 priz).

A-hend-all ez eus diferadennoù e Karta implij yezhoù Breizh evit a sell ouzh mont en-dro ha politikerezhioù ar Rannvro (gwelet pajenn 73) hag a ro an tu d'ar Rannvro da zelc'her kont eus ar gallaoueg en he c'hehentiñ, he fanelloù hag he folitikerezhioù diouzh ar goulennoù a vo a-berzh mistri an oberiadur, ar gevelerien pe an implijerien ar servijoù foran.

Heuliañ a ray ar Rannvro en un doare aketus al labourioù a vo kaset da benn gant ar re a ra war-dro diorren ar gallaoueg, evit dont a-benn da ziazezañ un doare-skrivañ boutin, ar pezh a aesay d'ar yezh bezañ lakaet war wel en tachennoù foran.

II.2 Lakaat yezhoù Breizh da vezañ pep lec'h e tiriadoù Breizh

II.2.1 Skoazellañ an emglevioù-bro

II.2.1.1 Frammoù pouezus-kenañ evit ar vuhez sevenadurel en tiriadoù

E tiriadoù a vez termenet gant o izili ez eo an emglevioù-bro kevreadoù enno kevredigezhioù war ar yezh pe ar sevenadur hag a labour evit brudañ ha diorren ar pezh a ya d'ober glad sevenadurel dizanvezel Breizh (sonerezh, dañsoù, c'hoarioù, sportoù, gastronomiezh...), evit skignañ yezhoù Breizh, evit aozañ festivalioù pe abadennoù a bep seurt, ha kement zo.

Gant an emglevioù e c'haller lodennañ ar binvioù, dreist-holl a-fet melestradurezh ha teknik, kehentiñ en un doare ledanoc'h, sevel gwir greizennoù titouriñ evit an dud a fell dezho gouzout hiroc'h war bed ar sevenadur e Breizh.

A bep seurt ment int, ha pep a gefridi disheñvel a vez ganto, diouzh al lec'h m'emaint ha diouzh al lusk a vez gant ar rouedad kevredigezhel eno. Evit ar re vrasañ anezho e kaver betek hanter-kant kevredigezh, enno milieroù a izili, ha labourat a reont war dakadoù bras.

II.2.1.2 Solutaat obererezhioù an emglevioù-bro evit diorren yezhoù Breizh

12 emglev-bro, dasparzhet e Breizh a-bezh, a vez sikouret gant ar Rannvro. E 2011 e oa bet lakaet 347 000 € ganti evit ar politikerezh-se (317 500 € a oa e 2010 ha 283 000 € e 2009). Ambroug a raio ar c'henurzhiañ anezho a c'hallfe dont.

Gouestl 43 : Aesaat frammañ obererezhioù an emglevioù-bro evit yezhoù Breizh.

II.2.1.2.a Azasaat Karta an emglevioù-bro

E miz Kerzu 2009 e oa bet degemeret Karta yezhel an emglevioù-bro gant ar Rannvro, abalamour da dermeniñ un diazez evit obererezhioù a-stroll an emglevioù a vefe efedusoc'h e-giz-se, hag abalamour ivez da ziorren o oberoù evit ar brezhoneg hag ar gallaoueg hag evit implijout ar yezhoù-se.

Er Garta-se, da skouer, ez eus anv da rediañ an emglevioù-bro d'ober gant ar brezhoneg pe ar gallaoueg ha da chom digor d'an holl daoust da se dre an divyezhegezh. Lakaet ez eus pevar ahel boutin evit an holl emglevioù :

➢ Bodañ ha kelaouiñ (lec'hioù titouriñ ha tud-dave war ar yezh hag ar sevenadur ha war an obererezhioù a vez aozet en o ziriad) ;

- Skignañ (anavezout ar pezh a vez krouet en o ziriad, lakaat an emglevioù all da anavezout anezho ha lakaat diskouez anezho en o ziriad) ;
- Skoazellañ (skoazellañ ar c'hevredigezhioù hag an dud a ro lañs da obererezhioù ; reiñ lañs da obererezhioù o-unan)
- Krouiñ traoù nevezus (lec'hioù ma vo savet raktresoù brezhonek nevezus hag a vodo ar muiañ a dud en-dro dezho).

Kendivizet e vo en-dro diwar-benn Karta an emglevioù-bro abalamour da lakaat anezhi da vont diouzh emdroadur an traoù, dreist-holl pa'z eo deuet Ofis publik ar brezhoneg da vezañ un DPKS.

II.2.1.2.b Reiñ lañs d'an obererezhioù evit ar yezhoù en tiriadoù

E-barzh an emglevioù-bro e c'hallfed staliañ *« lec'hioù a-ratozh »* evit ar brezhoneg, hag evit ar gallaoueg e lec'hioù zo. E-giz-se e vefe roet ur gwir statud brientek d'ar yezh – evel yezh al labour dreist-holl – evit aesaat an eskemmoù naturel etre ar vrezhonegerien abalamour dezho da wellaat o live yezh. Evit ober en un doare kempouez ha didrabas gant ar yezh e ranker kaout lec'hioù ma c'haller en em zaremprediñ estreget e bed ar c'helenn hag ar stummañ, abalamour d'an deskidi da binvidikaat o geriaoueg. Pa vez diazezet doareoù d'ober seurt-se e ranker evel-just kemer barregezhioù yezh an dud e kont. Gallout a reer e-giz-se lakaat treiñ traoù zo dre ret evit an dud na ouzont ket brezhoneg pe gallaoueg, diouzh o niver ha diouzh an obererezhioù a vez graet.

Gouestl 44 : Sikour aozañ ur sizhunvezh gouestlet d'ar brezhoneg.

Sikouret e vo gant ar Rannvro kement obererezh hollek hag aozet a-stroll a lakay ar brezhoneg muioc'h a-wel d'an dud (gwelet II.1.1.1.a pajenn 49). Gallout a rafe an emglevioù-bro, e-giz-se, aozañ ur sizhunvezh bruderezh, abadennoù... tro-dro d'ar brezhoneg.

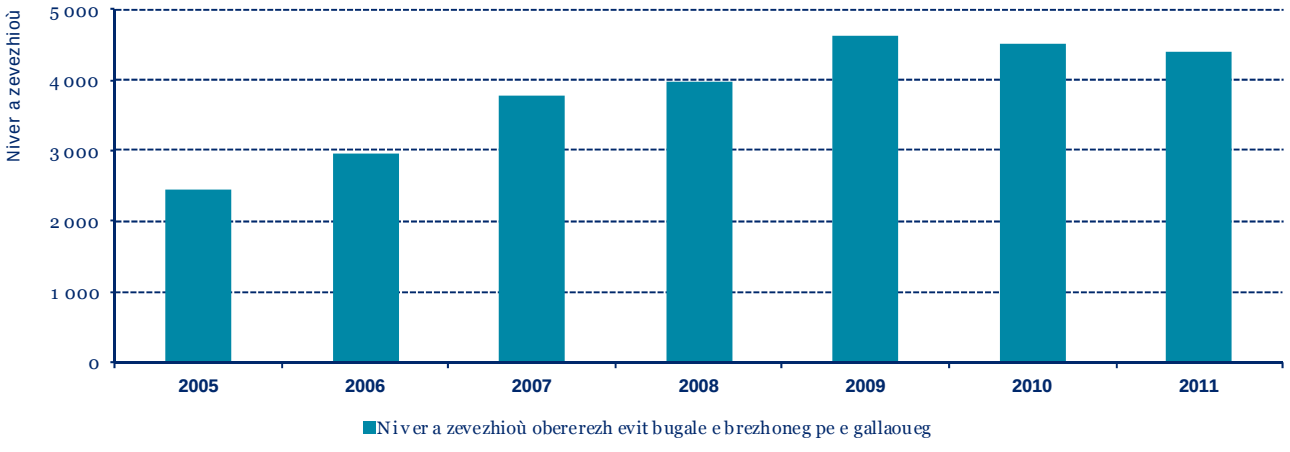
II.2.2 Skoazellañ an diduamantoù hag ar vakañsoù e brezhoneg hag e gallaoueg

II.2.2.1 Ar c'hinnig chomadennoù vakañsiñ ha kreizennoù-dudi e brezhoneg hag e gallaoueg

Unvaniezh Breizh buhezañ ar broioù diwar ar maez (UBAPAR) zo ur rouedad kevredigezhel evit ar buheziñ hag an diorren. Unan eus he c'hefridioù zo broudañ an implij eus yezhoù Breizh en diduamantoù deskiñ evit ar vugale hag an oadourien.

Graet ez eus bet ur mell labour diorren ar c'hinnig chomadennoù vakañsiñ e brezhoneg hag e gallaoueg gant an UBAPAR hag ar frammoù a gemer perzh en obererezh-se e-kerzh ar bloavezhioù diwezhañ. Aozet e oa bet neuze 35 chomadenn vakañsiñ e 2011, div anezho e gallaoueg, ha 6 kreizenn-dudi.

Kinnig a ra an aozerien chomadennoù war a bep seurt temoù, diouzh oad ar vugale hag ar grennarded (eus 6 betek 17 vloaz), hag un tamm e pep lec'h e Breizh ha pelloc'h zoken (ur chomadenn e Lozère). Gouestlet e vez lod anezho d'ar sportoù (gouren, bageal, marc'hegezh, krapat er gwez, marc'h-houarn, splujerezh danvor...), lod all d'ober anaoudegezh gant ul lec'h dibar (inizi, lenn Gwerledan) pe gant un tem (ar vuhez en un atant, an arvor, ar c'hoariva, ar sirk...).



Titourenn 9 : niver a zevezhioù obererezh – roadennoù tarzh pajenn 89

Sikouret e vez an obererezhioù-se gant ar Rannvro dre arc'hantañ ar frammoù ; roet e vez dezho pep a 3 euro an deiz evit kement bugel a gemer perzh. Gant ar skoaziadennoù-se e vez digresket ar frejoù evit ar familhoù.

E 2011 e oa bet aozet 4 412 devezh e chomadennoù vakañsiñ hag e kreizennoù-dudi, pa oa bet aozet 4 525 e 2010 ha 4 630 e 2009. Aet eo an niver a vugale enno eus 715 (e 2010) da 676. Moarvat e tle an digresk-se bezañ stag ouzh an diaezamantoù a vez e bed ar chomadennoù vakañsiñ abaoe m'eur krog gant an enkadenn. Dav eo lavaret memes tra eo aet ar chomadennoù war hiraat peogwir e padent, well-wazh, 6,5 devezh dre vugel e 2011 pa badent 6,3 devezh e 2010.

Bountañ a ray ar Rannvro diorren kreizennoù-dudi hep herberc'h (KDHH) e brezhoneg pe e gallaoueg.

II.2.2.2 Stummañ ar vuhezourien (DABU ha DARE e brezhoneg)

Ober a ra an UBAPAR war-dro stummañ ar vuhezourien vrezhonek evit tremen an DABU (diplom aotren war ar buhezañ) hag an DARE (diplom aotren war ar renerezh). E 2011 e oa bet stummet 17 stajiad evit tremen an DABU ha 3 evit tremen an DARE.

Evit kinnig diduamantoù deskiñ a-zoare da vugale an hentadoù divyezhek e vez aozet, gant an UBAPAR, stajoù DABU evit mont donoc'h e brezhoneg (6 stajiad e 2011 war an tem « natur hag avanturioù ») ha DABU arbennikaat (5 stajiad e 2011 evit ar berzhegezh « evezhier kouronkañ »).

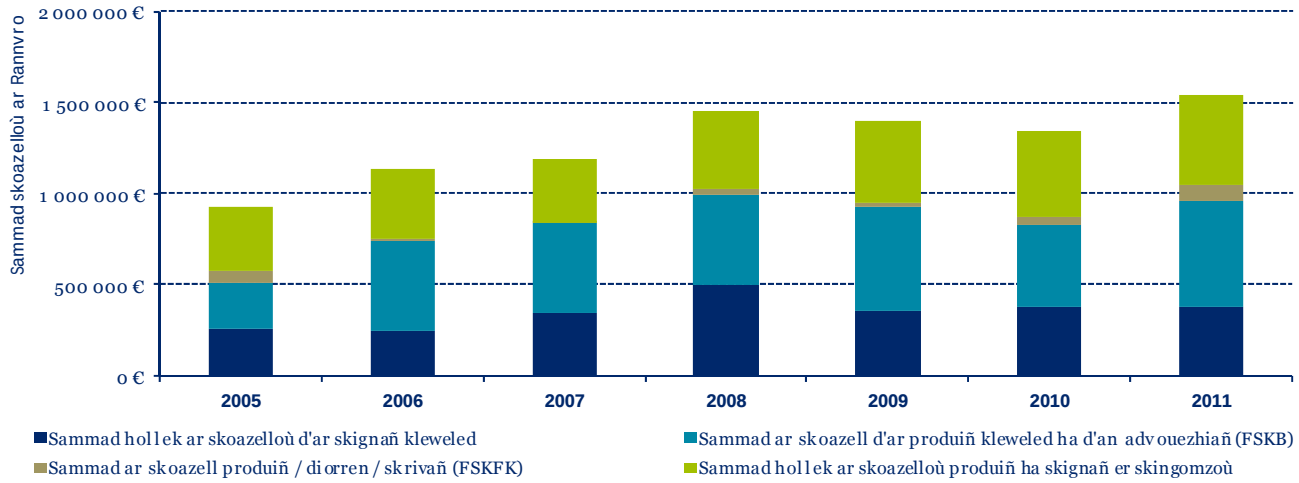
Sikouret e vez ar stummadurioù-se evit buhezourien gant ar Rannvro.

Gouestl 45 : Sikour ledanaat tachenn an diduamantoù troskol sevenadurel (sonerezh, dañs…) ha sportel (bageal, gouren, mell-droad…) e brezhoneg.

Ret e vo luskañ ar preder war an doare ma vo lakaet ledanaat tachenn an diduamantoù troskol sevenadurel ha sportel e brezhoneg.

II.3 Stankaat plas yezhoù Breizh er mediaoù

Reiñ a ra Rannvro Breizh kalz arc'hant evit diorren plas yezhoù Breizh er skinwel hag er skingomz.



Titourenn 10 : skoazelloù rannvroel d'ar produiñ ha d'ar skignañ kleweled ha skingomz – roadennoù tarzh pajenn 89

E 2011 e oa bet lakaet 1 540 765 € (pa oa 1 347 764 € e 2010) evit plas yezhoù Breizh er mediaoù, pe e vefe er c'hleweled (skinwel ha sinema) pe er skingomz. Rak ar mediaoù klewelet ha skingomz eo ar binvioù gwellañ bepred evit lakaat ar yezhoù war wel en tachennoù foran : degas a reont keleier ha dudi d'an dud, gant-se e tiskouezent ar yezhoù a implijont en un doare naturel, eeun, ha stag ouzh an amzer vremañ. Gallout a reont bezañ an ostilhoù gwellañ evit lakaat ar yezhoù da vont pelloc'h eget bed ar stummañ hag ar c'helenn.

II.3.1 Ar produiñ hag ar skignañ kleweled

II.3.1.1 Skignañ ar pezh a vez produet e yezhoù Breizh a-fet kleweled

II.3.1.1.a Emdroadur ar skignañ hertzian

Betek ar bloavezhioù 2000 ne oa nemet FR3 – ha France 3 Breizh da-c'houde – a skigne abadennoù brezhonek diouzh ar plas a leze France 3 broadel gant an abadennoù kinniget gant ar skourroù rannvroel. Abaoe ma'z eus roet lañs d'an SND (skinwel niverel douarel) e 2010, pa'z eo en em gavet ar chadennoù lec'hel Tébéo, TVR ha Ty Télé[44] war ar c'hanolioù nevez-se, eo kresket kalz ar c'hinnig hertzian digoust. Gant an URP (unvez rannvroel programmiñ) savet gant an teir chadenn lec'hel ez eus gallet e-giz-se kenbroduiñ ha skignañ abadennoù kleweled krouet pe advouezhiet e brezhoneg.

Sikouret e vez France 3 Breizh gant ar Rannvro evit produiñ abadennoù brezhonek (175 000 € ar bloaz), ha peder chadenn lec'hel[45] ivez dre ar Gevrat Palioù hag Araezioù (KPA) a lakae 101 920 € e 2011 evit ar programmoù brezhonek.

Goustl 46 : Reiñ an tu da dud al Liger-Atlantel da gaout kement ha re Rannvro Breizh a-fet programmoù SND.

Ne vez ket skignet abadennoù brezhonek France 3 el Liger-Atlantel abalamour d'an doare m'eo dasparzhet ar skingaserioù SND ha frammet ar chadenn evit a sell ouzh ar velestradurezh. Teuler evezh pizh a ray ar Rannvro ma vo diskoulmet an afer-se buan, d'ar vrezhonegerien en departamant-se da c'hallout gwelet ar memes abadennoù hag an dud all e Breizh hag er memes doare teknikel ha pleustrek (dre an SND digoust).

Sikour a ray ar Rannvro ar c'henlabour etre chadennoù an URP ha TéléNantes evit kenbroduiñ ha liesskignañ abadennoù e brezhoneg.

Daoust d'an traoù da vezañ aet war-raok e-kerzh ar bloavezhioù tremenet e chom dister lodenn yezhoù Breizh er skinwel hertzian e-keñver ar pezh a weler e rannvroioù all eus Europa. S4C (Sianel Pedwar Cymru), da skouer, a vez skignet abaoe 1982 hag, abaoe 2010 e kembraeg penn-da-benn a-hed ar sizhun etre 8e ha 23e. A-hend-all ez eo bet savet Via Stella, anezhi ur chadenn skinwel bublik dre loarell e Korsika, e 2006, gant France Télévisions : divyezhek eo ha skignañ a ra abadennoù produet e Korsika dreist-holl. He c'havout a reer en SND hiziv an deiz.

Er chadenn servij publik France 3 ne vez ket roet trawalc'h a blas d'an abadennoù kinniget gant ar skourroù rannvroel, ha dister eo lodenn Breizh e kael ar programmoù, ha disteroc'h c'hoazh lodenn ar brezhoneg. Reizh eo soñjal e ranker sevel e Breizh, evel ma'z eus bet graet e rannvroioù all en Europa hag e Korsika, ur chadenn bublik rannvroel da vat, ha neuze reiñ ur frekañs SND dezhi. Rankout a ray ar chadenn-se bezañ divyezhek, gant-se e c'hallo ar brezhoneg bezañ lakaet muioc'h war wel.

II.3.1.1.b Internet, un doare a-feson da skignañ endalc'hoù

Frealzus eo gwelet an doare ma vez tapet lañs gant ar skignañ endalc'hoù kleweled e brezhoneg dre Internet. Gant Internet e vez skoulmet liammoù nevez etre an implijerien hag ar mediaoù kleweled : klask ha dibab endalc'hoù a ra an arvesterien, kentoc'h eget ober gant ar pezh a vez diskouezet dezho hepken. Evit a sell ouzh ar yezhoù rannvro e c'haller, gant ar binvioù zo anezho dija ha kuit da zispign kement a arc'hant, skignañ en un doare ledanoc'h ha tizhout tud nevez, re yaouank dreist-holl, hag ivez an arvesterien n'int ket evit degemer ar c'hinnig SND abalamour n'emaint ket o chom el lec'h mat.

Brezhoweb[46] eo ar chadenn skinwel Web kentañ ha nemeti e brezhoneg penn-da-benn anavezet gant ar CSA abaoe 2010. Sinet ez eus bet ur c'hendiviz palioù hag araezioù etre ar Rannvro hag ar chadenn-se eus Here 2011 betek Gwengolo 2012. Diwar-se e oa bet roet 83 000 € e 2011 gant ar Rannvro evit mont en-dro Brezhoweb. Abaoe 2011 e kinnig ar chadenn ur gael programmoù war-eeun eus 18e30 da 22e30, ha gallout a reer ivez sellet ouzh ar programmoù a-hed an deiz (*streaming*).

---

44 TV Rennes, deuet da vezañ TVR Rennes 35 Bretagne, a oa bet savet e 1987, Tébéo ha Ty Télé e 2009.

45 Abaoe 2011 ez eo bet sinet ar GPA gant ar web-chadenn Armor TV.

46 www.brezhoweb.com

E-barzh al lec'hienn Gwagenn TV[47], e kaver programmoù video berr e brezhoneg produet ganti.

Digoret he deus France 3 Breizh, abaoe miz Du 2011, ur porched Web brezhonek[48] ma c'haller war un dro gwelet programmoù brezhonek ar chadenn, ha lec'h ma'z eus roet lañs d'ur gumuniezh implijerien hag a c'hall embann kemennadennoù. Emeur o c'hortoz ma vefe savet ur porched heñvel gant ar chadennoù a zo bodet en URP.

Emañ ar gevredigezh Dizale e-sell da sevel ul lec'hienn evit kinnig videoioù emservij (*video on demand* – VOD), evel-se e vo eus ur servij heñvel a-walc'h ouzh ar skignañ produioù DVD evit ur priz izeloc'h (ne vo paeet nemet ar gwirioù gant an implijerien) hag en un doare aes ober gantañ.

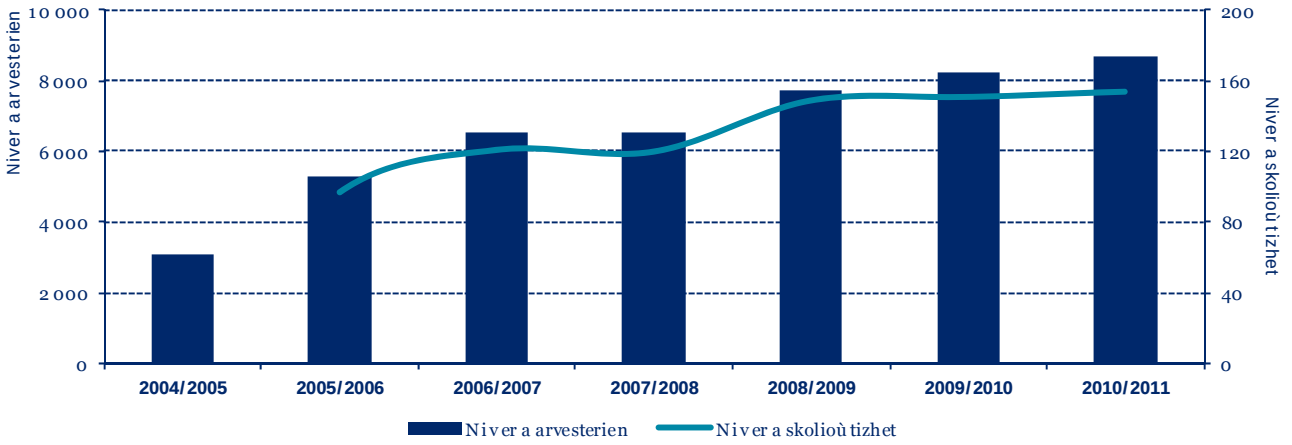
Gouestl 47 : Sikour skignañ an dielloù kozh dre an niverel.

E-barzh al lec'hienn « Ar c'hornôg er memor »[49] e ra war-dro an INA niverelaat, menegeriñ ha kinnig dielloù ar skinwel publik, gant skoazell ar Rannvro. Gant al lodenn vrezhonek eus an dalc'had-se (war-dro 5 000 eurvezh) e c'hall ar vrezhonegerien, an deskidi dreist-holl, kavout danvez prizius.

Ober a ray ar Rannvro e doare ma vo dalc'het da lakaat an dalc'hadoù kleweled brezhonek a-wel d'an holl. Dav e vo ivez lakaat prederiañ diwar-benn an doare ma vo skignet, dre an niverel, an dalc'hadoù brezhonek prevez (miret int e Gwarez filmoù Breizh).

II.3.1.1.c Ar skignoù dre ar salioù

Gant ar gevredigezh Daoulagad Breizh e vez kenurzhiet, abaoe meur a vloaz, un droiad filmoù bevaat advouezhiet e brezhoneg gant Dizale. Aozet e vez an droiad-se asambles gant ar c'hevredigezhioù lec'hel (emglevioù-bro, tiez an holl...) hag ar skolioù divyezhek.



Titourenn 11 : niver a arvesterien an droiad filmoù bevaat advouezhiet e brezhoneg – roadennoù tarzh pajenn 89

E 2011 e oa bet ouzhpenn 8 700 skoliad, eus 154 skol, o sellet ouzh filmoù e-giz-se e Breizh – pe e Pariz – e-barzh 69 sal hag a gemere perzh en droiad. Adalek ar penn kentañ ez a niver an arvesterien war greskiñ a vloaz da vloaz evit troiad Daoulagad Breizh. Gant an droiad-se e c'hall bugale ar skolioù gwelet filmoù bevaat e brezhoneg el lec'hioù ma kustumer gwelet ar filmoù gallek, ar pezh a laka kreskiñ plas ar brezhoneg e-maez ar skol.

Dav eo ivez menegiñ e oa deuet er-maez, d'ar 16 a viz Meurzh 2011, ar film hir kentañ kinniget war un dro e galleg (« Au bistro du coin »), e brezhoneg (« An Arvest ») hag e meur a yezh all eus Frañs. Advouezhiet e oa bet e brezhoneg gant Dizale diwar goulenn ar produer.

[47] gwagenn.tv

[48] www.france3breizh.fr

[49] www.ina.fr/fresques/ouest-en-memoire/accueil

II.3.1.1.d Startaat ar c'henlabour etre ar skignerien.

Gouestl 48 : Startaat ar c'henlabour etre ar skignerien abalamour da genbroduiñ muioc'h a draoù, da wellaat an doare da skignañ an oberennoù, da gehentiñ gwelloc'h en-dro d'ar programmoù.

Gant Rannvro Breizh e vez sikouret lakaat ar mediaoù en ur rouedad evit startaat ar c'henlabour etre ar skignerien endalc'hoù kleweled e brezhoneg, ar pezh emeur oc'h ober er mareoù-mañ. Dav eo evel-se lakaat an traoù a-wel d'ar muiañ ar gwellañ a dud, diouzh ar pezh a c'hall pep skigner ober ha diouzh al lec'hioù hag ar seurtoù arvesterien a glasker tizhout.

Broudañ a ra ar Rannvro, ar muiañ ma c'hall, ar c'henbroduiñ abalamour da genlodenniñ ar binvioù evit gwellaat kalite an abadennoù ha lakaat niver an eurioù produet bep bloaz da greskiñ.

Dav e vo klask ivez kelaouiñ gwelloc'h an arvesterien : da skouer e vo broudet ar skignerien da sevel asambles kael o frogrammoù.

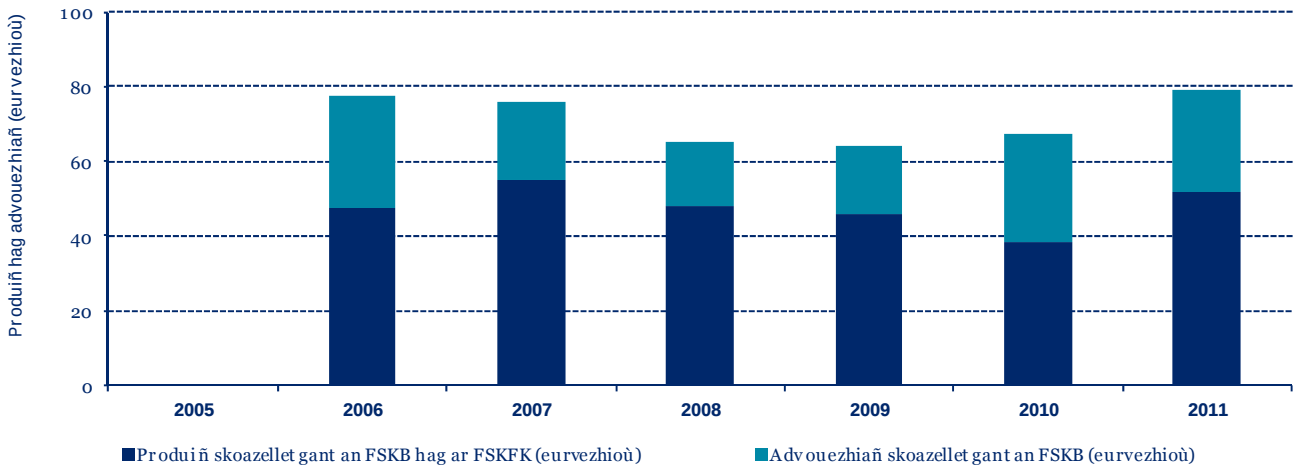
II.3.1.2 Sikour ar Rannvro d'ar produiñ kleweled

Diazezet ez eus bet stignadoù skoazellañ ar produiñ kleweled gant Rannvro Breizh, unan hollek (Font skoazell d'ar c'hrouiñ filmoù ha kleweled – FSKFK), an hini all a-ratozh evit yezhoù Breizh (Font skoazell d'ar c'hleweled e yezhoù Breizh – FSYB).

Dre ar FSKFK e c'haller dreist-holl skoazellañ al labour skrivañ, prientiñ ha seveniñ teulfilmoù krouiñ, filmoù-faltazi ha filmoù bevaat. Evit ar FSYB, krouet eo bet a-ratozh evit sikour produiñ programmoù diazez e yezhoù Breizh : magazinoù, abadennoù skinwel doare « leurenn », kelaouadennoù kleweled, abadennoù diazez, sitkomoù, heuliadoù teulfilmoù, heuliadoù filmoù bevaat, heuliadoù faltazi.

Gant ar FSYB e c'hall ar Rannvro ivez sikour an advouezhiañ e brezhoneg, betek 300 000 € ar bloaz, dre ur c'hendivizad liesvloaziek ar palioù sinet gant Dizale, ma'z eus merket e vefe sikouret mont en-dro ar gevredigezh-se. Dre an advouezhiañ e c'haller stummañ komedianed dizehan ha kaout tud a-walc'h war ar vicher-se.

Evit bezañ skoazellet gant ar FSYB e rank ar c'hevredadoù produiñ grataat e vo skignet o zraoù ganto dre ur media anavezet gant ar CSA (SND pe skinwel Web). N'int ket evit bezañ skoazellet war un dro gant ar FSYB hag ar FSKFK.



Titourenn 10 B : produiñ hag advouezhiañ skoazellet gant an FSKB hag ar FSKFK – roadennoù tarzh pajenn 89

E 2011 e oa bet sikouret ouzhpenn 51 eurvezh programmoù nevez e brezhoneg gant ar Rannvro dre ar FSYB hag ar FSKFK (10 oberenn gant ar FSYB – pa oa 5 e 2010 – ha 4 gant ar FSKFK). E-pad ar c'heit-se e oa bet sikouret ouzhpenn 27 eurvezh advouezhiet (8 oberenn)[50]. Abaoe ma oa bet dihanet gant ar programmoù brezhonek war

[50] Sellet ouzh an titouroù dave pajenn 89.

TV Breizh e dibenn 2008 ne oa ket bet sikouret kement a eurvezhioù programmoù gant ur rannvro. Aet eo an traoù war-raok e-giz-se da-heul kresk ar c'henbroduiñ hag an araezioù skignañ dreist-holl.

Rouez a-walc'h avat e chom ar produiñ e brezhoneg war dachenn ar sinema. Abaoe 1983 e kinnige Festival sinema Douarnenez (bet savet e 1978 evit brudañ ar sinema graet gant ar sevenadurioù a rank stourm evit bezañ anavezet) ur « genstrivadeg Breizh » asambles gant Atalier-rannvro ar sinema, abalamour da reiñ lañs d'ar produiñ filmoù ha d'ar sevenerien nevez e Breizh. Paouezet ez eus bet gant ar genstrivadeg-se abaoe 2007 abalamour na oa ket trawalc'h a dud nag a zanvez o kemer perzh. Abaoe 2007 ez eus eno eus ur « rann » evit sinema Breizh, evel ma'z eus pep a rann ivez evit ar sevenadurioù all.

Gouestl 49 : Sikour krouiñ oberennoù kleweled ha sinema e brezhoneg ha n'int ket stag ouzh un heuliad (filmoù-faltazi ha teulfilmoù).

Lañset e vo ar preder war an doareoù a-ratozh (skoaziadennoù ouzhpenn evit an oberennoù e yezhoù Breizh, termeniñ ar sammad a vo gouestlet d'an dachenn-se...) a vo diazezet evit skoazellañ gwelloc'h ar c'hrouiñ oberennoù kleweled e brezhoneg pe e gallaoueg ha n'int ket stag ouzh un heuliad (skoazellañ ar skrivañ, an diorren, ar produiñ) e-barzh reol voutin ar skoazelloù d'ar c'hleweled.

Gouestl 50 : Frammañ ar filierenn evit produiñ en un doare kempouesoc'h diouzh ar rummoù tud hag ar bloavezhiadoù.

Kinnig a ray ar Rannvro d'ar skignerien ha d'ar broduerien kenurzhiañ o dibaboù a-fet produiñ abalamour da gempouezañ bep bloaz an oberennoù diouzh an dud a glasker tizhout. Ret e vo teuler evezh na vefe ket produet re a draoù evit bloavezhiadoù zo ha dilezet neuze tud all na vez ket kinniget dezho trawalc'h a draoù diouzh o doare.

Ober a ray ar rannvro e doare ma vo gwellaet kalite ar skrivañ evit ar c'hleweled, dreist-holl ar filmoù-faltazi. Skoazellañ a ra ar stummerezh a ya war an tu-se (gwelet I.2.4.3.c pajenn 45).

II.3.2 Ar produiñ hag ar skignañ er skingomz

II.3.2.1 Bed ar radioioù e yezhoù Breizh

II.3.2.1.a Ar pevar radio brezhonek pe divyezhek bodet e-barzh Brudañ ha Skignañ

Pevar radio kevredigezhel hollek a skingas programmoù e brezhoneg penn-da-benn pe evit ul lodenn eus o frogrammoù e brezhoneg :

- Radio Kerne a skingas programmoù e brezhoneg el lodenn vrasañ eus Kerne ;
- Arvorig FM a skingas programmoù e brezhoneg e Bro-Leon ;
- Radio Bro-Gwened a skingas programmoù e brezhoneg hag e galleg e Mor-Bihan ;
- Radio Kreiz Breizh a skingas programmoù e brezhoneg hag e galleg er Poc'hêr hag en ul lodenn vras eus Treger.

Sikour a ra ar Rannvro ar radioioù-se da vont en-dro dre reiñ pep a 76 000 € dezho. Skoazelloù publik all o devez, evel skoaziadenn ar Stad dre ar FSER (Font skoazell d'ar skingomz).

En em vodet eo ar pevar radio-se e-barzh ar c'hevredad Brudañ ha Skignañ a zo ur benveg kenlodenniñ o ostilhoù, e-giz-se e c'hallont produiñ a-stroll keleier hag a vo skignet ganto-holl : enno ez eus bet staliet pep a gazetenner hag a zo stag ouzh renerezh skridaozañ Brudañ ha Skignañ. Gant Brudañ ha Skignañ e c'hallont ivez eskemm abadennoù a bep seurt (« An divskouarn o nijal » lakaomp). Skoazellet e vez Brudañ ha Skignañ gant ar Rannvro a ro 155 000 € dezhañ ar bloaz.

Lakaet he deus ur porched Internet war-sav evito o-fevar : al lec'hienn www.radiobreizh.net, lec'h ma c'haller selaou programmoù pep radio war-eeun pe adskignet hag ar c'heleier a reont a-stroll, gwelet o c'haeloù programmoù, gwelet an traoù nevez a sell ouzh pep hini anezho.

Gouestl 51 : Solutaat ar rouedad radioioù brezhonek.

Teuler evezh a ray ar Rannvro ma vo solutaet ar rouedad radioioù brezhonek, dreist-holl o kenlodenniñ muioc'h-mui o binvioù produiñ.

Goulenn a reer digant ar radioioù delc'her ouzhpenn-se da glask skoaziadennoù publik (digant strollegezhioù all) ha sikourioù prevez (« Radiothon » gant Radio Bro Gwened, Kevredigezh skoazell da Radio Kerne, ha kement zo). Gallout a rafed ivez enframmañ gwelloc'h ar radioioù ha Brudañ ha Skignañ a-fet merañ an arc'hant.

II.3.2.1.b Ar c'hinnig e yezhoù Breizh gant ar rouedadoù all

Gant ar radio servij publik France bleu Breizh Izel a c'haller selaou e kornôg Breizh e kaver abadennoù pemdez e brezhoneg (1 eurvezh 30 e fin an devezh) hag abadennoù all e-pad an dibenn-sizhun (3 eurvezh d'ar Sadorn, 2 eurvezh d'ar Sul). Gant France bleu Armorique a c'haller selaou e reter Breizh e vez produet ha skignet 25 munutenn programmoù brezhonek ar sizhun (titouroù 2010). Gant France bleu Loire Océan ne vez netra e brezhoneg.

Produet ha skignet e vez abadennoù brezhonek ivez gant radioioù kevredigezhel lec'hel un tamm e pep lec'h er rannvro, dreist-holl gant Radio Rivages ha gant Plum'FM. Gant hemañ diwezhañ e vez prientet ha skignet ivez, ouzhpenn an eurvezh vrezhonek bep sizhun, 4 eurvezh e gallaoueg ar sizhun, well-wazh. Er radio AlterNantes e vez kinniget un toullad programmoù e brezhoneg.

II.3.2.2 Ledanaat an toleadoù ma c'haller pakañ ar radioioù a ginnig programmoù e yezhoù Breizh

II.3.2.2.a Hollekaat an tolead goloet gant ar radioioù e brezhoneg

Goestl 52 : Dont a-benn da c'holeiñ Breizh a-bezh gant radioioù brezhonek.

Ar pal skignañ programmoù radio e brezhoneg e Breizh a-bezh, a oa bet lakaet er politikerezh yezh degemeret e 2004, a dalvez bepred hiziv an deiz. Degas a ray ar Rannvro da soñj da Radio France e fell dezhi gwelet ar c'hinnig e brezhoneg o kreskiñ en tri radio a zo e rouedad France Bleu, koulz a-fet kalite hag a-fet niver an eurioù.

War un dro gant se e vo goulennet digant Brudañ ha Skignañ mont e darempred gant ar radioioù kevredigezhel n'emaint ket en he rouedad evit kinnig dezho kenlodenniñ o frogrammoù brezhonek ganto pe degas dezho programmoù brezhonek produet gant ar rouedad, abalamour da astenn toleadoù goloet gant ar radioioù brezhonek betek tachennoù ma ne vez ket paket programmoù brezhonek, pe nebeut-tre.

Goestl 53 : Lakaat krouiñ ur radio publik e brezhoneg

Krouiñ ur radio publik e brezhoneg hag a vefe paket e Breizh a-bezh zo ivez ur pal da vezañ tizhet war grenn dermen. Ar Rannvro a gaso ar goulenn-se betek Radio France.

II.3.2.2.b Diorren plas ar gallaoueg er radioioù

Goestl 54 : Sikour diorren plas ar gallaoueg er radioioù.

Sikouret e vo gant ar Rannvro an oberezhioù hag a lakay diorren plas ar gallaoueg er radioioù (servij publik ha radioioù kevredigezhel).

II.3.2.2.c Ar pezh a zegas an RND (radio niverel douarel) hag ar skingas dre Internet

Cheñchamantoù a vo er bloavezhioù da zont gant teknologiezhioù skignañ ar skingomz ha kement-se en do ul levezon war ar radioioù brezhonek. Rak gallout a ra an teknologiezhioù nevez-se degas ur vad a vo ret deomp en em soñjal warnañ :

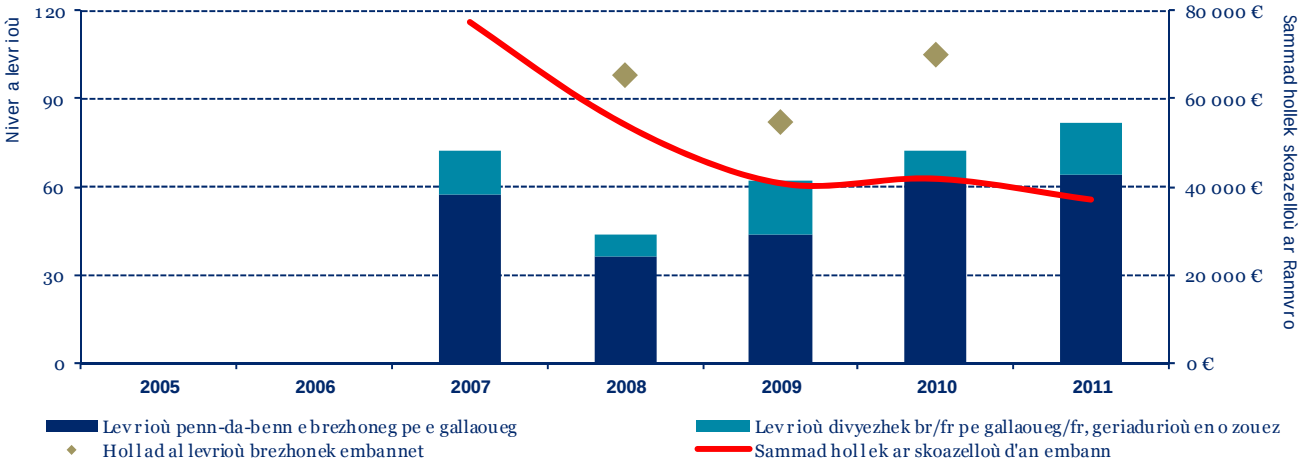
- Ar radio niverel douarel (RND) zo evit ar skingomz evel an SND evit ar skinwel. Evit ar mare ne vezer krog da ziazezañ anezhañ nemet en un doare arnodiñ. Koustañ a ray ker a-walc'h an tremen hollek eus an analogel d'an niverel (cheñch an holl vinvioù pakañ), diwar-se n'eus lakaet termen ebet evit lakaat astenn tolead an RND, deomp da c'houzout, na nebeutoc'h c'hoazh evit lakaat paouez gant ar skingas analogel. Dleout a rafe an RND bezañ ledanaet tamm-ha-tamm avat. Diwar neuze e ranko ar re a labour war dachenn ar radioioù e brezhoneg studiañ an afer abalamour da welet ar pezh a vo mat d'ober evit a sell ouzh priz an ostilhoù hag ar skingas, an toleadoù hag ar frekañsoù a vo digoret.
- Un dra dalvoudus eo ar skingas dre Internet pa'z eo kalz marc'hadmatoc'h, dav e vo deomp tennañ hor mad eus se rak gant ar binvioù nevez da gevreañ ouzh Internet (pellgomzerioù naouek, tablezennoù ha

kement zo) eo kalz aezetoc'h d'ar radioioù bezañ skignet ha ne vezont ket dalc'het gant ar pezh a sell ouzh ar c'hornad lec'h m'int staliet. Pa vez kevreet muioc'h-mui ar gweturioù nevez-savet e vo gallet mont war-raok en un doare dedennus. Taolet e vo evezh mat ouzh ergonomiezh an etrefasoù selaou evit ar binvioù hezoug, dreist-holl evit a sell ouzh menegeriñ ha klask endalc'hoù.

II.4 Diorren an embann

II.4.1.1 Lañs an embann e brezhoneg pe e gallaoueg

Un toullad bloavezhioù zo ez eus lañs gant an embann e brezhoneg, marteze diwar kresk ar c'helenn divyezhek hag ar stummañ oadourien a laka an niver a lennerien da vont war greskiñ.



Titourenn 12 : niver a levrioù embannet e brezhoneg pe e gallaoueg skoazellet gant ar Rannvro – roadennoù tarzh pajenn 90

Gant ar prizioù lennegel (Priz Langleiz, Priz ar Yaouankiz...) e vez degaset lusk ivez.

Heuliet e vez emdroadur an embannadurioù e brezhoneg gant Arsellva implij ar yezhoù abaoe 2008 : evit ar wech kentañ, e 2010, ez eus bet embannet ouzhpenn 100 oberenn (105 oberenn embannet, titouroù dave pajenn 90).

N'eo ket kempouez an doare m'eo dasparzhet an tiez-embann, kevredigezhel alies : e Penn-ar-Bed e kaver an div drederenn eus an embannerien. Ur pol embann zo e Lannuon. Er Mor-Bihan hag el Liger-Atlantel ne vez ket embannet nemeur a draoù.

N'eus ket titouroù ken resis evit a sell ouzh an embann e gallaoueg, met meur a oberenn a vez embannet bep bloaz.

Lec'hiadur an embannerien bet embannet ul levr brezhonek ganto da nebeutañ etre 2000 ha 2010 – Ofis publik ar Brezhoneg

II.4.1.2 Sikour ar Rannvro d'an embann

II.4.1.2.a Skoazellañ evit ar frejoù embann levrioù

Sikouret e vez an embann e brezhoneg hag e gallaoueg gant ar Rannvro a ro skoaziadennoù evit ul lodenn eus ar frejoù moullañ a vez diskouezet dezhi gant an embannerien a vicher (kevredigezhioù hag embregerezhioù). Evit bezañ sikouret e rank an embannerien grataat :

- embann war gont an embanner (sinañ, gant an aozer pe an troer, ur gevrat ma vez merket an dregantad a yelo gantañ evel gopr, jedet diwar priz foran al levr adalek ar skouerenn gentañ a vo gwerzhet) ;
- ober ar fiziad lezennel ha kaout un niverenn ISBN evit pep oberenn embannet ;
- embann ha nevesaat ingal ur c'hatalog eus o oberennoù ha labourat gant ur skigner a vicher. ;
- brudañ an oberennoù embannet o lakaat anezho da vezañ meneget er rolloù levrlennadurioù hag er rolloù kenwerzhel ;
- doujañ da dleadouriezh ar vicher evit a sell ouzh an darempredoù gant an aozerien, an embannerien all, ar rouedadoù skignañ, al levrdioù hag al levraouegoù.

Mont a ra sikourioù ar Rannvro d'ober 50 % eus koust PTM ar moullañ (ne c'hall ket mont en tu all da 3 000 €) evit al levrioù unyezhek (e brezhoneg pe e gallaoueg). Rannet e vez an dregantad hag ar sammad uhelañ etre daou pa vez adembannet. Evit ul levr divyezhek brezhoneg-galleg pe gallaoueg-galleg e vez roet 25% eus priz ar moullañ, betek 1 500 €. Er memes doare e vez rannet ar sammadoù-se etre daou evit un adembannadur.

Gallout a reer skoazellañ an oberennoù divyezhek a vez gwerzhet war hir dermen ha moullet kalz skouerennoù anezho (geriadurioù ...) hervez stignadoù digant Renerezh ar sevenadur hag ar pleustroù sevenadurel, diouzh dibaboù an embannerien.

E 2011 he doa sikouret ar Rannvro embann 82 oberenn a bep seurt[51], en o mesk 64 e brezhoneg, 15 divyezhek brezhoneg-galleg ha 3 divyezhek gallaoueg-galleg. Abaoe 2008 eo aet niver an oberennoù skoazellet war greskiñ diehan. Gallout a reer displegañ eo aet ar sammadoù roet war zigreskiñ ingal dreist-holl abalamour m'eo aet priz ar moullañ war zigreskiñ pa ne vez ket tennet kalz a skouerennoù.

II.4.1.2.b Skoazellañ ar c'helaouennoù lennegel

Gant ar Rannvro e vez sikouret embann kelaouennoù lennegel e brezhoneg, betek 2 500 € ar bloaz evit pep hini anezho. Skoazellet e vez Al Lanv, Al Liamm, Brud Nevez, Nidiad. Evit ar mare n'eus kelaouenn lennegel ebet e gallaoueg.

Gouestl 55 : Lakaat diazezañ ur skoazell a-ratozh evit ar c'hazetennoù hag ar magazinoù e yezhoù Breizh.

Abaoe 2004 e c'hall ar c'hazetennoù sizhuniek e brezhoneg bezañ skoazellet dre ar Font skoazell d'ar c'hazetennoù sizhuniek ha lec'hel (a-berzh ar Stad). Koulskoude n'eo ket ar skoazell-se evit talañ ouzh diaezamantoù ar gennad-se, dreist-holl pa ne c'haller ket koulz lavaret bezañ skignet er stalioù kazetennoù abalamour ma koust re ger.

Fellout a ra d'ar Rannvro ma vefe studiet gant ar Stad an doare da reiñ ur skoaziad ouzhpenn a-ratozh evit diorren ar c'hazetennoù e yezhoù rannvro, dreist-holl a-fet brudañ ha skignañ. Un dra vat e vefe ivez ma rofe ar Stad ur skoaziad broudañ d'ar c'hazetennoù pemdeziek rannvroel evit lakaat embann bemdez traoù a bep seurt e yezhoù rannvro.

II.4.1.2.c Sikour an embannerien gevredigezhel da vont en-dro

Skoazellañ a ra ar Rannvro, war-eeun, an embannerien gevredigezhel e brezhoneg[52] hag ar c'hevredad Kuzul ar Brezhoneg da vont en-dro bep bloaz. Gant ar skoazell d'ar c'helaouennoù lennegel e ra ur sammad a 235 000 € e 2011.

[51] Sellet ouzh an titouroù dave 12 pajenn 90.

[52] Al Liamm, An Alarc'h, Emgleo Breiz, Keit vimp bev, Mouladurioù hor Yezh, Skol Vreizh.

II.4.1.3 Ret eo solutaat ar gennad

II.4.1.3.a Stummañ d'ar skrivañ ha diorren an troidigezhioù lennegel

Kaoz zo eus ar stummañ d'ar skrivañ e I.2.4.3.c pajenn 45. Goulennet e vo digant an DPKS Levrioù ha lennadennoù e Breizh hag Ofis publik ar brezhoneg prederiañ a-stroll war an doare da reiñ lañs da stummadurioù all a-ratozh war ar skrivañ (treiñ, reizhañ, chomadennoù skrivagnerien...).

Gouestl 56 : Broudañ da dreiñ oberennoù eus glad lennegel ar bed e brezhoneg.

Emañ ar Rannvro o tiazezañ, asambles gant Ofis publik ar brezhoneg hag a zegas e sikour teknikel, ur stignad evit broudañ da dreiñ, e brezhoneg, oberennoù eus glad lennegel ar bed, re a vremañ ha re an amzer da zont. Sevel a ray an Ofis publik ur roll oberennoù da dreiñ ha kinnig a ray bep bloaz d'ar Rannvro ur renabl eus raktresoù an embannerien. Ar pal a vo treiñ etre 3 ha 5 oberenn ar bloaz.

Evel-se e vo gallet, da skouer, kinnig d'al lennerien yaouank lenn oberennoù brudet e brezhoneg, pa ne veze kavet a-raok nemet an embannadur gallek pe er yezh orin.

II.4.1.3.b Skignañ gwelloc'h an oberennoù

Hiziv an deiz c'hoazh eo diaes kavout levrioù brezhonek : er c'hêrioù bras dreist-holl emañ al levrdioù arbennikaet hag al levrdioù bras hag o deus ur rann evit al levrioù brezhonek. Ouzhpenn-se emañ an hanter eus al levrdioù arbennikaet e Penn-ar-Bed hag ar c'hard er Mor-Bihan. Hervez Arsellva implij ar yezhoù ne vez kavet levrioù brezhonek ingal nemet e-barzh 5% eus al levrdioù dizalc'h. Peogwir ne vez ket skignet trawalc'h dre al levrdioù ez eo ar saloñsoù (Karaez, Begerel, Gwened ha Gwenrann dreist-holl) al lec'hioù gwellañ evit brudañ al levrioù-se. A-hend-all, ha pa vez skignet muioc'h-mui a levrioù brezhonek dre Internet, n'eo ket a-walc'h evit kemer plas ar skignañ klasel na vez ket anezhañ.

Gouestl 57 : Sikour skignañ an oberennoù dre al levrdioù hag enlinenn.

Lusket e vo ar preder war an doare da wellaat ar skignañ evit al levrioù e yezhoù Breizh dre al levrdioù, dreist-holl dre al levrdioù hollek hag al levrdioù troet war ur rumm : rouez eo gallout kavout ul levr brezhonek evit ar yaouankiz en ul levrdi yaouankiz, padal e vez kavet aezet en ul levrdi arbennikaet war sevenadur Breizh.

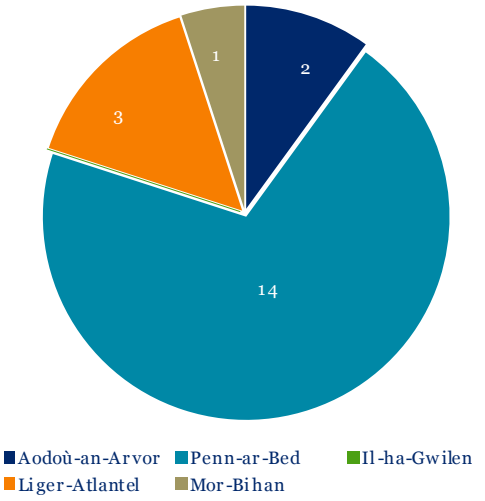
Gouestl 58 : Sikour plas yezhoù Breizh el levraouegoù foran.

Dre al levraouegoù e c'haller kavout levrioù brezhonek met ne vezont ket kelaouet mat atav war an traoù nevez-deuet er-maez pe ne vezont ket barrek peurvuiañ da aliañ an dud diwar-benn al levrioù brezhonek. Gallout a rafe an DPKS Levrioù ha lennadennoù e Breizh, asambles gant an Ofis publik, skignañ e-touez al levraouegoù foran roll al levrioù da vezañ, abalamour da sikour anezho da sevel fontoù hag a ya war-raok. Dalc'hadoù stummañ a c'hallfe bezañ aozet ivez abalamour da lakaat al levraouegerien da anavezout gwelloc'h an embann e brezhoneg pe e gallaoueg.

II.5 Broudañ an obererezhioù sevenadurel

II.5.1 Ar c'hoariva e brezhoneg hag e gallaoueg

II.5.1.1 Ar strolladoù c'hoariva e yezhoù Breizh



Dasparzh dre zepartamant ar strolladoù c'hoariva brezhonek e 2011 (hep ar strolladoù skol) - mammenn : C'hoariva

Da-heul lusk ar bed kevredigezhel er bloavezhioù 1970 ez eus bet krouet strolladoù enno komedianed amatour, ha re a vicher goude-se, hag o deus roet lañs adarre d'ar c'hoariva brezhonek. Bez' ez eus ouzhpenn 200 den (amatourien ha tud a vicher) hag a gemer perzh hiziv an deiz er c'hoariva brezhonek. Renablet e oa bet 65 abadenn c'hoariva e 2010 e Breizh gant ar c'hevread C'hoariva (pa oa bet 60 e 2009).

Ha pa vez c'hoariet pezhioù tennet diwar hengoun lennegel klasel Breizh, ez eus kalzik anezho hag a ginnig ivez krouidigezhioù nevez pe savet diwar pezhioù e galleg pe e yezhoù all.

Gwelet a reer emañ an darn vrasañ eus ar strolladoù c'hoariva brezhonek e Penn-ar-Bed, en-dro da Vrest ha da Gemper dreist-holl : 14 strollad c'hoariva brezhonek e Penn-ar-Bed, pa n'eus nemet 3 el Liger-Atlantel, 2 en Aodoù-an-Arvor hag 1 er Mor-Bihan. War an 20 strollad-se ez eus 3 hag a zo strolladoù a vicher en deiz a hiziv.

Alies a-walc'h e vez kinniget atalieroù c'hoariva gant ar skolioù divyezhek hag ar frammoù a ra war-dro kentelioù-noz (etre 120 ha 150 skolajiad a gustum kemer perzh bep bloaz e-barzh atalieroù c'hoariva, bez' ez eus ur strollad e-barzh lise Diwan e Karaez...).

Meur a stumm en dez an arvest bev e brezhoneg : sketchoù, arvestoù evit ar vugale, evit tiez ar retredidi, c'hoariva er straedoù zoken...

Graet e vez c'hoariva e gallaoueg ivez : ar strollad Les Préchous pe La Compagnie du Grenier vert a ginnig pezhioù ingal.

Skoazellañ a ra ar Rannvro lod eus ar strolladoù-se da vont en-dro ha da grouiñ arvestoù, dreist-holl ar strolladoù a vicher (da lavaret eo ar re o deus un aotre evel aozer arvestoù) Ar Vro Bagan, Mat ar Jeu, Teatr Piba.

II.5.1.2 Ar c'hevread strolladoù c'hoariva e brezhoneg : C'hoariva

Krouet e oa bet ar c'hevread C'hoariva e 2005 abalamour d'ober war-dro an ezhommoù a sell ouzh ar c'hoariva brezhonek. Karget eo da renabliñ ar strolladoù hag ar pezhioù-c'hoari, da ginnig stummadurioù, da vroudañ da sevel ha da dreiñ pezhioù, da sikour an aozerien hag ar strolladoù da embann testennoù c'hoariva e brezhoneg.

Bep daou vloaz e vez aozet, gant C'hoariva, ar festival Teatr brezhonek e Kemper a sach meur a gant arvester bep taol.

Emañ C'hoariva o sevel ur renabl klok eus ar pezhioù-c'hoari e brezhoneg, dezho da vezañ anavezet gant ar strolladoù hag an dud dre vras ivez.

Reiñ a ra ar Rannvro 21 500 € ar bloaz evit skoazellañ C'hoariva.

II.5.1.3 Stummadur ar strolladoù hag an ezhommoù a-fet skignañ

Evel ar c'hleweled pe al lennegezh en dez ezhomm ar c'hoariva da gavout testennoù nevez, dreist-holl evit ar re yaouank pe evit kinnig doareoù c'hoariva disheñvel (c'hoariva er straedoù, c'hoariva forom...). Ar sikour roet d'ar stummadurioù war ar skrivañ c'hoariva (gwelet I.2.4.3.c pajenn 45) a zlefe lakaat an traoù da vont war-raok war an tu-se.

Evit a sell ouzh stummañ komedianed ha teknikourien e ra C'hoariva, un toullad bloavezhioù zo, war-dro aozañ stajoù diouzh ar pezh a vez goulennet gant ar strolladoù.

Goulennoù a vez a-berzh ar strolladoù a-fet an teknik (leurennañ, kinkladurioù, gwiskamantoù, son ha sklêrijennañ ha kement zo) : dav e vo delc'her da glask mont e darempred gant ar frammoù lec'hel a vez o reiñ sikour (tiez ar c'hoariva lakaomp).

Gouestl 59 : Sikour skignañ gwelloc'h ar c'hoariva e yezhoù Breizh.

Dav e vo, asambles gant C'hoariva, priziañ an doare ma vez brudet ar c'hoariva brezhonek hiziv an deiz ha soñjal en doareoù a vo lakaet e pleustr evit lakaat gwellaat an traoù koulz a-fet dasparzh al lec'hioù ma vez kinniget abadennoù, pa weler ez eus takadoù lec'h na vez ket nemeur a arvestoù, hag a-fet bezañ degemeret e lec'hioù sevenadurel zo.

II.5.1.4 An tañva d'ar c'hoariva er skolioù, er stajoù ha dre atalieroù

Gouestl 60 : Reiñ lañs d'an tañva d'ar c'hoariva e brezhoneg hag e gallaoueg er skolioù.

Labourat a ra an tri strollad brezhonek a vicher er skolioù diouzh ar goulennoù (kentañ derez, skolajoù, liseoù). Sikouret e vez al labour-se gant ar Rannvro o reiñ 35 % eus ar pezh a goust d'ar skolioù abalamour da vroudañ anezho da vont er stignad. Kenurzhiet e vez an traoù gant C'hoariva. E 2010/2011 e oa bet kinniget 387 eurvezh tañva evit 359 bugel eus 14 klas.

Aozet e vez stajoù gant ar strolladoù, koulz re a vicher hag amatourien, evit ar gelennerien pe an danvez kelennerien. Kinnig a reont ivez stajoù hag atalieroù evit ar vugale hag an oadourien :

- Ar Vro Bagan a ra war-dro atalieroù d'ar Mercher hag e-pad ar vakañsoù skol. A-hed ar bloaz e kinnig atalieroù evit ar grennarded hag an oadourien. Sikour a ra ivez, a-wechoù, ar strolladoù amatourien diouzh o goulennoù ;
- Teatr Piba a ginnig ivez stajoù evit ar vugale hag an oadourien. Ober a ra ingal war-dro leurennañ strolladoù amatourien ;
- Strollad Plougin a aoz stajoù evit ar vugale e-pad ar vakañsoù skol.

II.5.2 An doareoù sonerezh e brezhoneg hag e gallaoueg

II.5.2.1 Ar c'han hengounel

Berzh bras a ra sonerezh hengounel Breizh hiziv an deiz, ha sikour a ra reiñ ur skeudenn a-feson eus Breizh ha dedennañ an dud etrezek enni. Mont a ra ar c'han hengounel, pe e vefe da selaou pe da zañsal, d'ober ul lodenn eus ar re bouezusañ eus ar sonerezh-se ha d'ober unan eus an traoù dibar a zo gantañ. Ha pa oa bet en arvar e-kreiz an XX^{vet} kantved da-heul ar cheñchamantoù en doareoù da vevañ hag ar vrud a oa gant an doareoù sonerezh eus kêr, ez eus bet roet lañs dezhañ adarre gant un toullad tud youlet-kaer hag o deus aozet en-dro festoù-noz, adlusket ar c'han-ha-diskan (kanouennoù da zañsal e brezhoneg) hag ar gwerzioù (kanaouennoù a boz e brezhoneg) hag ivez ar c'han hengounel e gallaoueg. Dre an azginivelezh-se a-fet sonerezh hengounel ez eus bet roet lañs da yezhoù Breizh da vezañ adperc'hennet gant an dud : kalz a zeskidi nevez o deus graet anaoudegezh gant ar brezhoneg pe ar gallaoueg dre ar c'han hengounel.

Hiziv en deiz e vez treuzkaset ar c'han dre ar c'hentelioù, ar stajoù pe dre glasoù mestr. Evel kan da zañsal e kemer perzh da vat er c'henstrivadegoù war an terouerioù, e-giz ar sonerezh gant binvioù hag an dañs.

Sikouret e vez ar c'han hengounel gant ar Rannvro e-barzh ar stignadoù evit skoazellañ ar sevenadur hag an obererezhioù sevenadurel.

II.5.2.2 Al lazoù-kanañ

Er c'hevread Kanomp Breizh, bet krouet e 2004 abalamour da luskañ ar c'han brezhonek el lazoù-kañ, koulz ar c'han hengounel hag an hini a vremañ, ez eus 23 strollad ezel. Startijenn zo gant an doare kanañ-se, dreist-holl e Penn-ar-Bed.

Deuet eo Kanomp Breizh diwar ar bodad-labour war al lazoù-kanañ er c'hengevread Kendalc'h. Ober a ra war-dro, abaoe 2009, aozañ Breizh a Gan a zo ur festival evit al lazoù-kanañ hag a vez dalc'het bep bloaz en ur gêr disheñvel (Gwened e 2011 evit an 30^{vet} deiz-ha-bloaz). Aozet e vez abadennoù all bep bloaz gant Kanomp Breizh : Kampionad Breizh al Lazoù-kanañ ha Forom ar Yaouankiz war ar C'han Liesfononek e Brezhoneg.

Ober a ra Kanomp Breizh war-dro mirout ar c'hanaouennoù hengounel e brezhoneg ha skoazellañ ar saverien tonioù eus ar Rannvro pa savont oberennoù evit lazoù-kanañ.

Sikouret e vez Kanomp Breizh gant ar Rannvro e-barzh he folitikerezh yezh.

II.5.2.3 Reiñ lañs d'ar sonerezhioù a vremañ e brezhoneg hag e gallaoueg

Da-heul adnevezidigezh ar festoù-noz adalek penn kentañ ar bloavezhioù 1950 e oa bet degaset doareoù nevez e sonerezh Breizh gant ar c'hiz folk er bloavezhioù 1960-70 a lakaas ober eskemmoù gant sonerezhioù all eus ar bed, hag a reas da sonerezh Breizh bezañ brudet e-maez Frañs. Tennet en doa ar brezhoneg e vad eus al lusk-se hag abaoe ar mareoù-se e kaver un implij eus ar brezhoneg pe eus ar gallaoueg en holl zoareoù sonerezh a vremañ pe dost : rock, pop, ska, funk, tekno, hard-core, punk, hip-hop…

Gant ar cheñchamantoù a zegouezh er bed-se (skignañ dre Internet, labeloù dizalc'h…) e teu doareoù nevez hag a vo mat evit skignañ ar sonerezhioù a vremañ e yezhoù Breizh. Frealzus eo gwelet strolladoù hag a ra berzh muioc'h-mui, e Breizh hag ivez e lec'h all en Europa. Dav eo lavaret e c'hall ar strolladoù-se bezañ diharpet, evit a sell ouzh brudañ, gant ar mod ma vezont rummataet : ha pa ne vezont ket anavezet mat gant bed sonerezh Breizh abalamour ne reont ket traoù hengounel o dez poan ivez o vezañ anavezet e bed ar sonerezh a vremañ abalamour ma kanont e brezhoneg pe e gallaoueg.

Graet e vez ul labour a bouez gant al leurenn-lañs Taol-lañs a oa bet dalc'het evit ar 5vet gwech e 2011. E bal zo broudañ ha brudañ ar c'hrouidigezhioù e brezhoneg a-fet sonerezh.

Gouestl 61 : Skoazellañ skignañ ar sonerezhioù a vremañ e brezhoneg hag e gallaoueg.

Dav e vo soñjal, asambles gant ar strolladoù hag ivez gant ar skignerien hag an aozerien arvestoù, war an doare da lakaat ar sonerezhioù a vremañ eus Breizh e yezhoù Breizh muioc'h war wel ha da skignañ anezho gwelloc'h. Teuler pled mat a ray ar Rannvro ouzh an obererezhioù hag a vo o fal loreañ ar c'hrouidigezhioù e yezhoù Breizh estreget an tachennoù hengounel.

III Diorren plas yezhoù Breizh en ensavadur-rannvro

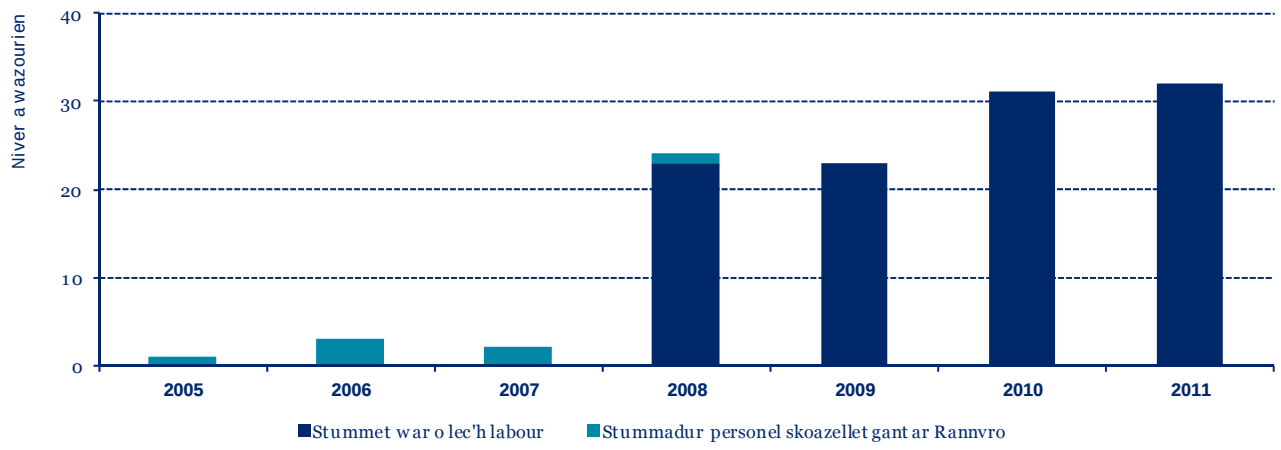
Abaoe 2004, evit lakaat he folitikerezh yezh da dalvezout, e labour ar Rannvro dre hec'h holl servijoù e doare ma vo lakaet ar yezhoù muioc'h war wel, ken a-fet mestr an oberiadur, ken evit ar politikerezhioù all a vez kaset da benn ganti. Diazezet ez eus bet ur bodad-labour « Politikerezh yezh » e-barzh ar Vodadenn hag a zo karget da brederiañ war an doare da lakaat ar politikerezh yezh da dalvezout ha da sellet pizh ouzh ar mod ma vo lakaet e pleustr. E-barzh melestradurezh ar Rannvro eo karget ar servij Yezhoù Breizh, stag ouzh Renerezh ar Stummadur Kentañ, ar Gelennadurezh uhel, an Enklask hag ar Sportoù, da labourat gant an holl servijoù abalamour d'ober war-dro plas yezhoù Breizh ha da vrudañ anezho en holl bolitikerezhioù a vez kaset da benn gant ar Rannvro.

E miz Genver 2012 eo bet diferet, gant Prezidant ar C'huzul-rannvro « Karta implij yezhoù Breizh e mont en-dro ha politikerezh ar Rannvro »[53] hag a ro ur framm d'al lodenn-se, pouezus ha gortozet, eus ar politikerezh yezh. Er Garta e lavarer da skouer « *pal kentañ ar plas roet d'ar brezhoneg ha d'ar gallaoueg e mont en-dro Kuzul-rannvro Breizh zo stummañ ur skeudenn eus Breizh gant identelezhioù lies hag a anavez al liesseurted sevenadurel evel un diazez d'he c'hehentiñ.* » A-hend-all ez eus anv amañ ivez eus brudañ ar brezhoneg hag ar gallaoueg, broudañ an holl dud d'ober ganto ha lakaat anezho d'ober anaoudegezh gant ar gerioù diazez.

Dont a ra ar Garta, anezhi ar « *sichenn izek* », da lakaat evel pennaenn an divyezhegezh hollek galleg-brezhoneg e mont en-dro, kehentiñ ha politikerezhioù ar Rannvro. Ret e vo ober er memes doare gant an div yezh (lizherennoù, ment ha kement zo). Merket ez eus er Garta e vo kemeret ar gallaoueg e kont evit an darn vrasañ eus an obererezhioù-se.

[53] Gwelet ar stagadenn II pajenn 73.

III.1 Kreñvaat plas ar yezhoù e mont en-dro ar Rannvro



Titourenn 13 : niver a wazourien eus ar Rannvro a heuilh kentelioù brezhoneg – roadennoù tarzh pajenn 90

III.1.1 Kemer ar brezhoneg e kont e politikerezh ar c'hoskor

Abaoe 2000 e vez roet plas d'ar brezhoneg da vat e steuñv stummañ an implijidi. Betek 2008 ne c'halle an implijidi nemet kaout ur skoazell digant ar Rannvro evit heuliañ ur stummadur war ar brezhoneg evel stummerezh hiniennel. Abaoe 2008 ez eus eus ur c'hinnig stummañ ouzhpenn : kemeret e vez ar stummadur e karg penn-da-benn, rak kontet eo an 30 eurvezh stummadur da amzer labour. Er mare-mañ ez eus 32 zen o heuliañ ar c'hentelioù-se a vez roet e strolladoù dre live (1 ha 2) gant Skol an Emsav.

Gouestl 62 : Broudañ implijidi ar servijoù d'ober gant ar brezhoneg en o labour pemdez.

Lusket e vo ar preder war an araezioù a vo lakaet evit broudañ an implijidi d'ober gant ar brezhoneg en o labour pemdez diouzh o barregezh war ar yezh ha diouzh o ezhommoù. Gallout a rafed, da skouer, kinnig d'ar re a fell dezho e-mesk an implijidi a oar brezhoneg, dreist-holl ar re o deus desket en o familh, bezañ, ma fell dezho, « daveennoù » evit an deskidi abalamour d'ar re-se d'ober ingal gant ar yezh dre skrid ha dre gomz ouzhpenn ar c'hentelioù sizhuniek, dezho da wellaat o anaoudegezh eus ar brezhoneg.

Studiañ a ray ar Rannvro penaos e vefe gallet lakaat bep taol ar meneg « *deuet mat e vo gouzout brezhoneg* » en he c'hinnigoù labour, neket evel dezverk evit dibab pe rummañ – nemet hag un dra ret e vefe evit ar post kinniget (implijad er servij Yezhoù Breizh…) – met evit broudañ an dud a zo war ar renk da lakaat ar varregezh-se war wel evel ar yezhoù all a anavezont pe a gomzont.

III.1.2 Diorren plas ar brezhoneg er c'hehentiñ

Er Garta ez eus merket eo dav delc'her kont eus an divyezhegezh e kehentiñ ar Rannvro, koulz war baper pe dre Internet, koulz en diabarzh ha war-zu an holl dud.

Graet e vez da vat bremañ gant ul logotip e brezhoneg, gant-se e lavarer er Garta e vo krouet ivez ul logotip e gallaoueg.

III.1.2.1 Ar c'hehentiñ war baper

Er magazin « Breizh a-gevret », a vez skignet en holl voestoù-lizheroù e Breizh teir gwech ar bloaz (1,5 milion a skouerennoù)[54] hag e-barzh « Breizh keleier kevelerien » (6 niverenn ar bloaz, 25 000 skouerenn) eo divyezhek an titl ha pennad-stur ar Prezidant.

[54] E-barzh « Breizh a-gevret » ez eus ivez ur rubrikenn « Emaon o teskiñ brezhoneg ».

Er plaketennoù evit ar c'hehentiñ diavaez pe diabarzh e vez troet ivez an titl hag ar pennad-stur. E 2011 e oa bet lakaet brezhoneg e-barzh 159 000 teul seurt-se embannet evit an holl dud (100% eus an teulioù) hag e-barzh 31 080 teul evit ar c'hehentiñ diabarzh (91% eus an teulioù).

Divyezhek penn-da-benn eo ar c'hartennoù hetoù hag ar c'hartennoù trugarekaat, brezhoneg a vez bep taol er c'hartennoù pediñ. Divyezhek eo ar c'hartennoù-bizit hag ar c'hartennoù kenskrivañ evit an dilennidi-rannvro hag an implijidi a fell dezho (galleg-brezhoneg pe galleg-gallaoueg pe brezhoneg-gallaoueg).

III.1.2.2 Ar c'hehentiñ dre Internet

Kinnig a ra lec'hienn Internet ar Rannvro endalc'hoù e brezhoneg :

- digor eo al lec'hienn vrezhonek adalek ar bajenn degemer (kinnig an ensavadur-rannvro, roll ar servijoù hag an dilennidi eus ar C'huzul-rannvro ha Kuzul armerzhel ha sokial ar rannvro…) ;
- keleier e brezhoneg a c'haller kaout war un dro e-barzh al lec'hienn vrezhonek hag e-barzh an hini c'hallek, ha gallout a ra ar wiaderien lakaat evezhiadennoù war ar pennadoù. Gallout a reer sellet ouzh an infografiezh a sell ouzh budjed ar C'huzul-rannvro e brezhoneg ;
- lakaet e vo pennadoù gallaouek enlinenn ar muiañ ma vo gallet, gallout a ray an dud lakaat evezhiadennoù e gallaoueg ;
- diskouezet e vo videoioù enno brezhonegerien ha gallaouegerien

El lec'hiennoù tematek stag ouzh ar Rannvro ez eus ivez ur plas evit ar brezhoneg hag ar gallaoueg ar muiañ ma vez gallet ober.

Kavet e vez ar vodulenn « Emaon o teskiñ brezhoneg » war un dro dre an intranet hag e-barzh al lec'hienn bretagne.fr.

III.1.2.3 Ar brudañ, an degemer hag an darvoudoù

Er Garta ez eus anv :

- Da glask mont war-zu an divyezhegezh er c'houlzadoù er mediaoù, forzh peseurt doare kehentiñ a vefe implijet ;
- Eus ar gemennadenn degemer, evit pellgomzer ar Rannvro, e galleg, brezhoneg ha saozneg ;
- Da studiañ penaos e vo gallet treiñ war-eeun dalc'hoù ar C'huzul-rannvro ;
- Da lakaat brezhoneg en holl banelloù ha skritelloù da-geñver ar saloñsoù ;
- Evit ar standoù dalc'het a-stroll gant kevelerien, da welet asambles gant ar gevelerien-se evit lakaat panelloù ha skritelloù divyezhek ;
- Da lakaat skignañ bep taol war ar standoù ha da-geñver darvoudoù Rannvro Breizh ar pegsunioù a zo warno logotip ar Rannvro e brezhoneg hag e gallaoueg ;
- Da embann en un doare divyezhek ar pennadoù-stur (d'an nebeutañ) a vez en teulioù moullet gant ar Rannvro ha skignet da-geñver ar saloñsoù hag an darvoudoù (sturlevr ar vizitourien, plaketennoù…).

III.1.3 Diorren ar panelloù divyezhek

Hervez ar Garta e rank ar panelloù war tachennoù, kirri ha savadurioù ar Rannvro bezañ divyezhek hag implijout an daou stumm a zo gant logotip ar Rannvro.

Gouestl 63 : Hollekaat ar panelloù divyezhek en holl aveadurioù a zo stag ouzh ar Rannvro ha dreist-holl en diazezadurioù stummañ.

Tamm-ha-tamm e vo lakaet divyezhek an holl banelloù e savadurioù ar Rannvro (servijoù, lec'hioù-kelaouiñ, liseoù, porzhioù…) bep ma vint cheñchet pe pa vo lakaet re nevez. Graet e vo heñvel evit a sell ouzh ar c'hirri hag an aveadurioù all (bigi…).

III.2 Kemer ar yezhoù e kont e politikerezhioù ar Rannvro

III.2.1 Kemer yezhoù Breizh e kont en holl oberezhioù skoazellet gant ar Rannvro

Gouestl 64 : Delc'her kont eus implij ar brezhoneg er c'hendivizadoù a sell ouzh arc'hantañ an aozadurioù ma'z eo ar Rannvro ar skoazeller pennañ.

Goulenn a reer er Garta ma vo un diferadenn, er c'hendivizadoù a sell ouzh arc'hantañ an aozadurioù ma'z eo ar Rannvro ar skoazeller pennañ, da lakaat an aozadurioù-se da implijout ar brezhoneg, pe ar gallaoueg e degouezhioù zo, en o mont en-dro[55]. Kement-se a c'hall bezañ, lakaomp, diazezañ panelloù divyezhek, kehentiñ war baper ha dre Internet en un doare divyezhek ha kement zo.

A-hend-all e c'houlenner er Garta ma vo prederiet war plas ar brezhoneg ha hini ar gallaoueg en holl oberezhioù skoazellet gant ar Rannvro. Lakaet e vo ar redi-se er c'hendivizadoù arc'hantañ. Lañset e vo ar preder en holl servijoù hag aozadurioù evit lakaat ar redi-se da dalvezout en holl bolitikerezhioù a-berzh ar Rannvro.

Diazezet ez eus bet un hevelep stignad un toullad bloavezhioù zo gant ar politikerezh tiriadel : ouzhpenn an oberezhioù a sell ouzh ar brezhoneg pe ouzh ar gallaoueg da gentañ-penn e rank an holl oberezhioù skoazellet e-barzh ar C'hevratoù Rannvro-Bro reiñ dre ar munud an doare ma vo dalc'het kont ganto eus yezhoù Breizh. Skignet e vez ur blaketenn da sikour mistri an oberiadur da gemer kement-se e kont.

A-hend-all e ro ar Rannvro plakennoù divyezhek (Siberkumun, Ti ar stummañ micherel, oberezhioù skoazellet e-barzh ar Gevrat Rannvro-Bro ...) d'ar frammoù a vez skoazellet ganti.

III.2.2 Ar yezhoù e politikerezh ar Rannvro evit a sell ouzh treuzdougen beajourien

Gouestl 65 : Hollekaat ar panelloù divyezhek er garioù, en THR hag er c'hirri-boutin rannvroel.

Pa vo graet labourioù evit nevesaat ar garioù THR e vo lakaet panelloù divyezhek enno dre ret. Gallet e vo lakaat gallaoueg ivez diouzh ar goulennoù.

Divyezhek eo ar panelloù diavaez lakaet war an THR.

Gouestl 66 : Hollekaat implij ar brezhoneg evit kelaouiñ ar veajourien (kemennadennoù gwelet ha klevet, bonnoù kelaouiñ).

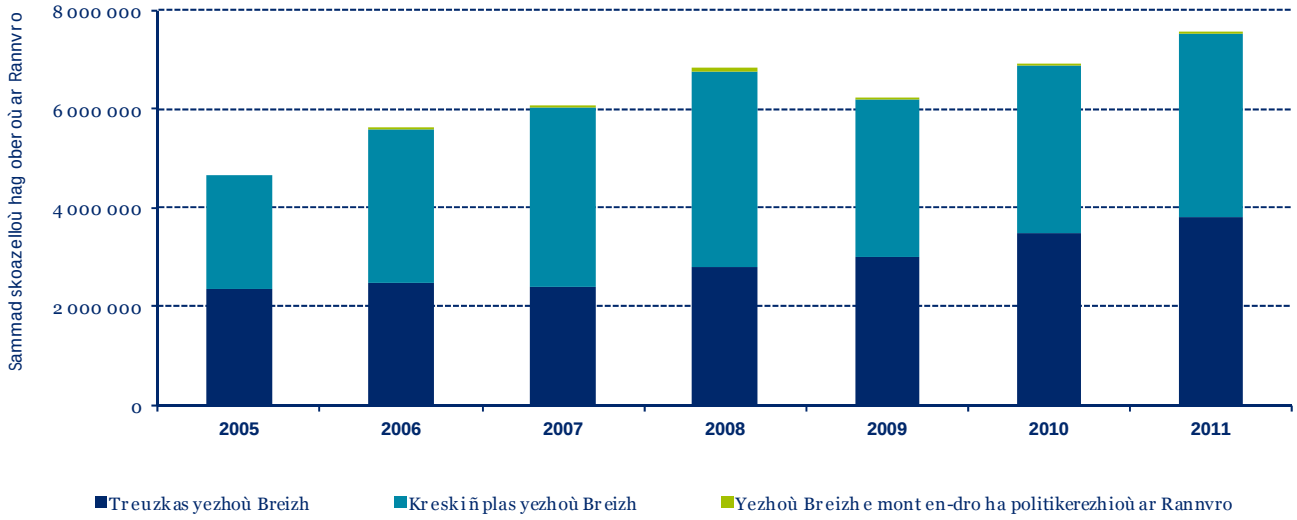
Ar Rannvro he deus roet da c'houzout d'an SNCF e fell dezhi lakaat ar brezhoneg da vezañ klevet ha gwelet en trenioù hag er garioù, ouzhpenn er panelloù. Dav e vefe dreist-holl azasaat stignadoù a zo anezho dija :

- kemennadennoù klevet divyezhek en THR pa vezont enrollet en a-raok ;
- kemennadennoù klevet divyezhek mard eo brezhoneger ar penn tren ;
- staliañ un etrefas divyezhek er bonnoù kelaouiñ hag en ingalerioù bilhedoù ;
- lakaat divyezhek ar c'hemennadennoù dre skrid a zibun war ur skramm en THR ma'z eus anezho ;
- implijout ar brezhoneg er c'helaouiñ war baper (fichennoù eurioù).

Abaoe 2011 ez eus un etrefas e brezhoneg penn-da-benn gant al lec'hienn www.breizhgo.com, anezhi porched kevelet an treuzdougen publik e Rannvro Breizh renet gant ar Rannvro.

55 Breizh Dorren Neveziñ, PRT (en deus lakaet treiñ e lec'hienn Internet e brezhoneg), Breizh Etrebroadel, Kampus gwellentez ar sportoù, Dalc'had rannvroel an arz a vremañ, ha kement zo.

IV Bilañs an araezioù lakaet evit politikerezh yezh ar Rannvro



Budjed dezastum ar politikerezh yezh (kesoutet) – roadennoù tarzh pajenn 90.

War ar bajenn 90 e kaver bilañs resis an araezioù lakaet gant ar Rannvro evit he folitikerezh, dre balioù ha dre obererezhioù. Evit bilañs solutaet 2011 e weler e oa bet lakaet 7,515 milion a euroioù gant ar Rannvro, ar pezh a ya d'ober ur c'hresk 8,92% e-keñver 2010.

Mont a ra ar sammad arc'hant lakaet evit ar programm 413 d'ober 6,546 milion a euroioù evit 2011, da lavaret eo 87,10% eus an hollad-se.

3 > Stagadennoù

I Roll ha kefridioù Ofis publik ar brezhoneg

E mellad 4 statudoù an diazezadur publik a genlabour sevenadurel, e lakaer da gefridi da Ofis Publik ar Brezhoneg "*lakaat e pleustr ar politikerezhioù yezh a vez fiziet ennañ gant ar strollegezhioù publik ezel eus an diazezadur* ".

Ar c'hefridioù-se a bolitikerezh yezh zo meur a zoare anezho.

Kefridioù terkañ ar yezh

Kodifiañ, azasaat ha pinvidikaat ar yezh a-hed an amzer. Evel forzh peseurt yezh vev ec'h emdro an doare ma reer gant ar brezhoneg hervez cheñchamantoù ar gevredigezh. Kelennadurezh ar yezh, ar fed ma vez graet muioc'h-mui ganti dre skrid ha dre gomz e tachennoù ledanoc'h-ledanañ hep ankounac'haat implij stankoc'h-stankañ an teknologiezhioù nevez a redi ar c'heriaoueg hag ar reolad dre skrid da azasaat dibaouez : termenañ ha stabilaat an doare-skrivañ, doare da verañ argemmoù ar yezh, diazezañ reoladoù evit ober gant ar yezh e degouezhioù furmel (yezh velestradurel, kelenn, panellerezh...), dastum ha skignañ korpus hollek gerioù ar yezh, diazezañ ha skignañ termenoù teknikel nevez, dastum hag ober war-dro al lec'hanvioù hag an tudanvioù...

AR C'HODIFIAÑ

Ofis Publik ar Brezhoneg en deus da gefridi :

- stabilaat ha skignañ an doare-skrivañ boutin, azasaat anezhañ diouzh ret, diazezañ an erbedadennoù evit ober gantañ ha kemer an argemmoù rannyezhel e kont ;
- ober e doare ma vo graet ervat gantañ gant ar muiañ ar gwellañ a dud, evel da skouer er melestradurezhioù hag er mediaoù publik, an aozadurioù stummañ, ar c'hreizennoù kelenn hag al levrioù deskiñ arc'hantaouet gant arc'hant publik ;
- diazezañ an doare da skrivañ al lec'hanvioù hag an tudanvioù brezhonek e-sell d'o impljout er vuhez foran ha melestradurel.

GERIADUREZH HA TERMENADUREZH

Ofis Publik ar Brezhoneg en deus da gefridi :

- dastum ha skignañ geriaoueg ar brezhoneg a-hed an amzer;
- sevel ha/pe kinnig e ve savet ar binvioù ret da dizhout ar pal-se : diazoù roadennoù, geriaouegi, geriadurioù. E ali a vo goulennet pa vo goulennet skoazelloù arc'hant evit raktresoù o tennañ da sevel binvioù yezh nevez diazez (geriadurioù, diazoù roadennoù, treiñ meziantoù...) ;
- ober e doare ma vo ar yezh diouzh ar gevredigezh o tanzen an termenaouegi ret pe o vroudañ an danzen anezho ;
- ober e doare ma vo graet ervat gant an termenoù-se gant ar muiañ ar gwellañ a dud, ha, da skouer, gant ar velestradurezh, ar mediaoù hag al levrioù deskiñ ;
- ober e doare ma vo enframmet en teknologiezhioù nevez ;
- ober e doare ma vo diorroet an treiñ emgefreek.

Kefridioù brudañ, kenurzhiañ ha frammañ

DRE-VRAS

Ofis Publik ar Brezhoneg en deus da gefridi aozañ pe vroudañ da aozañ dafar brudañ evit ar brezhoneg hag an divyezhegezh.

AR VUHEZ FORAN

Ofis Publik ar Brezhoneg en deus da gefridi :

- kas implij ar brezhoneg war-raok gant an obererien bublik pe prevez dre lakaat tamm-ha-tamm e pleustr un divyezhegezh kempouez, evit a sell ouzh ar panellerezh hag an darempredoù gant an dud peurgetket. ;
- termenañ reolennoù an divyezhegezh evit ar panellerezh hent hag ambroug ar galloudoù publik evit o lakaat da dalvezout.

AN DESKADUREZH

Ofis Publik ar Brezhoneg en deus da gefridi :

- kelaouiñ ar boblañs war perzhioù mat an divyezhegezh abred ;
- aozañ koulzadoù brudañ ha kizidikaat war-zu ar re yaouank hag ar skolioù evit ma vo muioc'h a dud o teskiñ ar yezh;
- frammañ diorroadur ar c'hinnig kelenn brezhoneg ha/pe e brezhoneg e darempred gant ar strollegezhioù lec'hel, pennadurezhioù an Akademiezh ha kevredigezhioù ar gerent hervez an doare ober-mañ evit an deskadurezh publik :
    - gwelet pelec'h e c'haller kavout lec'hioù da zegemer un hentad nevez evit pep hini eus an teir rouedad (preder a-raok termenañ programm an ajañs diorren) ;
    - emgav gant an dilennidi zo da gemer perzh, kaout asant ar Maer ;
    - Enseller Akademiezh kelaouet war ar raktres gant an Ofis ;
    - Enseller pastell-vro kelaouet. Hemañ a gas keloù d'e dro da skipailh pedagogel ar skol dibabet ;
    - skignañ an titouroù d'ar familhoù (enklask skignet er c'harnedoù-skol) ;
    - kenlabour ha degas startijenn d'ar raktres e darempred gant an Ti-kêr evit dastum an niver rekis a enskrivadurioù (kehentiñ, prezegenn gant ur yezhoniour, standoù...) ;
    - Enseller Akademiezh kelaouet gant an Ti-kêr ez eo prest ar raktres (goulenn ofisiel digeriñ ur post);
    - Rannvro kelaouet gant an Ofis Publik diwar-benn stad darevadur ar raktresoù a-raok Poellgor akademiezh ar yezhoù rannvro ;
    - raktres kemeret e kont er gartenn-skol evit an distro-skol kentañ (diviz pep Enseller Akademiezh en e zepartamant) ;
    - digeriñ an hentad nevez e Gwengolo.
- kas koulzadoù brudañ ha kizidikaat da benn war-zu al liseidi hag ar studierien evit o broudañ da vont war ar vicher kelenner divyezhek ;
- kas koulzadoù brudañ da benn war-zu skolidi ar c'hentañ hag an eil derez evit diorren ar c'hizidikaat hag an deskiñ brezhoneg evel danvez dibab.;
- kemer perzh e diorroidigezh kelenn ar yezh d'an oadourien. Brudet e vez gant an Ofis. Harpañ a ra lusk micherelaat ar frammoù kelenn ha/pe stummañ. Arsellet a ra dasparzh ar c'hinnig en tiriad ha kinnig a ra senarioioù emdreiñ c'hoantaet d'an obererien evit ma gwarantet ur c'hinnig deskadurezh nes d'ar brasañ niver..

TREUZKAS AR YEZH

Ofis Publik ar Brezhoneg en deus da gefridi :

- aesaat treuzkas ar yezh er familhoù ;
- teurel evezh ma yelo ar c'hinnig dudi e brezhoneg war greskiñ ;
- teurel evezh ma kresko implij ar brezhoneg gant ar vugaligoù, er magourioù hag er frammoù degemer dreist-holl, kevelet gant ar C'huzulioù-departamant hag ar KGT hep ankounac'haat ar c'hevredigezhioù a labour war an dachenn-se.

Kefridioù prizachañ

Ofis Publik ar Brezhoneg en deus da gefridi :

- arsellet ingal emdroadur implij ar yezhoù gant ar Vretoned, e kement doare zo;
- prientiñ kinnigoù evit gwellaat stad ar yezh (steuñvoù politikerezh yezh...) ;

- ambroug ar strollegezhioù a garo evit termenañ ha lakaat e plas ha/pe lakaat e pleustr o politikerezh yezh. Diouzh an ezhomm e c'hall ar galloudoù publik goulenn e soñj digant an Ofis publik evel prizacher evit studiañ raktresoù pe goulennoù bet kaset dezho ;
- studiañ goulennoù skoazell ar stignad Desk (bet KSDS) evit ar goulennoù stummañ kelennerien, koskor d'ober war-dro bugaligoù hag ar micherioù troskol ;
- kemer perzh e dalc'hioù jurioù ar stignad Skoazell hag an FSKB ;
- e stern ar programm skoazell d'an treiñ lennegel lakaet en e sav gant Rannvro Breizh e vo karget an Ofis publik da :
    - sevel ur bodad labour evit diazezañ roll al levrioù da vezañ troet ;
    - kinnig ar roll-se d'ar C'huzul-rannvro, hemañ diwezhañ o kelaouiñ an embannerien hag an droerien diwar-benn ar stignad ;
    - resev ha studiañ an teuliadoù kinniget gant an embannerien ;
    - kinnig un dibab embannerien ha troerien.
- e stern ur c'hendivizad liesvloaziek trifarzh da vezañ savet etre ar Rannvro, ar gevredigezh DAO hag an Ofis publik e vo kinniget gant hemañ diwezhañ d'ar c'hreizennoù stummañ oadourien a vicher skoaziadennet gant ar Rannvro e rafe war-dro priziadennoù e sell d'ober erbedadennoù diwar-benn kempoellded ha perzhded ar yezh treuzkaset. Evit a sell ouzh ar stummadurioù hir, o welet petra eo an ezhommoù hag an teuliadoù kinniget gant pep aozadur da DAO, hemañ diwezhañ a gaso ur c'hinnig dasparzh ar plasoù evit pep aozadur stummañ d'ar Rannvro hag a vo roet un ali diwar e benn gant an Ofis.

II Karta implij yezhoù Breizh e mont en-dro ha politikerezhioù ar Rannvro

Ar pal kentañ oc'h ober gant ar brezhoneg hag ar gallaoueg e mont en-dro Kuzul-rannvro Breizh zo stummañ skeudenn ur Vreizh lies hec'h identelezhioù, a anavez al liesseurted sevenadurel evel un ahel eus e gehenterezh.

An daou bal all zo gant ar vezañs-se zo, eus un tu, skignañ ha broudañ an implij eus ar brezhoneg hag ar gallaoueg hag, eus un tu all, boazañ an holl geodedourien ouzh ar gerioù diazez.

Hiziv an deiz, pa seller ouzh obererezh ar strollegezhioù rannvroel e Frañs, emañ Breizh er penn a-raok, pe e vefe evit an divyezhegezh (galleg – brezhoneg) a vez diskouezet el lec'hienn, evit plas ar brezhoneg en hon embannadurioù, pe evit ar panellerezh – gant ul logo e brezhoneg peurgetket.

Al lañs zo ganimp war an dachenn-se, tapet en un doare youlek met dizunvan a-wechoù, a rank bremañ bezañ furmelaet e stumm ur « garta evit an implij eus ar brezhoneg hag ar gallaoueg e kehenterezh ar C'huzul-rannvro ». Pal ar garta-mañ, a ranker doujañ dezhi penn-da-benn evit ma ray berzh, evel-just, eo unvaniñ reolennoù bezañs ar yezhoù rannvroel. Emañ da dalvezout evit an holl hag un diazez izelañ eo na c'hallo ket ar Rannvro chom hep sentiñ outañ. Talvezout a ra, evel-just, evit an elfennoù kehentiñ diavaez kerkoulz hag evit ar c'hehentiñ diabarzh.

An elfennoù a ya d'ober ar garta-mañ a vo klokaet bep ma vo sevenet, ha pep emdroadur a vo divizet en a-raok gant an dilennidi.

Sinet eo ar garta-mañ gant Prezidant ar C'huzul-rannvro ha lakaet e vo da dalvezout dindan atebegezh Pennrener ar servijoù.

Ar pennaennoù hollek da lakaat da dalvezout diouzhtu

E teulioù ar Rannvro graet evit an holl, embannet gant ar C'huzul-rannvro, e ranker derc'hel kont eus an divyezhegezh (galleg – brezhoneg) hag e c'hallo bezañ lakaet gallaoueg e kement ha ma vo tu.

Furmelaet e vo kement-se evit goulenn splann ha sklaer ma vo prederiet war ar plas miret evit ar brezhoneg – ha, hervez ar goulenn a zeuio gant ar vistri oberiadur, evit ar gallaoueg – er raktresoù skoaziadennet gant ar C'huzul-rannvro. Lakaet e vo ar goulenn-se er c'hendivizadoù arc'hantaouiñ.

Ar c'hendivizadoù arc'hantaouiñ evit « frammoù tro-dro » ar C'huzul-rannvro (Breizh Diorren Ijinañ (BDI), Poellgor Touristerezh ar Rannvro (PRT), Breizh Etrebroadel, Kampus gwellentez ar sportoù, Dalc'had Rannvroel an Arz a Vremañ (FRAM) h.a....) zo enno un diferadenn evit ma vo graet gant ar brezhoneg hag ar gallaoueg, diouzh an dro, en o mont en-dro

Ur studiadenn skogañ a vo kaset da benn evit gwelet ha gallout a reer treiñ dalc'hoù ar C'huzul-rannvro war ar prim, p'emeur oc'h ober troidigezhioù teiryezhek er mare-mañ, en un doare arnodel, evit dalc'hoù ar C'huzul sevenadurel.

Ar panellerezh war an tachennoù, ar c'hirri hag ar savadurioù zo d'ar C'huzul-rannvro, a rank bezañ divyezhek, hag ober gant an daou zoare eus logo ar Rannvro. Lakaet e vez kement-mañ da dalvezout evit an dafar THR ivez. Evit ar pezh a sell ouzh degouezh resis an tiez-gar, e vo lakaet bep tro an traoù divyezhek ent-emgefreek : divyezhek (galleg-brezhoneg) e vo da nebeutañ ar panellerezh hag ar skrammoù niverel Gallaoueg a c'hallo bezañ lakaet ouzhpenn, hervez ar goulenn.

Krouet e vo ul logo eus an ensavadur e gallaoueg. Un doare eus al logo diouzh holl ezhommoù ar Rannvro a vo savet.

An testennoù troet a vo graet ken brav dezho e-keñver lizherennerezh ha pajennaozañ.

Ar pegsunioù warno logo ar Rannvro a vo skignet bep tro en teir yezh, galleg, brezhoneg ha gallaoueg, en holl standoù hag en holl abadennoù gant Rannvro Breizh.

Evit ar saloñsoù, e Breizh pe e lec'h all, e vo lakaet ar brezhoneg war wel war an holl banelloù. Evit ar standoù a-stroll (gant kevelerien all), e vo lakaet ur panellerezh divyezhek war-sav e kenemglev gant ar gevelerien

Divyezhek e vo ar pennadoù-stur (*da vihanañ*) en teulioù moullet, kaset da benn gant ar Rannvro, ha roet d'an dud er saloñsoù hag en abadennoù (sturlevrioù ar weladennerien, plaketennoù...).

Un doare brezhonek eus lec'hienn ar Rannvro zo, ma kaver ur pennad a ginnig an Ensavadur hag ur rubrikenn « Keleier ». Pennadoù gallaouek a vo lakaet enlinenn ivez kement ha ma vo tu.En holl lec'hiennoù zo e dalc'h ar

C'huzul-rannvro (lec'hiennoù tematek da skouer), e vez graet, kement ha ma vo tu, gant ar brezhoneg hag ar gallaoueg.

Pennadoù-kaoz filmet gant brezhonegerien ha gallaouegerien a vez lakaet enlinenn el lec'hienn (istitlet e galleg).

An evezhiadennoù dindan pennadoù keleier an doareoù brezhonek ha gallaouek a c'hall bezañ skrivet e brezhoneg pe e gallaoueg (ur wech bet degemeret gant an habaskaerien)

Lec'hienn enrouedad ar Rannvro zo enni elfennoù brezhonek ha gallaouek, ur modul evit deskiñ gerioù brezhonek pemdeziek hag unan all evit deskiñ gerioù gallaouek, dreist-holl ; moduloù a seurt-se zo da vezañ lakaet ivez el lec'hienn bretagne.fr.

Er gelaouenn « Breizh a-gevret », skignet en holl voestoù-lizheroù e Breizh, e kaver yezhoù Breizh. Pennadoù-stur ar Prezidant hag emelladennoù izili ar galloud seveniñ a vo divyezhek, kement ha ma vo tu. Troidigezhioù a c'hallo bezañ kinniget evit pennadoù all. Evit un nebeud pennadoù hir, e galleg, e kinniger ivez, en ur sternig, troidigezh gerioù zo e brezhoneg hag e gallaoueg e stumm ur c'heriaoueg.

Er plaketennoù kehentiñ diavaez pe kehentiñ diabarzh ez eus ur reolenn da vihanañ : divyezhek an titl hag ar pennad-stur. An teulioù kelaouiñ war an divyezhegezh a droer penn-da-benn e brezhoneg. En holl blaketennoù na vezont ket troet en o hed e kinniger troidigezh un nebeud gerioù alc'hwez (pennad sterniet).

Ar c'hartennoù hetoù, pediñ ha trugarekaat zo divyezhek.

Kemennadenn degemer pellgomz (standard) ar C'huzul-rannvro zo e galleg, e brezhoneg hag e saozneg.

An holl goulzadoù war-zu ar mediaoù - ne vern peseurt skoroù a vefe implijet – a rank tostaat, e kement ha ma vez tu , d'an divyezhegezh.

Divyezhek (galleg-brezhoneg pe galleg-gallaoueg pe c'hoazh brezhoneg-gallaoueg) e vo ar c'hartennoù-bizit hag ar c'hartennoù kenskrivañ evit dilennidi ar Rannvro hag ar wazourien o do c'hoant,

En div yezh e vo an elfennoù ensavadurel war ar pourvezioù paper personelaet (anv ar strollegezh, renerezh, servij, chomlec'h), ne vern peseurt dibab a vefe graet ent personel gant an dilennidi pe ar wazourien.

En div yezh e vo an elfennoù ensavadurel war ar pourvezioù paper personelaet (anv ar strollegezh, renerezh, servij, chomlec'h), ne vern peseurt dibab a vefe graet ent personel gant an dilennidi pe ar wazourien. Gallaoueg a c'hallo bezañ lakaet ivez, diouzh ar goulenn.

Unvanet e vo ar sinadurioù evit ar posteloù evit ar wazourien. Divyezhek pe teiryezhek e c'hallo bezañ ar sinadurioù-se.

An hentenn

Ar paperennoù « mat da lañsañ » (embannadurioù, abadennoù...) hag ar paperennoù « mat da dennañ » a vo skrivet warno e peseurt doare e ranker derc'hel kont eus yezhoù Breizh.

Dre ma vez graet an troidigezhioù gant pourchaserien diavaez, e ranker derc'hel kont eus an amzer lakaet evit treiñ an teulioù en termenoù a vo lakaet da gas an embannadurioù da benn.

III Enskrivadur ar politikerezh yezh en Agenda 21 ar Rannvro

Rannvro kevelerez (lodenn diavaez an Agenda 21)

16. DIOGELIÑ TREUZKAS HA DIORREN YEZHOÙ BREIZH

LAKAAT AR BINVIOÙ STRATEGEL E PLEUSTR

DURC'HADURIOU STRATEGEL

227	Kensevel ha kenlakaat e pleustr ur steuñv evit ur politikerezh yezh evit Breizh
227.1	• *Azasaat ar politikerezh yezh ouzh emdroadurioù amdro Breizh hag ouzh barregezhioù ar Rannvro.*
227.2	• *Broudañ bezañs al lodennoù a denn d'ar glad ha da yezhoù Breizh en agendaoù 21 lec'hel ha lakaat glad ha yezhoù Breizh da vezañ elfennoù savelus da vat eus ar politikerezhioù diorren padus.*
228	*Lakaat e pleustr ur garta rannvroel evit an divyezhegezh .*
228.1	• *Enlakaat dezverkoù divyezhegezh en oberoù ar Rannvro hag er c'hevelerezhioù gant obererien ar Rannvro.*
228.2	• *Enlakaat gwelloc'h implij ar yezhoù pe ar broudañ d'ober ganto er politikerezhioù foran rannvroel.*
228.3	• *Mont a-du gant an divyezhegezh er panellerezh hag an araezioù kehentiñ foran .*
229	*Harpañ savidigezh ur studiadenn zon diwar-benn implij ha goulenn sokial ar yezhoù evit ma vo ledanaet o skignadur, dreist-holl war-zu kevredigoù buk (ar re yaouank, michereien, kêriz, annezerien nevez...).*
229.1	• *Sevel stad an traoù dre diriad en ur mod dinamek (o terc'hel kont eus fiñvusted ar yezherien) evit a sell ouzh implij ar yezhoù.*
229.2	• Emelloù ar Rannvro war-zu al lezenner evit ma vo aotreet ha lakaet war-sav binvioù niveriñ diwar-benn implij ar yezhoù
229.3	• *Harpañ ur preder hollek diwar-benn kendalc'h ha treuzkas ar gallaoueg (implij er gevredigezh...).*
230	*Lakaat strollegezhioù Breizh da sevel a-unan evit ma vo peurwiriekaet karta Europa ar yezhoù rannvro ha bihanniver..*
231	*Harpañ Ofis publik ar brezhoneg da reiñ lañs d'ur c'houlzad kehentiñ war-zu holl obererien ar rannvro diwar-benn ar c'hehentiñ hag ar panellerezh foran divyezhek.*

ARAEZIOU OBERUS

232	Harpañ mont en-dro ha kefridioù Ofis publik ar brezhoneg.
232.1	• Treuzfurmiñ Ofis ar brezhoneg en un diazezadur publik a genlabour sevenadurel (DPKS) anvet Ofis publik ar Brezhoneg – Office public de la Langue bretonne e Gwengolo 2010.
232.2	• Kefridioù fiziet gant ar Rannvro en Ofis publik ar brezhoneg o tennañ da : - pinvidikaat ar yezh hag he azasaat d'an ezhommoù nevez ; - frammañ ar c'hinnig deskadurezh divyezhek ; - frammañ ar c'hinnig stummañ oadourien war ar brezhoneg ; - frammañ ar c'hinnig degemer divyezhek evit ar vugaligoù ; - kemer perzh ha dileuriañ ar brezhoneg er rouedad europat evit harpañ al liesseurted yezhel (NPLD) ; - aozañ koulzadoù brudañ an deskadurezh divyezhek pe an deskiñ brezhoneg gant an oadourien ; - aozañ prizioù dazont ar brezhoneg ; - prizachañ ret evit ma vo sevenet ervat durc'hadurioù politikerezh yezh ar rannvro.
233	Harpañ ar c'hevredigezhioù Bretagne gallèse ha Chubri.
233.1	• *Harpañ savidigezh un arsellva skolveuriek evit ar gallaoueg.*

DIORREN DANVEZ ARMERZHEL YEZHOÙ BREIZH

IMPLIJ HAG OBEREREZHIOU ARMERZHEL

234 Harpañ an implijoù brezhonek en deskadurezh hag ar stummañ, ar mediaoù, an armerzh sevenadurel.

235 *Harpañ stummadurioù nevezus a ro an tu da ziorren anaoudegezh ar gladoù hag ar brezhoneg e gennadoù buk a grou implijoù (touristerezh, armerzh sokial, servijoù d'an den...).*

TREUZKAS YEZHOÙ BREIZH

ENKLASK

236 Ambroug enklaskoù skol-veur war ar brezhoneg hag ar gallaoueg.

236.1 • 3 skorenn enklask doktorelezh (ARED) er mare-mañ (4647/LITOLANB, 5152/bilingua, 5262/BRETVANN).

236.2 • *Reiñ lañs d'un enklask skolveuriek kreñvoc'h war dachenn yezhoniezh deskrivañ ar brezhoneg/gallaoueg hag ar sokioyezhoniezh.*

STUMMAÑ D'AR C'HELENN DIVYEZHEK

237 Harpañ stummadur kelennerien divyezhek galleg-brezhoneg :

- stignadoù Skoazell ha Desk (bet KSDS) ;

- harpañ an aozadurioù stummañ ar gelennerien (Kelenn, skolioù-meur Brest ha Roazhon 2, ensavadur uhel stummañ ar gelennadurezh katolik dre ar PAKEK).

237.1 • Kehentiñ war ar stummadurioù da vicherioù an deskadurezh divyezhek evit bastañ d'an ezhommoù a vremañ ha da zont (postoù chomet vak) en hentadoù divyezhek e stern ar c'hehentiñ diwar-benn Skoazell.

238 Harpañ evit diogeliñ treuzkas ar brezhoneg d'ar re yaouank: magourioù (Divskouarn ha Babigoù Breizh) ; deskadurezh kentañ (3 hentad skol divyezhek : Diwan, divyezhek publik ha divyezhek prevez katolik); dudi, vakañsoù hag obererezhioù e-maez an amzer skol evit ar re yaouank.

238.1 • *Lakaat war-sav e 2011 ar poellgor heuliañ a-zivout ar gartenn skol e stern ar c'henemglev a-ziforc'h CPER.*

238.2 • *Aesaat hollekadur an deskadurezh divyezhek er framm-se.*

239 Harpañ an dudi hag ar vakañsoù gallaouek.

STUMMAÑ WAR YEZHOU BREIZH

240 Harpañ ar frammoù stummañ oadourien war ar brezhoneg (Kelenn, Skol an Emsav, Mervent, Roudour ha Stumdi).

240.1 • Harpañ savidigezh stajoù hir 6 miz evit an oadourien hag ivez stajoù stummañ uhel (3 miz) er 5 kreizenn stummañ-se..

240.2 • *Harpañ stummadurioù brezhonek evit micherioù zo (da sk. : servijoù d'an den ha mediaoù).*

240.2 • Harpañ savidigezh ur stummadur digor hag a-bell war ar brezhoneg (Edubreizh).

241 An diplom barregezh war ar yezh (DBY) evit ar brezhoneg, lakaet war-sav e dibenn 2010 gant ar Stad gant harp ar Rannvro.

242 Harpañ diogeliñ treuzkas ar gallaoueg en deskadurezh uhel: kendivizad gant SVBU.

242.1 • *Harpañ ar c'hentelioù-noz gallaoueg.*

DIOGELIÑ BEZAÑS YEZHOÙ BREIZH ER VUHEZ SOKIAL, SEVENADUREL HA FORAN

KIZIDIKAAT D'AR BREZHONEG

243 Harpañ diorren an tañva d'ar brezhoneg e skolioù publik unyezhek Penn-ar-Bed.

BEZAÑS YEZHOU BREIZH ER MEDIAOÙ

244 Harpañ bezañs ar brezhoneg hag ar gallaoueg er mediaoù (advouezhiañ, krouiñ programmoù, skinwel, skingomzoù kevredigezhel) koulz evit ar c'hrouiñ hag evit ar skignañ; gwiad ha TKK (produerezh klewelet brezhonek war ar gwiad, treiñ meziantoù e brezhoneg) ; kelaouennoù lennegel brezhonek.

BEZAÑS YEZHOU BREIZH ER VUHEZ FORAN	
245	Kendivizad Rannvro-SNCF a gemer ar panellerezh divyezhek galleg/brezhoneg e kont.
245.1	• *Krouiñ un teul dave war an doare da staliañ ur panellerezh divyezhek en tiez-gar .*
245.2	• Staliañ ur panellerezh divyezhek en holl diez-gar THR a-feur ma vo nevezet e kevelerezh gant ar c'humunioù.
245.3	• *Staliañ kemennoù klevet ha gwelet divyezhek en tiez-gar hag en trenioù; kaout etrefasoù brezhonek en ingalerioù teulioù treuzdougen .*
246	*Harpañ bezañs ar gallaoueg er vuhez foran ha sokial.*
BEZAÑS YEZHOU BREIZH ER PLEUSTROU SEVENADUREL	
247	Harpañ ar c'hrouiñ arzel brezhonek (embann, arvestoù bev).
247.1	• *Reiñ lañs da c'halvoù da raktresoù evit oberoù brezhonek nevezus.*
248	Harpañ ar c'hrouiñ arzel e gallaoueg (embann, arvestoù bev)

Rannvro atebek (lodenn diabarzh an Agenda 21)

ATEBEGEZH SOKIAL

UN ATEBEGEZH SOKIAL EVEL IMPLIJER DRE AR SERVIJOU, PROGRAMMOU HAG OBEROU AMBROUG	
	An oberoù war dachenn ar yezhoù
27	Stummañ war ar yezhoù rannvroel
28	Kemer an divyezhegezh e kont e kehentiñ ar Rannvro
199	Rubrikenn « J'apprends le breton » e Kelenn

IV Kendivizad stag ouzh KRSR 2007-2013

Kendivizad stag ouzh Kevrat Raktresoù Stad-Rannvro 2007-2013 evit treuzkas ar brezhoneg ha diorren e implij er vuhez pemdeziek

RAKLAVAR

Hervez mellad 4 ar Gevrat raktresoù Stad-Rannvro bet sinet d'an 12 Ebrel 2007, e ouestl ar Stad, ar Rannvro hag an departamantoù kenstrivañ er prantad 2007-2013 evit diwall ha treuzkas yezh ha sevenadur Breizh, a ya d'ober ul lodenn eus identelezh BREIZH hag a zo ivez arouezioù eus digorded ha liesseurted sevenadurel.

Liesegezh yezhel Breizh zo da vezañ lec'hiet en ul lusk brasoc'h, diazezet war pennaennoù hollek an doujañs d'al liesseurted sevenadurel m'emañ Frañs o paouez ober un degasadenn pouezus-tre dezho en ur vezañ e penn a-raok taol intrudu ar c'hendivizad gwareziñ ha brudañ liesseurted ar sevenadurioù bet degemeret gant an UNESCO e miz Here 2005 ha lakaet da dalvezout d'an 18 Meurzh 2007.

O vezañ m'he deus ar skol ur perzh ret e gwarez hag e treuzkas ar yezh ez embann ar berzhidi sinerien o youl da zerc'hel gant ar strivoù graet e stern ar c'hendivizad kent stag ouzh ar Gevrat steuñv Stad-Rannvro bet sinet d'ar 4 Meurzh 2002 hag he deus roet an tu, da zistro-skol 2008, da zegemer tost da 12.000 skoliad divyezhek gant servij publik an deskadurezh e 192 lec'hiad digor en teir rouedad (publik, prevez katolik, prevez Diwan).

An difrae-mañ a zeue a-raok al lezenn heñchañ ha programmiñ evit ar skolioù eus an 23 a viz Ebrel 2005, a rakwel « e c'hall ar yezhoù hag ar sevenadurioù rannvro bezañ kelennet a-hed ar skoliata hervez an doareoù termenet dre gendivizad etre ar Stad hag ar strollegezhioù tiriadel e-lec'h ma vez graet gant ar yezhoù-se ».

Mennet eo ar sinerien da genderc'hel ha da dalvoudekaat ar striv graet bremañ.

- Dazont ar brezhoneg ne vo suraet da vat nemet ma vez mestroniet gant ul lodenn bras a-walc'h eus ar boblañs. Hiziv an deiz e labour c'hoazh gwered ar boblañs a-enep dezhañ hag, hep ur striv kreñv, ez eus riskl bras ez afe an niver a yezherien war ziskar kement ma vefe kondaonet da vat ar yezh sur a-walc'h.
- Da vezañ adc'hounezet emañ c'hoazh plas ar yezh-se er vuhez sokial. Bez' e rank diorroadur an deskiñ hag an ober gant ar yezh er reizhiad kelenn mont gant ur programm harpañ anaoudegezh, implij ha skignadur ar yezh hag ar sevenadur en tachennoù troskol, e-maez skol hag er vuhez sokial dre vras evit ma vefe tu d'ober ur « yezh da vevañ » eus ar brezhoneg bepred.
- An teknologiezhioù a emdro buanoc'h-buanañ a laka ar c'hinnig da vezañ liesseurt hag an niver a vediaoù kelaouiñ ha kehentiñ da greskiñ. Gant-se e c'hall bremañ ar brezhoneg kavout ur plas brasoc'h er programmoù kinniget.
- Fellout a ra da Skolioù-meur Breizh degas o skoazell da adsav ar brezhoneg en ur ziorren an anaoudegezh anezhañ hag an enklask yezhoniel diwar e benn.
- Ar berzhidi sinerien o deus da bal evel-se, dre o engouestl er c'hendivizad nevez-mañ, reiñ an tu d'ar brasañ niver a dud ar gwellañ, c'hoant ganto en ober, da zeskiñ, selaou, komz ha lenn brezhoneg.

A-hend-all, e stern al lodennoù 2 ha 3 ar c'hendivizad-mañ, en em glev ar berzhidi sinerien evit aesaat bleuniadur sevenadur ar vro c'halloù a gendaol, gant ar brezhoneg, da c'hlad yezhel ar rannvro.

Hervez kod an deskadurezh, dreist an holl e velladoù 312.10 ha 312.11

Hervez ar gevrat raktresoù 2007-2013, bet sinet d'an 12 Ebrel 2007 etre ar Stad ha Rannvro Breizh ;

Hervez divizadeg ar C'huzul-rannvro niv. 04-... eus an ... a viz Kerzu 2004 a sav a-du gant politikerezh yezh Kuzul-rannvro Breizh ;

Etre

Ar Stad, dileuriet gant ar Prefed-rannvro, an ao. Jean DAUBIGNY,

Akademiezh Roazhon, dileuriet gant ar rektor akademiezh, kañseler ar Skolioù-meur, an ao. Alain MIOSSEC,

Rannvro Breizh, dileuriet gant an ao. Jean-Yves LE DRIAN, Prezidant ar C'huzul-rannvro,

Departamant Penn-ar-Bed, dileuriet gant an ao. Pierre MAILLE, Prezidant Kuzul-departamant Penn-ar-Bed,

Departamant ar Mor-Bihan, dileuriet gant an ao. Joseph-François KERGUERIS, Prezidant Kuzul-departamant ar Mor-Bihan,

Departamant Aodoù-an-Arvor, dileuriet gant an ao. Claudy LEBRETON, Prezidant Kuzul-departamant Aodoù-an-Arvor

Departamant an Il-ha-Gwilen, dileuriet gant an ao. Jean-Louis TOURENNE, Prezidant Kuzul-departamant an Il-ha-Gwilen,

Skol-veur Roazhon 2, dileuriet gant he frezidant an ao. Marc GONTARD

Skol-veur Breizh-izel, dileuriet gant he frezidant, an ao. Pascal OLIVARD

Ez eur en em glevet diwar-benn kement-mañ :

Pal 1 - Lakaat dedennusoc'h ha diorren ar c'helenn divyezhek galleg-brezhoneg

Ar Stad, ar rannvro hag an Departamantoù a laka da bal kas kelenn ar brezhoneg war-raok. (kelenn divyezhek galleg-brezhoneg ha danvez dibab). Kreñvaet e vo dedennusted ha diorroadur ar c'helenn gant ma vo graet diouzh durc'hadurioù a warant madelezh ar c'helenn, a laka ar c'hinnig splann hag a sklaera e emdroadur e stern palioù kenrannet. Emglev zo, evit a sell ouzh an hentenn, war ar fed e rank an arvezioù diseurt bezañ priziet ingal. Evit se e laka ar Stad hag ar Rannvro ur poellgor heuliañ en e sav hag e enlakaont er c'hendivizad-mañ titourennoù araezioù ha disoc'hoù evit gwellekaat an ober stroll liammet ouzh lakaat ar palioù e pleustr.

Evit muzuliañ perzhded kelenn ar brezhoneg e ouestl ar Stad, war diazez programmoù kelenn, lakaat war sav testoù barregezhioù war ar yezhoù e furmad Europa, testoù hag a roio an tu da vuzuliañ en un doare objektivel ar barregezhioù tapet (pe n'int ket bet tapet) gant ar skolidi en hentadoù-se. Ar pal a lakaer eo e vefe tizhet, e 2010, al live A2 gant 80% eus rannoù divyezhek ar CM2, al live B2 e dibenn ar skoliata ret ha C1 er c'hlas termen gant 80% eus ar skolidi.

Evit ar palioù a denn muioc'h d'ar c'hementad e lakaer er c'hendivizad-mañ ar pal gwelet en tu-hont da 20.000 skoliad skoliataet en holl liveoù hag hentadoù, war an divizoù amañ da-heul.

DEGEMER AR SKOLIDI

Pourveziñ ar plasoù vak

Da-heul ar striv bras-tre e-keñver arc'hant bet graet gant akademiezh Roazhon er prantad nevesañ e tle dont ur c'hresk bras en niver a skolidi skoliataet er red-skol divyezhek. Ret eo teurel evezh eta e tigreskfe an niver a blasoù vak er rannoù divyezhek hag er stummadurioù da zibab. Ar Stad, ar Rannvro hag an Departamantoù a laka da bal bezañ pourvezet, da zibenn ar c'hendivizad-stag, ar plasoù zo vak hiziv an deiz, da lavaret eo 3000 plas er rannoù divyezhek ha 5000 plas er c'helenn dre zibab.

Evit se :

1. Kadarnaet e vo politikerezh ar poloù a ro an tu da strollañ div skol da nebeutañ tro-dro d'ur skolaj ha daou skolaj da nebeutañ tro-dro d'ul lise. Dedennusoc'h e vo an hentadoù mar bez stabilaet ar skipailhoù pedagogel e plas ha ma padont en amzer. An hentad a zesach skolidi da vat pa vez tri c'hlas da nebeutañ. Kelaouet e vo ar familhoù, ar skolidi hag ar gelennerien diwar-benn gallusterioù hag interest ar c'helenn divyezhek e stern an treugadoù termenet e kartenn ar poloù.

Ar strollegezhioù lec'hel hag ar rektorelezh a raio gant o skoroù evit brudañ politikerezh an divyezhegezh :

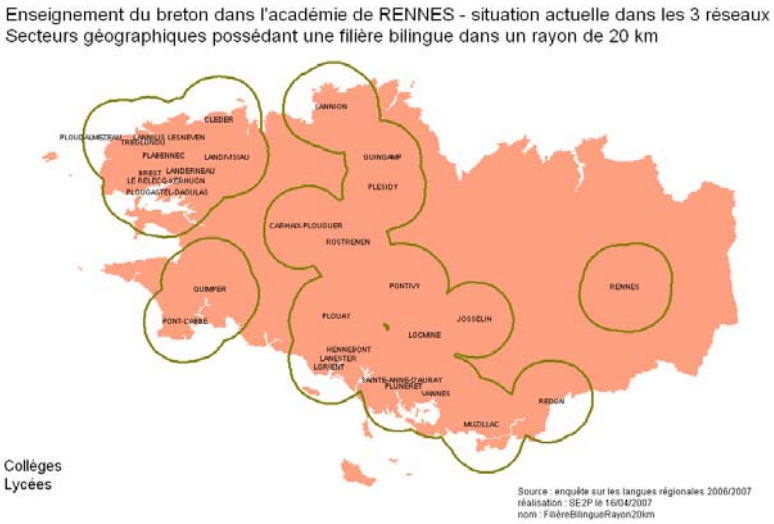
- lec'hienn Genrouedad Akademiezh Roazhon (teulioù a c'heller pellgargañ en o zouez kartenn ar poloù hag an treugadoù divyezhek)
- al lec'hienn Nadoz (lec'hienn gelaouiñ war ar micherioù)
- lec'hiennoù ar strollegezhioù tiriadel.

An holl oberoù-se a yelo d'ober ur c'houlzad brudañ, aozet bep bloaz gant ar Stad hag ar Rannvro, e darempred gant an departamantoù, evit lakaat anavezout penaos e c'haller mont war-zu ar c'helenn divyezhek galleg-brezhoneg. Er c'houlzadoù-se e vo kelaouet an dud war kartenn ar c'helenn divyezhek, an doareoù da grouiñ lec'hiadoù divyezhek, ar stummadurioù evit mont war ar vicher kelenner divyezhek.

2. Kadarnaat a ra ar Stad he youl da genderc'hel da vont war-raok gant hent ar barelezh eurioù. Evit tizhout ar pal-se e ranker klask kaout un diorren kempoell eus an teir rouedad (deskadurezh publik, deskadurezh katolik, Diwan) war an dachenn, dreist-holl en takadoù an nebeutañ a dud enno. Kaout un niver bras a-walc'h a skolidi dre live evit gallout tizhout ar barelezh eurioù en diskiblezhoù kelennet e brezhoneg eo ar pal.

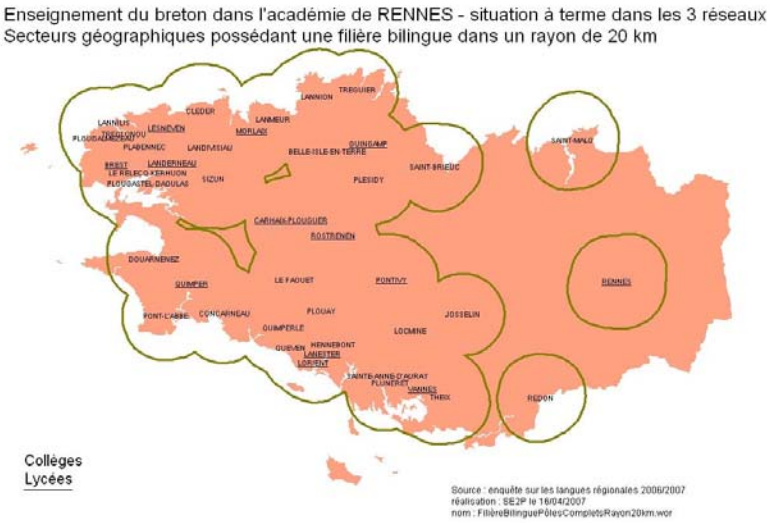
3. Evit ma vo aesoc'h mont er rannoù, e ouestl an departamantoù, e darempred gant ar Rannvro, aesaat, e kement ha ma c'hall mont gant mererezh hollek an treuzdougen, aozadur an treuzdougen d'ar skolioù hervez kartenn ar poloù kelenn divyezhek evel ma vo bet diferet goude ali kuzul-akademiezh ar yezhoù rannvro (KAYR) ha kuzul-akademiezh an deskadurezh Stad.

<u>Gallout degemer muioc'h a skolidi</u>



Gouestlañ a ra ar Stad ober kement ha ma c'hallo e-pad ar c'hendivizad-stag evit digeriñ al lec'hiadoù divyezhek rakwelet met n'int ket lec'hiet war gartenn ar poloù evel m'he c'haver er stagadenn. Pal an akademiezh eo gwarantiñ ma vo savet an deskadurezh en ur mod kempouez ha ma vo goloet mat tachenn an akademiezh, al lodenn vrezhonek dreist-holl (so. Kartennoù amañ dindan).

Evit kas diorroadur al lec'hiadoù da benn e c'hallo an akademiezh krouiñ 105 post kelenner a roio an tu da zigeriñ tost da 3 000 plas ouzhpenn en tu-hont d'ar plasoù vak. War un difrae youlek ez eo diazezet ar striv-mañ. Sellet a ra ar Stad, ar Rannvro hag an Departamantoù evel un dra da vezañ ar fed e kendalc'hfe er skolajoù hag el liseoù ar skolidi zo hiziv an deiz e rannoù divyezhek ar c'hentañ derez.



Asambles gant ar politikerezh-se e vo taolet evezh bras da zigeriñ klasoù er c'hentañ derez.

E stern e bolitikerezh tiriadel (kevrat Bro), e harpo ar C'huzul-rannvro ar c'humunioù da lakaat sevel klasoù pe skolioù divyezhek.

<u>Ar c'helaouiñ-kizidikaat d'ar brezhoneg ha da sevenadur Breizh</u>

Evezh bras a vo taolet evit ma vo roet an tu da ginnig ur c'hizidikaat d'ar yezh ha da sevenadur Breizh er gelennadurezh, evit ma c'hallo ar skolidi ober anaoudegezh gant glad ar rannvro en ur azasaat ar binvioù pedagogel ret diouzh an ezhomm.

MADELEZH AR GELENNADUREZH

Evel m'eo merket er raklavar, dedennusted an hentadoù divyezhek hag ar c'helennadurezhioù dre zibab zo evit ul lodenn vat diouzh madelezh ar c'helenn. Setu perak e vo graet kement-mañ :

1. Divizet e vo programmoù kelenn brezhoneg, evit ar skoliata ret en e hed e-pad prantad ar c'hendivizad, evit ma vo roet heñchadurioù pedagogel d'ar gelennerien hag aesaet ar priziañ gant ar c'horfoù ensellet.

2. Testoù priziañ ar barregezhioù a vo savet ha kinniget d'ar skolidi. Reiñ a raint an tu da vuzuliañ o barregezh hag aesaat a raint an difraeoù pedagogel evit adwelet an traoù. Gant an akademiezh e vo sammet koust ar stignad.

3. Gant kresk an niver a gelennerien ar skolioù e vo ret kreñvaat ar sternerezh dre grouiñ, da zistro-skol 2008, ur post ouzhpenn a enseller an deskadurezh Stad (EDS 1añ derez) evit an akademiezh hag ur post a guzulier pedagogel evit departamant ar Mor-Bihan. Postoù kuzulierien bedagogel zo dija gant an daou zepartamant all (2 evit Penn-ar-Bed hag 1 evit Aodoù-an-arvor). A-hend-all, an ensellerien a denn da ziskiblezhioù n'int ket yezhel a ambrougo ar skipailhoù ren hag ar gelennerien evit lakaat ar programmoù e pleustr.

4. Teurel a raio evezh an akademiezh ouzh madelezh an embannadurioù pedagogel e brezhoneg. Abaoe m'eo bet savet e 1993, e vez produet levrioù skol evit ar c'helenn divyezhek gant TES (Ti Embann ar Skolioù Brezhonek), kreizenn embannadurioù pedagogel brezhonek a ya en-dro e stern kreizenn-rannvro an danvez kelenn. Lakaet eo bet dindan evezh « kuzul an embann » ha « kuzul ar re fur » (kuzul skiantel) hag a zo karget a-getep da dermenañ al linenn embann ha deurel evezh ouzh madelezh yezh e broduadurioù. Kenderc'hel a raio gant ar gefridi a servij publik-se dindan atebegezh ar rener hag an den karget eus an embann. Kenderc'hel a raio Kreizenn-rannvro an danvez kelenn ha Kreizennoù-departamant an danvez kelenn (KRDK ha KDDK) da vrudañ ha da skignañ embannadurioù TES.

5. Evit derc'hel kelennerien skolioù an hentad divyezhek e vo anvet loreidi nevez kenstrivadeg kelennerien ar skolioù arbennikaet « yezh rannvro » e klasoù divyezhek kement ha ma vo tu e-pad 5 bloaz da nebeutañ ; ma n'eur ket evit ober se ne vint anvet nemet da c'hortoz. Evezh bras a vo taolet, a-hend-all, evit lakaat distreiñ en Akademiezh ar gelennerien gouest da gelenn o danvez e brezhoneg pe da gelenn brezhoneg pa c'houlennint kement-se, mar bez eus an ezhomm hag goude bezañ bet ali a-du ar c'horfoù ensellerezh.

6. Stummadurioù war ar brezhoneg a vo lakaet en o steuñvoù stummañ gant ar strollegezhioù tiriadel evit o c'hoskor ATOS hag ATSEM.

HEULIAÑ HA PRIZIAÑ AL LAKAAT E PLEUSTR

Krouet ez eus ur poellgor heuliañ lodenn 1 ar c'hendivizad-mañ. Teurel a ra evezh ma vo lakaet e pleustr evel ma tere politikerezh ar poloù ha studiañ a ra ar goulennoù digeriñ klasoù evit un diorren kempouez eus ar c'helenn divyezhek

5 dileuriad eus ar Stad a gaver er poellgor :

- Prefed Rannvro Breizh,
- Rektor akademiezh Roazhon,
- Pennsekretour an akademiezh,
- un enseller akademiezh - rener servijoù departamant an deskadurezh Stad,
- an Enseller akademiezh enseller pedagogel rannvroel ar yezhoù ha sevenadur rannvro. d'académie

Hag ivez 5 dileuriad eus ar C'huzul-rannvro hag eus ar c'huzulioù-departamant :

- tri dileuriad eus Kuzul-rannvro Breizh, ar Prezidant en o zouez,
- daou Brezidant eus kuzulioù-departamant a zileur an departamantoù,

Kenbrezidet eo ar poellgor gant ar Rektor ha Prezidant ar C'huzul-rannvro. Div wech ar bloaz e vez bodet d'an nebeutañ. Gant servijoù ar Rektorelezh e vez graet war-dro sekretouriezh ar poellgor.

Pal 2 - Diorren implij ar brezhoneg er vuhez pemdez

En tu-hont d'ar pezh a denn d'an deskiñ ha d'an treuzkas brezhoneg e rank un endro a-du bezañ krouet evit ma vo tu d'ober gantañ da vat. Estreget test un Istor eo ar yezh-mañ, rankout a ra bevañ. Bez' e rank barregezhioù yezh ar gomzerien gallout bezañ implijet war ar pemdez.

Rankout a ra ar brezhoneg adkavout e blas er gevredigezh ha bezañ e tachennoù liesseurt ar vuhez foran ha sokial e Breizh. Krouiñ un endro a-du gant implij ar yezh hag aesaat kresk an ober ganti er vuhez pemdez eo ar pal.

AN OBEREREZHIOÙ TROSKOL

Harpañ kroudidigezh magourioù hag arsavioù-diwallerezh brezhonek

Evezh bras a vo taolet ouzh krouiñ un endro brezhonek evit ar vugale a-raok o skoliata. Evit se e vo harpet ar gevredigezh Divskouarn evit he labour war-zu ar magourioù hag an arsavioù-diwallerezh (anavezout ar goulennoù, harp teknikel, rannañ ar skiant-prenet...)

Diorren an oberezhioù dudi ha vakañsoù evit ar vrezhonegerien yaouank

Da glokaat kelenn ar brezhoneg hag e brezhoneg e vo harpet, e stern barregezhioù pep siner, an oberezhioù dudi evit ar vugale hag ar grennarded. Reiñ an tud dezho d'ober gant ar brezhoneg e-maez ar skolioù dre greizennoù dudi, kreizennoù vakañsoù, chomadennoù liesseurt... eo ar pal.

E stern ar c'hendivizad kentañ ez eus bet gallet lakaat war-sav ur filierenn stummañ war oberezhioù buhezourien ar c'hreizennoù vakañsoù ha dudi e brezhoneg. Kreñvaat ar filierenn-se a vo d'ober eta e-keñver tri arvez :

- Kenderc'hel gant ar skoazell evit lakaat war-sav stajoù stummañ hag embann binvioù pedagogel. Hañvalout a ra ar filierenn bezañ staliet mat : an Diplom Aotren war ar Buheziñ – DABU zo stabilaet a-benn bremañ ; an Diplom Aotren war ar Renerezh – DARE a vez lakaet war-sav ha binvioù pedagogel zo bet savet pe zo war ober. Daoust da se e seblant bezañ ret ambroug an ober-mañ e-pad un nebeud bloavezhioù evit ma c'hallo tremen ar mare krennus a vo eus neveziñ ar rummad kentañ a vuhezourien stummet ; gouzout a reer evel-se ne « bad » un DABU nemet tri bloaz d'ar muiañ. Ma teuer a-benn da neveziñ ar vuhezourien en un doare dereat pa vo echu gant ar rummad kentañ bet stummet e vo tu da lavaret e pado da vat ar filierenn-se.
- Krouiñ kreizennoù dudi brezhonek. Ret eo buanaat bremañ al lakaat war-sav frammoù dudi brezhonek ; gwelet a reer bremañ ur c'hresk er c'hinnig chomadennoù vakañsoù, gouestlet da demoù a zedenn ar re yaouank ; met n'eus anezho nemet stajoù aozet da vareoù resis-tre, e-pad an hañv dreist-holl. Evit ma c'hello ar yezh gwriziennañ er vuhez pemdez e ranko bezañ hiroc'h ar soubañ er yezh goude an amzer skol dre ur c'hinnig dudi brezhonek a-hed ar bloaz. Kas war-raok ar mennozh e penn ar vugale-se n'eo ket ar brezhoneg yezh ar skol hepken hogen ivez hini ar c'hoari an hini eo zo e kont. Mat e vo eta kas war-raok an doareoù diwall hag ar c'hreizennoù dudi hep bod e brezhoneg, goude ar skol, da Verc'her ha da Sadorn hag e-pad ar vakañsoù bihan. Skoazelloù da vroudañ krouidigezh frammoù a seurt-se a vo lakaet war-sav gant servijoù ar Yaouankiz hag ar Sportoù.
- Micherelaat ar filierenn. Un diouer a vrezhonegerien a vicher war ar buheziñ a stadomp hiziv an deiz. Stummañ war ar brezhoneg buhezourien a vicher arbennikaet hag a c'hallfe labourat evit aozadurioù.dudi pe strollegezhioù lec'hel e lec'h ma kaver kalz a vugale skoliataet en hentadoù divyezhek eo ar pal neuze. Prederiet e vo evit gwelet penaos e vefe tu da lakaat ur stummadur war ar brevedoù micherel liezamsav.
- Oberezhioù sport. Gant servijoù ar Yaouankiz hag ar Sport e vo harpet lakaat war-sav oberezhioù sport e brezhoneg. Gant oberezhioù o tennañ d'ar mor e vo graet an taol-arnod kentañ. Reiñ an tu da vodañ yezherien yaouank sterniet e brezhoneg eo ar pal.; a lec'h da lec'h e c'hallfe mont ar sternerezh-se en ur implijout ar c'hluboù sport evel lec'hioù pleustriñ.

Aesaat treuzkas ar yezhoù etre ar remziadoù

Evel ar yezhoù bev all ez eo ar brezhoneg ur yezh kehentiñ ha na c'hallo ket diorren hep darempredoù stank etre an deskidi hag ar vrezhonegerien a-vihanik. Strivoù a ranker ober evit ma vo lakaet, kement ha ma vo tu, skolidi ar c'hlasoù divyezhek e darempred gant brezhonegerien a ra bemdez gant ar brezhoneg.

Koulzadoù evel « Klaskerien ha treizherien soñjoù » bet roet lañs dezhañ gant Kuzul-departamant Penn-ar-Bed gant harp ensellerezh pedagogel ar yezh rannvroel a vo skoazellet. Mat e vefe ma c'hallfe bezañ roet lañs dezho e departamantoù all.

BEZAÑS AR YEZH ER VUHEZ FORAN

Harpañ an embann brezhonek

War greskiñ ez eo aet ar c'hinnig levrioù brezhonek er bloavezhioù diwezhañ a-drugarez d'an arc'hant lakaet gant ar Stad ha Kuzul-rannvro Breizh. Kendalc'het e vo da blediñ gant an dachenn-se. An tiez-embann hag al levrdioù a c'hallo bezañ sikouret evit o raktresoù modernaat.

Gant ar C'huzul-rannvro hag ar Stad e vo diorroet kefridioù aliañ, pourchas danvez, frammañ war-zu obererien chadenn al levrioù, en o zouez ar re a labour war dachenn ar brezhoneg, dre grouidigezh an Diazezadur Publik a Genlabour Sevenadurel « Levrioù ha lennadennoù e Breizh » (savet diwar Kreizenn-rannvro al levrioù hag Ajañs kenlabour al levraouegoù e Breizh).

Pedet e vo ar c'hlasoù divyezhek da gemer perzh e sizhunvezh ar c'hazetennoù hag ar mediaoù er skolioù aozet gant servijoù ar Rektorelezh e darempred gant Agence France Presse hag ar c'hazetennoù rannvroel. Kreñvaet e vo ar skrivañ evit ar re yaouank dre genstrivadegoù « Priz ar Yaouankiz », « Priz ar vugale » ha gant skoazell ar Rannvro ha Renerezh-departamant ar Yaouankiz hag ar Sportoù.

Diorren implij ar yezhoù rannvroel en arvestoù bev

Kreskiñ ha liesseurtaat a rank ober an eztaol arzel brezhonek. Kenderc'hel a raio ar C'huzul-rannvro da reiñ e skoazell war an dachenn-se dre sikour ar strolladoù c'hoariva (C'hoariva) hag al lazoù-kanañ (Kanomp Breizh).da sevel rouedadoù da skouer.

Renerezh-rannvro an aferioù sevenadurel a studio, e stern ar stignadoù zo, ar goulennoù skoazell evit ar c'hrouiñ a vicher e brezhoneg pe e gallaoueg.

Diorren implij ar yezhoù rannvro er mediaoù (kinnig ar skingomzoù, kleweled hag advouezhiañ, skignañ er yezhoù rannvroel war ar chadennoù publik lec'hel ha broadel)

Kinnig ar skingomzoù

Broudet e vo skignadur ar brezhoneg dre ar mediaoù. Skoazellet e vo ar skingomzoù brezhonek ha divyezhek evit o mont en-dro, kenlodenniñ o frogrammoù kerkent ha bet o frekañs ganto. Diorren kinnig ar skingomzoù eo ar pal, koulz e-keñver kementad (niver a eurioù programmoù brezhonek) hag e-keñver madelezh an abadennoù.

Sikouret e vo skingomzoù gallaouek pe abadennoù gallaouek da vezañ savet.

Kleweled hag advouezhiañ

E stern Kendivizad diorren ar produiñ filmoù ha kleweled etre ar Stad (Kreizenn Vroadel ar Filmoù – RRAS Breizh) ha Rannvro Breizh e resisaer e vo taolet evezh bras gant ar Rannvro ouzh ar raktresoù brezhonek ha gallaouek. Gallout a ra ar raktresoù-se bezañ skoazellet gant ar Font Skoazell Krouiñ Filmoù ha Kleweled (FSKFK).

A-hend-all, ur Font Skoazell d'ar C'hleweled e Brezhoneg (FSKB) zo bet krouet e Kuzul-rannvro Breizh. Da bal en deus aesaat ha kas war-raok diorroadur programmoù klewelet brezhonek na c'hallont ket bet skoazellet gant an FSKFK. Gallout a ra ivez an FSKB harpañ sevenidigezh un doare advouezhiet e brezhoneg eus oberennoù zo anezho c'hoazh. .

Skignañ er yezhoù rannvroel war ar chadennoù publik rannvroel

Dindan aotrouniezh ar Prefed rannvro, pol « sevenadur » servijoù ar Stad er rannvroioù a lakaio France 3 Ouest da gemer perzh hag a skoazello he zaolioù intrudu o vont a-du gant palioù ar c'hendivizad-mañ. Aozañ a raio, da skouer, e-doug e emvodoù reoliek, kenurzhiadur raktresoù ar servijoù hag an diazezadurioù publik diseurt kevelet gant ar pol gant re. France 3 Ouest.

E doujañs kaier ar c'hargoù ar chadennoù e vo klasket ar c'hevelerezhioù a rofe an tu da glokaat ar c'hinnig abadennoù brezhonek. Servijoù nevez a vo kinniget, evel da skouer istitlañ e brezhoneg an abadennoù kelaouiñ pe programmoù skoazellañ da zeskiñ ar yezh. .

Diorren implij ar yezhoù rannvroel e teknologiezhioù nevez ar c'helaouiñ hag ar c'hehentiñ

Kaout muioc'h a vrezhoneg er binvioù stlennegel hag e rouedad teknologiezhioù nevez ar c'helaouiñ hag ar c'hehentiñ zo kement ha sikour diogeliñ un dazont d'ar yezh. Gant aked e vo studiet an taolioù intrudu nevezus. Skoazellet e c'hallint bezañ gant ar strollegezhioù, pep hini diouzh he dezverkoù.

Gant ar C'huzul-rannvro e vo lakaet en e sav ur porched ma vo gallet gwelet an holl abadennoù produet e brezhoneg.

Lakaat en he sav ur strategiezh hollek da ziorren ar c'helenn brezhoneg d'an oadourien

Rankout a reer diorren ar c'helenn brezhoneg d'an oadourien, pe e vefe evel stummerezh micherel pe evel stummerezh personnel. Kement raktres o vont war an tu-se a vo harpet. Kreñvaet e vo kenurzhiadur ar frammoù stummañ zo anezho dre ar gevredigezh Deskiñ d'An Oadourien. An oberoù a c'hall tennañ da:

- Micherelaat stummerezh yezhel an oadourien (diorren stummerezh pedagogel ar stummerien)
- Anavezout ar micherioù hag ar gennadoù ma c'hall ar brezhoneg bezañ ur skoazell ha diorren ar stummadurioù azas (servij d'an den, micherioù ober war-dro bugaligoù, klewelet…)
- Stummañ ar vuhezourien sport ha sevenadur war ar brezhoneg evit ledanaat ar c'hinnig obererezhioù troskol e brezhoneg.

Diorren an deskiñ brezhoneg en ensavadurioù publik ha kreñvaat ar binvioù a ro an tu da gaout muioc'h a vrezhoneg er servijoù publik.

Kavout a reer ar brezhoneg c'hoazh e Steuñv Ober Strategel ar Stad er Rannvroioù (PASER). Talvoudekaat glad Breizh dre ar yezh en deus da bal. Oberoù da vrudañ an doareoù da ezteurel ha da skignañ sevenadur Breizh a gas war-raok. Ar prefeti-rannvro en deus kemeret an intrudu, da skouer, da ginnig da wazourien ar Stad o deus c'hoant stummadurioù war an Istor, an douarbolitikerezh ha sevenadur Breizh, gant skoazell ar skolioù-meur.

Kalz a servijoù publik, a-hend-all, zo krog da vat, abaoe meur a vloaz, gant un argerzh gwellaat perzh o degemer. Diwar intrudu ar Stad, ar garta « Marianne » a engouestl sklaer ar melestradurezhioù war o doare da zegemer ar c'hevredig (respont d'al lizhiri, d'ar pellgomzadennoù, …). Emdreiñ a raio tamm-ha-tamm war-zu ul label dave hag a vo testeniekaet gant un aozadur dizalc'h. E skeud ar garta-se e vo broudet ar servijoù publik da ober gant ar brezhoneg ivez evit a sell ouzh ar gouestloù lakaet.

Politikerezh treuzdougen ar C'huzul-rannvro a gemer ar pezh a denn d'ar yezhoù e kont ; da skouer evit koc'hennadur an THR e vo ul logo eus an ensavadur rannvroel diwar zaou e brezhoneg. En tu-hont da se, e programmoù neveziñ an tiez-gar e vo goulennet bep tro ouzh ar c'humunioù e kont ha c'hoant o deus da gaout ur panellerezh brezhonek.

Broudañ an arhenterezh divyezhek

Kalz a strollegezhioù o deus kroget da lakaat staliañ ur panellerezh divyezhek. An oberoù-se, a gensav un endro gwelet divyezhek, a zo da vezañ diorroet. Ar broioù a garo a c'hallo kas an doare oberoù-se war-raok e stern lodenn 3 ar c'hevratoù Bro gant ar Rannvro.

OFIS AR BREZHONEG

Pa oa bet degemeret Karta sevenadurel 1977 «da bal dezhi kendalc'h sevenadurioù Breizh e kement stumm zo», e oa bet lakaet frammoù sevenadurel war-sav, lod anezho o plediñ gant ar brezhoneg. Cheñchamant zo deuet er binvioù-se hag o deus kaset betek krouidigezh ar gevredigezh Ofis ar brezhoneg, e 1999, dre ma oa deuet anat an ezhomm da gaout ur benveg gouestlet penn-da-benn d'ar brezhoneg.

Bremañ e fell d'ar Stad, d'ar rannvro ha d'an departamantoù kadarnaat an emdroadur-se ha krouiñ da vat ur benveg e servij politikerezh yezh Breizh. Evit se emaint e sell da reiñ ar statud a Diazezadur Publik a Genlabour Sevenadurel d'an Ofis. En tu-hont d'e gefridioù a denn da aesaat ober muioc'h gant ar brezhoneg er vuhez foran e tlefe ivez ober war-dro koulzadoù kizidikaat war an deskiñ brezhoneg ha dastum titour stadegel a rofe an tu da wellaat ar pezh a ouzer diwar-benn emdroadurioù ar yezh er gevredigezh.

Pal 3 - An enklask, an deskadurezh uhel hag ar politikerezh e-keñver glad evit a sell ouzh ar yezh

Diorroidigezh implij ar brezhoneg a rank gallout en em harpañ war un enklask hag un deskadurezh uhel a live uhel a gaver e Skolioù-meur Roazhon 2 ha Breizh-Izel. Diaweladoù astenn ar c'helenn divyezhek ha dre soubidigezh er c'hentañ derez hag en eil derez a laka ivez e rank kreskiñ an niver a gelennerien gouest da gelenn ar yezh-se hag er yezh-se. Rak-se e rank an div Skol-veur-se ober ur striv youlek evit lakaat kreskiñ an niver a zanvez kelennerien a c'hallfe mont war ar vicher-se. Evit harpañ diorren ar c'helenn divyezhek ha dre soubidigezh an hini eo e ouestl ar gevelerien kas oberoù fetis da benn.

Hiziv an deiz e kaver brezhoneg er Skol-veur, koulz war dachenn an deskadurezh uhel ha war hini an enklask. Kursusoù klok, eus an aotreegezh d'an dezenn, a zo e Skol-veur Roazhon 2 hag e Skol-veur Breizh-Izel.

Gwellaet e vo ar stummadurioù-se evit bastañ diouzh ar gwellañ da ezhommoù ar studierien ha micherelaet e vint evit bezañ diouzh marc'had al labour divyezhek.

Startaet e vo an enklaskoù war dachenn ar yezhoniezh gant an doare nevez ma vo aozet ar KEBK (Kreizenn an Enklaskoù Breizhek ha Keltiek), a vo bodet enni ar c'hreizennoù studi hag enklaskoù eus skolioù-meur Breizh-Izel ha Roazhon2 adalek ar 1ñ a viz Genver 2008. Dre al labour skiantel e c'hallor sevel an ostilhoù a vo ezhomm anezho evit ar yezh hag anavezout gwelloc'h an endro sokioyezhoniel lec'h m'emañ, hag ivez an anadennoù psikosokioyezhoniel o dez ul levezon war emzalc'hoù an dud.

Doujañ a ra ar stignadoù a vo lakaet e pleustr gant ar c'hendivizad-se, da bennaennoù ar servij publik evit ar gelennadurezh uhel, dreist-holl emrenerezh ar skolioù-meur. Pa vo ret e vo lakaet an argerzhadurioù broadel a-fet prizachañ da dalvezout.

An enklaskoù hag ar c'helenn er skolioù-meur

Ar stummadur kentañ ha dibaouez

Evit ar brezhoneg

Dre ar studioù e brezhoneg a zo bet diazezet un toullad bloavezhioù zo gant skolioù-meur Roazhon ha Breizh-Izel e c'hall ar studierien prientiñ ur vicher da zont liammet ouzh ar brezhoneg. Meur a seurt post-labour a c'haller kavout : kelenner, stummer, troer, kargad diorren en ur gevredigezh, buhezour sevenadurel (glad, touristerezh), animatour er skinwel pe er skingomz, micherioù an embann, servijoù d'an den...

Klasket e vo dedennañ an dud muioc'h ha brudañ gwelloc'h ar micherioù divyezhek. Grataat a ra skolioù-meur Breizh, gant asant ar Ministrerezh, delc'her d'ar memes niver, d'an nebeutañ, a bostoù kelennerien-klaskerien gouestlet d'ar yezhoù ha sevenadurioù breizhek ha keltiek.

Ar Rannvro a sikouro skolioù-meur Roazhon 2 ha Breizh-Izel da startaat ar stummadurioù war ar brezhoneg evit ar studierien a vo e-sell da vont war ar vicher gelenner, abalamour da lakaat an hentadoù skol-veur, an hentadoù anyezhel hag all, da glotañ gant ar c'henstrivadegoù evit ar yezhoù rannvro er c'hentañ hag en eil derez.

Dizingal-tre eo live brezhoneg ar studierien enskrivet en aotreegezh vrezhoneg, ar pezh n'eo ket aes da verañ evit ar skolioù-meur. Kinniget e vo d'ar studierien eurvezhioù ouzhpenn e brezhoneg abalamour dezho da zeskiñ ar yezh-se ar buanañ ar gwellañ.

Gallout a ray an holl studierien war ar brezhoneg a zo er skolioù-meur all (stummadur kentañ ha dibaouez, pellstummadur) tennañ gounit eus al labour kaset da benn hag an ostilhoù bet savet gant an div skol-veur-se, dreist-holl dre lec'hienn Kampus Niverel Breizh (KNB).

Ouzhpenn-se, evit klokaat, e vo kinniget moduloù « brezhoneg, yezh kelenn », enno kentelioù war meur a zanvez, gant ar skolioù-meur o do sinet ar c'hendivizad. Dibabet e vez gant kalz studierien hag a zeu eus an hentadoù divyezhek pe dre soubañ, mont war ar studi e kursusoù all. Dav e vo bezañ gouest da ginnig d'ar vrezhonegerien yaouank-se un Unvez Kelenn « brezhoneg » pe « prientiñ d'ar c'henstrivadegoù divyezhek » a vefe digor d'an holl, e forzh peseurt USE e vefent, ha lakaet da gontañ en o c'hursus pennañ.

Bez' ez eus ivez stajoù ur sizhunvezh pe div sizhunvezh d'an daoulamm hag a vez kinniget gant ar skolioù-meur e fin pe e penn kentañ ar bloavezh-skol evit ar studierien hag a fell dezho mont pelloc'h en anaoudegezh eus ar brezhoneg hag ar sevenadurioù breizhek ha keltiek.

Lakaet e vo an tri obererezh-se (startaat kelennadurezh ar brezhoneg, ar moduloù etre meur a zanvez hag ar stajoù d'an daoulamm) da dalvezout abalamour da gaout trawalc'h a dud a c'hallfe lakaat o anv evit kenstrivadegoù ar c'helenn divyezhek. Termenet e vo ar programmoù obererezhioù-se er c'hendivizadoù a-ratozh a vo sinet etre ar skolioù-meur hag ar Rannvro.

Abaoe 2002 en deus diazezet ESSM Breizh Skol ar Gelennerien e Brezhoneg (SKB) evit reiñ lañs da stummadur ar gelennerien e brezhoneg ha war ar brezhoneg. Heuliet e vo pizh, asambles gant ar skolioù-meur a gemero perzh, roll dibar ar SKB.

Ar yezh hag ar sevenadur gallaouek

Ur mare zo bet e veze kinniget ur gelennadurezh eus ar gallaoueg e Skol-veur Breizh-Uhel, dihanet ez eus bet ganti avat pa ne oa ket peadra da gendelc'her.

Hiziv an deiz e c'hrata Skol-veur Roazhon 2, gant sikour ar Rannvro, reiñ lañs adalek distro-skol 2008-2009 d'ur programm stummadurioù war ar yezh hag ar sevenadur gallaouek hag a yelo d'ober un « Unvez Kelenn

war ur Yezh ». Klasket e vo e-giz-se reiñ an tu d'ar studierien da zeskiñ gallaoueg da vat evit bezañ gouest d'en em zibab mat dre gomz.

An enklaskoù

Gant an doare nevez ma vo aozet ar KEBK (Kreizenn an Enklaskoù Breizhek ha Keltiek) e c'hallor startaat an enklaskoù war dachenn ar yezhoniezh dre ur skipailh enklask unvan ha war meur a zanvez. Delc'her a ra ar Rannvro da sikour an emdroadur-se ha teuler evezh mat a ray ma vo dalc'het d'ar framm-se, danvez ennañ evit an enklaskoù, hag a gavo e blas en TSD (ti skiantoù an den).

Ezhomm zo eus labourioù skiantel solut evit diazezañ mat statud ar brezhoneg hag e skeudenn e kevredigezh Breizh. Delc'her a ray ar Rannvro da sikour arc'hantañ ar skorennoù doktorelezh hag ar programmoù enklask, dre-se e vo taolet pled a-dost ouzh tachenn yezhoù Breizh hag ouzh o implij pa vo prizachet an teuliadoù dre vras.

Ouzhpenn-se e vo aozet bodadoù studi liammet ouzh yezh ha sevenadur Breizh gant ar skolioù-meur abalamour dezho da startaat o flas e Frañs hag er bed.

An divyezhegezh er skolioù-meur

Abalamour da lakaat ar brezhoneg da vezañ implijet war ar pemdez e lavar ar skolioù-meur reiñ muioc'h a blas d'an divyezhegezh en o savadurioù : panelloù divyezhek en diavaez hag en diabarzh, lec'hienn Internet, binvioù kehentiñ diabarzh ha diavaez...

Dastum glad Breizh ha sevel un diaz niverel

Abaoe ar bloavezhioù 1980 o deus labouret ar rouedadoù kevredigezhel hag ar glaskerien evit renabliñ, mirout ha brudañ memor dre gomz Breizh. Gallet he deus e-giz-se ar gevredigezh Dastum strobañ, tretañ ha lakaat enlinenn miliadoù a destenioù hag a zaveennoù war dachenn ar sonerezh, ar c'han, ar c'hontadennoù hag a ro da anavezout ur glad, liammet alies gant ar brezhoneg, hag a zo evit mad an holl.

A-hend-all ez eus dielloù eus enrolladennoù, eus filmoù ha dielloù kleweled e brezhoneg gant an INA (INA-Atlantique), Gwarez Filmoù Breizh ha Dastum. Krog int da virout anezho ha da zigeriñ anezho d'an holl en ur stumm niverel. E servijoù zo en diellaouegoù-departamant, diellaouegoù-kêr hag e levraouegoù publik zo e kaver ivez traoù e brezhoneg.

E Kreizenn an Enklaskoù Breizhek ha Keltiek (KEBK) ez eus un dalc'had skrivet ha klevet puilh a-walc'h. Hiziv an deiz ne vez graet implij ebet eus an dalc'had klevet. Fellout a ra d'ar KEBK kavout an doare gwellañ da lakaat ar remziadoù a vremañ da anavezout ar glad-se ha da dreuzkas anezhañ d'ar remziadoù da zont.

Rak eno emañ an dalc'h : da-heul ar pezh labour a zo bet kaset da benn dija e vo ret kendelc'her da niverelaat ar glad dre gomz, ha war un dro dont a-benn da vrudañ ha da dreuzkas ar glad-se dre vinvioù pedagogel a bep seurt, dreist-holl dre ur rann eus levraoueg niverel glad Breizh.

Sikouret e vo gant ar Stad ha gant ar C'huzul-rannvro al labourioù evit sevel an diaz niverel-se.

Karget e vo ur strollad prizachourien da dermenañ an obererezhioù pennañ evit mirout ha brudañ ar glad dre gomz e brezhoneg.

Ar stignad evit heuliañ ha prizachañ ar c'hendivizad

Heuliet ha prizachet e vo an doare ma vo lakaet ar c'hendivizad da dalvezout abalamour da welet ha klotañ gant an ezhommoù a ra an araezioù lakaet e pleustr ha daoust ha kempoell hag efedus int. Evit ober se e vo lakaet an disoc'hoù keñver-ha-keñver gant ar palioù a oa bet divizet.

Evit ar rannoù 1 ha 2 e c'hrata ar gengevratourien pourchas kement elfenn hag a desteni eo bet lakaet ar c'hendivizad-mañ da dalvezout, evit kadarnaat, d'ar PAR (pennsekretouriezh aferioù ar Rannvro) a-benn an 31 a viz Meurzh eus ar bloaz war-lerc'h d'an diwezhatañ.

Ar Stad (RRAS), ar C'huzul-rannvro hag ar skolioù-meur, sinet ar c'hendivizad ganto, a c'hratay pourchas ar memes elfennoù d'ar PAR, a vo barrek da lakaat ar rann 3 da dalvezout.

Kelaouet e vo ar poellgor savet evit heuliañ ha prizachañ ar Gevrat raktresoù Stad-rannvro, ennañ ar Prefed-rannvro ha Prezidant ar C'huzul-rannvro da genbrezidanted, war an doare ma vo lakaet stignadoù ar c'hendivizad-mañ da dalvezout dre vras.

Evit ar pezh a sell ouzh an oberezhioù war dachenn an deskadurezh e vo heuliet ar c'hendivizad gant ar poellgor diazezet hervez mellad 1.3 ar c'hendivizad-mañ.

Tennet e vo gounit eus disoc'hoù ar priziadenn pa vior en em gavet hanter-hent evit splannaat al labour heuliañ ar c'hendivizad hag adkempenn anezhañ mar bez ezhomm.

V Roadennoù tarzh an titourennoù

Titourenn 1 : emdroadur an niver a vrezhonegerien en tu-mañ da 18 vloaz hervez an departamant etre 1999 ha 2010

	1999	% dre zepartamant	2010	% dre zepartamant
Aodoù-an-Arvor	1 065	1,00%	2 176	2,00%
Penn-ar-Bed	2 567	1,50%	6 056	3,70%
Il-ha-Gwilen	331	0,20%	970	0,50%
Liger-Atlantel	208	0,10%	515	0,20%
Mor-Bihan	1 502	1,20%	3 728	2,70%
Breizh	**5 673**	**0,70%**	**13 445**	**1,60%**

Mammenn : Ofis publik ar Brezhoneg – Arsellva implij ar yezhoù

Titourenn 2 : niver a gumunioù bet degemeret ganto ar Garta "Ya d'ar brezhoneg"

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Live 1	10	27	34	48	63	71	73
Live 2	12	16	24	36	50	59	64
Live 3	1	4	6	6	6	7	9
Live 4				1	1	1	1
Hollad	**23**	**47**	**64**	**91**	**120**	**138**	**147**

Mammenn : Ofis publik ar Brezhoneg – Arsellva implij ar yezhoù

Titourenn 3 : niver a skolidi skoliataet en hentadoù divyezhek

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Diwan	2 880	2 926	2 967	3 030	3 167	3 318	3 481
Feur kreskiñ Diwan	1,95%	1,60%	1,40%	2,12%	4,52%	4,77%	4,91%
Divyezhek publik	3 880	4 266	4 637	5 016	5 424	5 606	5 919
Feur kreskiñ Divyezhek publik	9,33%	9,95%	8,70%	8,17%	8,13%	3,36%	5,58%
Divyezhek prevez katolik	3 649	3 883	4 136	4 241	4 444	4 521	4 682
Feur kreskiñ divyezhek prevez katolik	11,08%	6,41%	6,52%	2,54%	4,79%	1,73%	3,56%
Niver hollek a skolidi	**10 409**	**11 075**	**11 740**	**12 287**	**13 035**	**13 445**	**14 082**
Feur kreskiñ hollek	**7,76%**	**6,40%**	**6,00%**	**4,66%**	**6,09%**	**3,15%**	**4,74%**

Mammenn : Ofis publik ar Brezhoneg – Arsellva implij ar yezhoù

Titourenn 4 : skoazelloù ar Rannvro d'ar c'helenn divyezhek

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Sammad hollek ar skoazelloù d'ar c'helenn divyezhek	953 400 €	1 058 728 €	1 090 846 €	1 216 826 €	1 386 506 €	1 537 821 €	1 752 793 €

Mammenn : Rannvro Breizh – DFIN/SLAB

Titourenn 5 : niver a emstriverien degemeret e kenstrivadeg ar GS hag ar GLS, arbennigiezh yezhoù rannvroel

Kelennerien er skolioù	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Kentañ derez publik	29	22	16	14	15	21	7
Kentañ derez katolik		7	10	13	8	3	5
Kentañ derez Diwan	8	3	6	7	5	3	3
Hollad ar re degemeret	**37**	**32**	**32**	**34**	**28**	**27**	**15**
Plasoù chomet vak	1	8	17	2	12	11	10
Kelennerien al liseoù hag ar skolajoù	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
CAPES	2	2	2	2	2	2	2
CAFEP (Dibab etre ar prevez katolik ha Diwan a c'hall ober al loreidi)	2	2	1	1	1	2	3
Hollad ar re degemeret	**4**	**4**	**3**	**3**	**3**	**4**	**5**
Plasoù chomet vak	0	0	3	0	0	2	0
Niver hollek a emstriverien degemeret	41	36	35	37	31	31	20

Mammenn : Rektorelezh Akademiezh Roazhon

Titourenn 6 : niver a emvataerien eus ar stignadoù KSDS ha Skoazell dre vloaz

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Niver a emvataerien eus KSDS	66	49	52	51	27	18	43
Niver a emvataerien eus Skoazell e M1					31	42	42

Mammenn : Rannvro Breizh – DFIN/SLAB

Titourenn 7 : niver a oadourien a heuilh ur stummadur war ar brezhoneg

	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Deskidi er c'hentelioù noz	3 204	3 030	3 004	3 173	3 316	3 329	NR
Deskidi war al lec'h labour				232	236	194	NR
Deskidi er c'hentelioù noz pe war al lec'h labour	**3 204**	**3 030**	**3 004**	**3 405**	**3 552**	**3 523**	**NR**
Niver a stajidi er stajoù 6 pe 3 miz (rakstummadur Kelenn en o zouez)	109	138	131	153	157	171	NR
Niver a stajidi (stajoù berr)	1 000	1 109	1 015	978	973	NR	NR
** stajidi dibenn-sizhun en o zouez*	*389*	*462*	*412*	*480*	*449*	*NR*	*NR*
** stajidi ur sizhunvezh en o zouez*	*611*	*647*	*603*	*498*	*524*	*NR*	*NR*
Hollad ar stajidi (stajoù berr hag hir)	**1 109**	**1 247**	**1 146**	**1 131**	**1 130**	**NR**	**NR**
Hollad	**4 313**	**4 277**	**4 150**	**4 536**	**4 682**	**NR**	**NR**

Mammenn : Ofis publik ar Brezhoneg – Arsellva implij ar yezhoù

Titourenn 8 : niver a blasoù er stajoù hir (6 miz) hag er stummadurioù uhel (3 miz) arc'hantaouet gant ar Rannvro

	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Niver a stajidi er stajoù 6 ha 3 miz (re rakstummadur Kelenn en o zouez)	109	138	131	153	157	171	NR
en o zouez niver a blasoù er stajoù 6 pe 3 miz arc'hantet gant ar Rannvro		89	117	115	125	156	223

Mammennoù : Ofis publik ar Brezhoneg – Arsellva implij ar yezhoù & Rannvro Breizh – DFIN/SLAB

Titourenn 9 : niver a zevezhioù obererezh evit bugale e brezhoneg pe e gallaoueg

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Niver a zevezhioù obererezh evit bugale e brezhoneg pe e gallaoueg	2 439	2 968	3 773	3 987	4 630	4 525	4 412

Mammenn : UBAPAR

Titourenn 10 : skoazelloù rannvroel d'ar produiñ ha d'ar skignañ kleweled ha skingomz

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Sammad hollek ar skoazelloù d'ar skignañ kleweled	256 290 €	244 168 €	341 291 €	499 717 €	359 784 €	374 500 €	377 500 €
Sammad ar skoazell d'ar produiñ kleweled ha d'an advouezhiañ (FSKB)	255 985 €	492 221 €	500 000 €	499 683 €	568 032 €	459 264 €	588 265 €
Sammad ar skoazell produiñ / diorren / skrivañ (FSKFK)	61 000 €	13 000 €	3 000 €	30 000 €	26 000 €	37 000 €	81 000 €
Niver a skoazelloù (FSKB)	NR	11	15	14	15	14	18
Niver a skoazelloù (FSKFK)	3	1	1	2	1	4	4
Produiñ skoazellet gant an FSKB hag ar FSKFK (eurvezhioù)	NR	47h15	55h07	48h05	45h37	38h16	51h32
Advouezhiañ skoazellet gant an FSKB (eurvezhioù)	NR	30h20	20h32	17h10	18h40	29h00	27h37
Sammad hollek ar skoazell d'ar produiñ kleweled	316 985 €	505 221 €	503 000 €	529 683 €	594 032 €	496 264 €	669 265 €
Sammad hollek ar skoazelloù d'ar produiñ ha skignañ kleweled	736 389 €	736 389 €	841 291 €	1 029 400 €	953 816 €	870 764 €	1 046 765 €
Sammad hollek ar skoazelloù produiñ ha skignañ er skingomzoù	350 754 €	391 870 €	345 502 €	426 950 €	442 000 €	477 000 €	494 000 €

Mammenn : Rannvro Breizh – DFIN/SLAB & DC/SIMAG

Titourenn 11 : niver a arvesterien an droiad filmoù bevaat advouezhiet e brezhoneg

	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Niver a arvesterien	3 097	5 257	6 505	6 520	7 736	8 228	8 705
Niver a skolioù tizhet	NR	97	121	120	149	151	154
Niver a lec'hioù bannañ	27	41	45	49	61	67	69

Mammenn : Daoulagad Breizh

Titourenn 12 : niver a levrioù embannet e brezhoneg pe e gallaoueg skoazellet gant ar Rannvro

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Sammad hollek ar skoazelloù d'an embann			77 513 €	54 069 €	40 751 €	41 813 €	37 041 €
Niver a levrioù skoazellet gant ar Rannvro			72	44	62	72	82
Feur al levrioù penn-da-benn e brezhoneg pe e gallaoueg			79%	82%	71%	86%	78%
Hollad al levrioù brezhonek embannet				98	82	105	NR
Levrioù penn-da-benn e brezhoneg pe e gallaoueg			57	36	44	62	64
Levrioù divyezhek br/fr pe gallaoueg/fr, geriadurioù en o zouez			15	8	18	10	18

Mammenn : Rannvro Breizh – DFIN/SLAB & Ofis publik ar Brezhoneg – Arsellva implij ar yezhoù

Titourenn 13 : niver a wazourien eus ar Rannvro a heuilh kentelioù brezhoneg

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Stummet war o lec'h labour				23	23	31	32
Stummadur personel skoazellet gant ar Rannvro	1	3	2	1			

Mammenn : Rannvro Breizh – DRH/SERSOF

Budjed dezastum ar politikerezh yezh (kesoutet, euroioù)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	*Treuzkas yezhoù Breizh*	**2 341 675**	**2 454 287**	**2 404 697**	**2 799 051**	**2 983 640**	**3 492 569**	**3 815 698**
1-1	*Diorren ar c'helenn divyezhek kentañ*	1 854 146	1 848 333	1 716 190	1 996 985	2 187 640	2 423 699	2 559 695
1-2	*Diorren ar stummañ evit an oadourien*	487 529	600 954	667 257	782 941	790 000	996 870	1 227 953
1-3	*Aesaat an treuzkas er familhoù*		5 000	21 250	19 125	6 000	72 000	28 050
2	*Kreskiñ plas yezhoù Breizh er vuhez sokial, sevenadurel ha foran*	**2 316 775**	**3 110 429**	**3 634 494**	**3 940 802**	**3 215 469**	**3 392 258**	**3 688 554**
2-1	*Harpañ ar c'hizidikaat, an anaoudegezh, ar skignañ eus ar yezh*	876 036	1 071 450	1 418 277	1 423 596	953 704	1 048 941	1 168 192
2-2	*Suraat bezañs yezhoù Breizh war an dachenn*	316 315	349 089	515 787	426 164	451 559	493 687	504 081
2-3	*Kreskiñ plas yezhoù Breizh er mediaoù*	607 044	1 128 259	1 186 793	1 426 350	1 375 954	1 310 764	1 459 765
2-4	*Diorren an embann*	334 255	370 131	331 531	380 109	226 752	312 704	318 403
2-5	*Broudañ ar pleustroù sevenadurel*	183 125	191 500	182 106	284 583	207 500	226 162	238 114
3	*Kreskiñ plas yezhoù Breizh e mont en-dro ha politikerezhioù ar Rannvro*		**1 359**	**13 204**	**93 715**	**15 089**	**15 510**	**11 273**
	SAMMAD	**4 658 450**	**5 566 075**	**6 052 395**	**6 833 568**	**6 214 198**	**6 900 337**	**7 515 525**

Mammenn : Rannvro Breizh – DFIN/SLAB